

Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets Commune de Vendargues (34)

*Dossier de demande d'enregistrement au titre des
ICPE*

*Janvier 2021
A 101085 A*



**SUEZ RV Méditerranée
Zone Industrielle du Salaison
235 Avenue des Bigos
34 740 Vendargues**

*Région SUD
Parc d'Activité de Fréjorgues
180 Impasse John Locke
34470 PEROLS
Tél. : 04 67 15 91 10
Fax. : 04 67 15 91 11*

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

Sommaire

	Pages
1. CERFA	6
2. CONTEXTE ET OBJET DE LA DEMANDE	20
3. CONSTITUTION DU DOSSIER.....	21
4. RAPPEL CONCERNANT LE DEROULEMENT DE LA PROCEDURE	22
5. ETAT ACTUEL DU POLE ET DES ACTIVITES ICPE EXISTANTES.....	23
6. RAPPEL REGLEMENTAIRE CONCERNANT LES ACTIVITES EXERCEES	27
6.1. RUBRIQUE ICPE DES ACTIVITES EXISTANTES.....	27
6.2. ARRETE PREFECTORAL D'ENREGISTREMENT N°2018-I-837 RELATIF A L'AUGMENTATION DE CAPACITE DE LA DECHETERIE PROFESSIONNELLE	28
6.3. DECLARATION AU TITRE DES ICPE CONCERNANT LA RUBRIQUE N°2713 DU 07 JUIN 2017	29
6.4. DECLARATION AU TITRE DES ICPE CONCERNANT LES RUBRIQUES N°2714 ET 2716 DU 08 DECEMBRE 2016, MODIFIE PAR COURRIER DU 31 JANVIER 2020.....	30
7. IDENTITE DU DEMANDEUR ET CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES.....	32
7.1. IDENTITE DU DEMANDEUR	32
7.2. CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES.....	33
8. LOCALISATION DU SITE.....	47
9. EMPRISE CADASTRALE DU PROJET	47
9.1. LOCALISATION CADASTRALE	47
9.2. SITUATION CADASTRALE	49
9.3. PROPRIETE DES TERRAINS ET DROITS DU DEMANDEUR	49
10. URBANISME	50
10.1. PLU ET ZONAGE	50
10.2. SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE.....	51
10.3. COMPATIBILITE AVEC LE DOCUMENT D'URBANISME	53
10.4. PERMIS DE CONSTRUIRE	54
11. OBJET DE LA DEMANDE ET RUBRIQUES ICPE CONCERNEES	55
11.1. OBJET DE LA DEMANDE	55
11.2. RUBRIQUE ICPE CONCERNEE PAR LA DEMANDE	55
11.3. COMMUNES CONCERNEES PAR LE RAYON D'AFFICHAGE (SELON RUBRIQUE)	58
12. CARACTERISTIQUES DU PROJET.....	59
12.1. TRANSFERT DES INSTALLATIONS DANS LE CADRE DU PROJET	59
12.2. PLATEFORME DE VALORISATION DES METAUX	61
12.2.1. Description de l'aménagement de la plateforme.....	61
12.2.2. Typologie et quantités de déchets	64
12.3. LA PLATEFORME EXTERIEURE DU CENTRE DE TRI-TRANSFERT DES DECHETS NON DANGEREUX	64
12.4. AUTRES AMENAGEMENTS ET INSTALLATIONS ANNEXES	65
13. MODE D'EXPLOITATION	69
13.1. VOIE D'ACCES ET DE CIRCULATION	69

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

13.2.	HORAIRE D'OUVERTURE	70
13.3.	RECEPTION DES DECHETS	70
13.3.1.	Plateforme de valorisation métaux.....	70
13.3.2.	Plateforme de tri-transit de déchets non dangereux	71
13.3.3.	Plateforme transit éco mobilier	71
13.4.	ENGINS SUR SITE	71
13.5.	UN CHARIOT FRONTAL RESEAUX DIVERS	71
13.5.1.	Eaux pluviales.....	71
13.5.2.	Eaux potables.....	71
13.5.3.	Eaux usées.....	72
13.5.4.	Electricité, téléphone et internet.....	72
13.6.	MOYENS D'INTERVENTION ET DE SECOURS	72
13.7.	PRODUITS DANGEREUX	74
14.	REMISE EN ETAT ET USAGE FUTUR	75
14.1.	CONDITIONS DE REMISE EN ETAT DU SITE	75
14.2.	PLANS DU SITE ET RAPPORTS SUR LA SITUATION ENVIRONNEMENTALE.....	75
14.3.	USAGE FUTUR	75
14.4.	AVIS DU MAIRE ET DES PROPRIETAIRES	76
15.	SENSIBILITE ENVIRONNEMENTALE	77
15.1.	INVENTAIRES DES ZONES INSTITUTIONNALISEES	77
15.2.	SYNTHESE DE L'ETAT INITIAL ET DES ENJEUX	78
16.	RISQUES NATURELS ET TECHNOLOGIQUES	81
16.1.	SISMICITE	81
16.2.	ETAT DES RISQUES TECHNOLOGIES.....	81
16.3.	INONDATIONS	81
16.4.	APPRECIATION DES ENJEUX ET IMPACTS CONCERNANT LES RISQUES NATURELS OU TECHNOLOGIQUES ET SANITAIRES	83
17.	ANALYSE DES IMPACTS, NUISANCES POTENTIELLES DU PROJET, EFFETS NOTABLES POTENTIELS SUR L'ENVIRONNEMENT ET LA SANTE HUMAINE, DU PROJET PAR RAPPORT A L'ETAT ACTUEL ET DISPOSITIONS PRISES EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT	84
17.1.	GESTION DES EAUX PLUVIALES	84
17.2.	TRAFIC.....	84
17.3.	EMISSIONS ATMOSPHERIQUES ET LUMINEUSES.....	86
17.4.	EMISSIONS SONORES ET VIBRATIONS.....	86
17.5.	EFFETS SUR LA SANTE.....	87
18.	EXAMEN DES DANGERS ET CALCUL DE FLUX THERMIQUES DU PROJET	88
19.	RESPECT DES PRESCRIPTIONS ICPE APPLICABLES A L'INSTALLATION	89
20.	EFFETS CUMULES ET JUSTIFICATION DU CARACTERE NON SUBSTANTIEL DE LA DEMANDE 90	
21.	COMPATIBILITE AVEC LES PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES	91
21.1.	SDAGE	92
21.2.	SAGE ET CONTRAT DE MILIEU	102
21.3.	PLAN DE PREVENTION DES RISQUES INONDATIONS	103
21.4.	PLAN NATIONAL DE PREVENTION DES DECHETS.....	103
21.5.	PLAN REGIONAL PREVENTION GESTION DES DECHETS (PRPGD OCCITANIE)	104

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

Liste des tableaux

TABEAU 1 : RUBRIQUES ICPE DES ACTIVITES EXISTANTES SUR LE SITE	27
TABEAU 2 : CARACTERISTIQUES GENERALES REPRISES DANS L'ARRETE PREFECTORAL N°2018-I-837	28
TABEAU 3 : IDENTITE DU DEMANDEUR.....	32
TABEAU 4 : PRINCIPALES PRESTATIONS ET PARTENAIRES	43
TABEAU 5 : PARCELLAIRE DE LA DEMANDE D'ENREGISTREMENT	49
TABEAU 6 : LISTES DES SUP DU PLU DE VENDARGUES.....	52
TABEAU 7 : CONFORMITE AU REGLEMENT DE LA ZONE UEA.....	54
TABEAU 8 : RUBRIQUE ICPE.....	57
TABEAU 9 : SITUATION CADASTRALE ET EMPRISE	59
TABEAU 10 : CARACTERISTIQUES DES ZONES DE STOCKAGE DE TRANSIT DE DECHETS DE METAUX.....	64
TABEAU 11 : INVENTAIRES DES ZONES INSTITUTIONNALISEES AU TITRE DU PATRIMOINE NATUREL	78
TABEAU 12 : SYNTHESE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX	80
TABEAU 13 : EVOLUTION DU TRAFIC DANS LE CADRE DU PROJET.....	84
TABEAU 14 : IMPACT DU TRAFIC.....	85
TABEAU 15 : PHENOMENES DANGEREUX GÉNÉRANT DES EFFETS À L'EXTÉRIEUR DU SITE	88
TABEAU 16 : PROJETS AYANT REÇU UN AVIS DE L'AUTORITE ENVIRONNEMENTALE SUR LES COMMUNES CONCERNEES PAR LE RAYON DE 1 KM.....	90
TABEAU 17 : CONFORMITE DU PROJET AU SDAGE.....	101
TABEAU 18 : CONFORMITE DU PROJET AU CONTRAT DE MILIEU BV ETANG DE L'OR	102
TABEAU 19 : OBJECTIFS CHIFFRES PLAN REGIONAL OCCITANIE	108

Liste des figures

FIGURE 1 : SYNOPTIQUE DU DEROULEMENT DE LA PROCEDURE D'ENREGISTREMENT.....	22
FIGURE 2 : LOCALISATION DES ACTIVITES ICPE EXISTANTES SUR LE SITE.....	23
FIGURE 3 : LOCALISATION ACTUELLE DE L'ACTIVITE ICPE 2713	29
FIGURE 4 : LOCALISATION ACTUELLE DE L'ACTIVITE ICPE 2714/2716.....	31
FIGURE 5 : : DECOUPAGE NATIONAL DE SUEZ RECYCLAGE ET VALORISATION EN FRANCE	34
FIGURE 6 : INSTALLATIONS DE SUEZ RECYCLAGE ET VALORISATION, REGION MEDITERRANEE	37
FIGURE 7 : ACTIVITES SUEZ RV	38
FIGURE 8 : LOCALISATION DU SITE.....	47
FIGURE 9 : VUE AERIENNE DU SITE.....	48
FIGURE 10 : PLAN DE ZONAGE PLU DE LA COMMUNE DE VENDARGUES.....	50
FIGURE 11 : PLAN DES SERVITUDES DU PLU DE LA COMMUNE DE VENDARGUES (PLU).....	51
FIGURE 12 : TRANSFERT DES INSTALLATIONS DANS LE CADRE DU PROJET	60
FIGURE 13 : PLATEFORME DE VALORISATION DES METAUX	62
FIGURE 14 : PLATEFORME « ECO MOBILIER » EXTERIEURE AU CENTRE DE TRI DES DECHETS NON DANGEREUX.....	65
FIGURE 15 : EXEMPLE DE COUPE D'UN QUAI DE TRANSFERT VERS DES FMA	66
FIGURE 16 : VUE EN PLAN DU BATIMENT DE TRANSFERT.....	67
FIGURE 17 : SCHEMA DE PRINCIPE DE L'ORGANISATION DES STOCKS.....	68
FIGURE 18 : PLAN DU RESEAU DE DEFENSE INCENDIE	73
FIGURE 19 : EXTRAIT DU PPRI « BASSIN DU SALAISON »	82
FIGURE 20 : SYNTHESE DONNEES COMPTAGES ROUTIERS DIR MEDITERRANEE ET 3M.....	85

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

Liste des photos

PHOTOGRAPHIE 1 : ETAT ACTUEL DU SITE	26
PHOTOGRAPHIE 2 : BOX DECHETS METAUX ET PRESSE A CISAILLE	63
PHOTOGRAPHIE 3 : ENTREE DU SITE SUR L'AVENUE DE BIGOS	69

Listes des plans

- PLAN 1 : PLAN DE SITUATION AU 1/25 000^{EME} DU PROJET AVEC RAYON DE 1 KMS
- PLAN 2 : PLAN DES ABORDS AU 1/2 000^{EME} JUSQU'A UNE DISTANCE DE 100 METRES : PLAN DE L'ETAT ACTUEL ET DU PROJET ET PLAN PROJET ZOOM AU 1/1000 (DEROGATION D'ECHELLE)
- PLAN 3 : PLAN D'ENSEMBLE AU 1/400^{EME} DU PROJET AVEC RAYON DE 35 M (DEROGATION D'ECHELLE)

Liste des annexes

- ANNEXE 1 : EXTRAIT REGISTRE DU COMMERCE KBIS
- ANNEXE 2 : DETAIL TECHNIQUE DE LA PRESSE A CISAILLE
- ANNEXE 3 : NOTE EXAMEN DES DANGERS ET CALCUL DE MODELISATION DE FLUX THERMIQUES
- ANNEXE 4 : RESPECT DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE TYPE DU 06/06/18 (RUBRIQUE ICPE 2713-2 ET 2716-1)
- ANNEXE 5 : RESPECT DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE TYPE DU 23/11/11 (RUBRIQUE ICPE 2791-2)
- ANNEXE 6 : RESPECT DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE TYPE DU 8/06/18 (RUBRIQUE ICPE 2718-2)
- ANNEXE 7 : RESPECT DES PRESCRIPTIONS DE L'ARRETE TYPE DU 8/06/18 (RUBRIQUE ICPE 2714-2)
- ANNEXE 8 : NOTE EXAMEN DES DANGERS ET CALCUL DE MODELISATION DE FLUX THERMIQUES (NOTE COMPLEMENTAIRE CONCERNANT LA PRISE EN COMPTE DU BATIMENT TRANSFERT)

Tableau récapitulatif des pièces annexes selon bordereau CERFA

N° Pièces	Intitulé	Référence au dossier
PJ1	Une carte au 1/2500	Plan 1
PJ2	Un plan des abords au 1/2500 minimum (échelle : 1/2000)	Plan 2
PJ3	Un plan d'ensemble au 1/200 (dérogation d'échelle : 1/400)	Plan 3
PJ4	Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale	Chapitre 10.3
PJ5	Capacités techniques et financières	Chapitre 7.2
PJ6	Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation	Annexe 4 à 7
PJ2	Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes	Chapitre 22

SUEZ RV Méditerranée

Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)

Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE

A 101085 /A

1. CERFA

Le formulaire CERFA 15679-1 est présenté ci-après avec les pièces obligatoires jointes au présent dossier.

1. Intitulé du projet

Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues - Dossier d'enregistrement au titre des ICPE

2. Identification du demandeur (remplir le 2.1.a pour un particulier, remplir le 2.1.b pour une société)

2.1.a Personne physique (vous êtes un particulier) :

Madame ☐

Monsieur ☐

Nom, prénom

2.1.b Personne morale (vous représentez une société civile ou commerciale ou une collectivité territoriale) :

Dénomination ou
raison sociale

SUEZ RV Méditerranée

N° SIRET

712 620 715 00169

Forme juridique

SASU

Qualité du
signataire

Julien COMBECAVE, Directeur Général Délégué

2.2 Coordonnées (adresse du domicile ou du siège social)

N° de téléphone

04 68 41 17 17

Adresse électronique

N° voie

Type de voie

Nom de voie Rue Antoine Becquerel

ZAC de la Coupe

Lieu-dit ou BP

Code postal

11 100

Commune NARBONNE

Si le demandeur réside à l'étranger

Pays

Province/Région

2.3 Personne habilitée à fournir les renseignements demandés sur la présente demande

Cochez la case si le demandeur n'est pas représenté ☐

Madame ☒

Monsieur ☐

Nom, prénom

BALLOUHEY Eve

Société

SUEZ RV

Service

Développement

Fonction

Chef de projet

Adresse

N° voie

Type de voie

Nom de voie de la Chapelle

Lieu-dit ou BP 80013

Code postal

31803

Commune SAINT-GAUDENS CEDEX

N° de téléphone 06 72 99 71 11 Adresse électronique eve.ballouhey@suez.com

3. Informations générales sur l'installation projetée

3.1 Adresse de l'installation

N° voie 235 Type de voie Avenue Nom de la voie des Bigos

ZI du Salaison Lieu-dit ou BP

Code postal 34740 Commune VENDARGUES

3.2 Emplacement de l'installation

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs départements ? Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser les numéros des départements concernés :

L'installation est-elle implantée sur le territoire de plusieurs communes ? Oui ☐ Non ☒

Si oui veuillez préciser le nom et le code postal de chaque commune concernée :

4. Informations sur le projet

4.1 Description

Description de votre projet, incluant ses caractéristiques physiques y compris les éventuels travaux de démolition et de construction

SUEZ RECYCLAGE ET VALORISATION MEDITERRANEE (« SUEZ RV »), exerce plusieurs activités sur le Pôle multi-filières, installé sur la commune de Vendargues (34).

SUEZ RV exploite actuellement les activités ICPE suivantes sur ce site :

- Une station de transit de déchets non dangereux et de verre,
- Une déchèterie dédiée aux professionnels
- Une activité de tri et transit de métaux et non ferreux

SUEZ RV souhaite développer et réorganiser ces activités sur son site de Vendargues, à savoir :

- Étendre l'emprise enregistrée du pôle multi-filières, à la totalité de la parcelle BA146, comme c'était le cas lors de la demande initiale, pour porter la surface enregistrée de 2,9 hectares environ à 3,4 hectares environ, soit une augmentation de 0,5 hectares environ ;

- Déplacer et développer les capacités de la plateforme de valorisation de déchets de métaux non dangereux, à l'emplacement actuel de la déchèterie professionnelle :

- pour passer du régime déclaratif au régime d'enregistrement, pour l'activité de tri transit et regroupement de déchets de métaux non dangereux, soumis à la rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE, pour porter sa capacité de 855 m² à 5 000 m²;

- pour intégrer une nouvelle activité de traitement, avec la mise en place d'une presse à cisaille semi mobile, d'une puissance de 210 KW, et pour une capacité de traitement de 9,5 t/j, soumis à déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 2791 de la nomenclature des ICPE ;

- en intégrant une activité de transit de batteries, relevant de la rubrique 2718, avec une capacité inférieure à 1t relevant de la déclaration contrôlée ;

- Réorganiser et augmenter la capacité de la plateforme extérieure de tri et de transit de déchets non dangereux : la capacité relative à la rubrique 2714 sera légèrement réduite (de 720 à 220 m3) mais la capacité relative à la rubrique 2716 sera augmentée, passant du régime déclaratif au régime de l'enregistrement, pour porter sa capacité de 990 m3 à 2100 m3.

La déchèterie professionnelle et l'activité de transit de déchets non dangereux de verre seront supprimées.

Le stockage et la distribution d'hydrocarbures (non classable au titre des rubriques 1435 et 4732-2c) sera maintenu.

4.2 Votre projet est-il un :

Nouveau site ☐

Site existant ☒

4.3 Activité

Précisez la nature et le volume des activités ainsi que la ou les rubrique(s) de la nomenclature des installations classées dont la ou les installations projetées relèvent :

Numéro de rubrique	Désignation de la rubrique (intitulé simplifié) avec seuil	Identification des installations exprimées avec les unités des critères de classement	Régime
2713-2	Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux	Zone activité ferrailles / métaux : tri, transit, traitement de déchets non dangereux (métaux et ferrailles, hors VHU) Surface : 5 000 m ²	E
2791-2	Installation de traitement de déchets non dangereux	Zone activité ferrailles / métaux : traitement de déchets métalliques non dangereux (métaux et ferrailles, hors VHU) capacité de 9,5 t/j	DC
2714-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux	Bâtiment et plateforme de tri-transfert de déchets non dangereux : capacité de 220 m3	D
2716-1	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes	Bâtiment et plateforme de tri-transfert de déchets non dangereux : capacité de 2 100 m3	E
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux	Conteneur métallique étanche à l'extérieur pour le transit de batterie sur la plateforme de métaux : capacité < 1 t	DC

5. Respect des prescriptions générales

5.1 Veuillez joindre un document permettant de justifier que votre installation fonctionnera en conformité avec les prescriptions générales édictées par arrêté ministériel.

Des guides de justificatifs sont mis à votre disposition à l'adresse suivante : http://www.ineris.fr/aida/consultation_document/10361.

Attention, la justification de la conformité à l'arrêté ministériel de prescriptions générales peut exiger la production de pièces annexes (exemple : plan d'épandage).

Vous pouvez indiquer ces pièces dans le tableau à votre disposition en toute fin du présent formulaire, après le récapitulatif des pièces obligatoires.

5.2 Souhaitez-vous demander des aménagements aux prescriptions générales mentionnées ci-dessus ? Oui ☐ Non ☒

Si oui, veuillez fournir un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés.

Le service instructeur sera attentif à l'ampleur des demandes d'aménagements et aux justifications apportées.

6. Sensibilité environnementale en fonction de la localisation de votre projet

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement. Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère de l'environnement vous propose un regroupement de ces données environnementales par région, à l'adresse suivante : <https://www.ecologique-solidaire.gouv.fr/linformation-environnementale#e2>

Cette plateforme vous indiquera la définition de chacune des zones citées dans le formulaire.

Vous pouvez également retrouver la cartographie d'une partie de ces informations sur le site de l'inventaire national du patrimoine naturel (<http://inpn.mnhn.fr/zone/sinp/espaces/viewer/>).

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Si oui, lequel ou laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Voir chapitre 15.1
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Voir chapitre 15.1
Dans une zone couverte par un arrêté de protection biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Voir chapitre 15.1
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Voir chapitre 16.1
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Voir chapitre 15.1
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Plan de prévention de bruit dans l'environnement (PPBE) approuvé le 29 juin 2015 sur le territoire de l'Agglomération de Montpellier (comprenant la commune de Vendargues)
Dans un bien inscrit au patrimoine mondiale ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Voir chapitre 15.1
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Voir chapitre 15.1

Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ? Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aucun Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) n'est établi au niveau de la commune de Vendargues. D'après le PPRI du Bassin du Salaison, approuvé le 14/08/2003, les terrains concernés par le projet ne sont pas situés en zone inondable.
Dans un site ou sur des sols pollués ? [Site répertorié dans l'inventaire BASOL]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Aucun site n'est recensé sur la base de données BASOL sur la commune de Vendargues.
Dans une zone de répartition des eaux ? [R.211-71 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	La commune de Vendargues est concernée par la ZRE "Aquifère des molasses du Burdigalien du Bassin de Castries" mais le projet n'empiète pas sur cette ZRE distante au plusproche de 400 m du site.
Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Voir chapitre 15.2
Dans un site inscrit ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Voir chapitre 15.1
Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :	Oui	Non	Si oui, lequel et à quelle distance ?
D'un site Natura 2000 ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Voir chapitre 15.1
D'un site classé ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Voir chapitre 15.1

7. Effets notables que le projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine

Ces informations sont demandées en application de l'article R. 512-46-3 du code de l'environnement.

7.1 Incidence potentielle de l'installation		Oui	Non	NC ¹	Si oui, décrire la nature et l'importance de l'effet (appréciation sommaire de l'incidence potentielle)
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements en eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aucun prélèvements dans les eaux souterraines et superficielles n'est réalisé dans le cadre du projet.
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet n'induit aucun drainage ou modification des masses d'eau souterraine

1

Non concerné

	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aucune affouillement n'est nécessaire dans le cadre du projet (aucune modification de la cote du terrain naturel).
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Aucune exhaussement n'est nécessaire dans le cadre du projet (aucune modification de la cote du terrain naturel).
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet n'induit aucune destruction d'espaces naturels (site déjà existant dans une zone industrielle)
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Voir chapitre 15.1
	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 6 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Voir chapitre 17
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet n'induit la consommation d'aucun espaces naturels, agricoles, forestiers ou maritimes
Risques	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Voir chapitre 18 et note d'examen des dangers (calcul de modélisations de flux thermiques)
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Voir chapitre 16

	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Voir chapitre 17.5
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Nuisances	Engendre-t-il des déplacements/des trafics ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Voir chapitre 17.2
	Est-il source de bruit ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Voir chapitre 17.4
	Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des odeurs ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet n'est pas de nature à générer des odeurs (aucun stockage de déchets fermentescibles)
	Est-il concerné par des nuisances olfactives ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Voir chapitre 17.4
	Est-il concerné par des vibrations ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le site est fermé en période nocturne (voir chapitre 13.2)
	Est-il concerné par des émissions lumineuses ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Emissions	Engendre-t-il des rejets dans l'air ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Voir chapitre 17.3
	Engendre-t-il des rejets liquides ? Si oui, dans quel milieu ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Voir chapitre 17.1
	Engendre t-il des d'effluents ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet n'est pas de nature à générer des effluents.
Déchets	Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le projet génère des déchets dangereux en lien avec l'entretien des engins. Ils sont produits en très faibles quantités et sont dirigées sur les filières agréées.

Patrimoine/ Cadre de vie/ Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements) notamment l'usage des sols ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	

7.2 Cumul avec d'autres activités

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres activités existantes ou autorisées ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquelles :

Voir chapitre 20

7.3 Incidence transfrontalière

Les incidences de l'installation, identifiées au 7.1, sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontalière ?

Oui ☐ Non ☒

Si oui, décrivez lesquels :

7.4 Mesures d'évitement et de réduction

Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :

Voir chapitre 17

8. Usage futur

Pour les sites nouveaux, veuillez indiquer votre proposition sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire le cas échéant, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme [5° de l'article R.512-46-4 du code de l'environnement].

Voir chapitre 14.3

9. Commentaires libres

10. Engagement du demandeur

A CANEJAN

Le 22/07/2020

Signature du demandeur



Bordereau récapitulatif des pièces à joindre à la demande d'enregistrement

Vous devez fournir le dossier complet en trois exemplaires, augmentés du nombre de communes dont l'avis est requis en application de l'article R. 512-46-11. Chaque dossier est constitué d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre enregistrement, parmi celles énumérées ci-dessous.

1) Pièces obligatoires pour tous les dossiers :

Pièces	
P.J. n°1. - Une carte au 1/25 000 ou, à défaut, au 1/50 000 sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée [1° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°2. - Un plan à l'échelle de 1/2 500 au minimum des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500 doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres [2° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°3. - Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200 au minimum indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que le tracé de tous les réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau [3° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] Requête pour une échelle plus réduite <input checked="" type="checkbox"/> : En cochant cette case, je demande l'autorisation de joindre à la présente demande d'enregistrement des plans de masse à une échelle inférieure au 1/200 [titre 1er du livre V du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°4. - Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan d'occupation des sols, le plan local d'urbanisme ou la carte communale [4° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°5. - Une description de vos capacités techniques et financières [7° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
P.J. n°6. - Un document justifiant du respect des prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées applicables à l'installation. Ce document présente notamment les mesures retenues et les performances attendues par le demandeur pour garantir le respect de ces prescriptions [8° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement] Pour les installations d'élevage, se référer au point 5 de la notice explicative.	<input checked="" type="checkbox"/>

2) Pièces à joindre selon la nature ou l'emplacement du projet :

Pièces	
Si vous sollicitez des aménagements aux prescriptions générales mentionnés à l'article L. 512-7 applicables à l'installation :	
P.J. n°7. - Un document indiquant la nature, l'importance et la justification des aménagements demandés [Art. R. 512-46-5 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
Si votre projet se situe sur un site nouveau :	
P.J. n°8. - L'avis du propriétaire, si vous n'êtes pas propriétaire du terrain, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
P.J. n°9. - L'avis du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme, sur l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de l'installation [1° du I de l'art. 4 du décret n° 2014-450 et le 7° du I de l'art. R. 512-6 du code de l'environnement]. Cet avis est réputé émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur.	<input type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'un permis de construire :	
P.J. n°10. - La justification du dépôt de la demande de permis de construire [1° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'implantation de l'installation nécessite l'obtention d'une autorisation de défrichement :	
P.J. n°11. - La justification du dépôt de la demande d'autorisation de défrichement [2° de l'art. R. 512-46-6 du code de l'environnement]. Cette justification peut être fournie dans un délai de 10 jours après la présentation de la demande d'enregistrement.	<input type="checkbox"/>
Si l'emplacement ou la nature du projet sont visés par un plan, schéma ou programme figurant parmi la liste suivante :	
P.J. n°12. - Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes suivants : [9° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input checked="" type="checkbox"/>
- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>

- le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le schéma régional des carrières prévu à l'article L. 515-3	<input type="checkbox"/>
- le plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le plan régional de prévention et de gestion des déchets prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>
- le programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
- le programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>
Si votre projet nécessite une évaluation des incidences Natura 2000 :	
P.J. n°13. - L'évaluation des incidences Natura 2000 [article 1° du I de l'art. R. 414-19 du code de l'environnement]. Cette évaluation est proportionnée à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence [Art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.1. - Une description du projet accompagnée d'une carte permettant de localiser l'espace terrestre ou marin sur lequel il peut avoir des effets et les sites Natura 2000 susceptibles d'être concernés par ces effets ; lorsque le projet est à réaliser dans le périmètre d'un site Natura 2000, un plan de situation détaillé est fourni ; [1° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.2. Un exposé sommaire des raisons pour lesquelles le projet est ou non susceptible d'avoir une incidence sur un ou plusieurs sites Natura 2000 [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]. Dans l'affirmative, cet exposé précise la liste des sites Natura 2000 susceptibles d'être affectés, compte tenu de la nature et de l'importance du projet, de sa localisation dans un site Natura 2000 ou de la distance qui le sépare du ou des sites Natura 2000, de la topographie, de l'hydrographie, du fonctionnement des écosystèmes, des caractéristiques du ou des sites Natura 2000 et de leurs objectifs de conservation [2° du I de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.3. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés, le dossier comprend également une analyse des effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, que le projet peut avoir, individuellement ou en raison de ses effets cumulés avec d'autres projets dont vous êtes responsable, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.4. S'il résulte de l'analyse mentionnée au 13.3 que le projet peut avoir des effets significatifs dommageables, pendant ou après sa réalisation, sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier comprend un exposé des mesures qui seront prises pour supprimer ou réduire ces effets dommageables [III de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
P.J. n°13.5. Lorsque, malgré les mesures prévues en 13.4, des effets significatifs dommageables subsistent sur l'état de conservation des habitats naturels et des espèces qui ont justifié la désignation du ou des sites, le dossier d'évaluation expose, en outre : [IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement] :	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.1 La description des solutions alternatives envisageables, les raisons pour lesquelles il n'existe pas d'autre solution que celle retenue et les éléments qui permettent de justifier la réalisation du projet, dans les conditions prévues aux VII et VIII de l'article L. 414-4 du code de l'environnement ; [1° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.2 La description des mesures envisagées pour compenser les effets dommageables que les mesures prévues au 13.4 ci-dessus ne peuvent supprimer. Les mesures compensatoires permettent une compensation efficace et proportionnée au regard de l'atteinte portée aux objectifs de conservation du ou des sites Natura 2000 concernés et du maintien de la cohérence globale du réseau Natura 2000. Ces mesures compensatoires sont mises en place selon un calendrier permettant d'assurer une continuité dans les capacités du réseau Natura 2000 à assurer la conservation des habitats naturels et des espèces. Lorsque ces mesures compensatoires sont fractionnées dans le temps et dans l'espace, elles résultent d'une approche d'ensemble, permettant d'assurer cette continuité ; [2° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
- P.J. n°13.5.3 L'estimation des dépenses correspondantes et les modalités de prise en charge des mesures compensatoires, qui sont assumées par vous [3° du IV de l'art. R. 414-23 du code de l'environnement].	<input type="checkbox"/>
Si votre projet concerne les installations qui relèvent des dispositions des articles L. 229-5 et 229-6 :	
P.J. n°14. - La description : - Des matières premières, combustibles et auxiliaires susceptibles d'émettre du gaz à effet de serre ; - Des différentes sources d'émissions de gaz à effet de serre de l'installation ; - Des mesures prises pour quantifier les émissions de gaz à effet de serre grâce à un plan de surveillance qui réponde aux exigences du règlement pris en application de la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre. Ce plan peut être actualisé par l'exploitant dans les conditions prévues par ce même règlement sans avoir à modifier son enregistrement. [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>
P.J. n°15. Un résumé non technique des informations mentionnées dans la pièce jointe n°14 [10° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]	<input type="checkbox"/>

Si votre projet concerne une installation d'une puissance supérieure ou égale à 20 MW :

P.J. n°16. - Une analyse coûts-avantages afin d'évaluer l'opportunité de valoriser de la chaleur fatale notamment à travers un réseau de chaleur ou de froid. Un arrêté du ministre chargé des installations classées et du ministre chargé de l'énergie, pris dans les formes prévues à l'article L. 512-5, définit les installations concernées ainsi que les modalités de réalisation de l'analyse coûts-avantages. *[11° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]*

☐

P.J. n°17. - Une description des mesures prises pour limiter la consommation d'énergie de l'installation Sont fournis notamment les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique, tels que la récupération secondaire de chaleur. *[12° de l'art. R. 512-46-4 du code de l'environnement]*

☐

3) Autres pièces volontairement transmises par le demandeur :

Veuillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les pièces supplémentaires que vous souhaitez transmettre à l'administration.

Pièces	
Dossier d'enregistrement au titre des ICPE- A101085 A	

2. Contexte et objet de la demande

SUEZ RECYCLAGE ET VALORISATION MEDITERRANEE (« SUEZ R.V. »), exerce plusieurs activités sur le Pôle multi-filières, installé sur la commune de Vendargues (34). SUEZ R.V., exploite actuellement les activités ICPE suivantes, sur ce site :

- Une station de transit de déchets non dangereux et de verre,
- Une déchèterie dédiée aux professionnels,
- Une activité de tri et transit de métaux ferreux et non ferreux.

En outre, un parc à benne se trouve sur une partie de la parcelle BA146.

SUEZ R.V. souhaite développer et réorganiser ces activités sur son site de Vendargues, à savoir :

- Etendre l'emprise enregistrée du pôle multi-filières, à la totalité de la parcelle BA146, comme c'était le cas lors de la demande initiale, pour porter la surface enregistrée de 2,9 hectares environ à 3,4 hectares environ, soit une augmentation de 0,5 hectares environ ;
- Déplacer et développer les capacités de la plateforme de valorisation de déchets de métaux non dangereux, à l'emplacement actuel de la déchèterie professionnelle :
 - ✓ Pour passer du régime déclaratif au régime d'enregistrement, pour l'activité de tri transit et regroupement de déchets de métaux non dangereux, soumis à la rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE, pour porter sa capacité de 855 m² à 5 000 m²,
 - ✓ Pour intégrer une nouvelle activité de traitement, avec la mise en place d'une presse à cisaille semi mobile, d'une puissance de 210 KW, et pour une capacité de traitement de 9,5 t/j, soumis déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 2791 de la nomenclature des ICPE
 - ✓ Pour permettre le transit de batterie, au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des ICPE, pour une capacité inférieure à 1 tonne
- Réorganiser et augmenter la capacité de la plateforme extérieure de tri et de transit de déchets non dangereux ; la capacité relative à la rubrique 2714 sera légèrement diminuée (de 720 à 220 m³) mais la capacité relative à la rubrique 2716 sera augmentée, passant du régime déclaratif au régime de l'enregistrement, pour porter sa capacité de 990 m³ à 2100 m³.

La déchèterie professionnelle et l'activité de transit de déchets non dangereux de verre seront supprimées. Le stockage et distribution d'hydrocarbures (non classable au titre des rubriques 1435-et 4732-2c) est maintenu.

Le présent dossier concerne les activités ICPE faisant l'objet d'une modification et d'une augmentation de capacité dans le cadre du projet. Les activités maintenues et demeurant identiques en nature et volume sont simplement rappelées.

3. Constitution du dossier

Le présent document constitue le dossier de demande d'enregistrement établi au titre de la réglementation concernant les Installations Classées Pour l'Environnement (ICPE), codifiée aux articles R512-46-1 à R512-46-29 du code de l'Environnement. Ce dossier d'Enregistrement est conforme, dans son fond et dans sa forme, aux exigences réglementaires définies aux R512-46-3 et 4 du Code de l'environnement et comprend notamment les éléments suivants :

- L'identité du demandeur ;
- L'emplacement sur lequel l'installation doit être réalisée ;
- La description, la nature et le volume des activités que le demandeur se propose d'exercer ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dont l'installation relève ;
- Une description des incidences notables qu'il est susceptible d'avoir sur l'environnement ;
- Les plans réglementaires suivants :
 - ✓ Une carte au 1/25 000^{ème} sur laquelle sera indiqué l'emplacement de l'installation projetée ;
 - ✓ Un plan, à l'échelle de 1/2 500^{ème} au minimum, des abords de l'installation jusqu'à une distance qui est au moins égale à 100 mètres. Lorsque des distances d'éloignement sont prévues dans l'arrêté de prescriptions générales prévu à l'article L. 512-7, le plan au 1/2 500^{ème} doit couvrir ces distances augmentées de 100 mètres ;
 - ✓ Un plan d'ensemble, à l'échelle de 1/200^{ème} au minimum, indiquant les dispositions projetées de l'installation ainsi que, jusqu'à 35 mètres au moins de celle-ci, l'affectation des constructions et terrains avoisinants, le tracé des réseaux enterrés existants, les canaux, plans d'eau et cours d'eau. Une échelle plus réduite peut, à la requête du pétitionnaire, être admise par l'administration ;
- Un document permettant au préfet d'apprécier la compatibilité des activités projetées avec l'affectation des sols prévue pour les secteurs délimités par le plan local d'urbanisme ;
- Le cas échéant, l'évaluation des incidences Natura 2000 (non nécessaire pour le projet) ;
- Les capacités techniques et financières de l'exploitant ;
- Un document justifiant du respect des prescriptions applicables à l'installation en vertu du présent titre, notamment les prescriptions générales édictées par le ministre chargé des installations classées en application du I de l'article L. 512-7 ;
- Les éléments permettant au préfet d'apprécier, s'il y a lieu, la compatibilité du projet avec les plans, schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 17° à 20°, 23° et 24° du tableau du I de l'article R. 122-17 ainsi qu'avec les mesures fixées par l'arrêté prévu à l'article R. 222-36.

4. Rappel concernant le déroulement de la procédure

Le cadre réglementaire de la procédure d'enregistrement d'une installation classée pour la protection de l'environnement est fixé par les articles L512-2 et L512.15 et l'article R512-46 du Code de l'Environnement.

Le déroulement de la procédure est rappelé ci-après.

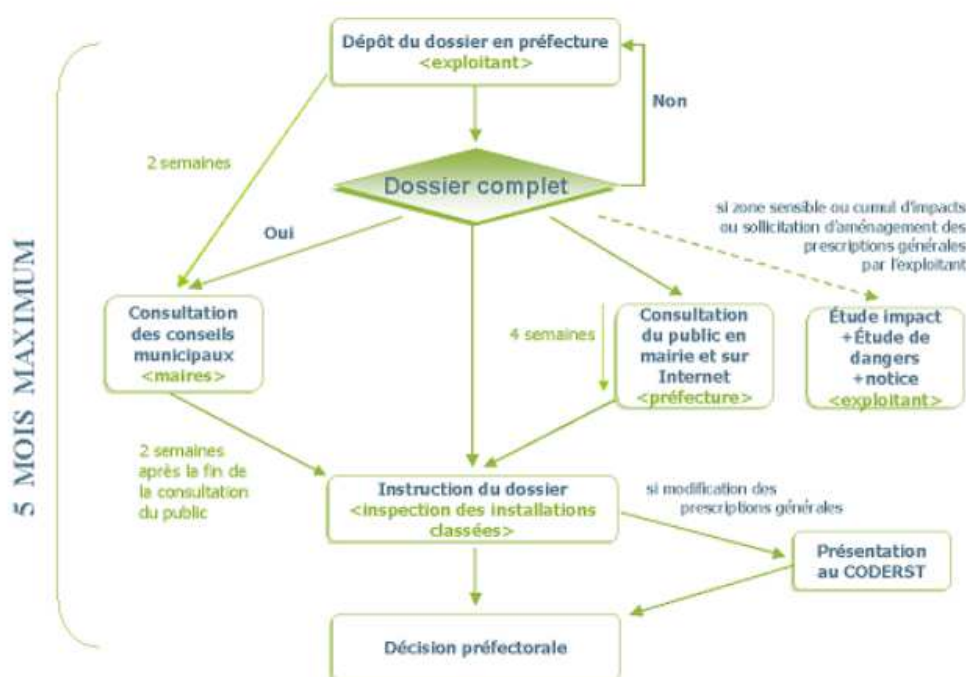


Figure 1 : Synoptique du déroulement de la procédure d'enregistrement

5. Etat actuel du Pôle et des activités ICPE existantes

Le pôle multi-filière de Vendargues regroupe plusieurs activités comprenant :

- une station de transit de déchets non dangereux et de verre,
- une déchèterie dédiée aux professionnels,
- une activité de tri/transit de métaux ferreux et non ferreux,
- des infrastructures avec un bâtiment d'accueil et des bascules,

Ces activités couvrent une emprise de 2,9 hectares environ, sur les parcelles BA146 pp et B231 tel que présentées sur la figure ci-après.

La figure ci-après présente la localisation des activités ICPE existantes et l'emprise ICPE du site.



Figure 2 : Localisation des activités ICPE existantes sur le site



1) Zone d'accueil et pont bascule (existant)



2) Parc à bennes



3) Déchèterie pro (future plateforme métaux)



4) Installation de transit (quai de transfert DND dans le bâtiment et plateforme extérieure) avec portail de secours au premier plan



Photographie 1 : Etat actuel du site

6. Rappel réglementaire concernant les activités exercées

6.1. Rubrique ICPE des activités existantes

Les activités existantes sur le site de Vendargues, classées au titre des ICPE sont présentées ci-après.

Rubriques ICPE Vendargues		Référence de la dernière procédure	Régime	Seuil	Activité	Capacité totale
2710 -1b	Déchetterie DD	Enregistrement du 19 juillet 2018	DC	inf. à 7 t	Collecte de déchets dangereux	6,8 t
2710 - 2a	Déchetterie DND	Enregistrement du 19 juillet 2018	E	inf. à 600 m ³	Collecte de déchets non dangereux	590 m ³
2713-2	Transit métaux	Déclaration du 07 juin 2017	D	inf. à 1000 m ²	Métaux et déchets de métaux (transit)	855 m ²
2716-2	Tri-transit DND (en mélange)	Modification de la déclaration en 2016	D	inf. à 1000 m ³	Déchets non dangereux de papiers, bois cartons (transit) hors 2710 et 2711	990 m ³
2714-2	Tri-transit déchets monospécifiques (P/C, plastiques, bois...)	Modification de la déclaration en 2016	D	inf. à 1000 m ³	Déchets non dangereux non inertes (transit)	720 m ³

Tableau 1 : Rubriques ICPE des activités existantes sur le site

6.2. Arrêté préfectoral d'enregistrement n°2018-I-837 relatif à l'augmentation de capacité de la déchèterie professionnelle

Les caractéristiques principales de la déchèterie professionnelle, autorisée par l'arrêté préfectoral n°2018-I-837 du 19 juillet 2018, sont présentées dans le tableau ci-après :

CARACTERISTIQUES GENERALES		
Emplacement	Département	HERAULT
	Commune	VENDARGUES
	Lieux-dits	Zone industrielle de la « Vallée du Salaison »
	Superficie	2.9 hectares
	Parcelles	BA 146 pour partie BA 231
Régime	Enregistrement	AP n°2018-I-837
ICPE	Rubrique	2710-2a : Enregistrement 590 m ³ 2710 1b : Déclaration soumis à contrôle périodique 6,8 t
Caractéristiques des techniques	Déchèterie professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> • Un casier dédié à récupération des gravats pour un volume maximal de 60 m³ ; • Un casier dédié à la récupération des déchets verts pour un volume maximal de 120 m³ ; • Un casier dédié à la récupération du bois pour un volume maximal de 120 m³ ; • Un casier dédié à la récupération des déchets d'activité économiques (DAEND) en mélange pour un volume maximal de 120 m³ ; • Deux bennes dédiées à la récupération des métaux ferreux pour un volume de 60 m³ ; • Une caisse de palette dédiée à la récupération du carton et papier pour un volume de 30 m³ ; • Une benne dédiée à la récupération du plâtre pour un volume de 30 m³ ; • Un conteneur dédié à la récupération des déchets dangereux diffus pour une quantité maximale de 5 t ; • Un local dédié à la récupération des déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) pour une quantité de 1,8 t.

Tableau 2 : Caractéristiques générales reprises dans l'arrêté préfectoral n°2018-I-837

6.3. Déclaration au titre des ICPE concernant la rubrique n°2713 du 07 juin 2017

La déclaration au titre des ICPE au titre de l'article R512-47 du Code de l'Environnement, au bénéfice de SUEZ R.V, du 07 juin 2017, a fait l'objet d'une preuve de dépôt de déclaration A-7-NU6I3JY7X9.

Cette déclaration concerne l'activité de transit, regroupement, ou tri de métaux non dangereux, ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, pour une capacité de 855 m³, classée sous la rubrique 2713-2, soumise au régime déclaratif (D).

N° rubrique nomenclature ICPE	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime
2713	2	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719	855	m ³	D

Le plan joint la déclaration est présenté ci-après.

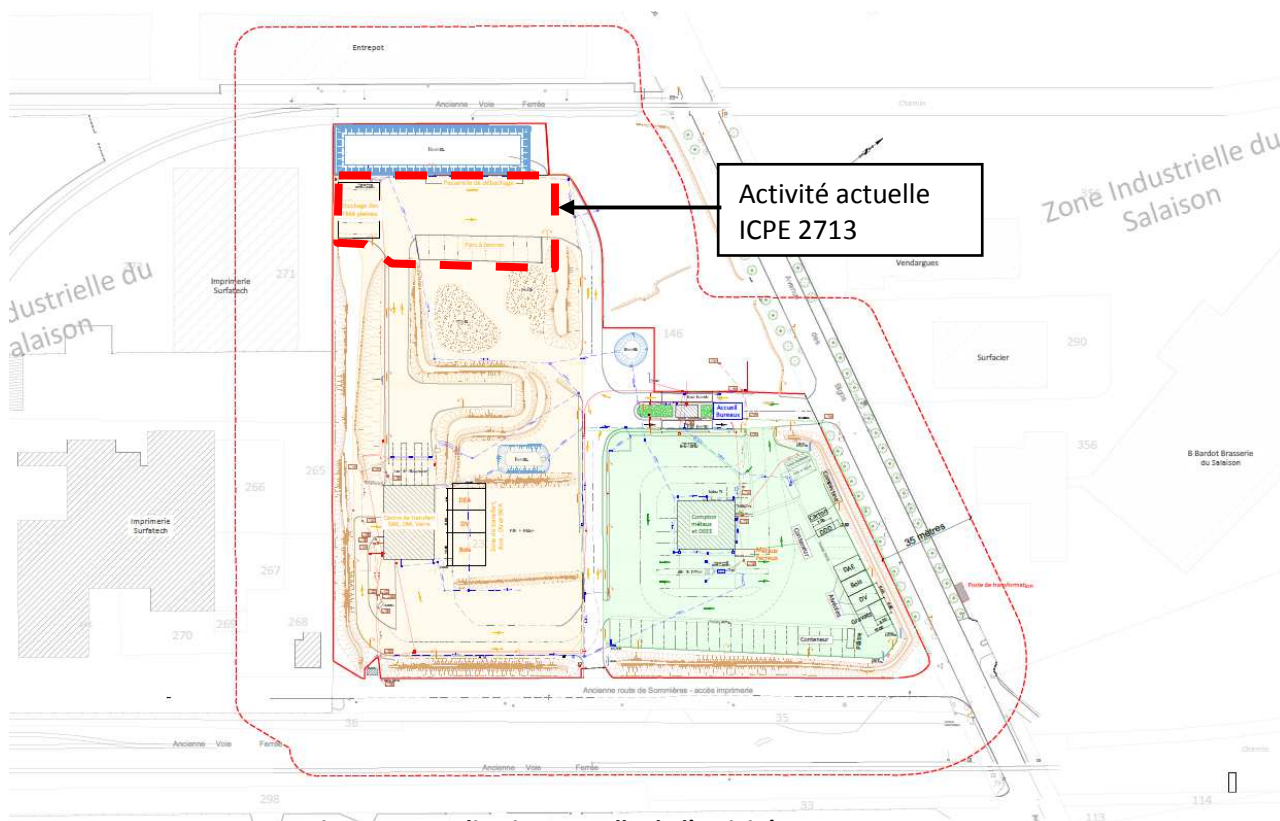


Figure 3 : Localisation actuelle de l'activité ICPE 2713

6.4. Déclaration au titre des ICPE concernant les rubriques n°2714 et 2716 du 08 décembre 2016, modifié par courrier du 31 janvier 2020

La déclaration au titre des ICPE au titre de l'article R512-47 du Code de l'Environnement, au bénéfice de SUEZ R.V, du 08 décembre 2016, a fait l'objet d'une preuve de dépôt de déclaration A-6-8KG5VM0MN. Cette déclaration concernait :

- L'activité de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations, pour une capacité de 988 m³, classée sous la rubrique 2716-6, soumis au régime déclaratif avec contrôle périodique (DC) ;
- L'activité de transit regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchoucs, textiles, bois, pour une capacité de 336 m³, classée sous la rubrique 2714-2, soumise au régime déclaratif (D).

Par courrier du 31 janvier 2020, SUEZ RV a porté à la connaissance de la préfecture une modification non substantielle de cette activité, correspondant à une légère augmentation de capacité, sans toutefois atteindre le seuil de l'enregistrement :

N° rubrique nomenclature ICPE	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime
2714	2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	720	m ³	D
2716	2	Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719	990	m ³	D

7. Identité du demandeur et capacités techniques et financières

7.1. Identité du demandeur

L'identité du pétitionnaire est présentée ci-après.

IDENTITE DU PETITIONNAIRE	
Raison sociale	SUEZ RV Méditerranée
Forme Juridique	SASU Société par actions simplifiée à associé unique
Capital	7 835 694 euros
N° SIRET	712 620 715 00169
Adresse	SUEZ RV Méditerranée Rue Antoine Becquerel – ZAC de la Coupe 11 100 Narbonne cedex
Téléphone	04 68 42 59 55
Président	François PYREK
SIGNATAIRE DE LA DEMANDE	
Nom et qualité	Jullien COMBECAVE (Directeur général délégué)
Nationalité	Française
PERSONNES CHARGEES DU SUIVI DU DOSSIER	
Nom et qualité	Eve Ballouhey (chef de projet développement)

Tableau 3 : Identité du demandeur

L'extrait du registre du commerce (K bis) est présenté en Annexe 1.

7.2. Capacités techniques et financières

7.2.1. SUEZ

Présent sur les 5 continents, SUEZ est le leader mondial exclusivement dédié aux métiers de l'eau et des déchets.

SUEZ et ses filiales s'engagent au quotidien pour relever les défis de la préservation des ressources et de la protection des écosystèmes en apportant des solutions innovantes à des millions de personnes et aux industries dans les domaines de l'eau potable, de l'assainissement et de la gestion des déchets.

Pour assurer l'avenir, il s'agit désormais de promouvoir une utilisation plus rationnelle de nos ressources : optimiser les usages, créer des ressources en eau alternatives, faire des déchets d'aujourd'hui des ressources pour demain.

Les chiffres clés 2017 de SUEZ sont les suivants :

- chiffre d'affaires de **15,9 MDS €**;
- **plus de 450 000** clients industriels et commerciaux ;
- **6,7 Twh** d'énergie renouvelable produite ;
- **9,4 Mt CO₂** d'émissions de GES évitées chez nos clients ;
- **92 M€** consacré à la R&D.

Dans le domaine des déchets, SUEZ, c'est :

- **43 millions de tonnes** de déchets traités dans le monde;
- **17 millions de tonnes** de déchets valorisés en Europe;
- **4,3 Mt** de matières premières secondaires mises sur le marché ;

7.2.2. Suez recyclage et valorisation France

En France, l'activité recyclage et valorisation offre des solutions de gestion et de valorisation des déchets, avec en 2017 :

- **3,6 MDS €** de chiffre d'affaires ;
- **17 000** collaborateurs ;
- **74 150** clients collectivités, entreprises industriels et particuliers ;
- **9,3 millions d'habitants** desservis par nos services de collecte ;
- **303** installations de traitement et de valorisation de proximité ;
- **18 millions de tonnes** de déchets traités par an dont 7,5 millions de tonnes valorisés.

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

SUEZ RV intervient autour de 4 pôles d'expertise :

- Le **recyclage** : production et commercialisation des matières premières recyclées, solution de recyclage pour tous les déchets, activités de trading pour toutes les matières ;
- Les **solutions industrielles** et interventions sur site : assainissement, préservation du patrimoine immobilier, maintenance et nettoyage de sites industriels, démantèlement et désamiantage, services au nucléaire ;
- Les **déchets dangereux** : solutions de traitement, dépollution, réhabilitation des sols, services et logistique associés ;
- Les **déchets organiques** : solutions de compostage pour cultures et aménagements paysagers, solutions de méthanisation et valorisation du biométhane, solutions de bio déconditionnement et de tri.

En France, recyclage et valorisation déploie ses expertises sur l'ensemble du territoire à travers un réseau de proximité de 6 régions. Son organisation permet ainsi de répondre de manière réactive aux besoins exprimés par ses clients, où qu'ils se trouvent, tout en faisant appel à des expertises centralisées.



Figure 5 : : Découpage national de SUEZ recyclage et valorisation en France

7.2.3. Suez recyclage et valorisation, région Méditerranée

Organisation

SUEZ Recyclage et Valorisation, région Méditerranée, est une organisation régionale qui regroupe les savoir-faire du groupe dans les régions Midi Languedoc Roussillon et Provence. Elle regroupe 7 entités juridiques :

- SUEZ RV Méditerranée ;
- SUEZ RV Nîmes ;
- SUEZ RV ISTRES ;
- SUEZ RV Energie ;
- Ocréal ;
- Amétyst ;
- Ecopôle de Lambert.

Missions et valeurs

La gestion des déchets constitue la base d'une action collective et efficace en faveur de notre environnement et de notre avenir.

Les réduire, favoriser leur réutilisation, leur recyclage, leur valorisation sous forme d'énergie, d'engrais naturels, est devenu une priorité sociétale et économique. SUEZ recyclage et valorisation, Méditerranée, travaille à développer des solutions qui ont fait leurs preuves et à en inventer de nouvelles pour préparer l'avenir.

SUEZ recyclage et valorisation, Méditerranée, garantit l'exemplarité environnementale de nos métiers, et par conséquent celle de ses clients qui lui délèguent leur responsabilité vis-à-vis des déchets qu'ils produisent. C'est pourquoi la grande majorité de ses sites sont certifiés ISO 14001.

Chiffres clés 2015

- **220 M d'€** de chiffre d'affaires en 2015 ;
- 7 entités juridiques ;
- 1 209 collaborateurs ;
- 1,2 millions d'habitants bénéficiant des services de collecte ;
- 5 000 clients particuliers collectivités, entreprises et professionnels de la santé.

Les moyens logistiques en 2015

- 582 véhicules lourds et engins spécialisés ;
- des unités de traitement et valorisation sont réparties sur nos sites dont :
 - 16 centres de tri, transit et recyclage : Nice, Carcassonne, Entraigues, Jas de Rhodes, Lambert, Vedène, Marguerittes, Perpignan, Vendargues, Menton, Castelnaudary, Montfavet, Marseille (Sud et Arnavaux), Istres, La Penne sur Huveaune ;

SUEZ RV Méditerranée

Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)

Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE

A 101085 /A

- plates-formes de compostage de déchets verts : Lambert, Entraigues, Bellegarde, Jas de Rhodes ;
- plates-formes de valorisation du bois : Lambert, Marguerittes, Istres, Entraigues ;
- 1 unité de valorisation des pneus : Istres ;
- plates-formes de traitement / valorisation de déchets inertes : Jas de Rhodes, Entraigues, Istres, Nice ;
- unités d'incinération de déchets ménagers avec valorisation énergétique, dont 1 traite les DASRI : Ocréal Vedène ;
- 1 unité de valorisation des mâchefers : Vedène ;
- 1 unité de méthanisation : Ametyst ;
- 1 unité de tri mécano-biologique : Salindres ;
- 2 installations de stockage de déchets inertes : La Gaude, Pernes les Fontaines ;
- installations de stockage de déchets non dangereux : Lambert, Entraigues, Bellegarde, Jas de Rhodes.

La valorisation en 2015

- 143 000 tonnes de déchets valorisées en matière ;
- 291 000 tonnes de déchets valorisées en filière biologique ;
- 328 000 tonnes de déchets valorisées en énergie ;
- 328 000 MWh électriques vendus et 185 000 MWh thermiques produits.

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

SUEZ

Recyclage et valorisation

Région Méditerranée

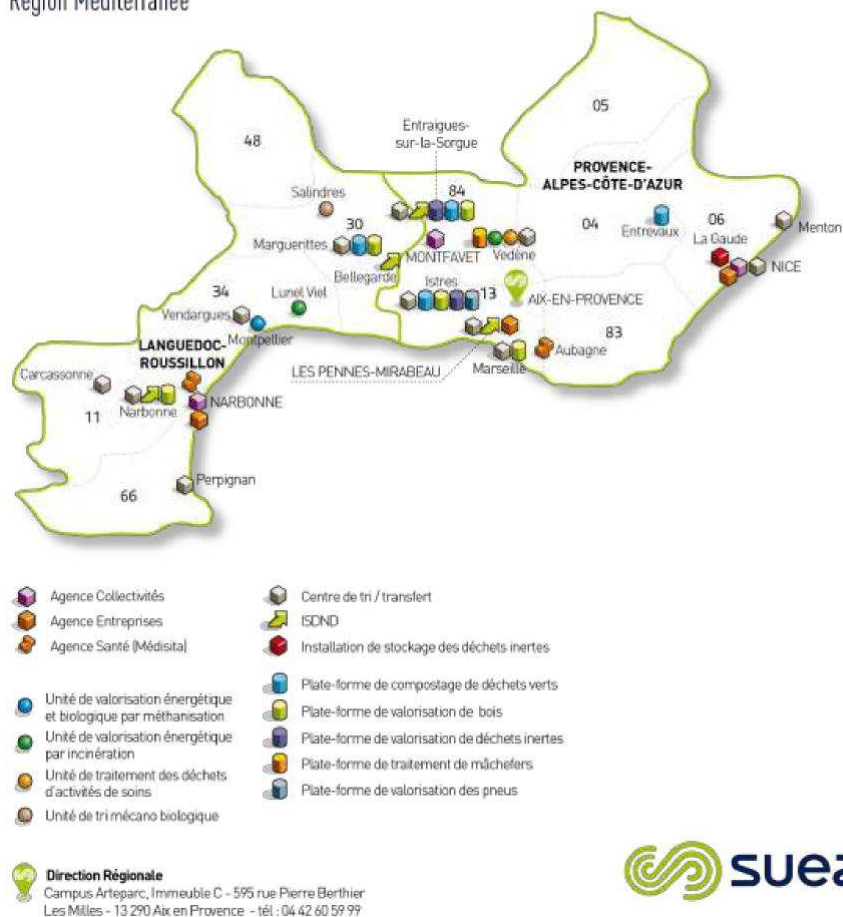


Figure 6 : Installations de SUEZ recyclage et valorisation, région Méditerranée

7.2.4. La présentation de SUEZ RV Méditerranée et ses capacités techniques et financières

7.2.4.1. Les moyens techniques

La complémentarité des filières

SUEZ RV Méditerranée se construit autour de deux catégories de métiers : les métiers de services - tels que la propreté, la collecte et le tri - et les métiers de la valorisation et du traitement des déchets.

SUEZ RV Méditerranée

Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)

Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE

A 101085 /A

Cette complémentarité lui permet de prendre en charge tous les types de déchets produits par les collectivités, les entreprises et les professionnels de santé des régions PACA et Languedoc Roussillon, avec pour objectif d'en recycler et d'en valoriser le maximum.

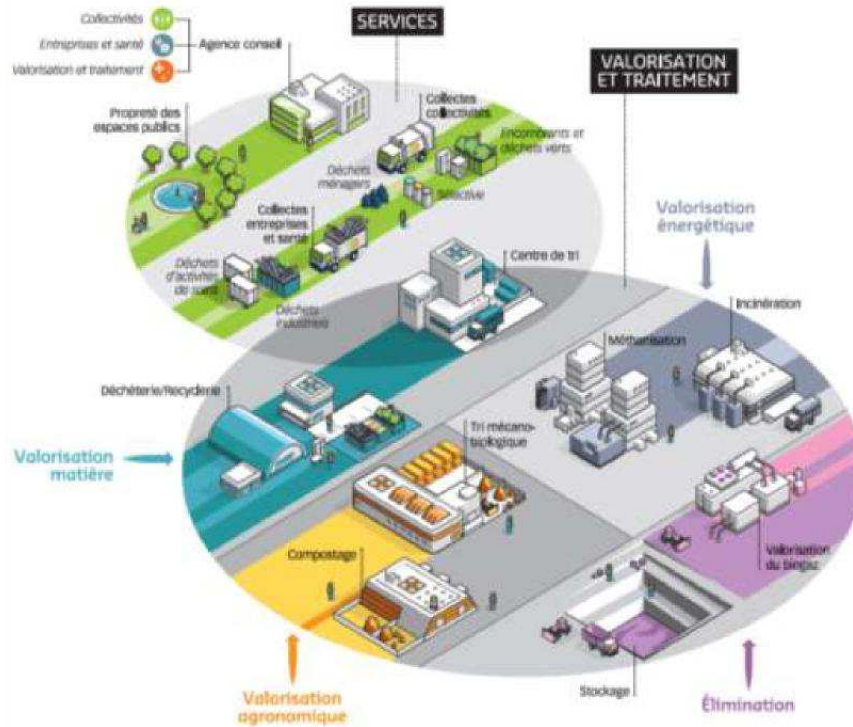


Figure 7 : Activités SUEZ RV

	<p>La collecte</p> <p>SUEZ RV Méditerranée propose un service de collecte en fonction des besoins de chacun et du type de déchet concerné (ménagers, déchets végétaux, déchets d'activités de soins, déchets industriels ou commerciaux). Engagée aux côtés des citoyens, des collectivités territoriales et des entreprises, SUEZ RV Méditerranée fournit des prestations de qualité tout en maîtrisant les coûts.</p>
	<p>Une conception innovante de la collecte</p> <p>La collecte selon SUEZ RV Méditerranée, c'est l'élaboration de solutions nouvelles, d'organisations inédites, d'analyses du comportement des citoyens. Un schéma de collecte se construit en fonction des besoins et comprend du porte-à-porte, des points de proximité, de l'apport volontaire et un réseau de déchèteries. Dans cette perspective, nous diversifions les services complémentaires. Par ailleurs, les techniques de collecte évoluent vers plus d'efficacité et de confort de travail. La collecte mono-opérateur en est un exemple. SUEZ RV Méditerranée propose également aux collectivités territoriales un concept d'outils informatiques baptisé Ingeni'OM, qui garantit traçabilité, transparence, réactivité et utilisation des données à des fins d'analyse de leurs besoins réels, pour faire évoluer les prestations.</p>

SUEZ RV Méditerranée
 Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
 Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
 A 101085 /A

	<p>Optimisation innovante de la collecte</p> <p>Les industriels, les entreprises, les professionnels de santé produisent aussi des déchets. Notre priorité : proposer une collecte "astucieuse" qui privilégie un premier tri des déchets à la source. Comment ? En intégrant sur les sites un dispositif de conteneurs spécifiques ou en proposant des flux de tournées. Qu'il s'agisse d'équiper nos bacs avec des codes-barres pour simplifier la gestion des flux et la traçabilité, ou de mettre en place le service Easy® Collect, procédé automatisé qui améliore la sécurité et l'efficacité des enlèvements, nous explorons toutes les possibilités d'optimisation de la collecte, en fonction des problématiques particulières de nos clients.</p>
	<p>Le tri</p> <p>Le tri est la première étape de la valorisation des déchets, et SUEZ RV Méditerranée a développé dans ce domaine un savoir-faire, en gérant 16 centres de tri-transfert pour préparer à leur seconde vie les déchets ménagers issus des collectes sélectives, mais aussi les déchets non dangereux des activités économiques.</p> <p>Le tri crée la valeur</p> <p>Une valeur environnementale d'abord. En effet, une tonne de plastiques recyclés évite l'utilisation de 700 à 800 kilos de pétrole brut, une tonne de papiers et cartons recyclés épargne 2,5 tonnes du bois de nos forêts.</p> <p>Une valeur économique également, puisque les déchets, qui ont été valorisés, ont donc réintégré le cycle de production. Le tri est d'ailleurs le mode de traitement qui a connu la plus forte progression ces dernières années.</p> <p>Trier plus et mieux</p> <p>Pour trier plus et mieux, l'innovation est au rendez-vous avec la mise en place du tri optique dans certains centres, qui permet de séparer automatiquement les plastiques opaques des plastiques transparents. De même, les objets en acier sont captés par un aimant avant de parvenir à la cabine de tri. Ces avancées permettent aux trieurs de devenir de véritables « contrôleurs qualité » des matières triées.</p>
	<p>Des centres de tri « nouvelle génération »</p> <p>Les centres de tri nouvellement construits ou à construire sont conçus pour s'intégrer harmonieusement à leur environnement. Architecture agréable, bâtiments fermés, autant de mesures qui favorisent une bonne perception extérieure de ces centres. A l'intérieur, c'est l'ergonomie des postes de travail qui prime, avec pour objectif d'accroître la sécurité et le confort des trieurs.</p>




SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

 	<p>Les centres de tri de SUEZ RV Méditerranée</p> <p>Nice, Carcassonne, Entraigues, Jas de Rhodes, Lambert, Vedène, Marguerittes, Perpignan, Vendargues, Menton, Castelnaudary, Montfavet, Marseille (Sud et Arnavaux), Istres, La Penne sur Huveaune.</p> <p>La valorisation</p> <p>La valorisation est le terme générique qui recouvre :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La valorisation matière (c'est-à-dire le réemploi, la réutilisation, la régénération et le recyclage), la valorisation agronomique, la valorisation énergétique des déchets. • En plein essor, les activités de valorisation passent par une démarche d'innovation permanente et une politique d'investissement dans des outils industriels de plus en plus performants. <p>Selon la nature des déchets, SUEZ RV Méditerranée produit ainsi :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Des matières premières secondaires qui entrent dans la fabrication de nouveaux produits ; • Des amendements organiques qui fertilisent les cultures ; • De l'électricité et de la chaleur qui éclairent ou chauffent des habitations ou des installations industrielles.
	<p>La valorisation matière</p> <p>SUEZ RV Méditerranée recycle différents matériaux (métaux ferreux et non ferreux, plastiques, bois, palettes, papiers, cartons, pneus et caoutchoucs) afin de répondre à une demande croissante des clients municipaux et industriels face à une réglementation de plus en plus exigeante. Ce positionnement multi-filières et multi matériaux permet également à SUEZ RV de se développer sur de nouveaux marchés qui requièrent une palette complète de savoir-faire.</p>
	<p>La valorisation agronomique</p> <p>SUEZ RV Méditerranée assure l'exploitation de 3 plates-formes de compostage de déchets verts et une unité de tri mécano-biologique pour valoriser la fraction fermentescible des déchets ménagers ou industriels.</p> <p>Il existe plusieurs flux de déchets organiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> • La fraction fermentescible des ordures ménagères (épluchures, etc.) ; • Les déchets fermentescibles de l'industrie agro-alimentaire ; • Les déchets verts et sous-produits de l'agriculture (marcs, rafles de vendanges...). <p>Le compostage constitue une solution alternative au traitement des biodéchets. L'utilisation du compost en agriculture aide à la protection des sols par une diminution d'utilisation d'engrais chimique. Déchets biodégradables et boues de stations d'épuration sont soumis à une fermentation accélérée, pour être transformés en compost de qualité. Une tonne de déchets valorisée fournit ainsi 400 kg de compost</p>

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

 	<p>La valorisation énergétique</p> <p>Les déchets qui ne sont pas recyclables sont traités en incinération ou en installation de stockage. La fermentation de certains des déchets enfouis génère un gaz appelé biogaz. Il est composé essentiellement de méthane et de dioxyde de carbone.</p> <p>Le biogaz, s'il n'est pas capté, peut être source de nuisances olfactives. Conformément à la réglementation en vigueur, le biogaz produit, issu de nos installations de stockage de déchets non dangereux, est aspiré à travers un réseau de puits et de drains installés dans le massif de déchets. Le biogaz est ensuite orienté vers une torchère de brûlage pour élimination par combustion.</p> <p>SUEZ RV Méditerranée s'est engagée depuis 2006 à valoriser ce biogaz. En effet, le biogaz est un combustible qui représente un gisement énergétique potentiel, exploitable sous forme électrique et thermique. Il s'agit d'une source d'énergie propre car chaque kWh produit dans une unité de valorisation électrique permet de réduire l'usage des sources d'énergie fossile et donc de limiter l'émission de gaz à effet de serre.</p> <p>Ainsi, depuis 2007, 4 unités de valorisation électrique ont été mises en fonctionnement et ont été installés, un moteur de 1 064 kW de puissance électrique, sur les sites de Lambert et du Jas de Rhodes, un moteur de 835 kW sur le site fermé de Calce et en 2012, deux moteurs de 815 kW sur le site d'Entraigues sur la Sorgue. Le biogaz produit par les ISDND alimente donc ces moteurs, raccordés au réseau EDF, pour une durée estimée à 15 ans.</p>
	<p>L'élimination des déchets</p> <p>Quand les déchets non dangereux ou dangereux ne peuvent plus être valorisés, ils doivent être traités et éliminés dans des conditions environnementales, sociétales et économiques acceptables. SUEZ RV Méditerranée traite donc les déchets qui n'ont pas pu être recyclés en utilisant des technologies de pointe pour allier performance et protection environnementale.</p> <p>Les déchets non dangereux résiduels correspondent aux déchets ménagers ou industriels restant après le tri à la source ou en refus de tri. Il existe deux solutions pour les éliminer : les installations de stockage de déchets non dangereux (ISDND ou «classe 2») et l'incinération avec récupération d'énergie.</p> <p>SUEZ RV Méditerranée a développé une expertise globale dans l'implantation, la gestion et le suivi à long terme des installations de stockage. Ce savoir-faire est aujourd'hui étendu à la préservation de la biodiversité sur les sites sensibles. SUEZ RV Méditerranée exploite 3 installations de stockage de déchets non dangereux et 2 installations de stockage de déchets inertes et s'appuie aussi sur les 2 incinérateurs avec valorisation énergétique exploités par NOVERGIE et une ISDND exploitée par IWS RR Minerals.</p>

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

	<p>Les installations de stockage : une technologie complexe</p> <p>Etude et stabilisation des sols, gestion des alvéoles, captage et traitement des effluents (lixiviats, biogaz), maintien et développement de la biodiversité sur le site... Pour implanter ses installations de stockage, SUEZ RV Méditerranée prend en compte de nombreux paramètres. Cette vigilance se poursuit tout au long de la vie des sites et jusqu'à 30 ans après l'arrêt de leur exploitation. Nos unités de traitement sont contrôlées régulièrement par l'Inspecteur des Installations Classées de la DREAL concernée et nos trois installations majeures de stockage de déchets non dangereux sont de plus certifiées ISO 14001, garantissant la qualité de notre implication et des actions engagées pour limiter les impacts environnementaux de nos activités.</p>
 	<ul style="list-style-type: none"> • Répondre à un besoin national <p>Le stockage est le dernier maillon de la gestion globale des déchets. Il répond à la nécessité de traiter les déchets qui n'ont pu être valorisés ou triés. Même ultimes, les déchets peuvent encore créer de la valeur. C'est pourquoi SUEZ RV Méditerranée valorise les gaz et effluents générés par leur dégradation.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Recréer de la valeur : <p>Le biogaz, riche en méthane, est issu de la fermentation des déchets. Il est susceptible d'engendrer l'émission de gaz à effets de serre et doit donc être collecté et éliminé. Nous lui redonnons de la valeur en le transformant en énergie. La technique du bioréacteur nous permet désormais d'accélérer l'apparition du biogaz et donc d'optimiser la production d'énergie. Quant aux lixiviats, ils sont également collectés et traités selon des procédés innovants (évapo-condensation, osmose inverse, etc.).</p>
	<ul style="list-style-type: none"> • Déchets sous haute surveillance : <p>Les terrains choisis pour l'implantation des installations de stockage présentent des caractéristiques géologiques compatibles avec les activités et sont équipés de systèmes d'étanchéité et de drainage destinés à renforcer le confinement des déchets. Au-delà de ces précautions initiales, SUEZ RV Méditerranée exerce un contrôle des milieux (eaux souterraines, eaux de surface et air), des lixiviats et du biogaz produits par les sites. Ce suivi minutieux des installations de stockage ne s'achève que trente ans minimum après leur fermeture et leur re-végétalisation. C'est pour nous une responsabilité de très long terme.</p> <p>Les différentes unités de stockage</p> <p><i>Installations de stockage de déchets non dangereux :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Lambert à Narbonne (11), • Jas de Rhodes aux Pennes Mirabeau (13), • Entraigues-sur-la-Sorgue (84), <p><i>Installations de stockage de déchets inertes :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • La Gaude (06), • Pernes les Fontaines (84).

SUEZ RV Méditerranée

Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)

Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE

A 101085 /A

7.2.4.2. Les partenaires

Nos activités nous amènent à collaborer et proposer nos services à de nombreux partenaires. Ils sont présentés dans le tableau suivant :

	Partenaires des collectivités	Partenaires des entreprises	Partenaires des professionnels de santé
Prestations	<ul style="list-style-type: none"> • Pré-collecte- conteneurisation • Collecte sélective multi-matériaux en porte-à-porte • Collecte traditionnelle en porte-à-porte • Collecte de bornes d'apport volontaire • Collecte spécifique pour les commerçants • Mise en place de la redevance incitative • Gestion et exploitation de déchèteries et centre de transfert • Gestion des déchets des zones d'activités économiques et des administrations (redevance spéciale) • Reprise Garantie : engagement de rachat des matières recyclables • Tri des déchets ménagers recyclables et orientation vers les filières de valorisation adaptées • Traitement par stockage avec valorisation énergétique, incinération avec valorisation énergétique et compostage • Propreté urbaine : balayage et lavage de voiries, trottoirs, parkings, décollage d'affiches, traitement des graffitis ou tags, nettoyage de marchés, foires expositions... • Information et sensibilisation des usagers sur les services à la demande des collectivités 	<ul style="list-style-type: none"> • Gestion élémentaire : mise à disposition de matériel, transport, tri, traitement et valorisation • Gestion globale des déchets d'un même site : collecte sélective des déchets valorisables, banals, dangereux, solides et liquides • Gestion intégrée : gestion des flux, collectes sélectives, parc à déchets, gestion administrative • Gestion déléguée : externalisation de la gestion des déchets. Mise à disposition de personnel in situ. Intégration de services complémentaires 	<ul style="list-style-type: none"> • Vente d'emballages réglementaires homologués (norme NFX 30-505, marquage NF) • Collecte, transport vers des unités de traitement spécifiques réglementaires • Gestion déléguée de plates-formes de regroupement • Sensibilisation des personnels médicaux

Tableau 4 : Principales prestations et partenaires

7.2.5. Politique Qualité / Sécurité / Environnement

En cohérence avec les politiques de SUEZ, SUEZ R.V Méditerranée, s'est engagée depuis plus de 20 ans dans des démarches très volontaristes en matière de Qualité, Sécurité et Environnement.

7.2.5.1. Démarche d'évolution et de qualité

La qualité au sein de SUEZ recyclage et valorisation

Les fondements de la qualité dans SUEZ recyclage et valorisation s'appuient sur une charte élaborée dès 1988 qui s'applique à l'ensemble des fonctions et des métiers du Groupe.

*SUEZ RV Méditerranée**Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)**Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE**A 101085 /A*

Au cours de l'année 1993, l'action qualité de SUEZ recyclage et valorisation France a été recentrée sur le thème de l'assurance qualité et de la certification ISO 9000. Le rythme adopté a permis la mise en place de systèmes d'assurance qualité dès 1994. La présentation aux audits de certification se fait par métier et par société selon les besoins propres à chacune.

Bon nombre de sociétés du groupe sont actuellement certifiées ou en cours de certification sur toutes ou partie de leurs activités.

Il existe une direction Environnement-Qualité et une direction Sécurité au sein de SUEZ recyclage et valorisation France qui vient seconder et appuyer les sociétés du Groupe pour la conception, l'organisation, la centralisation et la diffusion des savoir-faire.

Par ailleurs, l'ensemble des métiers de SUEZ recyclage et valorisation touchant à l'environnement, la maîtrise de la qualité ne pouvait s'éloigner du concept de la maîtrise de l'environnement. Aussi, à la démarche de certification ISO 9000, visant à formaliser un système de management de l'assurance qualité, s'ajoute la démarche de certification ISO 14001, s'intéressant à un système de management environnemental.

Le Système de Management Intégré (SMI)

Tout à fait logiquement, SUEZ recyclage et valorisation Méditerranée intègre progressivement les différents systèmes de Management qui ont été développés sur les différents métiers pour établir un Système de Management Intégré : SMI.

Ce système de management lancé en 2006 garantit des pratiques homogènes sur l'ensemble des métiers et des filiales de région. Il garantit également une dynamique générale d'amélioration continue en tous points de l'organisation, dynamique impulsée pour l'ensemble des activités par la Direction Générale.

Le SMI concerne toutes les activités opérationnelles et fonctionnelles des entreprises composant SUEZ recyclage et valorisation Méditerranée. Chaque salarié, à son niveau de responsabilité, est impliqué dans le système. La réussite du SMI passe par l'implication de chacun au quotidien.

Pour en faciliter l'accès et la compréhension, le SMI est structuré par processus :

- Processus de Management :
 - Pilotage de l'entreprise ;
 - Gestion du SMI.
- Processus Supports :
 - Gestion des Ressources humaines ;
 - Administration et finances ;
 - Technique ;
 - Développement filière traitement ;
 - Développement services ;
 - Communication ;
 - Environnement Qualité Sécurité.
- Processus Opérationnels :
 - Services aux Marchés publics ;

*SUEZ RV Méditerranée**Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)**Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE**A 101085 /A*

- Services aux Marchés privés ;
- Traitement des déchets ;
- Tri et transfert des déchets ;
- Commercial ;
- Facturation.

Le principe général de fonctionnement du SMI s'inscrit pleinement dans la démarche d'amélioration continue (roue de « Deming »).

Dans le cadre de la mise en place du SMI, un vaste programme de certifications est lancé. Le SMI est construit pour tous les métiers et tous les sites sur les aspects Environnement, Sécurité, Qualité et maintenant Développement Durable.

7.2.5.2. Hygiène et Sécurité

Devoir moral

De manière fondamentale et au-delà de tout aspect réglementaire, SUEZ recyclage et valorisation Méditerranée ne peut pas tolérer que le destin de ses salariés soit brisé pas des manquements du Groupe, de la hiérarchie ou des négligences humaines. Ce devoir moral se traduit très concrètement par exemple par les résultats sécurité observés.

Chacun quel que soit son niveau dans l'entreprise est responsabilisé par rapport aux résultats sécurité de la structure et aux actions de maîtrise des risques menées.

Stricte conformité réglementaire et responsabilisation de chacun

Une veille réglementaire permanente au service du siège «Développement Durable et EQS » est assurée. La réglementation est alors traduite en exigences applicables.

La liste des exigences applicables inclut également les exigences du groupe.

Pour chaque site, des audits de conformité réglementaires sont organisés site par site au minimum une fois par an. De même, des revues des arrêtés préfectoraux sont réalisées au moins une fois par an sur chaque site.

Pour les opérateurs au quotidien, cela se traduit par :

- Le respect des réglementations applicables ;
- Le travail avec du matériel conforme, maintenu et contrôlé périodiquement ;
- Une politique EQS ambitieuse ;
- Des programmes de management EQS au sein de chaque agence, déclinés très concrètement dans un traceur d'actions site par site ;
- La tolérance 0 pour l'alcool ;
- Le respect du règlement intérieur ;
- Les points tolérances 0 pour chaque site.

Pour les entreprises extérieures, cela se traduit par :

- Le respect des réglementations applicables ;
- Le travail avec du matériel conforme, maintenu et contrôlé périodiquement ;

*SUEZ RV Méditerranée**Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)**Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE**A 101085 /A*

- L'engagement de respect du plan de prévention ou protocole chargement / déchargement établi.

De plus une politique de sécurité est mise en pratique au sein des différentes sociétés et se traduit par :

- L'identification et la prévention des risques au quotidien ;
- La formation et la sensibilisation tout au long de la vie du salarié pour assurer la maîtrise des bonnes pratiques ;
- Le contrôle de la conformité réglementaire et de la conformité aux exigences du groupe au moins une fois par an.

Sécurité du site

Pour assurer la sécurité des sites, SUEZ recyclage et valorisation Méditerranée met en place une politique de prévention des risques qui se traduit au quotidien par exemple :

- La prévention des risques Intrusion et Malveillance ;
- La prévention des risques Incendie ;
- La prévention des risques Explosion ;
- La prévention des risques de circulation ; etc.

7.2.5.3. Démarche Développement Durable du groupe

Les démarches de SUEZ recyclage et valorisation Méditerranée en matière de Développement Durable, s'inscrivent dans la démarche globale de SUEZ en matière de Développement Durable.

Les sociétés du Groupe délivrent les services essentiels au développement économique et social des populations.

SUEZ recyclage et valorisation Méditerranée maîtrise le cycle de gestion des déchets dans sa globalité. L'entreprise a adapté les cinq priorités « développement durable » de SUEZ à son métier. L'ensemble des objectifs est associé à des indicateurs précis et pertinents afin de mesurer l'état d'avancement et l'achèvement des réalisations en cours.

Les grands engagements pour la politique de développement durable sont :

- La Responsabilité environnementale ;
- La Responsabilité économique ;
- La Responsabilité sociale.

8. Localisation du site

Le projet est localisé sur la commune de Vendargues, à 8 kilomètres au Nord-Est de Montpellier (Département de l'Hérault), dans la zone industrielle de la « Vallée du Salaison ».

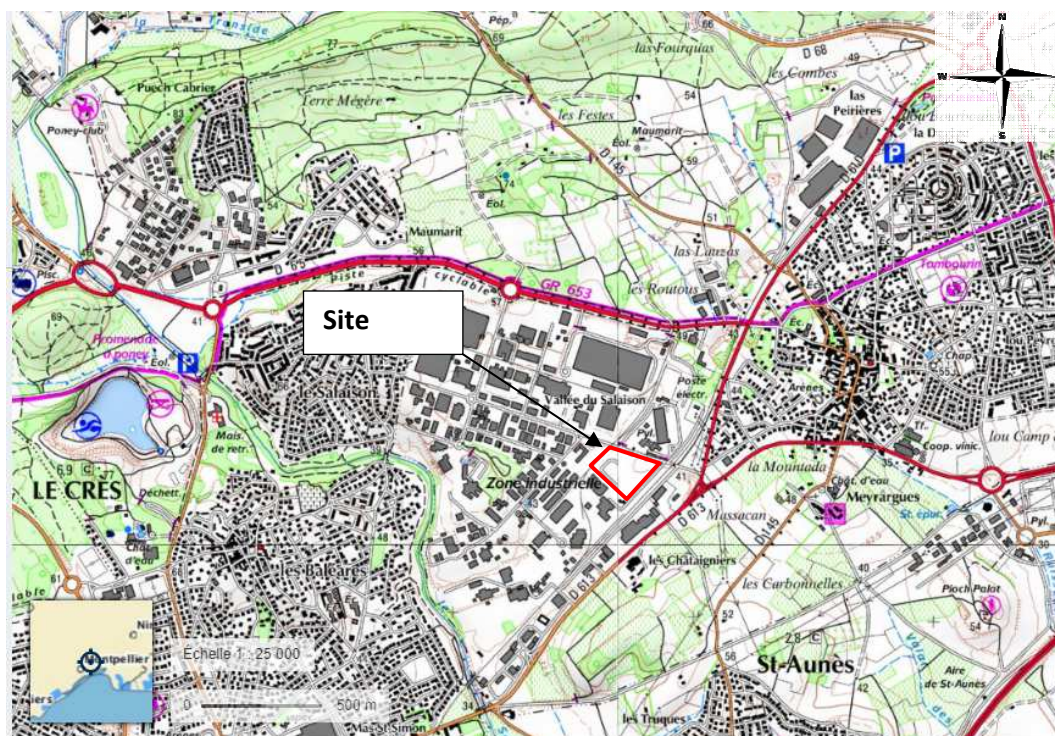


Figure 8 : Localisation du site

9. Emprise cadastrale du projet

9.1. Localisation cadastrale

Le projet est localisé sur la commune de Vendargues, sur les parcelles BA146 et BA231.

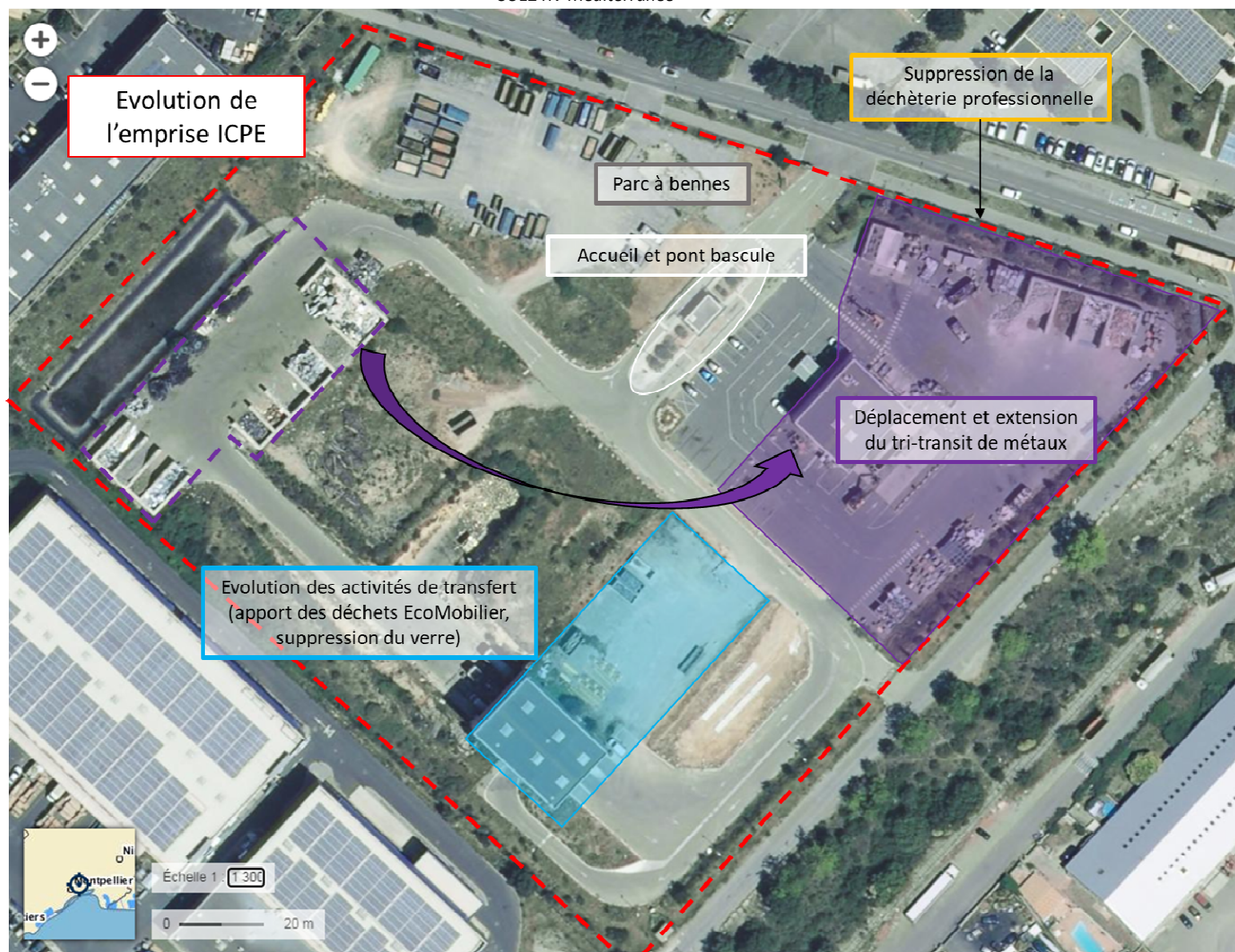


Figure 9 : Vue aérienne du site

9.2. Situation cadastrale

Le parcellaire de la demande d'enregistrement porte sur les parcelles suivantes :

N°de parcelle	Section	Commune	Superficie cadastrale de la parcelle en m ²	Superficie cadastrale concernée en m ²
146	BA	Vendargues	17001	17001
231	BA	Vendargues	17150	17150
Superficie totale concernée				34151

Tableau 5 : Parcellaire de la demande d'enregistrement

9.3. Propriété des terrains et droits du demandeur

L'emprise de la demande d'enregistrement porte sur une superficie 3,4 hectares environ.

SUEZ RV Méditerranée, dispose de la maîtrise foncière des terrains concernés par la demande pour la parcelle BA146 et BA 231.

10. Urbanisme

10.1. PLU et zonage

Le projet est concerné par le plan local d'urbanisme (PLU) de la Commune de Vendargues, adopté par délibération du Conseil Municipal (CM) du 27 juin 2013 et ayant fait l'objet des modifications suivantes :

- Modification simplifiée n°1 selon délibération du CM du 12/12/2013 ;
- Modification n°1 selon délibération du CM du 09/10/2014 ;
- Mise à jour du PLU selon arrêté du 28/06/2017 ;
- Modification simplifiée n°2 selon la délibération du 26/07/2017 ;
- Modification simplifiée n°3 selon la délibération du 18/10/18.

Les installations existantes sont implantées **en zone UE2a1**. La zone **UE** est une zone urbaine équipée à vocation d'activités. Le secteur UE2 correspond à la zone d'activités du Salaison. Ce secteur se subdivise en 2 sous-secteurs : UE2a, lui-même redivisé en deux sous-secteurs en fonction des hauteurs autorisées (UE2a1 et UE2a2) et UE2b le long de la RD 613 à vocation d'activités artisanales, commerciales, de bureau et d'hébergement hôtelier

Le projet s'effectue sur les mêmes parcelles et à l'intérieur du même zonage (zone **UE2a1**).

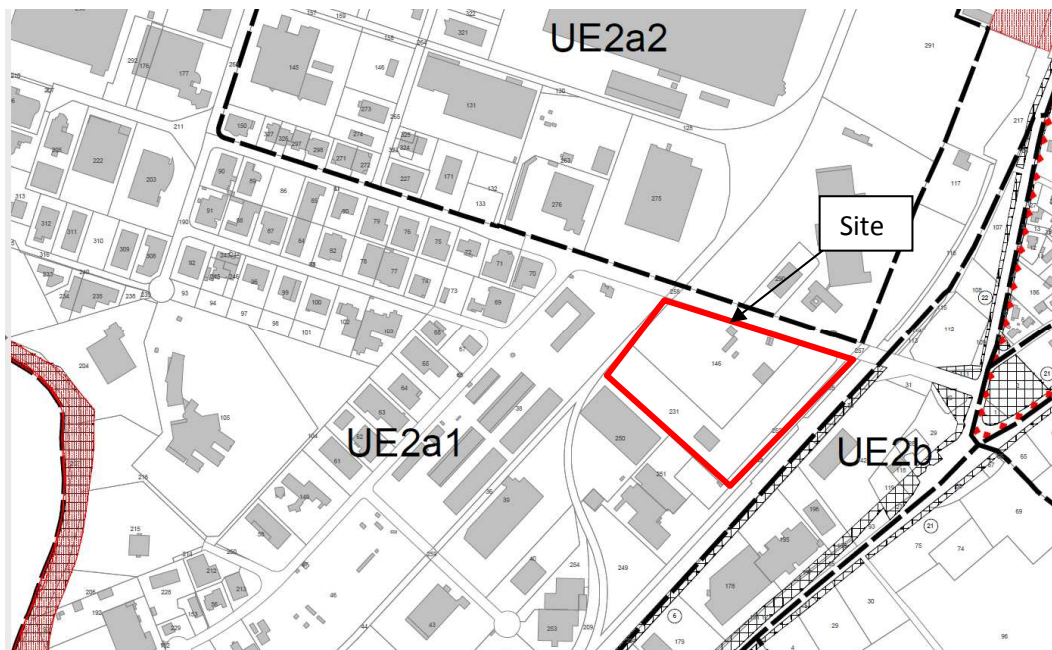


Figure 10 : Plan de zonage PLU de la Commune de Vendargues

10.2. Servitudes d'utilité publique

Les servitudes d'utilité publique existantes sur la commune de Vendargues sont cartographiées sur le plan suivant et reprises dans le tableau ci-après.

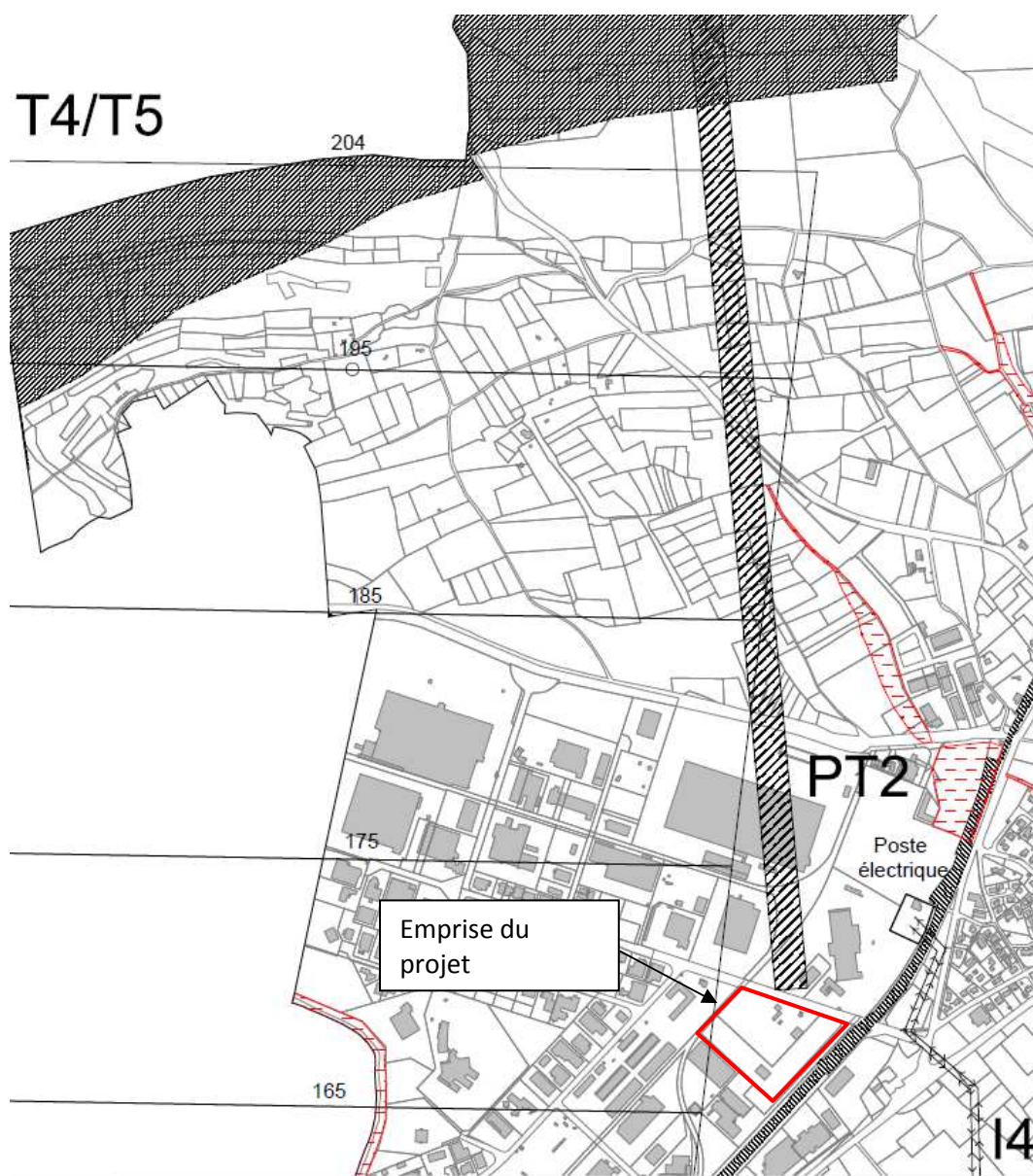


Figure 11 : Plan des servitudes du PLU de la Commune de Vendargues (PLU)

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

Type de contrainte	Code	Concerné / Non concerné
Zone inondable	PPRI	Non concerné
Servitudes aéronautiques de dégagement et de balisage	T4/T5	Concerné, essentiellement au droit du bassin actuel
Bruits dans l'environnement	PPBE	Non concerné
Servitudes relatives aux canalisations d'énergie électrique	I4	Non concerné
Servitudes relatives aux canalisations de gaz	I3	Non concerné
Servitudes relatives au chemin de fer	T3	Non concerné
Servitudes relatives à la protection des centres radioélectriques d'émission et de réception contre les obstacles	PT2	Non concerné
Servitudes relatives aux communications téléphoniques et télégraphiques	PT3	Non concerné
Servitudes relatives à la protection des eaux potables et minérales	AS1	Non concerné
Périmètres de protection des monuments historiques inscrits	AC1	Non concerné
Servitudes résultant des plans d'exposition aux risques naturels prévisibles (PPRI zone bleue pluviale / zone rouge naturelle)	PM1	Non concerné

Tableau 6 : Listes des SUP du PLU de Vendargues

Le site est partiellement concerné par la servitude T4/T5 (servitudes aéronautiques de dégagement et de balisage de l'aérodrome de Montpellier-Fréjorgues).

Cette servitude T4/T5 s'applique à l'angle ouest de l'installation, qui correspond à une partie de l'emprise du bassin actuel. Elle est sans incidence vis-à-vis du projet.

Au niveau de la partie ouest du site, la hauteur de dégagement est de 175 m. Le projet ne prévoit aucun aménagement susceptible d'impacter le dégagement nécessaire pour l'atterrissage des aéronefs. Le projet est compatible avec les servitudes d'utilité publique du PLU de Vendargues.

10.3.Compatibilité avec le document d'urbanisme

Les installations existantes sont actuellement implantées en zone UE2a1, sur la parcelle BA 146 et BA231, où les ICPE sont autorisées.

	Dispositions applicables à la zone UE2a1	Conformité
Art. 1	<p>Occupations et utilisations du sol interdites</p> <p>Sont interdits les constructions pour les habitations, exploitation agricole ou forestière, les carrières.</p> <p>Les nouvelles ICPE (sauf en UE1, UE2 et sous-secteur UE2a1, UE2a2 et UE2b, et UE5).</p> <p>Les affouillements et exhaussements non nécessaires au projet.</p> <p>Les terrains de camping et caravanning</p> <p>Les parcs résidentiels de loisirs</p> <p>Les terrains de sports</p> <p>Les parcs d'attractions</p> <p>Les dépôts de véhicules</p> <p>Les éoliennes</p> <p>Les parcs et champs photovoltaïques</p> <p>En zone UE2a1 – les hébergements hôteliers</p>	<p>CONFORME</p> <p>L'installation est localisée dans le zonage UE, sous-secteur UE2a1. Le projet concerne des installations soumises à la réglementation ICPE.</p>
Art. 2	<p>Occupations et utilisations du sol soumises à des conditions particulières</p> <p>Les logements de fonction</p> <p>L'aménagement et l'extension des constructions</p> <p>Affouillements et exhaussements de sols nécessaires à la réalisation d'un projet admis dans la zone.</p> <p>L'édification d'ouvrages techniques</p> <p>« Sont autorisées en secteur E1, UE5 et sous-secteurs UE2a1 et UE2a2 :</p> <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement quel que soit le régime dont elles relèvent (autorisation ou déclaration) à condition :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Qu'elles répondent à l'ensemble de la réglementation en vigueur, notamment en matière de sécurité et de nuisances ✓ Que leur fonctionnement soit compatible avec les infrastructures existantes ✓ Qu'elles n'induisent aucun risque ou nuisance pour les populations voisines ✓ Que les travaux d'extension intègreront une démarche architecturale qualitative 	<p>CONFORME</p> <p>Aucun affouillement n'est nécessaire dans le cadre du projet</p> <p>Le projet est conforme aux conditions de l'article 2, concernant les ICPE pour le secteur UE2a2 à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Qu'elles répondent à l'ensemble de la réglementation en vigueur, notamment en matière de sécurité et de nuisances ✓ Que leur fonctionnement soit compatible avec les infrastructures existantes ✓ Qu'elles n'induisent aucun risque ou nuisance pour les populations voisines ✓ Que les travaux d'extension intègreront une démarche architecturale qualitative
Art. 3	<p>Accès et voiries</p> <p>Toute création nouvelle d'un accès sur les routes départementales doit faire l'objet d'un avis technique favorable du Conseil Général de l'Hérault.</p>	<p>CONFORME</p> <p>Aucun nouvel accès n'est nécessaire. L'accès au projet s'effectue à partir de l'accès existant (avenue de Bigos)</p>
Art. 4	<p>Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics</p> <p>Toutes les constructions doivent être raccordées aux différents réseaux AEP, EP, EU, Elec, Tel, etc...</p> <p>Dispositions de compensation à l'imperméabilisation devront être dimensionnées sur la base des normes et ratios applicables à la date de dépôt de la demande d'autorisation de construction ou d'aménagement.</p>	<p>CONFORME</p> <p>Raccordements existants, non modifié.</p> <p>Le projet n'intègre pas de surface imperméabilisée supplémentaire. Les terrains intégrés au projet sont déjà imperméabilisés.</p>

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

Art. 5	Superficie minimale des terrains constructibles Non règlementée	Non règlementée
Art. 6	Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques En bordure de toutes les voies D = 6 m mini des alignements actuels ou futurs	CONFORME Le projet respecte un retrait d'implantation pour toutes constructions, de 6,00 m, pour les alignements le long de l'Avenue des Bigos et de la voie SNCF au Nord-Ouest du projet.
Art. 7	Implantations des constructions par rapport aux limites séparatives L = 5,00m Les constructions peuvent être implantées en limites avec des mesures pour éviter la propagation des incendies (murs coupe-feu) D= 10,00 m en limite de zone/secteur D= 25,00 m en limite de commune	CONFORME Le projet respecte : ✓ une implantation à 5,00 m des limites séparatives et du chemin privé sur la parcelle voisine ✓ une implantation à 10,00 m du sous-secteur UE2a2
Art. 8	Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété Non règlementée	Non règlementée
Art. 9	Emprise au sol 70%	CONFORME Le projet respecte le ratio d'emprise au sol.
Art. 10	Hauteur maximale des constructions Hauteur maxi. 15.00 m	CONFORME Le projet n'intègre pas de bâtiment de hauteur supérieur ou égal à 15 m
Art. 11	Aspect extérieur Architecture règlementée Typologie de clôture imposée	CONFORME
Art. 12	Stationnement Bâtiment d'activité : 1/100 m ² SP Bâtiment de bureaux : 1/ 40 m ² SP Vélos Bâtiment de bureaux : 1,5% SP	CONFORME Le projet respecte les ratios concernant le stationnement et les vélos
Art. 13	Espaces libres Surfaces libres de toute construction et les aires de stationnement doivent être plantées 1 arbre pour 2 places ou 50 m ² de stationnement. Plantations à renforcer Minimum de 20% du terrain	CONFORME Le projet respecte les ratios concernant les surfaces libres de toutes constructions et les aires de stationnement.
Art. 14	Coefficient d'occupation du sol Non règlementé	Non règlementé.

Tableau 7 : Conformité au règlement de la zone UEa

10.4.Permis de construire

Le projet ne nécessite pas de dépôt de permis de construire.

11. Objet de la demande et rubriques ICPE concernées

11.1. Objet de la demande

SUEZ R.V, souhaite développer et réorganiser, les activités existantes. Pour ce faire, SUEZ R.V souhaite :

- Etendre l'emprise enregistrée du pôle multi-filières, à la totalité de la parcelle BA146, comme initialement, pour porter la surface enregistrée de 2,9 hectares environ à 3,4 hectares environ, soit une augmentation de 0,5 hectares environ ;
- Déplacer et développer les capacités de la plateforme de valorisation de déchets de métaux non dangereux, à l'emplacement actuel de la déchèterie professionnelle :
 - ✓ Pour passer du régime déclaratif au régime d'enregistrement, pour l'activité de tri transit et regroupement de déchets de métaux non dangereux, soumis à la rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE, pour porter sa capacité de 855 m² à 5000 m²,
 - ✓ Pour intégrer une nouvelle activité de traitement, avec la mise en place d'une presse à cisaille semi mobile, d'une puissance de 210 KW, et pour une capacité de traitement de 9,5 t/j, soumis déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 2791 de la nomenclature des ICPE,
 - ✓ Pour permettre le transit de batterie, au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des ICPE, pour une capacité inférieure à 1 tonne La quantité maximale présente est estimée à environ 950 kg..
- Réorganiser et augmenter la capacité de la plateforme extérieure de tri et de transit de déchets non dangereux ; la capacité relative à la rubrique 2714 sera légèrement diminuée (de 720 à 220 m³) mais la capacité relative à la rubrique 2716 sera augmentée, passant du régime déclaratif au régime de l'enregistrement, pour porter sa capacité de 990 m³ à 2100 m³. Les capacités relatives aux rubrique 2714 et 2716 sont réparties de la façon suivante entre le bâtiment et la plateforme extérieure :

	Bâtiment	Plateforme extérieure	Total
2714	220 m ³	-	220 m ³
2716	180 m ³	1 920 m ³	2 100 m ³

La déchèterie professionnelle et l'activité de transit de déchets non dangereux de verre seront supprimées.

11.2. Rubrique ICPE concernée par la demande

Les rubriques ICPE concernées par la demande d'enregistrement sont les suivantes.

SUEZ RV Méditerranée
 Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
 Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
 A 101085 /A

RUBRIQUE	ACTIVITE (Libellé de la rubrique)	Nature de l'installation	Capacité	REGIME (PROJET) arrêté type concerné Rayon d'affichage en km
2713-2	<p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.</p> <p>La surface étant :</p> <p>1. Supérieure ou égale à 1 000 m² ; (E) 2. Supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m². (D)</p>	<p>Zone activité ferrailles / métaux : tri, transit, traitement de déchets non dangereux (métaux et ferrailles, hors VHU)</p> <p>Surface 5000 m²</p>	5000 m ²	ENREGISTREMENT (Arrêté type 06/06/18)
2791-2	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>1- supérieure ou égale à 10 t/j, (A) 2- Inférieure à 10 t/j. (DC)</p>	<p>Zone activité ferrailles / métaux : traitement de déchets métalliques non dangereux (métaux et ferrailles, hors VHU) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 9,5t/j : capacité de traitement • Capacité de traitement mensuel : environ 175 t/mois • Presse cisaille de 650 t (210 kW) • Capacité annuelle traitée : 2375 t/an (sur 250 jours) 	9,5 t/j	DECLARATION SOUMIS A CONTROLE (Arrêté type du 23/11/11)

SUEZ RV Méditerranée
 Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
 Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
 A 101085 /A

RUBRIQUE	ACTIVITE (Libellé de la rubrique)	Nature de l'installation	Capacité	REGIME (PROJET) arrêté type concerné Rayon d'affichage en km
2714-2	Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 2. Supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³	Bâtiment et plateforme de tri-transfert de déchets non dangereux : pas d'augmentation de capacité	220 m ³	DECLARATION (Arrêté type 06/06/18)
2716-1	Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m ³	Bâtiment et plateforme de tri-transfert de déchets non dangereux : augmentation de capacité sur la plateforme extérieure	2100 m ³	ENREGISTREMENT (Arrêté type 06/06/18)
2718-2	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719, 2792 et 2793. – Autre cas	Conteneur métallique étanche à l'extérieur pour le transit de batterie sur la plateforme de métaux (activité de transit uniquement inférieur à 1 t).	< 1t (950 kg)	DECLARATION (DC) (Arrêté type du 6/06/2018)

Tableau 8 : Rubrique ICPE

11.3. Communes concernées par le rayon d'affichage (selon rubrique)

Les communes concernées par le rayon d'affichage de 1 kilomètre, autour de l'emprise du site sont toutes situées dans le département de l'Hérault. Il s'agit des communes de :

- VENDARGUES ;
- LE CRES ;
- SAINT AUNES.

Une carte de localisation au 1/2 500^{ème} permet de localiser le rayon d'affichage de 1 kilomètre autour de l'emprise du site et les communes concernées par le rayon d'affichage.

12. Caractéristiques du projet

12.1. Transfert des installations dans le cadre du projet

La plateforme de valorisation métaux sera déplacée sur une nouvelle emprise à cheval sur les parcelles BA146 et BA231.

La plateforme de tri-transfert des déchets non dangereux n'est pas déplacée.

Les parcelles cadastrales et les emprises concernées par le transfert sont présentées dans le tableau ci-dessous et la figure ci-après.

Situation cadastrale et emprise	Implantation actuelle	Implantation future
Plateforme métaux		
Parcelle cadastrale	BA231+BA146	BA231+BA146
Surface en m ²	2200 m ²	6700 m ² dont 5000 m ² utile (hors talus)

Tableau 9 : Situation cadastrale et emprise

SUEZ RV Méditerranée
 Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
 Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
 A 101085 /A

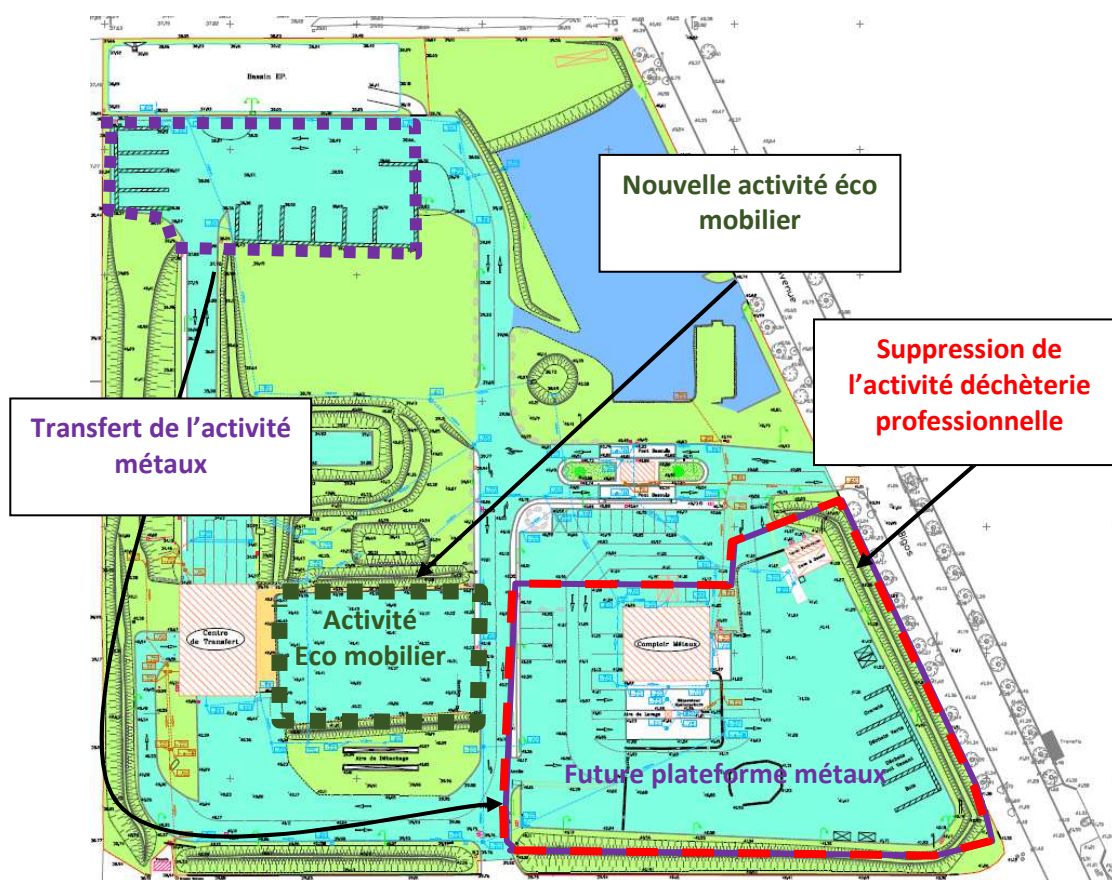


Figure 12 : Transfert des installations dans le cadre du projet

12.2. Plateforme de valorisation des métaux

12.2.1. Description de l'aménagement de la plateforme

Les aménagements de la plateforme intègrent :

- Elargissement de l'entrée avec mise en place d'un portail coulissant et d'une clôture de hauteur de 2 m.
- Maintien des alvéoles de l'ancienne déchèterie professionnelle.
- Création d'alvéoles supplémentaires,
- Création d'une zone Cisaille avec mise en œuvre de 2 murs en béton,
- Mise en place des circulations piétonnes, sécurisées, en assurant une séparation avec la base exploitation.
- Mise en place d'un portillon piéton, entre la base exploitation et la plateforme de valorisation métaux.
- Projecteurs et marquage au sol et signalétiques pour les catégories de déchets.

Ces nouvelles alvéoles seront réalisées en murs type béton banché de 5m de haut. Le sol des box sera réalisé en dalle béton. Le reste de la surface de cette plateforme sera laissée avec l'actuelle voirie lourde.

A l'intérieur du bâtiment existant :

- Mise en place d'un dispositif anti-intrusion et d'un détecteur de présence dans le bâtiment
- Réorganisation du bâtiment de transit de métaux.

A l'extérieur, une zone de traitement des métaux sera aménagée avec :

- Une Zone Cisaille : mise en œuvre de 2 murs en béton banché de 5m de hauteur
- Une presse à cisaille (mobile ou semi mobile de type Reflex 650 t) d'une puissance de 210 kW, posée sur un massif béton et alimentée thermiquement.

A l'extérieur, il est prévu un stockage de batterie dans un conteneur métallique étanche sur la plateforme métaux. Il s'agira uniquement d'une activité de transit, pour une quantité maximale présente de 950 kg (rubrique 2718 : quantité inférieure à 1 tonne). Les déchets seront évacués de l'installation dans les 90 jours qui suivent leur prise en charge.

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A



Photographie 2 : Box déchets métaux et presse à cisaille

12.2.2. Typologie et quantités de déchets

Les volumes des différentes caractéristiques des déchets en transit sur la plateforme collectés sont présentés ci- dessous

Nature	Type de stockage	Surface au sol en m ²
Non Ferreux	Box mégabloc 6*10 m	60
Non Ferreux	Box mégabloc 6*10 m	60
Non Ferreux	Box mégabloc 6*10 m	60
Non Ferreux	Box mégabloc 6*10 m	60
Non Ferreux	Box mégabloc 6*10 m	60
Non Ferreux	Box mégabloc 6*10 m	60
Non Ferreux	Box mégabloc 6*10 m	60
Non Ferreux	Box mégabloc 6*10 m	60
Non Ferreux	Box mégabloc 6*10 m	60
Non Ferreux	Box mégabloc 6*10 m	60
Non Ferreux	Box mégabloc 6*10 m	60
Non Ferreux	Box mégabloc 6*10 m	60
Non Ferreux	Box mégabloc 6*10 m	60
Câbles	Box mégabloc 6*12 m	72
Câbles	Box mégabloc 6*12 m	72
Câbles	Box mégabloc 6*12 m	72
Câbles	Box mégabloc 6*12 m	72
TOTAL (en m ²)	1068 m ²	

Tableau 10 : Caractéristiques des zones de stockage de transit de déchets de métaux

12.3.La plateforme extérieure du centre de tri-transfert des déchets non dangereux

La plateforme Eco mobilier sera implantée sur l'emprise actuelle de la plateforme extérieure. Aucun équipement spécifique n'est nécessaire, le sol étant déjà aménagé en enrobée.

Les déchets d'équipement et d'ameublement (DEA) arrivent en mélange et sont réceptionnés. Ils sont répartis en 3 alvéoles :

- Alvéoles DIB à trier (480 m³),
- Alvéole DEA non couverte (700 m³),

- Alvéole DEA couverte (700 m³).

Les déchets seront disposés soit directement au sol (bois, matelas, rembourrés)

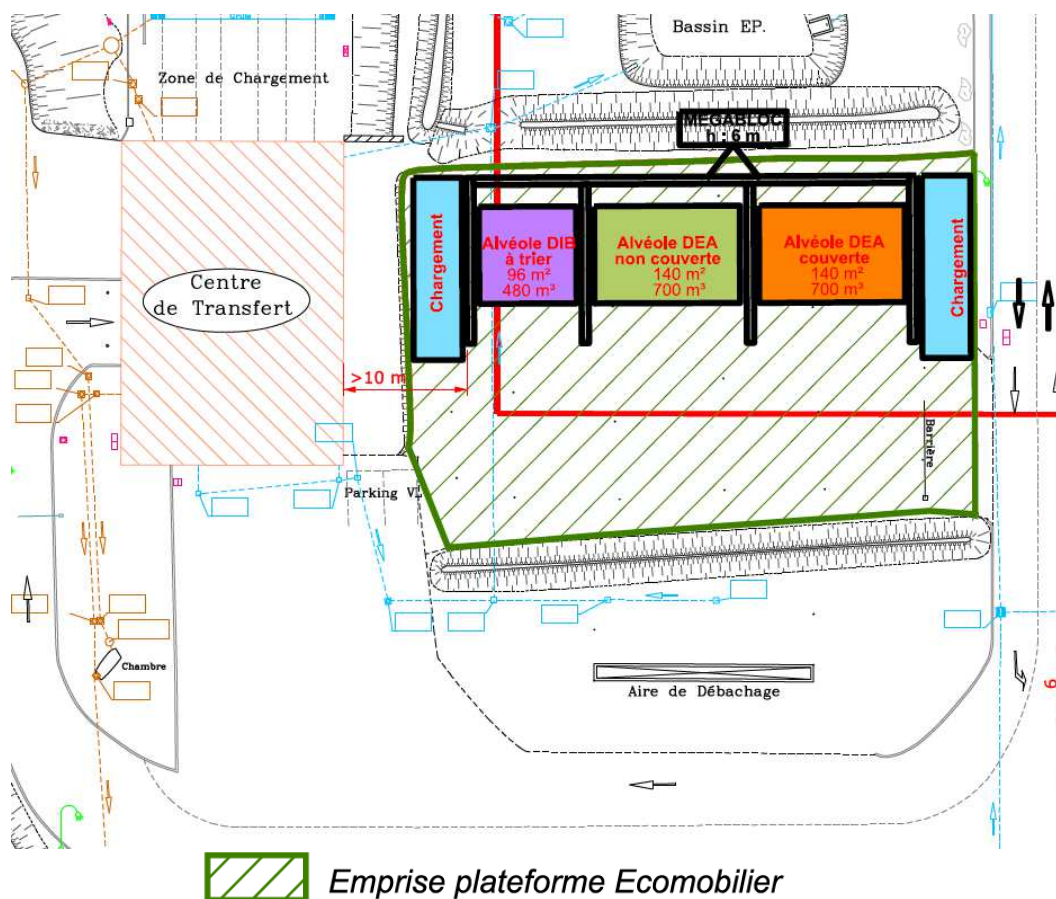


Figure 14 : Plateforme «Eco mobilier » extérieure au centre de tri des déchets non dangereux

12.4. Autres aménagements et installations annexes

Les autres aménagements et installations existantes annexes seront conservées :

- Une cuve aérienne de gazole de 40 m³ avec une capacité de rétention de 40,5 m³, pour un volume annuel distribué de 80 m³ par an avec une pompe de 5 m³/h (non classable au titre des rubriques 1435 et 4732-2c) ;
- Une aire de lavage ;
- Une zone d'accueil avec double pont bascule et une zone de parking avec les bureaux existants ;
- Le bâtiment de transfert.

Les caractéristiques du bâtiment de transfert, sont rappelées ci-après.

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

Il occupe une surface d'environ 500 m², sur deux niveaux afin de permettre un transfert par voie gravitaire via trois trémies de déchargement. Le principe est illustré dans la figure suivante :

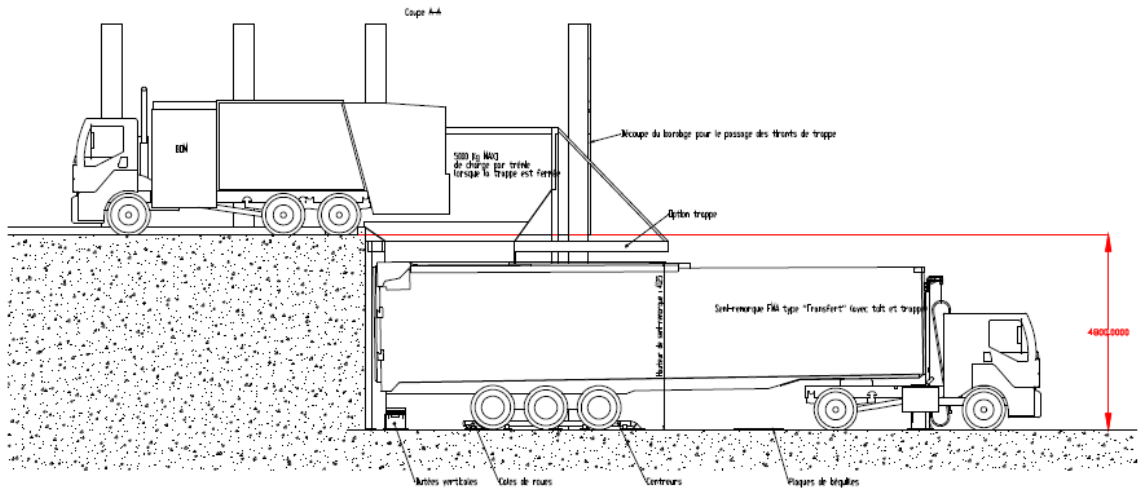


Figure 15 : Exemple de coupe d'un quai de transfert vers des FMA

Un plan du bâtiment est présenté sur la figure suivante. Il comprend :

- Deux portes d'accès frontales et une porte latérale, en plus de portes piétons ;
- Un quai pouvant être utilisé le cas échéant pour un déchargement au sol ;
- Trois trémies permettant un transfert gravitaire vers des semi-remorques à fond mouvant alternatif (FMA) ; ces dernières sont situées à environ 6 mètres en dessous du quai.

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

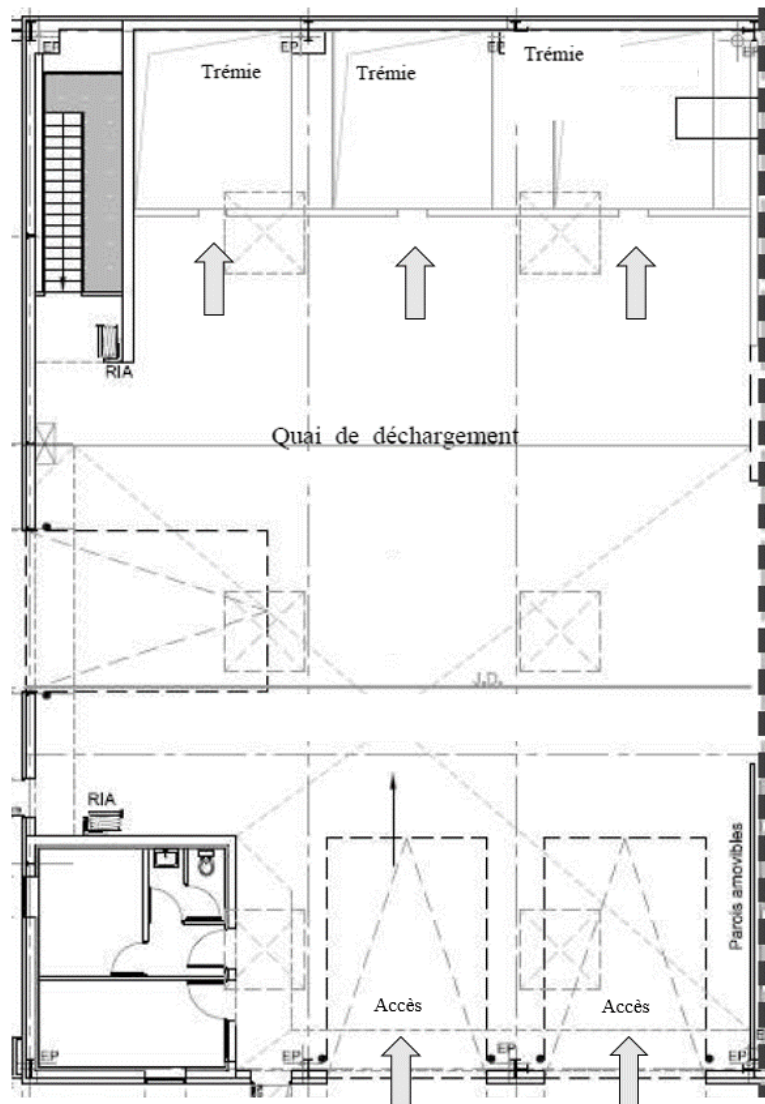


Figure 16 : Vue en plan du bâtiment de transfert

Les camions d'apport, après contrôle à l'entrée du site, déchargent dans la trémie dédiée ou au sol. Dans ce cas, les déchets sont repris à la pelle à grapin. Le chargement des FMA se fait ainsi gravitairement. Une fois les FMA remplis, ils sont évacués vers les filières correspondantes.

A l'extérieur du bâtiment, deux bennes sont utilisées en compléments pour le transfert de plastique et de cartons.

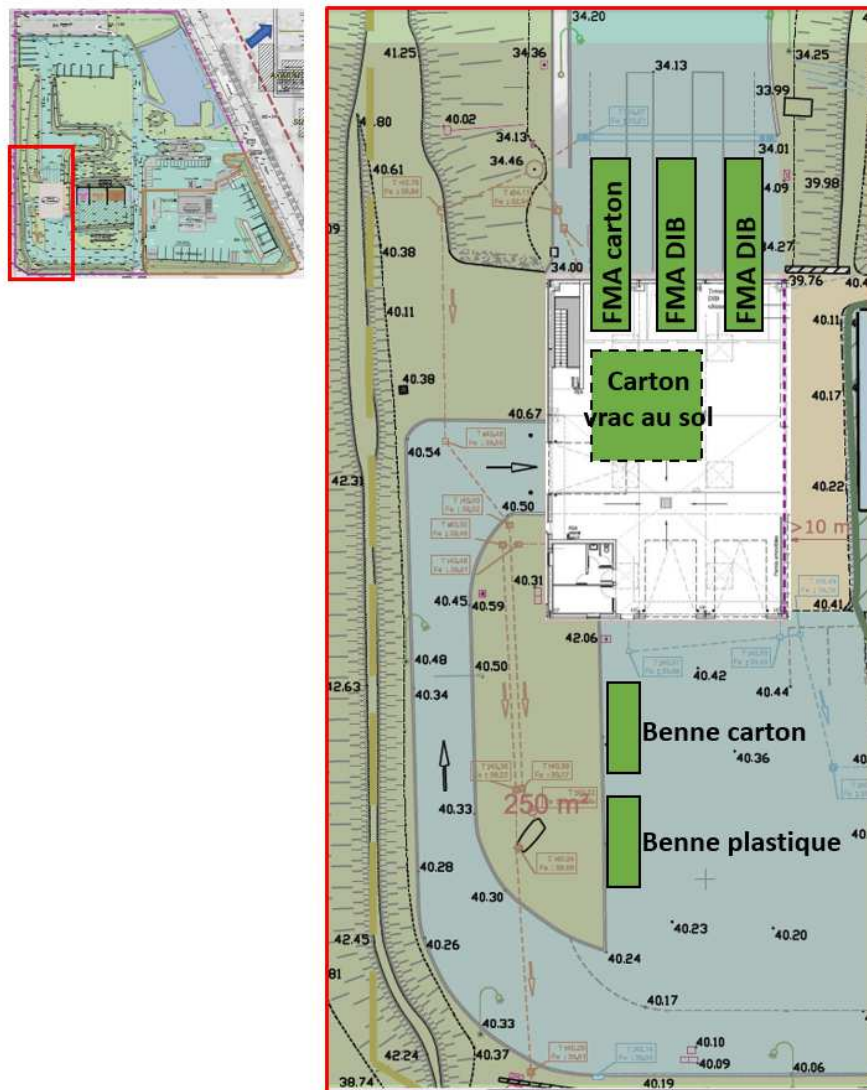
Le volume potentiellement présent est estimé à environ 400 m³ répartis comme suit :

- Dans le bâtiment :
 - Stock au sol de cartons (environ 70 m³)
 - 2 FMA de cartons en attente (2*90m³)
 - 1 FMA de DAE en attente (90m³)

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

- A l'avant du bâtiment :
 - 1 benne de cartons (environ 30 m3)
 - 1 benne de plastiques (environ 30 m3)

Ils sont représentés sur le schéma suivant.



**Figure 17 : Schéma de principe de l'organisation des stocks
 dans le bâtiment de transfert »**

13. Mode d'exploitation

13.1. Voie d'accès et de circulation

Le site est bien desservi par le réseau routier et autoroutier. Les principaux axes de circulation sont :

- l'autoroute A9 « la Languedocienne », avec un échangeur autoroutier à moins de 2,75 km du site ;
- l'avenue de Bigos à proximité immédiate du site ;
- la route nationale 113 à proximité du site ;
- la route nationale 110 à proximité du site.



Photographie 3 : Entrée du site sur l'Avenue de Bigos

L'entrée sur le site se fait depuis l'avenue de BIGOS. Un accès réservé aux véhicules de secours est situé en limite sud-est du site. La circulation au sein du site se fait de façon sécurisée, les différentes activités du site de Vendargues étant clairement distinguées.

Les sens de circulation par activité sont indiqués sur le plan d'ensemble.

13.2.Horaire d'ouverture

Les horaires retenus pour les différentes activités sont les suivantes :

Plateforme métaux

- Du lundi au vendredi de 08h00-12h00 – 13h00-16h00

Activité de tri-transfert

- Du lundi au samedi de 7h00 à 18h00

L'accueil des déchets sera assuré uniquement pendant les heures d'ouverture ci-dessus. En dehors de ces horaires, le site sera fermé et son accès interdit.

13.3.Réception des déchets

Tous les véhicules devront se présenter au niveau de l'accueil pour la pesée à l'entrée du site, au niveau de l'avenue de Bigos. Ensuite, les véhicules seront dirigés vers l'installation concernée sur base des indications fournies à l'accueil avec le plan de circulation du site.

13.3.1. Plateforme de valorisation métaux

Les véhicules amenés à circuler sur la plateforme de valorisation sont des camions de 60 à 90 m³.

Les véhicules apporteurs pénètrent sur le site sans gêner la circulation locale, se présentent sur le pont-bascule afin d'y effectuer une pesée. Ils font l'objet d'une double-pesée (entrée-sortie). Cette étape permet l'édition d'un ticket de pesée sur lequel apparaît le poids net du chargement collecté. Chaque véhicule est identifié à l'entrée du centre : date et heure, provenance, tonnages, nature des déchets transportés.

A leur arrivée, les chauffeurs des véhicules apporteurs se dirigent, vers le point de contrôle des pesées afin d'indiquer leur identification et le type de flux collecté. Le système de pesage permet l'édition de bordereaux de pesée (justificatif de pesée en sortie du site, principe de la double pesée). Un exemplaire est remis au chauffeur du véhicule.

Le vidage des véhicules a lieu sur une aire de stockage dédiée et spécifique à chacun des flux réceptionnés sur ce site. Sur le lieu de vidage, une personne est affectée au contrôle de la qualité et de la nature du flux entrant lors du vidage. Cette personne caractérise les flux et en cas de non-conformité, le lot est isolé.

13.3.2. *Plateforme de tri-transit de déchets non dangereux*

Les véhicules amenés à circuler sur la plateforme de valorisation sont des camions de PTAC 38 tonnes et PTAC 26 tonnes. La procédure est la même que celle détaillée au chapitre relatif à la plateforme de valorisation métaux.

13.3.3. *Plateforme transit éco mobilier*

Les véhicules d'apport et d'évacuation pour la plateforme de transit sont des véhicules légers et poids lourds et pour l'évacuation des camion semi-remorque FMA 44T (fond mouvant alternatif). La procédure est la même que celle détaillée au chapitre relatif à la plateforme de valorisation métaux.

13.4.Engins sur site

Les engins présents sur le site dans le cadre du projet sont les suivants :

- Un chariot télescopique ;
- 2 à 3 pelles Une presse à cisaille semi mobile.

13.5.Un chariot frontal Réseaux divers

13.5.1. *Eaux pluviales*

Le projet n'induit aucune modification de la gestion des eaux du site, Par ailleurs, le projet, n'induit pas d'augmentation de la superficie imperméabilisé du site.

Pour mémoire, les eaux de ruissellement du site sont collectées par le réseau pluvial interne et orientées après passage dans un débourbeur/ déshuileur vers le bassin de stockages des eaux pluviales.

Ce bassin a une capacité de 2050 m³.

Les eaux sont ensuite évacuées dans le réseau pluvial collectif de la zone d'activité via un ouvrage de régulation avec un débit de fuite de 106 l/s, par une canalisation 400 mm.

Les eaux de toiture des bâtiments sont collectées et orientées vers 2 bassins d'infiltration de 100 m³ (toiture bâtiment comptoir métaux, anciennement atelier) et 200 m³ (toiture centre de transfert).

Il n'y a aucun rejet direct d'eau de ruissellement dans le réseau hydrographique.

13.5.2. *Eaux potables*

Le site est raccordé au réseau d'alimentation en eau potable de la ville. Un disconnecteur est en place sur l'alimentation du site.

13.5.3. *Eaux usées*

Le site est raccordé au réseau d'assainissement collectif pour les eaux usées. Les effluents rejetés dans ce réseau sont :

- Les eaux sanitaires ;
- Les eaux de lavages des camions et des bennes de collecte après passage dans le débourbeur déshuileur ;

13.5.4. *Electricité, téléphone et internet*

Le site est raccordé aux réseaux électriques et téléphoniques et il dispose d'un accès internet.

13.6.Moyens d'intervention et de secours

Le site dispose des moyens de prévention et de secours suivants :

- 3 poteaux incendie (1 sur le site, 2 sur l'avenue de Bigos) ;
- 6 robinets d'incendie armé (RIA) : 2 au niveau du bâtiment métaux et 4 au niveau du quai de transfert ;
- Des extincteurs.

Le plan du réseau de défense incendie de l'état actuel sera maintenu.

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)

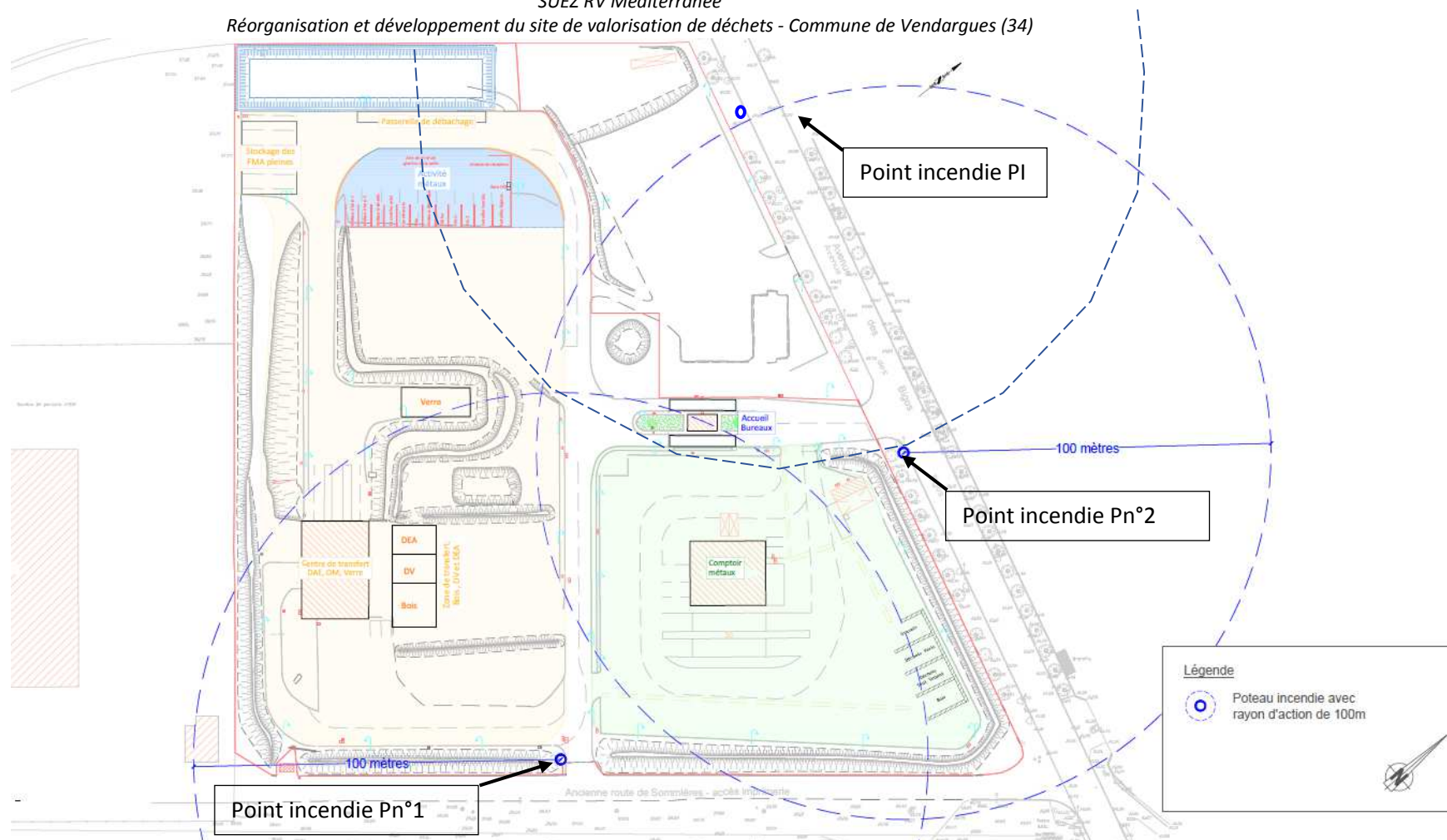


Figure 18 : Plan du réseau de défense incendie

13.7.Produits dangereux

Le carburant (gazole) des engins et véhicules d'exploitation est stocké dans une cuve aérienne de 40 m³ associée à une capacité de rétention de 40,5 m³, pour un volume annuel distribué de 80 m³ par an avec une pompe de 5 m³/h (non classable au titre des rubriques 1435 et 4732-2 c).

Les fluides engins sont stockés dans le bâtiment sur la zone de plateforme de valorisation métaux, sur des bacs de rétention.

14. Remise en état et usage futur

14.1. Conditions de remise en état du site

En cas de mise à l'arrêt par l'exploitant, le préfet doit être informé de la date de l'arrêt définitif de l'activité au moins trois mois avant cette date, conformément à l'article R512-46-25 du Code de l'Environnement.

A l'arrêt définitif des activités, l'exploitant remettra le site en état et assurera sa mise en sécurité avec les mesures suivantes :

- Evacuation des produits dangereux et de tous matériaux ou déchets présents sur le site ;
- Démantèlement de la cuve aérienne de gazole et du poste de distribution, des ponts bascule, des bâtiments ;
- Interdictions ou limitations d'accès au site (maintien de la clôture) ;
- Suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- Surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En fin d'exploitation, le site ne doit pas engendrer d'atteintes aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

14.2. Plans du site et rapports sur la situation environnementale

Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25, l'exploitant transmettra au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et au propriétaire du terrain d'assiette de l'installation les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le type d'usage futur du site qu'il envisage de considérer. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.

14.3. Usage futur

L'usage futur du site sera conforme au PLU et notamment au règlement de la zone UE2a1 du PLU, zone urbaine équipée à vocation d'activités. Conformément au règlement, la zone sera réservée aux constructions pour des activités artisanales ou industrielles.

14.4. Avis du maire et des propriétaires

Conformément à l'article R512-46-4 5°, « Dans le cas d'une installation à implanter sur un site nouveau, la proposition du demandeur sur le type d'usage futur du site lorsque l'installation sera mise à l'arrêt définitif, accompagné de l'avis du propriétaire, lorsqu'il n'est pas le demandeur, ainsi que celui du maire ou du président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme. Ces avis sont réputés émis si les personnes consultées ne se sont pas prononcées dans un délai de quarante-cinq jours suivant leur saisine par le demandeur ; »

Le site a déjà fait l'objet de plusieurs déclaration et enregistrement au titre des ICPE sur les parcelles BA146 et BA231. Il ne s'agit pas d'un site nouveau sur ces parcelles : l'avis du maire et du propriétaire ne sont donc pas nécessaires.

15. Sensibilité environnementale

15.1. Inventaires des zones institutionnalisées

Le tableau ci-après présente les contraintes relatives au patrimoine naturel, paysager et culturel sur le site concerné.

Protections et contraintes	Typologie	Références réglementaires	Observations et commentaires	Site concerné	
				OUI	NON
Forêts, boisements, défrichement	<ul style="list-style-type: none"> protection des forêts soumises au régime forestier (construction à distance prohibée de baraques ou de hangars) servitudes de protection relatives aux forêts autres que le défrichement (fouilles, extractions de matériaux, emprises d'infrastructures publiques ou privées, exhaussement du sol ou dépôts) défrichement 	<ul style="list-style-type: none"> code forestier L151-1 à L151-6 code forestier L411-1 à L413-1 code forestier L 311-1 , L312-1 	Sans objet		X
Réserves naturelles	<ul style="list-style-type: none"> réserves naturelles et leurs périmètres de protection 	<ul style="list-style-type: none"> loi n°76-629 du 10.07.1976 	Sans objet		X
Arrêté préfectoral de protection des Biotopes	<ul style="list-style-type: none"> protection des biotopes nécessaire à la survie d'espèces animales ou végétales protégées et identifiées 	<ul style="list-style-type: none"> article L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement article R.211-1 et suivants et R.215-1 du code rural 	Sans objet		X
ZICO (Zone d'Importance Communautaire pour les Oiseaux)	<ul style="list-style-type: none"> protection des oiseaux sauvages 	<ul style="list-style-type: none"> directive CEE n°79-409 du 06/04/1979 	Sans objet		X
ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique)	<ul style="list-style-type: none"> inventaire des milieux naturels intéressants sur le plan écologique 	<ul style="list-style-type: none"> circulaire n°91-71 du 14/05/1991 	ZNIEFF Garrigues Castries (910030407) à plus de 2,5 kms à l'est ZNIEFF Rivière Cadoule (910030387) à plus de 2,4 kms à l'est		X

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

Protections et contraintes	Typologie	Références réglementaires	Observations et commentaires	Site concerné	
				OUI	NON
Zone Spéciale de Conservation (ZSC) ZPS (directive oiseaux) Natura 2000	<ul style="list-style-type: none"> assurer la biodiversité par la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore 	<ul style="list-style-type: none"> directive « Habitats » CEE n°92-43 du 21/05/1992 ; art. L.414-1 à 414-7 du code de l'environnement ; art. R.214-15 à 214-39 du code de l'environnement ; circulaires d'application. 	<p>Sans objet</p> <p>Les zonages Natura 2000 les plus proches se situent, à environ 5 km du projet et n'ont également aucun lien fonctionnel avec la zone étudiée : Zone Spéciale de Conservation – ZSC du Lez et de la Zone de Protection Spéciale – ZPS des Hautes Garrigues du Montpelliéraines</p>		X
Site d'Intérêt Communautaire (SIC)			Sans objet.		X
Zone Montagne			Sans objet		X
Commune littoral			Sans objet		X
Directives paysages		<ul style="list-style-type: none"> loi du 08/01/1993 sur le paysage ; décret du 11/04/1994. 	Sans objet		X
Zone humide d'importance internationale (convention Ramsar)		<ul style="list-style-type: none"> convention Ramsar du 02/02/1971 ; décret n°87-126 du 20/01/1987. 	<p>Zone Humide du Salaison 034C340001 à 500 m à l'Ouest</p> <p>Zone Humide Lez Mosson Etang Palavasiens 034SYBLE0001 à 2,4 kms à l'Ouest</p>		X
Monuments naturels et sites	<ul style="list-style-type: none"> sites inscrits ou classés zone de protection des monuments naturels ou sites 	<ul style="list-style-type: none"> art. L.314-1 à L.314-22 du code de l'environnement 	Monuments historiques situés à plus de 2 kms (Ancienne Eglise Saint Antoine, Château de la Mogère, Château de Castries)		X
Patrimoine architectural et urbain (ZPPAUP)	<ul style="list-style-type: none"> zone de protection du patrimoine architectural et urbain 	<ul style="list-style-type: none"> loi du 07.01.1983 décret n°84-304 du 25.04.84 	Sans objet		X

Tableau 11 : Inventaires des zones institutionnalisées au titre du patrimoine naturel

15.2.Synthèse de l'état initial et des enjeux

Le tableau en page suivante rappelle les enjeux environnementaux physiques, biologiques, humains, paysagers et patrimoniaux présents au niveau du site.

SUEZ RV Méditerranée
 Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
 Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
 A 101085 /A

Thèmes environnementaux		Explication sur l'enjeu	Enjeu
Environnement physique	Géologie et Hydrogéologie	<p>Le projet se situe au droit des formations calcaires du Berriasien, qui sont souvent surmontées par des marnes et horizons argileux.</p> <p>Ces formations renferment des aquifères exploités mais profonds. Deux forages industriels se trouvent à proximité du site. Les niveaux d'eau se situaient à -13.7 et -15 m de profondeur. Le site est implanté en dehors de tout périmètre de protection immédiat, rapproché ou éloigné de captage d'alimentation en eau potable.</p> <p>Aucun site n'est recensé sur la base de données BASOL sur la commune de Vendargues.</p> <p>La commune de Vendargues est concernée par la ZRE "Aquifère des molasses du Burdigalien du Bassin de Castries" mais le projet n'empiète pas sur cette ZRE distante au plus proche de 400 m du site.</p> <p>La vulnérabilité des eaux souterraines dépend de la présence de couches superficielles imperméables (marnes, argiles).</p> <p>L'enjeu concernant l'aspect géologique et hydrogéologique est jugé comme faible.</p>	Faible
	Hydrologie Hydraulique, hydrologie, qualité des eaux	<p>L'enjeu concernant l'hydrologie est considéré comme faible. Le site se trouve dans le bassin versant du ruisseau Le Salaison. Le ruisseau du Salaison se trouve à 900 m à l'ouest du site.</p> <p>L'emprise du projet ne recoupe aucun élément du réseau hydrographique.</p> <p>Les terrains concernés par le site ne sont pas situés en zone inondable, d'après le PPRI du Bassin du Salaison, approuvé le 14/08/2003. Dans le secteur d'étude, les zones inondables, correspondent aux zones de débordement des ruisseaux et ou fossé d'écoulement des eaux superficielles qui rejoignent le Salaison.</p> <p>Les eaux de ruissellement du site sont collectées et traitées, avant récupération dans le bassin pluvial du site et évacuées dans le réseau pluvial collectif de la zone d'activité. Elles font également l'objet de contrôles de leur qualité.</p> <p>Le site n'empiète sur le périmètre d'aucun SAGE. Par contre il est concerné par le périmètre du contrat de milieu de l'Etang de l'Or</p>	Faible
	Climat	L'Hérault possède un climat méditerranéen strict : hivers doux, étés chauds et secs. La pluviométrie est essentiellement répartie sur l'automne et le printemps, avec deux maxima, un au printemps et un autre à l'automne ainsi qu'un creux pluviométrique estival. La station météorologique de référence est la station de l'aéroport de Montpellier	Très faible
	Air/ odeurs	L'enjeu lié à la qualité de l'air et notamment les émissions odorantes est jugé comme faible, compte tenu de l'implantation en zone industrielle et des émissions. Le site est implanté au droit de la zone industrielle du Salaison. Le site est dans un environnement industriel pouvant générer des émissions odorantes. Actuellement, les installations existantes du site ne sont pas à l'origine d'émission d'odeurs, ni les autres activités environnantes.	Faible

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

Patrimoine Paysager et culturel	Perception	Le site est implanté au sein de la zone industrielle du Salaison. Le secteur d'étude ne présente pas d'enjeu paysager fort. Les monuments historiques les plus proches sont situés à plus de 2 kilomètres. Le site n'est pas visible depuis ces monuments.	Faible
Environnement Naturel	Contexte écologique local	L'enjeu pour le contexte écologique est considéré comme faible compte tenu de l'absence de périmètre ou zone institutionnalisée pour le patrimoine naturel et de l'implantation dans une zone industrielle sur un terrain déjà anthropisé (installation existante).	Faible
Environnement humain	Occupation des sols	Le site se trouve à l'intérieur de la zone industrielle du Salaison, dans un environnement de tissu urbain discontinu. Il n'y a pas de secteur d'habitat individuel ou de secteur agricole à proximité immédiate du site. L'enjeu sur l'environnement humain est jugé comme faible, compte tenu de l'absence d'habitat proche à usage d'habitation et de l'implantation dans une zone industrielle.	Très faible
	Agriculture	L'enjeu concernant l'agriculture est jugé comme très faible, compte tenu de l'implantation dans une zone industrielle et de l'absence de terrains agricoles à proximité.	Très faible
	Tourisme et loisir	Au niveau du tourisme, l'enjeu est considéré comme très faible, en l'absence d'activité touristique notable à proximité du site.	Très faible
	Activité industrielle	L'enjeu concernant l'activité industrielle est jugé comme très faible. L'activité existante et futur du site s'inscrit comme une activité ICPE compatible avec la zone activité.	Très faible
	Biens et patrimoine culturel, archéologie	L'enjeu concernant les biens et patrimoines culturels est jugé comme très faible compte tenu de l'absence de monument historique inscrit ou classé à proximité. Le site n'est pas concerné par le périmètre de protection de ces monuments. L'emprise du site n'est concernée par aucun périmètre de protection de ces monuments. Enfin, le site se trouve en dehors, des zones de présomption de prescription archéologique définies par le Service Régional de l'Archéologique. Toutefois, des prescriptions d'archéologie préventive pourront être édictées, conformément aux dispositions du Code du Patrimoine, par la DRAC.	Très faible
	Ambiance sonore et vibrations	L'environnement sonore est marqué par l'activité de la zone d'activité, le trafic routier. L'enjeu concernant l'ambiance sonore est jugé comme faible compte tenu de la localisation du site dans une zone industrielle et du niveau de bruit ambiant marqué par le trafic routier. La commune de Vendargues est concernée par le plan de prévention de bruit dans l'environnement (PPBE) approuvé le 29/06/15 de l'Agglomération de Montpellier	Très faible

Tableau 12 : Synthèse des enjeux environnementaux

16. Risques naturels et technologiques

16.1.Sismicité

L'actuel zonage sismique de la France est entré en vigueur au 1er mai 2011 (Zonage sismique de la France d'après l'annexe des articles R563-1 à R563-8 du Code de l'Environnement modifiés par les Décret no 2010-1254 et no 2010-1255 du 22 octobre 2010 ainsi que par l'Arrêté du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français), et selon ce zonage la commune de Vendargues est classée en zone de sismicité d'aléa faible.

16.2.Etat des risques technologies

Les établissements industriels susceptibles de générer des effets majeurs sont principalement ceux relevant du régime d'autorisation avec servitudes (SEVESO) au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement. Des Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) visant à encadrer plus étroitement l'urbanisation autour de ces établissements sont institués par la loi du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et son décret d'application du 7 septembre 2005.

Aucun Plan de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) n'est établi au niveau de la commune de Vendargues.

16.3.Inondations

D'après le PPRI du Bassin du Salaison, approuvé le 14/08/2003, les terrains concernés par le projet ne sont pas situés en zone inondable.

Dans le secteur d'étude, les zones inondables correspondent aux zones de débordement des ruisseaux et ou fossé d'écoulement des eaux superficielles qui rejoignent le Salaison

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

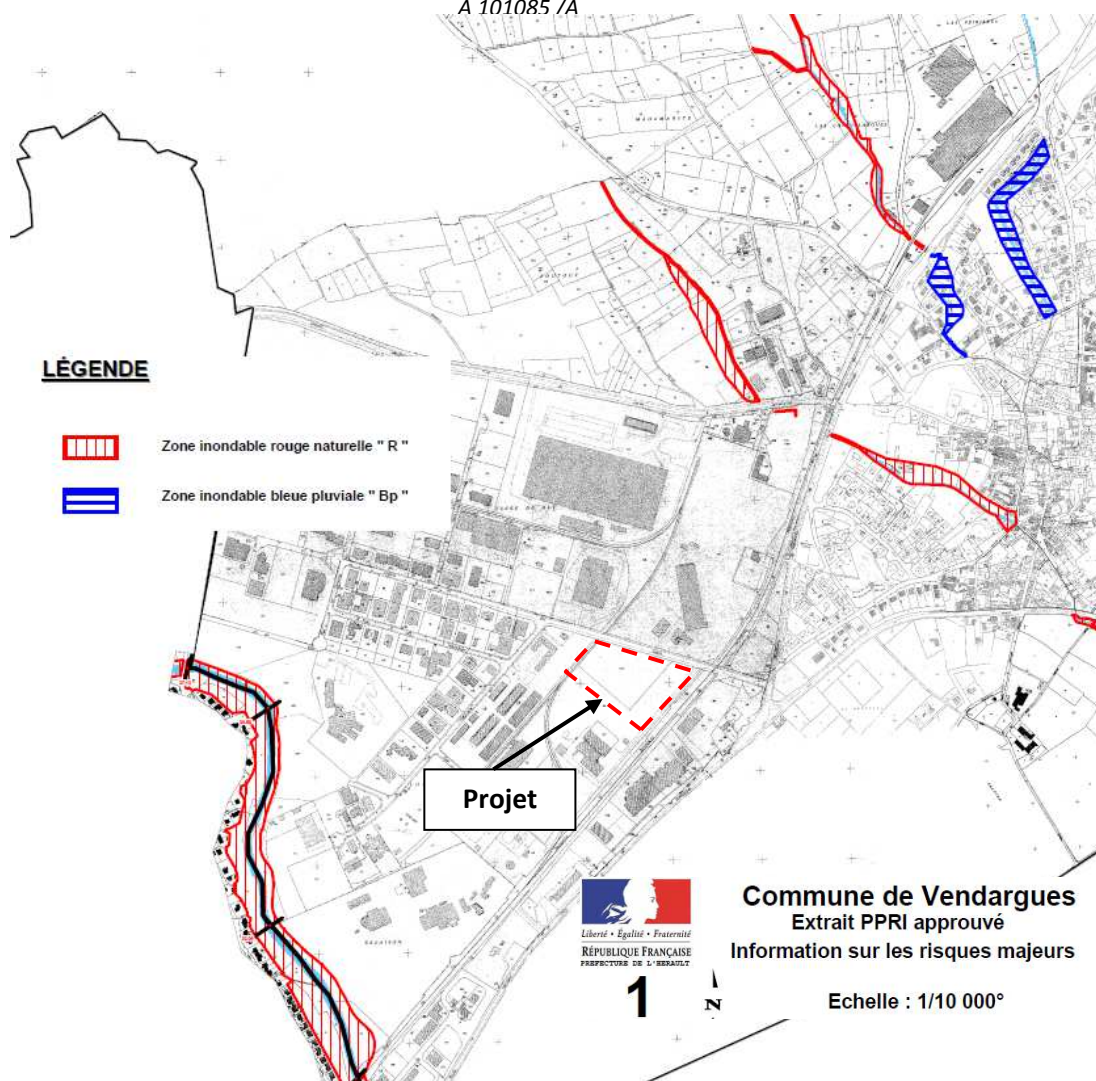


Figure 19 : Extrait du PPRI « Bassin du Salaison »

16.4.Appréciation des enjeux et impacts concernant les risques naturels ou technologiques et sanitaires

L'enjeu est jugé faible car l'emprise du projet est située hors zone inondable au PPRN et hors PPRT.

Le projet n'est pas de nature à générer des impacts sur l'inondabilité des terrains. Enfin, le projet n'est pas de nature à présenter des risques technologiques et sanitaires compte tenu des activités exercées et des dispositions prises en matière d'environnement.

17. Analyse des impacts, nuisances potentielles du projet, effets notables potentiels sur l'environnement et la santé humaine, du projet par rapport à l'état actuel et dispositions prises en matière d'environnement

17.1. Gestion des eaux pluviales

Le projet ne conduit pas à augmenter les surfaces imperméabilisées par rapport à l'état actuel (de l'ordre de 20 000 m²).

Le volume de bassin existant est de 2 050 m³. Il a été dimensionné pour une pluie de d'occurrence centennale et sera conservé en l'état.

En cas d'événement exceptionnel, ce bassin dispose d'une surverse vers le réseau d'eaux pluviales de voiries, avec un débit de fuite faible, de l'ordre de 5 l/s.

Les ouvrages de traitement des eaux pluviales existants sur le site permettent de :

- stocker un volume d'eau conséquent correspondant à une pluie d'occurrence centennale,
- traiter ces eaux potentiellement polluées par des hydrocarbures avant rejet au réseau d'eau pluvial de la zone d'activité.

17.2. Trafic

Le tableau ci-dessous présente le trafic actuel et le trafic dans le cadre du projet

Nombre de véhicule/j	Actuel	Projet
VL personnel	20	inchangé
VL déchèterie pro (apports)	30	0
PL déchèterie pro (évacuations)	5	0
PL métaux (apports et évacuations)	4 à 5	8
PL tri-transit (apports et évacuations)	50	inchangé

Tableau 13 : Evolution du trafic dans le cadre du projet

SUEZ RV Méditerranée
 Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
 Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
 A 101085 /A

Les données de comptages routier de la cellule de comptage et observatoire du Trafic de la Métropole Montpellier Méditerranée dans le secteur de Vendargues sur la D613 indiquent une MJA de 24497 véhicules jour en sens cumulé, sur la D613, pour l'année 2016.

L'ensemble des données de circulation sont présentées ci-dessous.

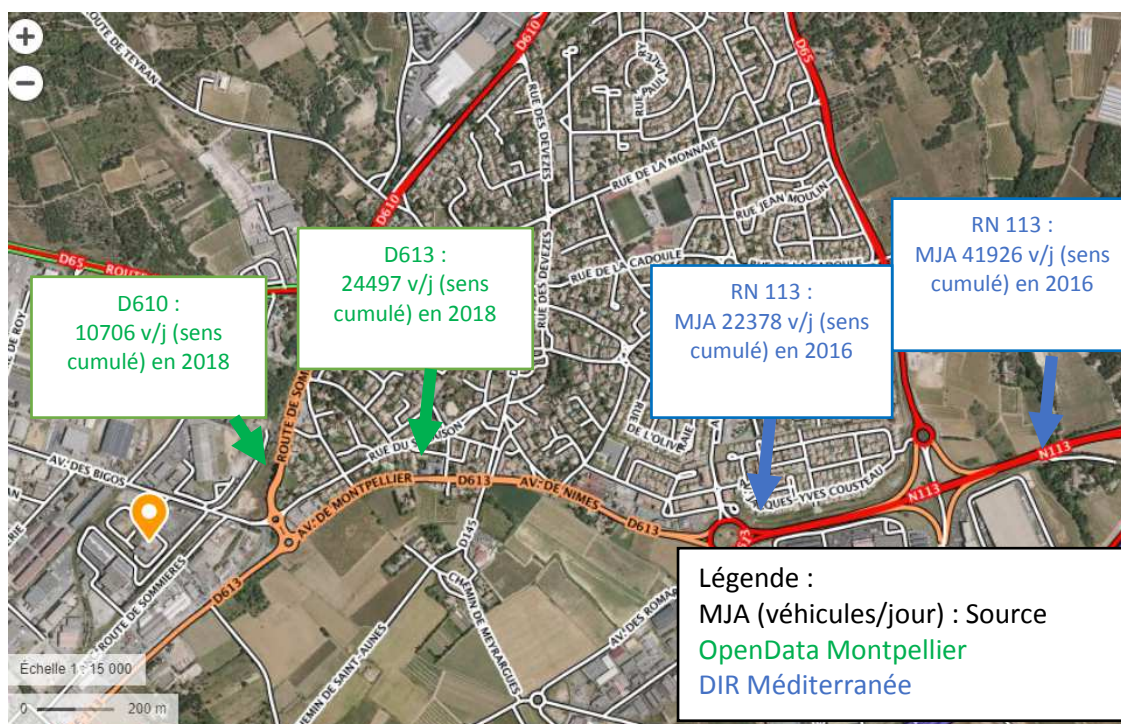


Figure 20 : Synthèse données comptages routiers DIR Méditerranée et 3M

Le tableau ci-après présente l'impact du projet sur le trafic

Trafic	Etat	Projet	Augmentation en %
Trafic en MJA sur la D613 Vendargues - Le Crès	24497	24497	0,00%
Trafic journalier	105	108	2,86%
% du trafic dû à l'activité du site	0,86%	0,88%	2,86%

Tableau 14 : Impact du trafic

Le pourcentage du trafic dû à l'activité projetée sur la D613 est inférieur à 1%. Il augmentera très faiblement de l'ordre de 3% environ par rapport à la situation actuelle, ce qui n'est pas de nature à présenter un impact significatif.

17.3. Emissions atmosphériques et lumineuses

Le site n'est à l'origine d'aucun rejet atmosphérique canalisé. Les seules émissions atmosphériques sont des émissions diffuses liées à la circulation des véhicules légers et poids lourds du site. Ces émissions ne sont pas de nature à générer un impact significatif.

Les émissions de poussières sont très limitées compte tenu de la présence de voies revêtus (en enrobées) et de la nature des déchets présents sur le site (pas de déchets pulvérulents).

Des projecteurs sont présents sur le site pour assurer la sécurité du site. Le projet n'induit aucune modification en matière d'émissions lumineuses compte tenu des horaires de fonctionnement qui sont maintenus.

17.4. Emissions sonores et vibrations

Les émissions sonores sont liées à la circulation des engins et véhicules sur le site. Le projet intègre une presse à cisaille dont le niveau de pression acoustique est de l'ordre de 80 dBA à la source (mesurés à la source à 2 m, pour une cisaille de type REFLEX 650 semi mobile à moteur thermique).

Les émissions sonores liées à la presse à cisaille ne sont pas de nature à générer un impact significatif du niveau sonore ambiant de la zone d'activité et compte tenu des dispositions prises :

- Implantation à plus de 40 m des limites d'emprise du site ;
- Ecran acoustique d'une hauteur de 5 m avec des murs en béton ;

La presse à cisaille n'est pas de nature à générer des vibrations.

En termes de dispositions de contrôle concernant les émissions sonores, l'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.

17.5.Effets sur la santé

Le projet n'est pas de nature à générer des effets sur la santé humaine, compte tenu des activités exercées (plateforme de valorisation de déchets de métaux et de transfert de déchets) et de la nature des déchets présent sur le site (déchets non dangereux et déchets métalliques principalement).

Les seuls déchets dangereux réceptionnés sur le site, correspondent aux batteries qui sont stockées dans une benne inox étanche (activité de transit), ce qui permet d'éviter tout risque pour l'environnement et la santé.

18. Examen des dangers et calcul de flux thermiques du projet

Une note d'examen des dangers et de calcul des flux thermiques est jointe en annexe.

Cette note d'examen a été réalisée dans le cadre du dossier d'enregistrement concernant, la plateforme de valorisation des déchets de métaux et le tri-transit de déchets non dangereux sur la plateforme extérieure.

Elle a été complétée par une note concernant le bâtiment de transfert déjà existant sur le site, également jointe en annexe.

Ces notes ont pour objectif :

- D'identifier et analyser les risques, que leurs causes soient d'origine interne ou externe à l'installation concernée ;
- D'évaluer l'étendue et la gravité des conséquences des accidents majeurs identifiés.

Cette note montre que les phénomènes dangereux entraînant des effets létaux et/ou significatifs pour la vie humaine sont entièrement contenus à l'intérieur des limites du site. En conséquence, ils présentent un risque acceptable. Pour les autres phénomènes dangereux, une évaluation de la gravité et de la probabilité doit être réalisée afin de caractériser le risque.

Le tableau ci-après synthétise les phénomènes dangereux présentant un risque acceptable (pas d'effets à l'extérieur).

Phénomènes dangereux		Type d'effets	Zones de dangers contenue dans les limites de site	Conclusion
N°	Intitulé			
1	Incendie du stockage de câbles	Thermique	Oui	Acceptable
2	Incendie sur la plateforme de tri-transfert des déchets non dangereux eco mobilier	Thermique	Oui	Acceptable
3	Incendie généralisé du centre de transfert et des FMA	Thermique	Oui	Acceptable
4	Incendie généralisé des bennes de stockage extérieur	Thermique	Oui	Acceptable

Tableau 15 : Phénomènes dangereux générant des effets à l'extérieur du site

Aucun phénomène dangereux n'a d'effets qui sortent des limites du site. L'étude de la probabilité, de la gravité et de la cinétique de ces événements n'est donc pas nécessaire.

L'ensemble des phénomènes dangereux est donc considéré comme étant acceptable au sens de la circulaire du 10 mai 2010 et de l'Arrêté Ministériel du 26 mai 2014.

19. Respect des prescriptions ICPE applicables à l'installation

Le projet consiste à :

- Déplacer et développer les capacités de la plateforme de valorisation de déchets de métaux non dangereux, à l'emplacement actuel de la déchèterie professionnelle :
 - Pour passer du régime déclaratif au régime d'enregistrement, pour l'activité de tri transit et regroupement de déchets de métaux non dangereux, soumis à la rubrique 2713 de la nomenclature des ICPE, pour porter sa capacité de 855 m² à 5000 m²,
 - Pour intégrer une nouvelle activité de traitement, avec la mise en place d'une presse à cisaille semi mobile, d'une puissance de 210 KW, et pour une capacité de traitement de 9,5 t/j, soumis déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 2791 de la nomenclature des ICPE ;
 - Pour permettre le transit de batterie, au titre de la rubrique 2718 de la nomenclature des ICPE, pour une capacité inférieure à 1 tonne
- Réorganiser et augmenter la capacité de la plateforme extérieure de tri et de transit de déchets non dangereux ; la capacité relative à la rubrique 2714 sera légèrement diminuée (de 720 à 220 m³) mais la capacité relative à la rubrique 2716 sera augmentée, passant du régime déclaratif au régime de l'enregistrement, pour porter sa capacité de 990 m³ à 2100 m³.
- La déchèterie professionnelle et l'activité de transit de déchets non dangereux de verre seront supprimées.

Les prescriptions applicables à l'installation édictées dans les arrêtés ci-dessous sont synthétisées dans des tableaux permettant de mettre en évidence les mesures retenues et les performances attendues par SUEZ RV Méditerranée, pour garantir le respect des prescriptions pour chaque article :

- Arrêté type 06/06/18 : rubrique ICPE 2713-2 (enregistrement)
- Arrêté type du 23/11/11 : rubrique ICPE 2791-2 (déclaration DC)
- Arrêté type du 06/06/2018 : rubrique 2716 (enregistrement)
- Arrêté type du 6/06/2018 : rubrique 2718-2 (déclaration DC)

Aucune demande d'aménagement substantiel des prescriptions des arrêtés types n'est sollicitée dans le cadre de la présente demande.

20. Effets cumulés et justification du caractère non substantiel de la demande

Les éléments d'analyse des impacts du projet présentés au chapitre 18 montrent que le projet n'est pas de nature à présenter des impacts, inconvénients ou de dangers modificatifs significatifs au regard des intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement.

Par ailleurs, l'implantation géographique n'est pas modifiée par rapport à l'existant (parcelle B146 et BA231). L'emprise enregistrée augmente de 0,5 hectares pour passer de 2,9 hectares environ à 3,4 hectares environ, sur une parcelle déjà enregistrée pour partie et qui avait été intégrée à la demande initiale.

Aucune demande d'aménagement substantiel des prescriptions des arrêtés types n'est sollicitée dans le cadre de la présente demande.

Par ailleurs, le projet ne conduit pas à augmenter les risques en termes de zone de dangers pour les flux thermiques de 3 et 5 Kw/m², par rapport à la situation actuelle. A ce titre, le projet n'est pas de nature à présenter une aggravation des risques et dangers, malgré le développement de l'activité de la plateforme de valorisation de métaux et de la plateforme extérieure de tri-transit de déchets non dangereux.

Il n'y aura pas d'effet cumulé dans la mesure où les installations existent déjà. Aucun projet n'a été recensé ayant d'effet cumulé avec le projet sur les communes concernées dans un rayon de 1 kilomètre (VENDARGUES, LE CRES, SAINT AUNES), suite à la consultation du 3/03/2020.

- <http://www.mrae.developpement-durable.gouv.fr/avis-rendus-sur-projets-de-la-mrae-occitanie-a521.html>
- <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr>

AUTORITE	DATE AVIS	COMMUNE	REFERENCE	PROJET A PRENDRE EN COMPTE POUR LES EFFETS CUMULES
ICPE	2019	Le Crès	Projet photovoltaïque	Construction d'ombrière sur un hypermarché (cas par cas)
IOTA	Néant	Néant	Néant	Néant
Urbanisme	Néant	Néant	Néant	Néant
Plan Programmes	Néant	Néant	Néant	Néant
CGEDD	Rien			

Tableau 16 : Projets ayant reçu un avis de l'Autorité Environnementale sur les communes concernées par le rayon de 1 km

21. Compatibilité avec les plans, schémas et programmes

Ce chapitre concerne la compatibilité du projet avec les plans schémas et programmes mentionnés aux 4°, 5°, 16° à 23°, 26° et 27° du tableau du I de l'article R.122-17, conformément à l'article R512-46-4 du Code de l'Environnement, comme indiqué ci-dessous.

4° Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-1 et L. 212-2 du code de l'environnement
5° Schéma d'aménagement et de gestion des eaux prévu par les articles L. 212-3 à L. 212-6 du code de l'environnement
16° Schéma mentionné à l'article L. 515-3 du code de l'environnement
17° Plan national de prévention des déchets prévu par l'article L. 541-11 du code de l'environnement
18° Plan national de prévention et de gestion de certaines catégories de déchets prévu par l'article L. 541-11-1 du code de l'environnement
19° Plan régional ou interrégional de prévention et de gestion des déchets dangereux prévu par l'article L. 541-13 du code de l'environnement
20° Plan départemental ou interdépartemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux prévu par l'article L. 541-14 du code de l'environnement
21° Plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux d'Ile-de-France prévu par l'article L. 541-14 du code de l'environnement
22° Plan départemental ou interdépartemental de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics prévu par l'article L. 541-14-1 du code de l'environnement
23° Plan de prévention et de gestion des déchets issus de chantiers du bâtiment et des travaux publics d'Ile-de-France prévu par l'article L. 541-14-1 du code de l'environnement
26° Programme d'actions national pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement
27° Programme d'actions régional pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévu par le IV de l'article R. 211-80 du code de l'environnement

21.1.SDAGE

Le SDAGE Rhône-Méditerranée 2016-2021 est entré en vigueur le 21 décembre 2015. Il comprend 9 orientations fondamentales, déclinées en plusieurs sous-orientations et dispositions.

La compatibilité du projet avec les orientations et dispositions du SDAGE Rhône-Méditerranée est analysée dans le tableau suivant. Peu de dispositions s'appliquent le projet, qui est donc **compatible avec les orientations du SDAGE** en ce qui concerne :

- la vulnérabilité des milieux aquatiques vis-à-vis des changements climatiques,
- la non-dégradation du milieu aquatique,
- la cohérence avec les objectifs de la politique de gestion de l'eau,
- la protection de la ressource en eau potable,
- la protection des populations vis-à-vis des inondations.

SUEZ RV Méditerranée
 Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
 Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
 A 101085 /A

ORIENTATIONS		DISPOSITIONS	NC	C	COMMENTAIRES
0-S'adapter aux effets du changement climatique		0-01 Mobiliser les acteurs des territoires pour la mise en œuvre des actions d'adaptation au changement climatique	X		
		0-02 Nouveaux aménagements et infrastructures : garder raison et se projeter sur le long terme		X	Le projet n'induit pas de modification au niveau de la gestion des eaux et par conséquent ne conduit pas à accroître la vulnérabilité des milieux aquatiques aux aléas du changement climatique (inondation, notamment) par rapport à la situation actuelle
		0-03 Développer la prospective en appui de la mise en œuvre des stratégies d'adaptation	X		
		0-04 Agir de façon solidaire et concertée	X		
		0-05 Affiner la connaissance pour réduire les marges d'incertitude et proposer des mesures d'adaptation efficaces	X		
1-Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	1A- Afficher la prévention comme un objectif fondamental	1-01 Impliquer tous les acteurs concernés dans la mise en œuvre des principes qui sous-tendent une politique de prévention	X		
	1B- Mieux anticiper	1-02 Développer les analyses prospectives dans les documents de planification	X		
	1C- Rendre opérationnel les outils de la prévention	1-03 Orienter fortement les financements publics dans le domaine de l'eau vers les politiques de prévention	X		
		1-04 Inscrire le principe de prévention dans la conception des projets et les outils de planification locale	X		
		1-05 Impliquer les acteurs institutionnels du domaine de l'eau dans le développement de filières économiques privilégiant le principe de prévention	X		
		1-06 Systématiser la prise en compte de la	X		

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

ORIENTATIONS		DISPOSITIONS	NC	C	COMMENTAIRES
		prévention dans les études d'évaluation des politiques publiques			
		1-07 Prendre en compte les objectifs du SDAGE dans les programmes des organismes de recherche	X		
2-Concrétiser la mise en œuvre du principe de non-dégradation des milieux aquatiques		2-01 Mettre en œuvre de manière exemplaire la séquence "éviter-réduire-compenser"		X	Le projet n'induit pas de modification significative par rapport à la situation actuelle. Une analyse des impacts et nuisances et un examen des dangers ont été conduits, avec le cas échéant une logique ERC (éviter réduire et compenser).
		2-02 Evaluer et suivre les impacts des projets		X	
		2-03 Contribuer à la mise en œuvre du principe de non-dégradation via les SAGE et contrats de milieu	X		r
3- Prendre en compte les enjeux économiques et sociaux des politiques de l'eau et assurer une gestion durable des services publics	3A- Mieux connaître et mieux appréhender les impacts économiques et sociaux	3-01 Mobiliser les données pertinentes pour mener les analyses économiques	X		
		3-02 Prendre en compte les enjeux socioéconomiques liés à la mise en œuvre du SDAGE	X		
		3-03 Développer les analyses et retours d'expérience sur les enjeux sociaux	X		
		3-04 Développer les analyses économiques dans les programmes et projets	X		
	3B- Développer l'effet incitatif des outils économiques en confortant le principe pollueur-payeur	3-05 Ajuster le système tarifaire en fonction du niveau de récupération des coûts	X		
		3-06 Développer l'évaluation des politiques de l'eau et des outils économiques incitatifs	X		
	3C- Assurer un financement efficace et pérenne de la politique de l'eau et des services publics d'eau et d'assainissement	3-07 Privilégier les financements efficaces, susceptibles d'engendrer des bénéfices et d'éviter certaines dépenses	X		
		3-08 Assurer une gestion durable des services publics d'eau et d'assainissement	X		

SUEZ RV Méditerranée
 Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
 Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
 A 101085 /A

ORIENTATIONS	DISPOSITIONS	NC	C	COMMENTAIRES
4- Renforcer la gestion de l'eau par bassin versant et assurer la cohérence entre aménagement du territoire et gestion de l'eau	4A- Renforcer la gouvernance dans le domaine de l'eau	4-01 Intégrer les priorités du SDAGE dans les SAGE et contrats de milieux	X	
		4-02 Intégrer les priorités du SDAGE dans les PAPI et SLGRI et améliorer leur cohérence avec les SAGE et contrats de milieux	X	
		4-03 Promouvoir des périmètres de SAGE et contrats de milieu au plus proche du terrain	X	
		4-04 Mettre en place un SAGE sur les territoires pour lesquels cela est nécessaire à l'atteinte du bon état des eaux	X	
		4-05 Intégrer un volet littoral dans les SAGE et contrats de milieux côtiers	X	
		4-06 Assurer la coordination au niveau supra bassin versant	X	
	4B- Structurer la maîtrise d'ouvrage de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations à l'échelle des bassins versants	4-07 Assurer la gestion équilibrée des ressources en eau par une maîtrise d'ouvrage structurée à l'échelle des bassins versants	X	
		4-08 Encourager la reconnaissance des syndicats de bassin versant comme EPAGE ou EPTB	X	
	4C- Assurer la cohérence des projets d'aménagement du territoire et de développement économique avec les objectifs de la politique de l'eau	4-09 Intégrer les enjeux du SDAGE dans les projets d'aménagement du territoire et de développement économique		X Les dispositions du SDAGE ont été prises en compte dans le projet
		4-10 Associer les acteurs de l'eau à l'élaboration des projets d'aménagement du territoire	X	
		4-11 Assurer la cohérence des financements des projets de développement territorial avec le principe de gestion équilibrée des milieux aquatiques	X	
		4-12 Organiser les usages maritimes en protégeant les secteurs fragiles	X	
5- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par	5A- Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine	5A- 01 Prévoir des dispositifs de réduction des pollutions garantissant l'atteinte et le maintien à long terme du bon état des eaux	X	

SUEZ RV Méditerranée
 Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
 Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
 A 101085 /A

ORIENTATIONS		DISPOSITIONS	NC	C	COMMENTAIRES
les substances dangereuses et la protection de la santé	domestique et industrielle	5A-02 Pour les milieux particulièrement sensibles aux pollutions, adapter les conditions de rejet en s'appuyant sur la notion de « flux admissible »	X		
		5A-03 Réduire la pollution par temps de pluie en zone urbaine	X		
		5A-04 Eviter, réduire et compenser l'impact des nouvelles surfaces imperméabilisées	X		
		5A-05 Adapter les dispositifs en milieu rural en promouvant l'assainissement non collectif ou semi collectif et en confortant les services d'assistance technique	X		
		5A-06 Etablir et mettre en œuvre des schémas directeurs d'assainissement qui intègrent les objectifs du SDAGE	X		
		5A-07 Réduire les pollutions en milieu marin	X		
	5B- Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques	5B-01 Anticiper pour assurer la non-dégradation des milieux aquatiques fragiles vis-à-vis des phénomènes d'eutrophisation	X		
		5B-02 Restaurer les milieux dégradés en agissant de façon coordonnée à l'échelle du bassin versant	X		
		5B-03 Réduire les apports en phosphore et en azote dans les milieux aquatiques fragiles vis-à-vis de l'eutrophisation	X		
		5B-04 Engager des actions de restauration physique des milieux et d'amélioration de l'hydrologie	X		
	5C- Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses	5C-01 Décliner les objectifs de réduction nationaux des émissions de substances au niveau du bassin	X		
		5C-02 Réduire les rejets industriels qui génèrent un risque ou un impact pour une ou plusieurs substances	X		
		5C-03 Réduire les pollutions que concentrent les agglomérations	X		

SUEZ RV Méditerranée
 Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
 Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
 A 101085 /A

ORIENTATIONS	DISPOSITIONS	NC	C	COMMENTAIRES
		5C-04 Conforter et appliquer les règles d'une gestion précautionneuse des travaux sur les sédiments aquatiques contaminés	X	
		5C-05 Maitriser et réduire l'impact des pollutions historiques	X	
		5C-06 Intégrer la problématique "substances dangereuses" dans le cadre des SAGE et des dispositifs contractuels	X	
		5C-07 Valoriser les connaissances acquises et assurer une veille scientifique sur les pollutions émergentes	X	
	5D-Lutter contre la pollution par les pesticides par les changements conséquents dans les pratiques actuelles	5D-01 Encourager les filières économiques favorisant les techniques de production pas ou peu polluantes	X	
		5D-02 Favoriser l'adoption de pratiques agricoles plus respectueuses de l'environnement en mobilisant les acteurs et outils financiers	X	
		5D-03 Instaurer une réglementation locale concernant l'utilisation des pesticides sur les secteurs à enjeux	X	
		5D-04 Engager des actions en zones non agricoles	X	
		5D-05 Réduire les flux de pollutions par les pesticides à la mer Méditerranée et aux milieux lagunaires	X	
	5E- Evaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine	5E-01 Protéger les ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable		X Le projet se situe en dehors de tout périmètre de protection de captage AEP et aucun prélèvement d'eau souterraine n'est nécessaire
		5E-02 Délimiter les aires d'alimentation des captages d'eau potable prioritaires, pollués par les nitrates ou les pesticides, et restaurer leur qualité	X	
		5E-03 Renforcer les actions préventives de protection des captages d'eau potable	X	
		5E-04 Restaurer la qualité des captages d'eau	X	

SUEZ RV Méditerranée
 Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
 Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
 A 101085 /A

ORIENTATIONS		DISPOSITIONS	NC	C	COMMENTAIRES
		potable pollués par les nitrates par des zones d'actions renforcées			
		5E-05 Réduire les pollutions du bassin versant pour atteindre les objectifs de qualité	X		
		5E-06 Prévenir les risques de pollution accidentelle dans les territoires vulnérables	X		
		5E-07 Porter un diagnostic sur les effets des substances sur l'environnement et la santé	X		
		5E-08 Réduire l'exposition des populations aux pollutions	X		
6- Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides	6A- Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	6A-01 Définir les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques, humides, littoraux et eaux souterraines	X		
		6A-02 Préserver et restaurer les espaces de bon fonctionnement des milieux aquatiques	X		
		6A-03 Préserver les réservoirs biologiques et poursuivre leur caractérisation	X		
		6A-04 Préserver et restaurer les rives de cours d'eau et plans d'eau, les forêts alluviales et ripisylves	X		
		6A-05 Restaurer la continuité écologique des milieux aquatiques	X		
		6A-06 Poursuivre la reconquête des axes de vies des poissons migrateurs	X		
		6A-07 Mettre en œuvre une politique de gestion des sédiments	X		
		6A-08 Restaurer la morphologie en intégrant les dimensions économiques et sociologiques	X		
		6A-09 Evaluer l'impact à long terme des modifications hydro morphologiques dans leurs dimensions hydrologiques et hydrauliques	X		
		6A-10 Approfondir la connaissance des impacts des éclusées sur les cours d'eau et les réduire pour une gestion durable des milieux et des	X		

SUEZ RV Méditerranée
 Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
 Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
 A 101085 /A

ORIENTATIONS	DISPOSITIONS	NC	C	COMMENTAIRES
	espèces			
	6A-11 Améliorer ou développer la gestion coordonnée des ouvrages à l'échelle des bassins versants	X		
	6A-12 Maîtriser les impacts des nouveaux ouvrages	X		
	6A-13 Assurer la compatibilité des pratiques d'entretien des milieux aquatiques et d'extraction en lit majeur avec les objectifs environnementaux	X		
	6A-14 Maîtriser les impacts cumulés des plans d'eau	X		
	6A-15 Formaliser et mettre en œuvre une gestion durable des plans d'eau	X		
	6A-16 Mettre en œuvre une politique de préservation et de restauration du littoral et du milieu marin pour la gestion et la restauration physique des milieux	X		
	6B- Préserver, restaurer et gérer les zones humides	6B-01 Préserver, restaurer, gérer les zones humides et mettre en œuvre des plans de gestion stratégiques des zones humides sur les territoires pertinents	X	
		6B-02 Mobiliser les outils financiers, fonciers et environnementaux en faveur des zones humides	X	
		6B-03 Assurer la cohérence des financements publics avec l'objectif de préservation des zones humides	X	
		6B-04 Préserver les zones humides en les prenant en compte dans les projets	X	
		6B-05 Poursuivre l'information et la sensibilisation des acteurs par la mise à disposition et le porter à connaissance	X	
	6C- Intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les	6C-01 Mettre en œuvre une gestion planifiée du patrimoine piscicole d'eau douce	X	
		6C-02 Gérer les espèces autochtones en	X	

SUEZ RV Méditerranée
 Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
 Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
 A 101085 /A

ORIENTATIONS		DISPOSITIONS	NC	C	COMMENTAIRES
	politiques de gestion de l'eau	cohérence avec l'objectif de bon état des milieux			
		6C-03 Favoriser les interventions préventives pour lutter contre les espèces exotiques envahissantes	X		
		6C-04 Mettre en œuvre des interventions curatives adaptées aux caractéristiques des différents milieux	X		
7- Atteindre l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	7A- Concrétiser les actions de partage de la ressource et d'économie d'eau dans les secteurs en déséquilibre quantitatif ou à équilibre précaire	7-01 Elaborer et mettre en œuvre les plans de gestion de la ressource en eau	X		
		7-02 Démultiplier les économies d'eau	X		
		7-03 Recourir à des ressources de substitution dans le cadre de projets de territoire	X		
	7B- Anticiper et s'adapter à la rareté de la ressource en eau	7-04 Rendre compatibles les politiques d'aménagement du territoire et les usages avec la disponibilité de la ressource	X		
		7-05 Mieux connaître et encadrer les forages à usage domestique	X		
	7C- Renforcer les outils de pilotage et de suivi	7-06 S'assurer du retour à l'équilibre quantitatif en s'appuyant sur les principaux points de confluence du bassin et les points stratégiques de référence pour les eaux superficielles et souterraines	X		
		7-07 Développer le pilotage des actions de résorption des déséquilibres quantitatifs à l'échelle des périmètres de gestion	X		
		7-08 Renforcer la concertation locale en s'appuyant sur les instances de gouvernance de l'eau	X		
	8A- Agir sur les capacités d'écoulement	8-01 Préserver les champs d'expansion des crues		X	Le projet se situe en dehors de toute zone d'expansion de crue ou zone inondable.
		8-02 Rechercher la mobilisation de nouvelles capacités d'expansion des crues	X		

SUEZ RV Méditerranée
 Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
 Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
 A 101085 /A

ORIENTATIONS		DISPOSITIONS	NC	C	COMMENTAIRES
naturel des milieux aquatiques		8-03 Éviter les remblais en zones inondables	X		
		8-04 Limiter la création de nouveaux ouvrages de protection aux secteurs à risque fort et présentant des enjeux importants	X		
		8-05 Limiter le ruissellement à la source		X	Le projet ne modifie pas la gestion pluviale du site par rapport à l'état actuel. Le site dispose d'un réseau de collecte des eaux avec un bassin de rétention dimensionné pour un événement centennal
		8-06 Favoriser la rétention dynamique des écoulements		X	
		8-07 Restaurer les fonctionnalités naturelles des milieux qui permettent de réduire les crues et les submersions marines	X		
		8-08 Préserver ou améliorer la gestion de l'équilibre sédimentaire	X		
		8-09 Gérer la ripisylve en tenant compte des incidences sur l'écoulement des crues et la qualité des milieux	X		
	8B- Prendre en compte les risques torrentiels	8-10 Développer des stratégies de gestion des débits solides dans les zones exposées à des risques torrentiels	X		
	8C- Prendre en compte l'érosion côtière du littoral	8-11 Identifier les territoires présentant un risque important d'érosion	X		
		8-12 Traiter de l'érosion littorale dans les stratégies locales exposées à un risque important d'érosion	X		

NC : Non concerné

C : Concerné

Tableau 17 : Conformité du projet au SDAGE

21.2.SAGE et Contrat de milieu

Le secteur n'est concerné par aucun SAGE. Les contrats de milieux Etangs de L'Or et Salaison se sont achevés respectivement en 2008 et 1998.

A ce jour le contrat de milieu, en cours d'exécution est le contrat de Bassin Versant de l'Etang de l'Or jusqu'au 31/12/2019 (période 2015-2019). La compatibilité du projet aux 5 grands volets de ce contrat est présentée ci-dessous.

Les 5 grands volets de ce contrat sont les suivants :

Grands volets d'action du contrat de milieu du BV de l'Etang de l'Or	Conformité au projet
A - Améliorer la qualité de l'eau	
Réduire les pollutions diffuses urbaines et poursuivre l'améliorer de l'assainissement urbain	Système de gestion des eaux pluviales avec séparateur à hydrocarbures en amont du bassin de rétention
Reconquérir la qualité des nappes et protéger la ressource en potable	Non concerné (pas de prélèvement dans la nappe)
Poursuivre la mobilisation de la profession agricole	Non concerné
Améliorer les connaissances	Non concerné
B -Pérennisation de la ressource en eau	
Maitriser les consommations en eau	Non concerné (pas de besoin en eau pour le process)
C – Gestion et prévention des inondations	
Programme d'actions pour la prévention des inondations (PAPI) d'intention sur le Bassin de l'Or	Non concerné (hors zone inondable)
D – Restauration et préservation des milieux	
Gérer et restaurer les principaux cours d'eau	Rejet des eaux pluvial inerte du site dans le réseau pluvial après traitement dans un séparateur à hydrocarbures et passage d'un un bassin de rétention
Préserver et restaurer les zones humides	Non concerné
Gérer la lagune « Etang de l'Or »	Non concerné
Conserver la biodiversité	Non concerné
E -Mode de Gouvernance	
Animer et suivre le contrat, Evaluer le contrat	Non Concerné
Renforcer la visibilité, informer, sensibiliser, animations et partenariat enseignement recherche	Non Concerné
Contribuer à la recherche d'une cohérence avec la SDAGE et réflexion concertée politique de l'eau	Non Concerné

Tableau 18 : Conformité du projet au contrat de milieu BV Etang de l'Or

21.3. Plan de prévention des risques inondations

La commune de Vendargues est soumise au risque inondation d'après le PPRI du Bassin du Salaison, approuvé le 14/08/2003, les terrains concernés par le projet ne sont pas situés en zone inondable.

21.4. Plan national de prévention des déchets

Le programme national de prévention des déchets (PNPD) 2014-2020 définit les orientations stratégiques de la politique publique de prévention des déchets et les actions de production et de consommation durables à mettre en œuvre pour y parvenir.

Le programme, qui couvre 55 actions de prévention, est articulé autour de 13 axes :

- mobiliser les filières REP au service de la prévention des déchets ;
- augmenter la durée de vie des produits et lutter contre l'obsolescence programmée ;
- prévenir les déchets des entreprises ;
- **prévenir les déchets du BTP (construction neuves ou rénovations) ;**
- développer le réemploi, la réparation et la réutilisation ;
- poursuivre et renforcer la prévention des déchets verts et la gestion de proximité des bio déchets ;
- lutter contre le gaspillage alimentaire ;
- poursuivre et renforcer des actions sectorielles en faveur d'une consommation responsable ;
- mobiliser des outils économiques incitatifs ;
- sensibiliser les acteurs et favoriser la visibilité de leurs efforts en faveur de la prévention des déchets ;
- déployer la prévention dans les territoires par la planification et l'action locales ;
- promouvoir des administrations publiques exemplaires en matière de prévention des déchets ;
- contribuer à la démarche de réduction des déchets marins.

Dans une optique de gestion hiérarchique des déchets, le projet est compatible avec les orientations du PNPD 2014-2020. Le projet vise à recycler ou valoriser les déchets dont la production n'aura pas pu être évitée.

21.5. Plan Régional Prévention Gestion des déchets (PRPGD Occitanie)

Le Plan régional s'inscrit dans une démarche d'économie circulaire. La région Occitanie s'est fixée les objectifs suivants pour atteindre cette finalité en soutenant notamment les projets exemplaires et en mobilisant l'ensemble des politiques sectorielles.

Les objectifs sont les suivants :

1. Encourager un retour au sol de la matière organique afin de répondre aux besoins du monde agricole ;
2. Promouvoir une utilisation efficace des ressources du territoire ;
3. Mettre en œuvre un programme d'actions ambitieux en faveur de l'économie circulaire pour une meilleure compétitivité et attractivité du territoire ;
4. Développer l'économie en faveur de l'innovation organisationnelle (économie sociale et solidaire) ou technologique (nouvelles filières) ;
5. Favoriser l'emploi local de proximité (nouveaux services, économie de la fonctionnalité, boucles locales) ;
6. Mutualiser des équipements structurants (tri/traitement) des opérateurs publics et privés pour une gestion équilibrée à l'échelle du territoire.

Les principaux objectifs chiffrés du Plan sont présentés dans le tableau suivant :

SUEZ RV Méditerranée
 Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
 Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
 A 101085 /A

BIODECHETS	
Objectifs généraux	<p>Diviser par deux le gaspillage alimentaire d'ici 2025</p> <p>Le Plan définit un objectif régional ambitieux qui fera l'objet d'un suivi annuel : réduire la prise en charge des déchets verts par le service public (collecte/déchèterie) de -20% pour 2025 et -25% pour 2031 par rapport aux tonnages 2015.</p> <p>Le plan régional définit un objectif global de séparation et détournement des biodéchets de la poubelle des résiduels :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Détournement de 13% des Ordures Ménagères résiduelles (OMr) en 2025 et 16% en 2031 ; - Part des biodéchets dans les OMr réduite de 50% en 2025 puis de 61% en 2031.
DECHETS NON DANGEREUX NON INERTES	
Objectifs généraux	<ul style="list-style-type: none"> - Diviser par 2 les quantités de déchets non dangereux non inertes stockés en 2025 par rapport à 2010 (-30% en 2020). - Valorisation des déchets non dangereux non inertes : <ul style="list-style-type: none"> - % de valorisation sous forme matière des déchets solides (hors boues) : 69% en 2025 et 71% en 2031 - % de valorisation sous forme matière des déchets solides + boues : 71% en 2025 et 73% en 2031
Objectifs généraux de valorisation énergétique	<p>Le plan fixe un objectif d'amélioration de la performance énergétique des unités d'incinération, en particulier celles qui sont considérées sans valorisation énergétique et donc qualifiées d'installations d'élimination afin qu'elles possèdent la performance énergétique suffisante pour devenir unité de valorisation énergétique, conformément à la réglementation.</p> <p>En application de l'article R. 541-17 du code de l'environnement, sont fixées pour l'Occitanie les limites maximales de capacités de l'incinération sans valorisation énergétique suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à partir de 2020 : Objectif de limitation à 75%, soit 429 milliers de tonnes ; - à partir de 2025 : Objectif de limitation à 50%, soit 286 milliers de tonnes.
Objectifs généraux concernant le stockage	<p>Le tonnage de déchets non dangereux non inertes stockés en 2010 représente 1,6 millions de tonnes. En application de l'article R. 541-17 du code de l'environnement, sont fixées pour l'Occitanie les limites maximales de capacités de stockage suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à partir de 2020 : 1,12 millions de tonnes ; - à partir de 2025 : 0,8 million de tonnes.

SUEZ RV Méditerranée
 Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
 Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
 A 101085 /A

DMA :	Objectif général	Réduction de 13% du ratio de DMA entre 2010 et 2025 (avec une étape à -10 % entre 2010 et 2020), puis une prolongation de l'effort de prévention pour atteindre -16% en 2031 L'application des différentes hypothèses présentées précédemment aux horizons 2025 et 2031 permet d'améliorer nettement le niveau de collecte des DMA en vue d'une valorisation : en effet, il passe de 38% en 2015, à 53% en 2025 et 57% en 2031 (base de calcul intégrant les gravats et les Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) mais hors déchets diffus spécifiques (DDS).
	Objectif Ordures ménagères et assimilés (OMA) ^o	<ul style="list-style-type: none"> - Détournement des biodéchets de la poubelle des résiduels : 13% en 2025 et 16% en 2031. La part des biodéchets dans les OMr serait ainsi réduite de 50% en 2025 puis de 61% en 2031 - Réduction de la quantité de déchets assimilés : objectif de -10% des assimilés présents dans les OMr en 2025 et -15% en 2031 <p>L'atteinte des objectifs combinés de prévention et de collecte sélective des OMA permet de réduire de 35% la quantité d'ordures ménagères résiduelles (OMr) collectée par habitant et par an entre 2015 et 2031</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de 50% des OMA en vue d'une valorisation matière à l'horizon 2031 par rapport à 2015 (afin qu'en 2031, 40% des OMA soient collectées sélectivement en vue d'une valorisation matière).
	Objectif Déchets Occasionnels (DO)	<ul style="list-style-type: none"> - Déchets verts : objectif régional de -20% pour 2025 et -25% pour 2031 - Encombrants : objectif régional de -10 % pour 2025 et -15% pour 2031 <p>L'atteinte des objectifs combinés de prévention et de collecte sélective des DO permet de réduire de 60% la quantité de tout-venant collectée par habitant et par an entre 2015 et 2031.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Augmentation de 50 % de la part des encombrants (en kg/hab/an) captés en vue d'une valorisation matière, tout en limitant la part de déchets verts, afin qu'à l'horizon 2031, 82% des DO soient collectés sélectivement en vue d'une valorisation matière. - Amélioration du niveau de valorisation des gravats en déchèteries (80% en 2031 au lieu de 50% en 2015)
	DEEE	Développement de la collecte et de la valorisation des DEEE : 10 kg/hab/an en 2025 et 12 kg/hab/an en 2031
	Textiles	Amélioration de la collecte et de la valorisation des textiles : 6 kg/hab.an en 2025 et 7 kg/hab.an

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

DAE	<ul style="list-style-type: none">- Le scénario du plan prévoit une stabilisation des DAE non inertes non assimilés au niveau de 2015 (soit 2,1 millions de tonnes) malgré les perspectives de croissance de l'activité économique. Cela vise à diminuer leur production de 8,5 % en 2025 par rapport au scénario tendanciel à cette même échéance (soit 180 milliers de tonnes) et de 14 % en 2031 (soit 300 milliers de tonnes).- Concernant les assimilés, le plan donne un objectif de réduction de – 10% pour les assimilés présents dans les OMr en 2025 et -15% en 2031.- Le plan définit également un objectif d'amélioration du niveau de valorisation de 20% des assimilés normalement présents dans les OMr en 2025 et 30% en 2031.<ul style="list-style-type: none">- Pour les autres déchets d'activité économique, leur devenir n'étant pas connu pour la moitié du gisement estimé, le plan définit un objectif de diminution de moitié les quantités stockées en 2025 par rapport à 2015, ce qui représente 140 000 tonnes (dont le tonnage est suivi chaque année par l' Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) et la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), en favorisant d'autres types de traitement, conformément à la hiérarchie des modes de traitement tels que la valorisation matière et la valorisation énergétique		
Emballages ménagers et papiers graphiques	Objectif pour le verre	Le plan met l'accent sur la collecte sélective du verre et demande qu'un effort conséquent soit porté par les collectivités d'ici à 2025 de manière à porter la quantité de verre collectée sélectivement de 29,4 kg/hab.an en 2015 à 34 kg/hab.an en 2025 et 34,4 kg/hab.an en 2031.	
	Objectif de collecte des déchets d'emballages hors verre et de papiers graphiques	Amélioration des performances de collecte sélective	<ul style="list-style-type: none">- Augmentation différenciée en fonction des performances de collectes sélectives actuelles (stabilisation si ratio avec extension > 60 kg, + 10% entre 50 et 60 kg; + 15 % si < 50 kg)- Maintien du taux de refus : environ 15% au niveau régional
		Extension du tri à l'ensemble des emballages plastiques en place en 2025	<ul style="list-style-type: none">- + 4 kg/hab.an en 2025- + 6 kg/hab.an en 2031
		L'application de ces 2 objectifs se traduit par une augmentation de la quantité des autres déchets d'emballages et de papiers graphiques collectée sélectivement de 52,3 kg/hab.an en 2015 à 59,6 kg/hab.an en 2025 et 61,5 kg/hab.an en 2031, intégrant un taux de refus stable (15% au niveau régional).	
Sous-produits de traitement des déchets et refus de tri	Le plan donne un objectif de diminution de moitié des quantités de sous-produits de traitement stockées d'ici à 2025 en favorisant d'autres types de traitement quand les caractéristiques des sous-produits le permettent comme la valorisation matière notamment pour les mâchefers issus de l'incinération des déchets non dangereux non inertes et la valorisation énergétique		

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

Déchets de textiles, linge de maison, et chaussures relevant de la filière REP	Le Plan fixe les objectifs suivants de performance de collecte sélective des TLC à 6 kg/hab.an en 2025 et à 7 kg/hab.an en 2031	
Boues de STEP	Le scénario du Plan prévoit une amélioration du taux de siccité des boues : <ul style="list-style-type: none">- maintien du tonnage de boues en matières brutes (350 000 tonnes de boues issues des eaux usées urbaines, identifiées en 2015) en 2025 et 2031, malgré l'augmentation du tonnage de matières sèches liée à l'augmentation de population,- amélioration de la qualité des boues en vue de leur valorisation notamment par compostage et méthanisation.	

DECHETS ISSUS DES CHANTIRS DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS		
BTP	Objectifs généraux	<ul style="list-style-type: none">- Stabilisation de la quantité de déchets sortis de chantiers au niveau de 2015 (soit 10,6 millions de tonnes), malgré une augmentation de 12% de la population sur la période 2015-2031- Valorisation de 80% des déchets inertes en sortie de chantier à partir de 2025, soit + 57% en 2031 par rapport à la situation actuelle. L'objectif de valorisation de 80% des déchets inertes permet à lui seul de dépasser l'objectif de valorisation sous forme matière de 70% défini par la LTECV. Cette augmentation du niveau de valorisation se traduit notamment par la réutilisation ou le recyclage de la totalité des matériaux géologiques naturels excavés et des déchets des routes mais aussi par l'amélioration du tri des déchets inertes en mélange en vue de leur recyclage. Elle se traduira par une augmentation des matières premières secondaires disponibles pour les ouvrages.
	Objectif Gisement « non tracé »	Diminution de moitié à l'horizon 2025 du gisement « non tracé » puis disparition en 2031

DECHETS DANGEREUX	
Objectif général	Le scénario du plan prévoit une stabilisation des déchets dangereux au niveau de 2015 (soit 372 milliers de tonnes)

Tableau 19 : Objectifs chiffrés Plan Régional Occitanie

SUEZ RV Méditerranée
Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE
A 101085 /A

Le projet est compatible avec les objectifs du le Plan de Prévention et de Gestion des déchets (PRPGDND Occitanie) en participant

- à l'objectif général de réduction des déchets stockées en 2025 par rapport à 2010 (- 30%) ;
- en valorisant les déchets non dangereux et DMA ;
- en augmentant la valorisation matière à l'horizon 2031 par rapport à 2015.

SUEZ RV Méditerranée

Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)

Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE

A 101085 /A

PLANS

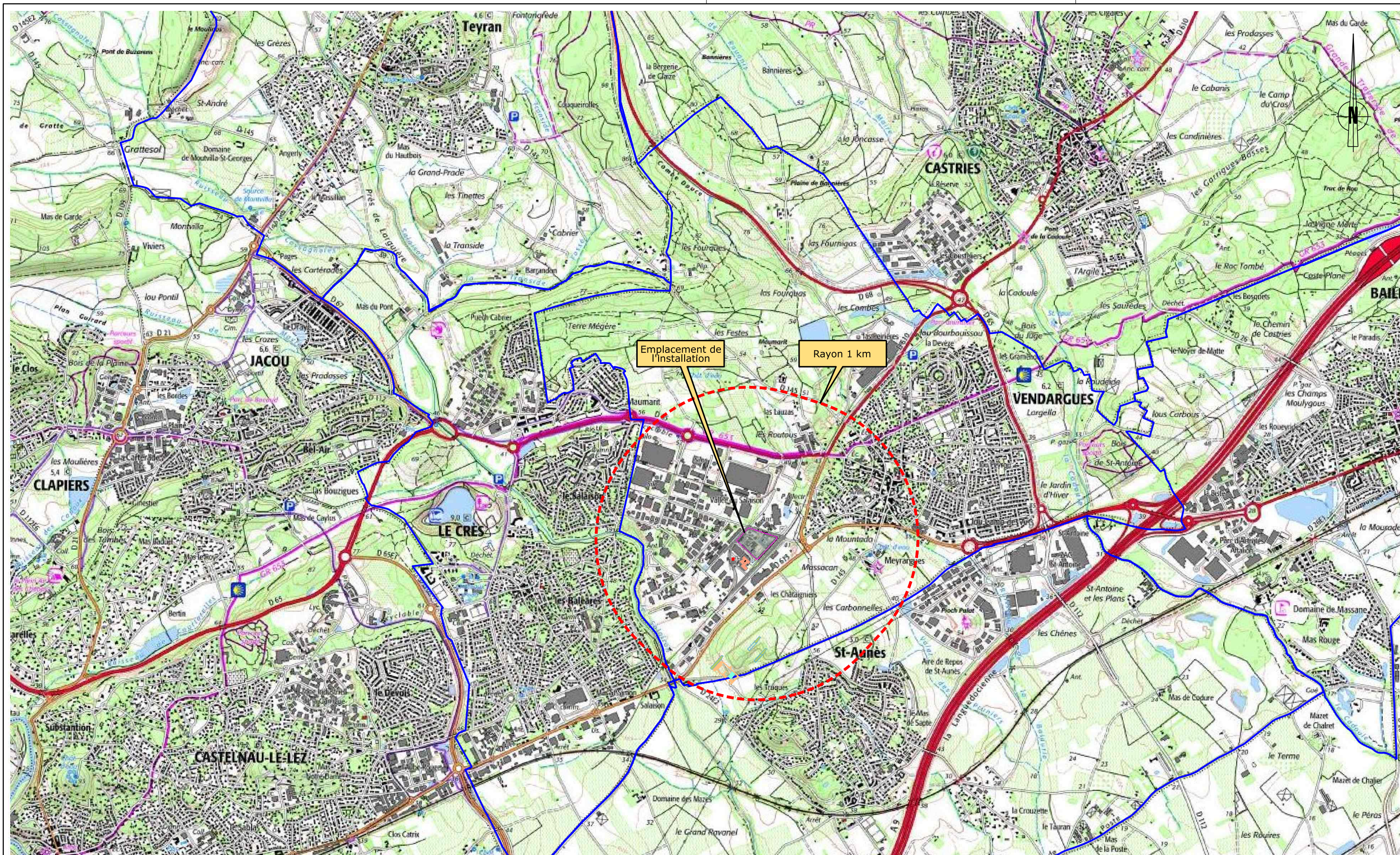
SUEZ RV Méditerranée

Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)

Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE

A 101085 /A

Plan 1 : Plan de situation au 1/25 000^{ème} du projet avec rayon de 1 kms



PLAN SITUATION
Rayon de 1 km

Echelle : 1/25 000

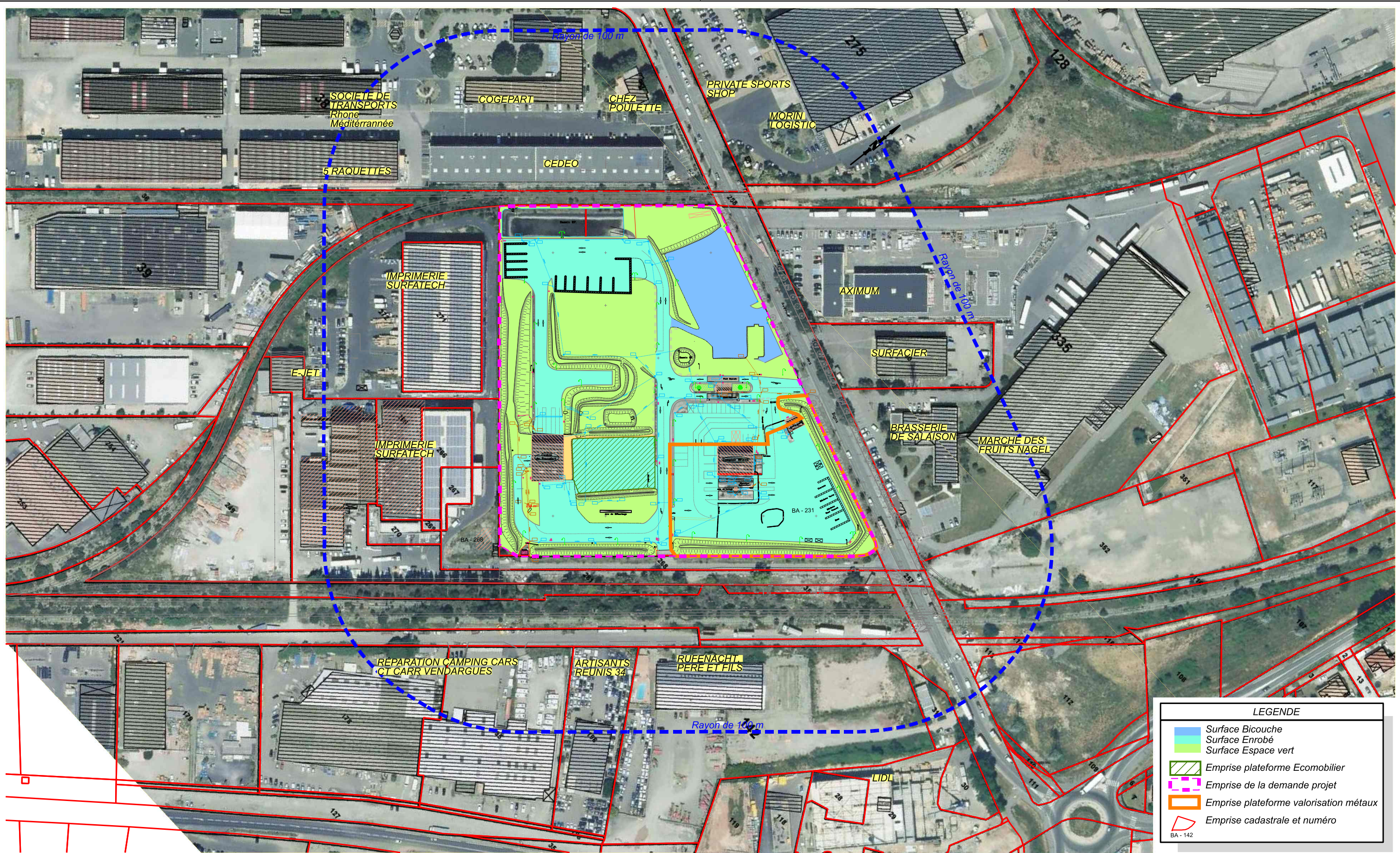


ANTEAGROUP

Commune de Vendargues (34)
Réorganisation et développement du site de valorisation des déchets
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE

A	Août-20	LA	XD	
Rév.	Date	Auteur	Visé	Désignation
Type de document : A3			Identification : LROP180192	
Partie : 1/1			Fichier : _1-PLAN-PROJET-SANSGeoref-V10-2D.dgn	

**Plan 2 : Plan des abords au 1/2 000^{ème}
jusqu'à une distance de 100 mètres :
Plan de l'état actuel et du projet et plan
projet zoomé au 1/1000 (dérogation
d'échelle)**



LEGENDE


- Surface Bicouche
- Surface Enrobé
- Surface Espace vert
- Emprise plateforme Ecomobilier
- Emprise de la demande projet
- Emprise plateforme valorisation métaux
- Emprise cadastrale et numéro

BA - 142

PLAN DES ABORDS
Etat actuel

Echelle : 1/ 2000

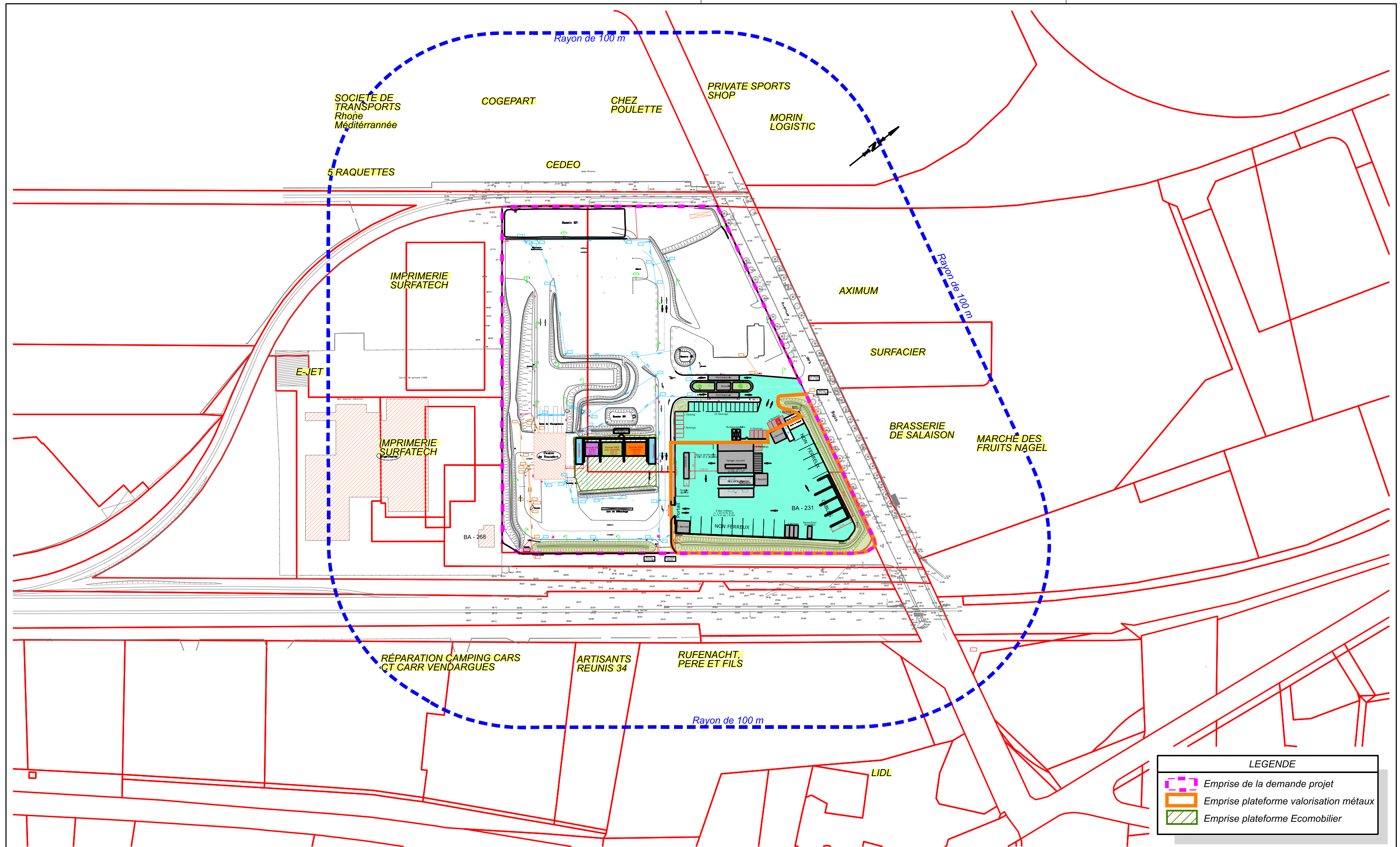
0 20 40 60 80 100
ECHELLE 1:2000m

**anteagroup**

ANTEAGROUP

Commune de Vendargues (34)
Réorganisation et développement du site de valorisation des déchets
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE

A	Aoû-20	LA	XD	
Rév.	Date	Auteur	Visé	Désignation
Type de document : A3			Identification : LROP190146	
Partie : 1/1			Fichier : _1-PLAN-PROJET-SANSGeoref-V10-2D.dgn	




PLAN DES ABORDS
Etat projet

Echelle : 1/ 2000

020406080100

ECHELLE 1:2000m



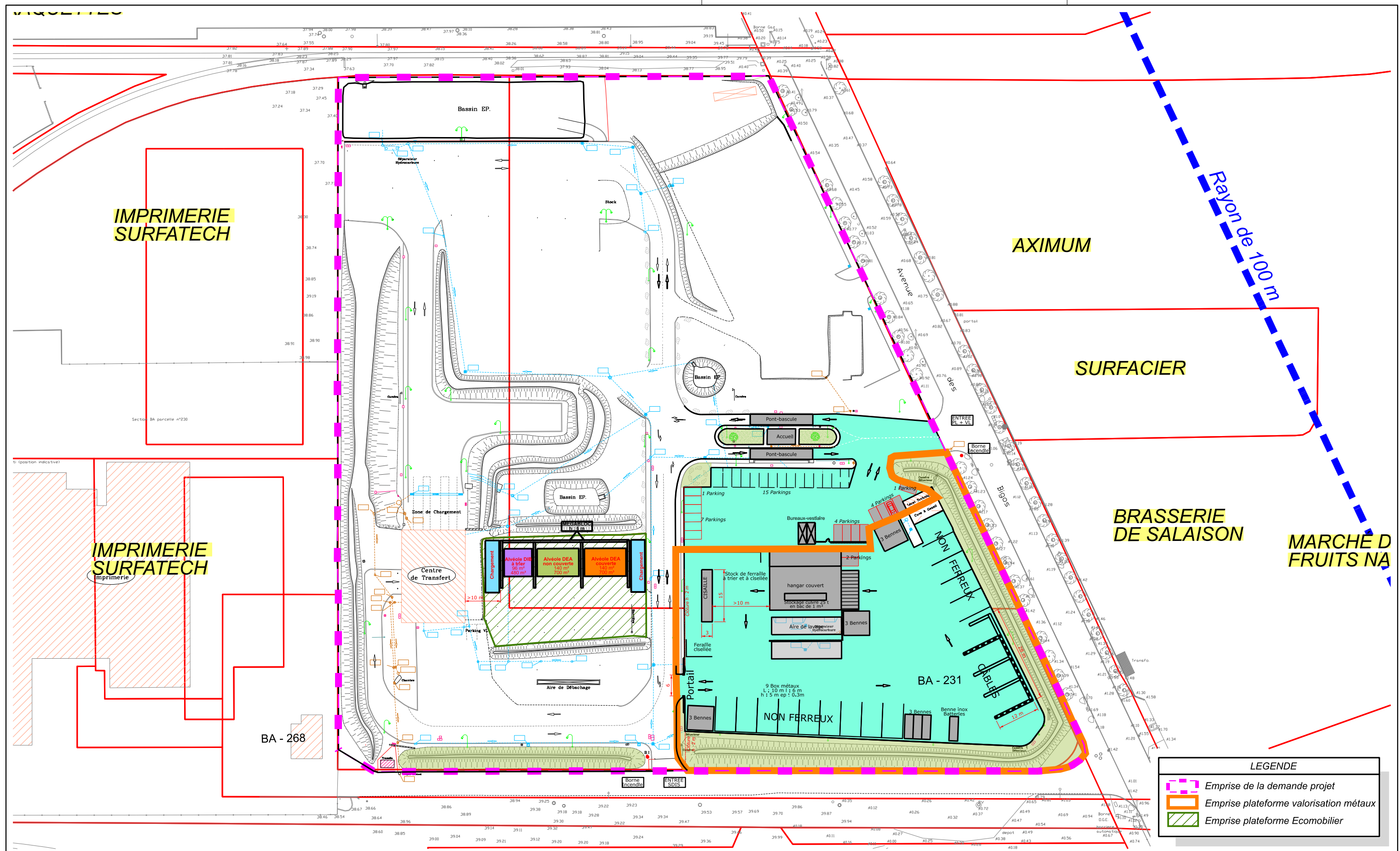
anteagroup

ANTEAGROUP

Commune de Vendargues (34)
Réorganisation et développement du site de valorisation des déchets
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE

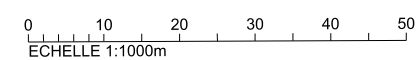
A	Aoû-20	LA	XD	
Rév.	Date	Auteur	Visé	Désignation

Type de document : A3	Identification : LROP190146
Partie : 1/1	Fichier : _1-PLAN-PROJET-SANSGeoref-V10-2D.dgn



PLAN DES ABORDS
Etat projet "Zoom"

Echelle : 1/ 1000



ANTEAGROUP

Commune de Vendargues (34)
Réorganisation et développement du site de valorisation des déchets
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE

A	Jun-20	LA	XD	
Rév.	Date	Auteur	Visé	Désignation
Type de document : A3			Identification : LROP190146	
Partie : 1/1			Fichier : _1-PLAN-PROJET-SANSGeoref-V9-2.dgn	

**Plan 3 : Plan d'ensemble au 1/400^{ème} du
projet avec rayon de 35 m
(dérogation d'échelle)**

SOCIETE DE
TRANSPORTS
Rhône
Méditerranée

COGEPART

CHEZ
POULETTE

PRIVATE SPORTS
SHOP

MORIN
LOGISTIC

5 RAQUETTES

CEDEO

BA - 38

BB - 275

BB - 128

BB - 356

IMPRIMERIE
SURFATECH

BA - 272

BA - 231

BA - 146

AXIMUM

BB - 290

SURFACIER

BRASSERIE
DE SALAISON

MARCHÉ DES
FRUITS NAGEL

IMPRIMERIE
SURFATECH

BA - 266

BA - 265

BA - 267

BA - 265

BA - 270

BA - 268

BA - 261

BA - 36

BA - 35

BA - 261

BA - 257

BB - 352

BB - 116

BB - 217

BB - 114

BA - 298

BA - 33

BA - 142

BA - 178
RÉPARATION CAMPING CARS
CT CARR VENDARGUES

ARTISANTS
REUNIS 34

RUFENACHT,
PERE ET FILS

Commune de Vendargues (34)
Réorganisation et développement du site de valorisation des déchets
Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE

PLAN D'ENSEMBLE


Rayon de 35 m

RESEAUX

Arrosage
Eau pluviale
Adduction Eau Potable
Lavage
RIA
Eclairage
Télécommunication
Electricité
Borne incendie

Emprise de la demande projet
Emprise de la plateforme Ecomobiler
Emprise de la plateforme Métaux

Echelle : 1/400

C					
B					
A	A00-20	LA	XD		Première émission
Rév.	Date	Auteur	Visé par	Désignation	
 ANTEA Parc de Napoléon 450, avenue du Passtemps Bt C 13676 Aubagne Cedex Tél : 04 42 08 70 70 Fax : 04 42 08 70 71					Type de document : A0 Identification : LRDP190146 Partie : 1/1 Fichier : 2-Antea-Plan d'ensemble-01.dwg

SUEZ RV Méditerranée

Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)

Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE

A 101085 /A

ANNEXES

SUEZ RV Méditerranée

Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)

Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE

A 101085 /A

Annexe 1 : Extrait registre du commerce KBIS



Extrait Kbis

EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

à jour au 15 mai 2020

IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE

<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	712 620 715 R.C.S. Narbonne
<i>Date d'immatriculation</i>	17/05/2001
<i>Transfert du</i>	R.C.S. d'Avignon
<i>Dénomination ou raison sociale</i>	SUEZ RV MEDITERRANEE
<i>Forme juridique</i>	Société par actions simplifiée (Société à associé unique)
<i>Capital social</i>	7 835 694,00 Euros
<i>Adresse du siège</i>	Zac de la Coupe Rue Antoine Becquerel 11100 Narbonne
<i>Durée de la personne morale</i>	Jusqu'au 29/04/2070
<i>Date de clôture de l'exercice social</i>	31 décembre

GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES

Président

<i>Nom, prénoms</i>	PYREK François
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 12/05/1975 à Nîmes (30)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	18 Rue de la Quarantaine 69005 LYON

Directeur général délégué

<i>Nom, prénoms</i>	LAVIGNE Bruno, Daniel, Roger
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 15/11/1968 à Bron (69)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	42 Allée de Pornic 31770 Colomiers

Directeur général délégué

<i>Nom, prénoms</i>	DIDIO Jean-Christophe, Lionel, Frédéric
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 16/07/1969 à Châlons-en-Champagne (51)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	2 Rue de la Fontaine 31750 Escalquens

Directeur général délégué

<i>Nom, prénoms</i>	CHAUMAZ Gérald, Julien
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 09/08/1974 à Roussillon (38)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	Chemin du Milieu 13 Clos de Boscabrun 84460 Cheval-Blanc

Directeur général délégué

<i>Nom, prénoms</i>	BATAILLE Thomas, Patrick
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 27/11/1979 à Auch (32)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	25 Bis Chemin de Frezat 33140 Villenave-d'Ornon

Directeur général délégué

<i>Nom, prénoms</i>	BOURSIQUOT Wilfried
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 03/04/1980 à Rochefort (17)

Greffé du Tribunal de Commerce de Narbonne

Cs 40801, 40 Boulevard Général de Gaulle
11785 Narbonne Cedex

N° de gestion 2001B00145

<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	27 Rue Lamartine 33400 Talence

Directeur général délégué

<i>Nom, prénoms</i>	MARAIS Jocelyne, Stéphanie
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 08/11/1979 à Manosque (04)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	10 Avenue Henri Pontier 13100 AIX EN PROVENCE

Directeur général délégué

<i>Nom, prénoms</i>	COMBECAVE Julien
<i>Date et lieu de naissance</i>	Le 23/08/1984 à Bordeaux (33)
<i>Nationalité</i>	Française
<i>Domicile personnel</i>	2 Allée des Salamandres 33170 GRADIGNAN

Commissaire aux comptes titulaire

<i>Dénomination</i>	MAZARS
<i>Forme juridique</i>	Société anonyme à directoire et conseil de surveillance
<i>Adresse</i>	61 Rue Henri Regnault 92400 Courbevoie
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	784 824 153 RCS Nanterre

Commissaire aux comptes suppléant

<i>Dénomination</i>	CBA
<i>Forme juridique</i>	Société à responsabilité limitée
<i>Adresse</i>	-Tour Exaltis - 92400 Courbevoie
<i>Immatriculation au RCS, numéro</i>	382 420 958 RCS Nanterre

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL

<i>Adresse de l'établissement</i>	Zac de la Coupe Rue Antoine Becquerel 11100 Narbonne
<i>Activité(s) exercée(s)</i>	Exploitation de tous services d'enlèvements de tous déchets - collecte et traitement de déchets, transport public routier de marchandises.
<i>Date de commencement d'activité</i>	30/04/1971
<i>Origine du fonds ou de l'activité</i>	Création
<i>Mode d'exploitation</i>	Exploitation directe

IMMATRICULATIONS HORS RESSORT

R.C.S. Manosque
R.C.S. Nice
R.C.S. Carcassonne
R.C.S. Aix-en-Provence
R.C.S. Marseille
R.C.S. Nîmes
R.C.S. Montpellier
R.C.S. Perpignan
R.C.S. Toulon
R.C.S. Avignon

OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

<i>- Mention</i>	FUSION ABSORPTION DE LA SOCIETE SITA SUD RCS NARBONNE B 343 150 470 ACTIF NET: 50 161 452 FRANCS PUBLICITE: LE
------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Greffé du Tribunal de Commerce de Narbonne

Cs 40801, 40 Boulevard Général de Gaulle
11785 Narbonne Cedex

N° de gestion 2001B00145

- Mention n° 3949 du 07/12/2006

COURRIER DE LA CITE DU 14/05/2001 FUSION EFFECTIVE AU
02/04/2001 AVEC DATE DE RETROACTIVTE AU 01/01/2001

FUSION ABSORPTION L236-1 A COMPTER DU 31/10/2006 :

DE LA SOCIETE SAP, SOCIÉTÉ À RESPONSABILITÉ LIMITÉE
(SARL), CHEMIN DE L'AUMONE VIEILLE 13821 LA PENNE SUR
HUVEAUNE RCS MARSEILLE B 347 506 941, SANS AUGMENTATION
DE CAPITAL, LA STE ABSORBANTE ETANT PROPRIETAIRE DE LA
TOTALITE DES PARTS. (EFFET RETROACTIF DE LA FUSION AU
01.01.2006).

JOURNAL : LES NOUVELLES PUBLICATIONS - 57 RUE PARADIS -
13000 MARSEILLE DU 24.11.2006

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT

SUEZ RV Méditerranée

Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)

Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE

A 101085 /A

Annexe 2 : Détail technique de la presse à cisaille

w w w . c o p e x . c o m



Récupération des métaux ferreux et non ferreux

Recycling of Ferrous and Non-Ferrous Metals



To know more,
scan the QR Code
or view our video online on
<http://bookbeo.com/CopexMovie2>



Presses cisailles mobiles et semi-mobiles
Mobile and Semi-Mobile Scrap Shears

Gamme REFLEX
REFLEX Series

Copex, applications pour la récupération des métaux ferreux et non ferreux

Depuis plus de 65 ans, COPEX conçoit et fabrique des presses et cisailles destinées au traitement des ferrailles et métaux. Fiables, robustes, performantes et innovantes, ces presses cisailles placent COPEX parmi les leaders du marché.

Copex, Recycling of Ferrous and Non-Ferrous Metals

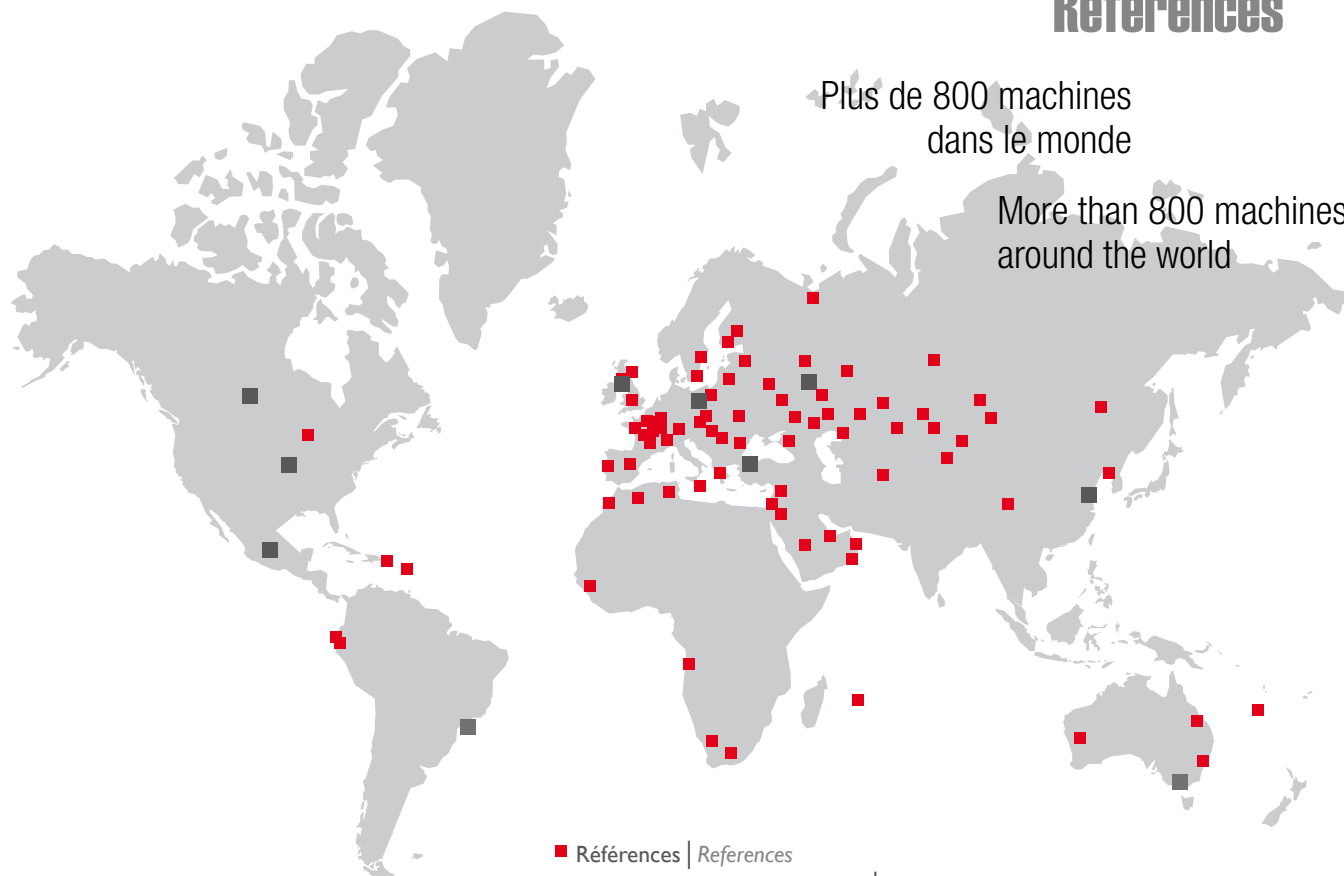
For more than 65 years, COPEX has been designing and manufacturing shear/logger/balers for the metal recycling industry. With more than 800 machines working in the field, COPEX is one of the world leaders in the market. Ours shears are reliable, robust, efficient and innovative.



Références

Plus de 800 machines
dans le monde

More than 800 machines
around the world



■ Références | References

■ Représentations commerciales | Sales Representations

La gamme REFLEX

Parfaitement polyvalente, la presse cisaille REFLEX permet aussi bien le cisailage que la mise en paquets de ferrailles.

De réelles innovations garantissent à la fois **qualité et robustesse**, à un niveau inégalé sur une gamme de presses cisailles mobiles :

- **Guidage innovant du coulisseau** pour plus de fiabilité et des coûts réduits
- **Nouvelle cinématique des volets** pour optimiser la puissance de fermeture de la caisse et diminuer les temps de cycle
- **Insonorisation renforcée** par habillage intégral du carter moteur en isolants phoniques et grilles acoustiques larges
- **Hydraulique et automatisme repensés** pour plus de fiabilité et de souplesse de fonctionnement

The REFLEX Series

The REFLEX scrap shears balers are versatile machines, designed and engineered for shearing and baling of a variety of materials.

Our unique innovation ensures quality and reliability, unequalled for a range of mobile shears :

- **Innovative slide-block guiding** reduced stress and improves durability
- **New innovative design** of wing geometry optimizes box closing power and reduces cycle times
- **Extensive soundproofing** of engine compartment by means of soundproofing materials and large acoustic panels
- **Optimization of the hydraulics** and PLC increases reliability and creates the fastest and smoothest operation

Caractéristiques | Specifications

		REFLEX 500	REFLEX 650	REFLEX 900
Force de coupe <i>Cutting Force</i>	t	500	650	900
Force du presseur <i>Hold-down force</i>	t	100	120	200
Caisse de compression <i>Compression box</i>	L (mm)	5 000	6 000	7 000
Puissance moteur thermique <i>Power of diesel engine</i>	ch kW	250 180	375 276	550 408
Puissance version électrique <i>Power of electric motor</i>	kW	120	210	370
Version mobile <i>Mobile version</i>	essieux axles	3	4	6
Version semi-mobile <i>Semi-mobile version</i>		oui yes	oui yes	oui yes
Mode paquets <i>Production of bales</i>		oui yes	oui yes	oui yes
Brigade hydraulique de lame <i>Hydraulic locking system for blade</i>		-	oui yes	oui yes
Cabine <i>Cabin</i>		-	oui yes	oui yes





Version semi-mobile

La REFLEX peut être livrée en version semi-mobile avec ou sans béquilles hydrauliques permettant un chargement de la machine sur une remorque surbaissée.

Semi-mobile version available

The REFLEX can be delivered in semi-mobile version with or without hydraulic support legs. The legs are used to load the machine onto a low loader.



Confort d'exploitation

Lors du développement de la REFLEX, la priorité a été portée à la diminution drastique des bruits de fonctionnement grâce aux technologies d'insonorisation les plus avancées.

Le carter du moteur est intégralement habillé d'isolants phoniques de haute qualité et de larges grilles acoustiques abaissent considérablement le niveau sonore du moteur.

L'accessibilité des pièces et des éléments de contrôle est optimisée grâce à de larges panneaux et à une plateforme conçue pour faciliter les déplacements de l'opérateur.

Easy operation

When developing the REFLEX line, the reduction of operational noise was one of our top priorities.

The REFLEX integrates state-of-the-art soundproofing techniques. The engine compartment is fully covered with high quality soundproofing materials. Large acoustic panels are used to reduce the noise level of the engine.

All parts and control elements of the machine are easily accessible through the use of large panels and a platform to make maintenance operations safe and easy.

La cisaille de la REFLEX :
La référence en termes de
fiabilité et de longévité

Première du marché à bénéficier des techniques issues des presses cisailles lourdes, la REFLEX intègre un guidage innovant du coulisseau qui répartit de façon équilibrée les efforts de coupe et augmente considérablement la fiabilité du bâti de cisaille.

L'usure réduite des consommables permet de maintenir un cisailage performant dans le temps, avec des coûts d'entretien du guidage coulisseau divisés par 3.

REFLEX shear head :
The new standard for
reliability and longevity

The REFLEX integrates an innovative guiding system for the slide-block: it is the first machine to offer a full length slide-block which is the same technology as our stationary scrap shears.

The perfectly balanced distribution of the cutting forces increases considerably the reliability of the shear frame.

The high performance shearing capability of this machine is guaranteed over time through the extremely low wear of consumables. For example, maintenance costs for the slide block guide are 1/3rd of a traditional portable shear.



Efficacité de fermeture de la caisse

La conception des volets offre un enveloppement optimal de la matière lors du compactage tandis que la nouvelle cinématique maximise les efforts en fin de fermeture de la caisse afin de réduire très nettement les temps de cycles.

La REFLEX 900 possède la force de fermeture de caisse la plus puissante du marché des presses cisailles mobiles.

Efficiency of the box

Through the unique design of the wings, the scrap material can be optimally wrapped during the compacting phase. Our design maximizes compacting forces at the end of the box closing phase while cycle times are considerably reduced;

The REFLEX 900 produces the highest box closing force of any shear in its class.



Service

- Des ingénieurs hautement qualifiés garantissent le succès des projets dans les meilleures conditions économiques
 - Prise en charge logistique et transport en France et à l'international
 - Equipe de techniciens COPEX disponible pour des interventions rapides partout dans le monde
 - Contrat de maintenance préventive avec délais d'intervention garantis
 - Stock permanent de pièces détachées disponibles : maîtrise complète de la fabrication des machines et des pièces à l'usine COPEX
- *Highly skilled engineers for successful and cost effective completion of the projects*
 - *Assistance for transportation and logistics in France and worldwide*
 - *A team of COPEX technicians available for quick interventions everywhere in the world*
 - *Preventive maintenance contracts with guaranteed intervention times*
 - *Stock of spare parts immediately available: machines and parts are all manufactured in COPEX factory*

Contact

Unité de fabrication / Factory

Z.I. Kerpont
B.P. 60328
56603 Lanester Cedex
France
Tél. +33 (0)2 97 76 26 44
Fax. +33 (0)2 97 76 34 12
contact@copex.com

Siège social / Head Office

109 Rue Cardinet
75017 Paris

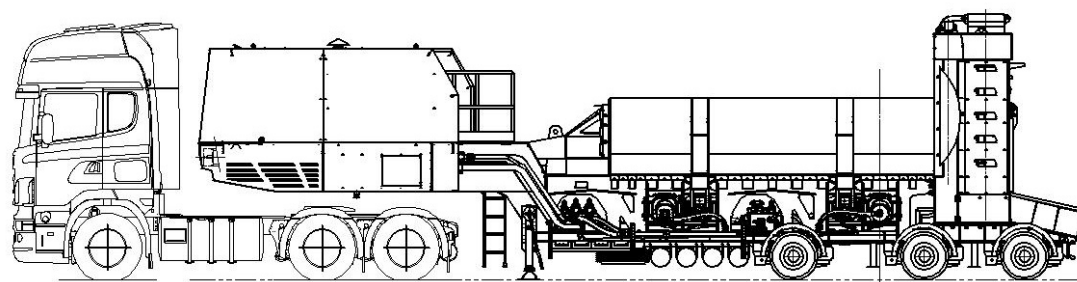
w w w . c o p e x . c o m

 **COPLEX**

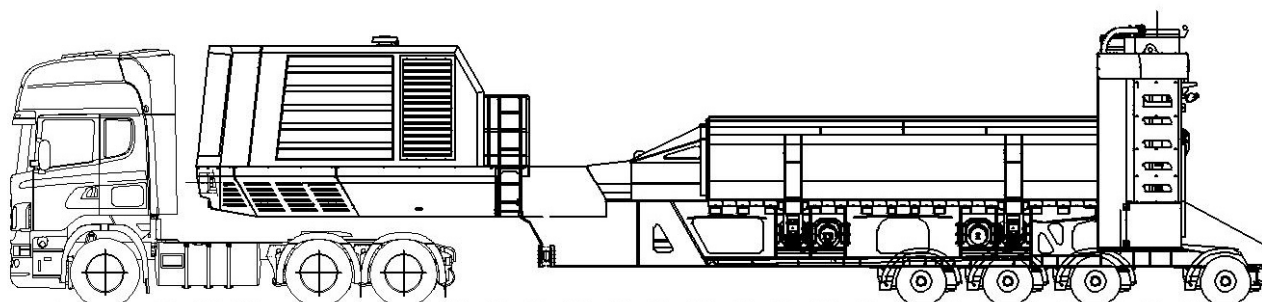
REFLEX



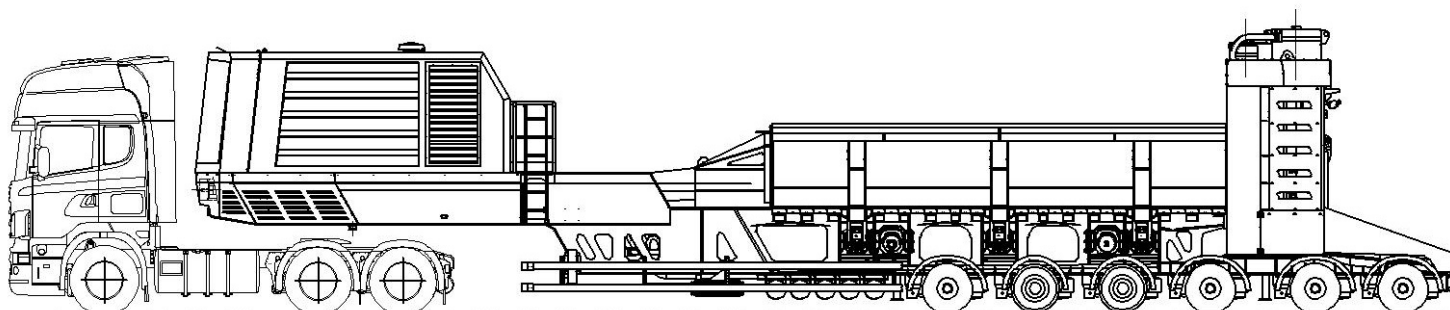
Nouvelle gamme REFLEX



REFLEX 500 Mobile



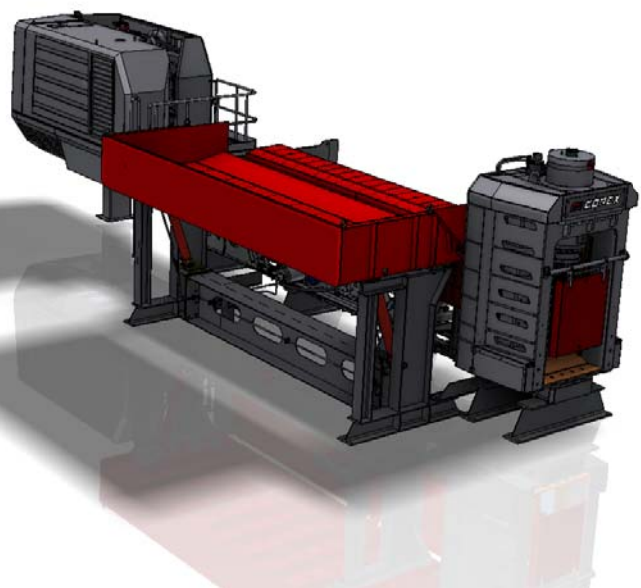
REFLEX 650 Mobile



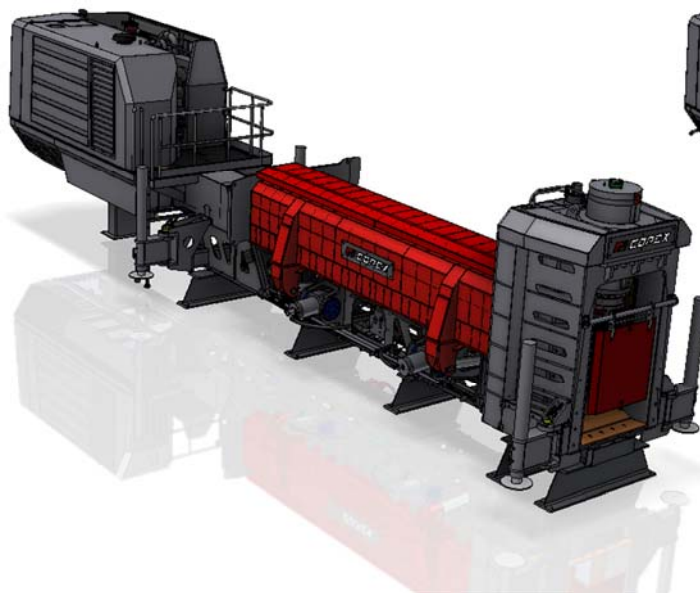
REFLEX 900 Mobile



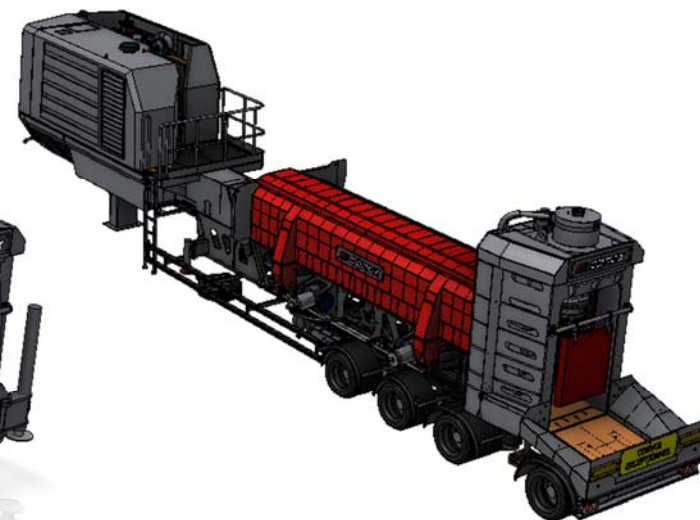
Nouvelle gamme REFLEX



Statique avec benne de chargement



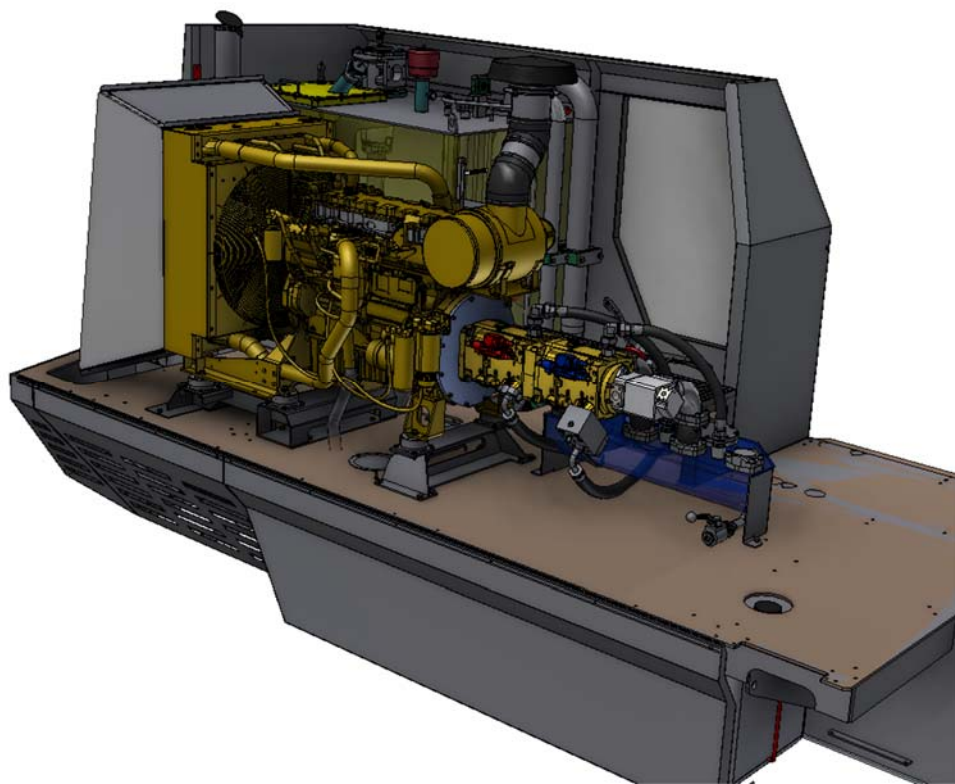
Semi-mobile



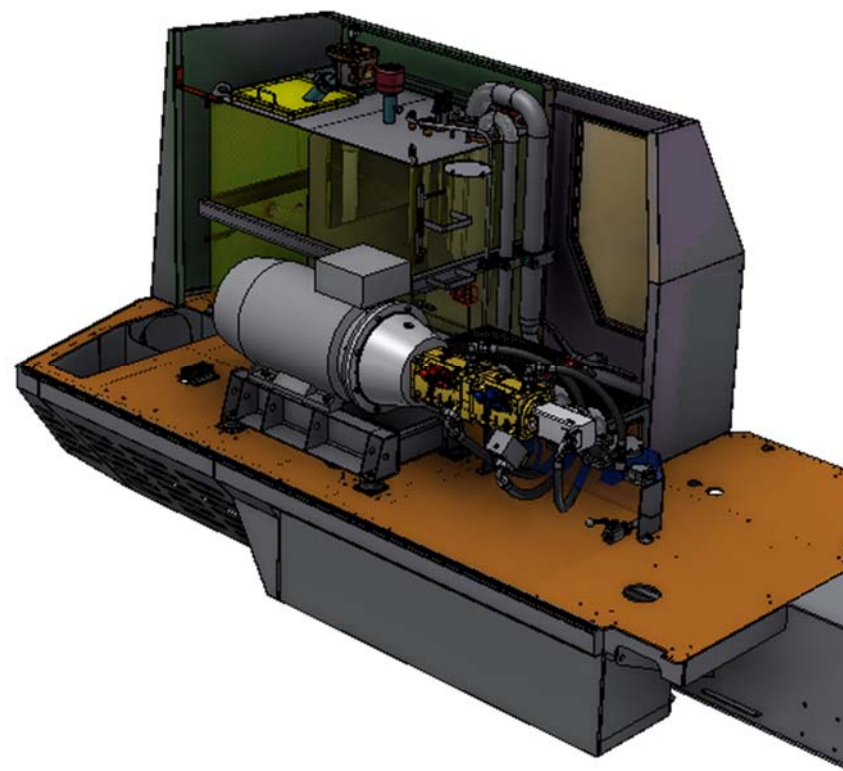
Mobile



Gamme REFLEX



Diesel



Electric



Nouvelle gamme REFLEX

Reflex 900t statique diesel ou électrique





Nouvelle gamme REFLEX

Reflex 900t mobile





Nouvelle gamme REFLEX

Reflex 650t mobile





Nouvelle gamme REFLEX

Reflex 650t
Déplaçable





Nouvelle gamme REFLEX

Reflex 650t
Version US

- Châssis renforcé
- Pousseur 155t
- Béquilles mécaniques





Nouvelle gamme REFLEX

Reflex 650t avec benne de chargement





Nouvelle gamme REFLEX

Reflex 500t mobile





Nouvelle gamme REFLEX

Innovations techniques inspirées de notre gamme de presses cisailles lourdes LIDEX

**Une nouvelle gamme
combinant mobilité et
robustesse**





Nouvelle gamme REFLEX

	REFLEX 500	REFLEX 650	REFLEX 900
Force de coupe	500t	650t	900t
Force presseur	100t	120t	200t
Caisse de compression	5000 mm	6000 mm	7000 mm
Force corne (1^{er} volet)	300t	340t	340t
Force équerre (2^{ème} volet)	325t	340t	530t
Puissance moteur diesel	250 hp (180 kW)	375 hp (276 kW)	550 hp (408 kW)
Puissance moteur électrique	120 kW	210 kW	370 kW
Version mobile	3 essieux	4 essieux	6 essieux
Version semi-mobile	oui	oui	oui
Production de paquets	oui	oui	oui
Bridabe hydraulique de lames	-	oui	oui
Cabine	-	option	option



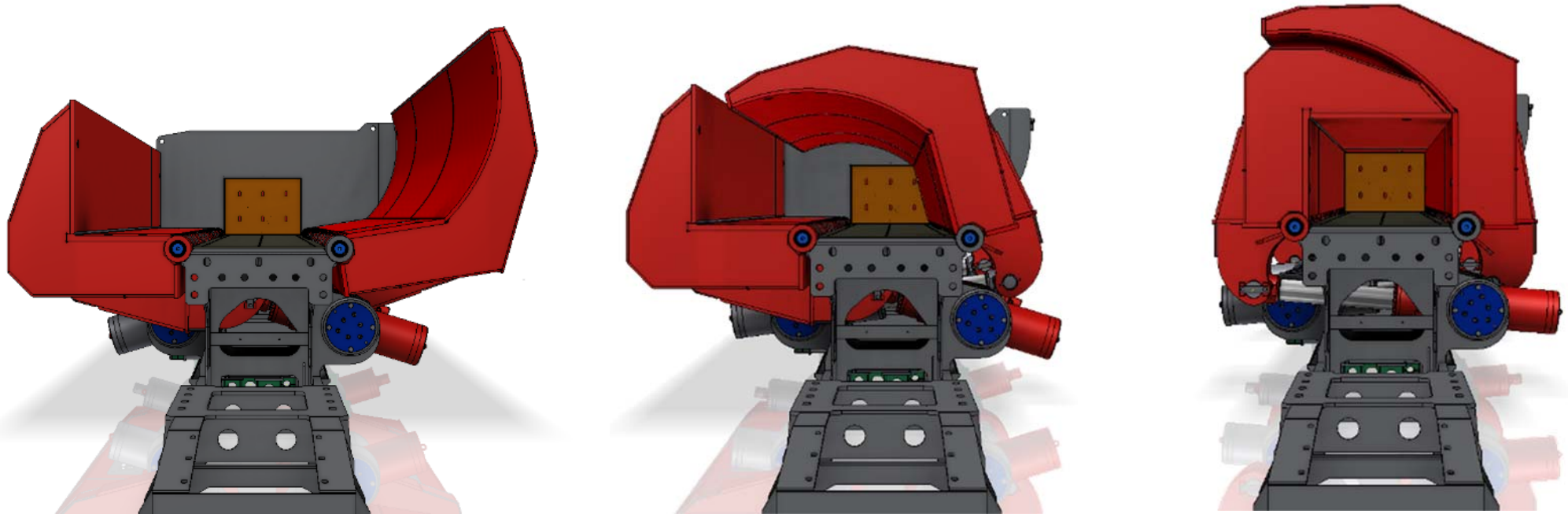
Efficacité de fermeture de caisse

- Enveloppement optimal de la matière lors du compactage
- La nouvelle cinématique maximise les efforts en fin de cycle de fermeture de caisse
- Réduction considérable des temps de cycle

La REFLEX 900 possède la force de fermeture de caisse la plus importante du marché des presses cisailles mobiles.

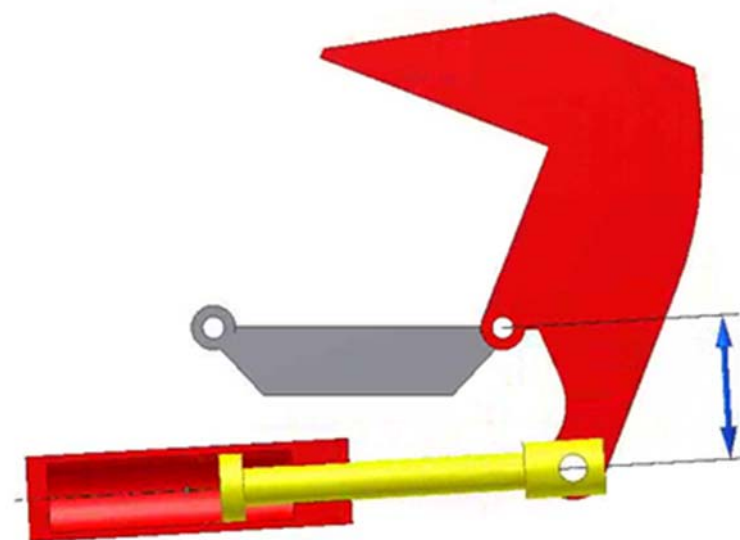
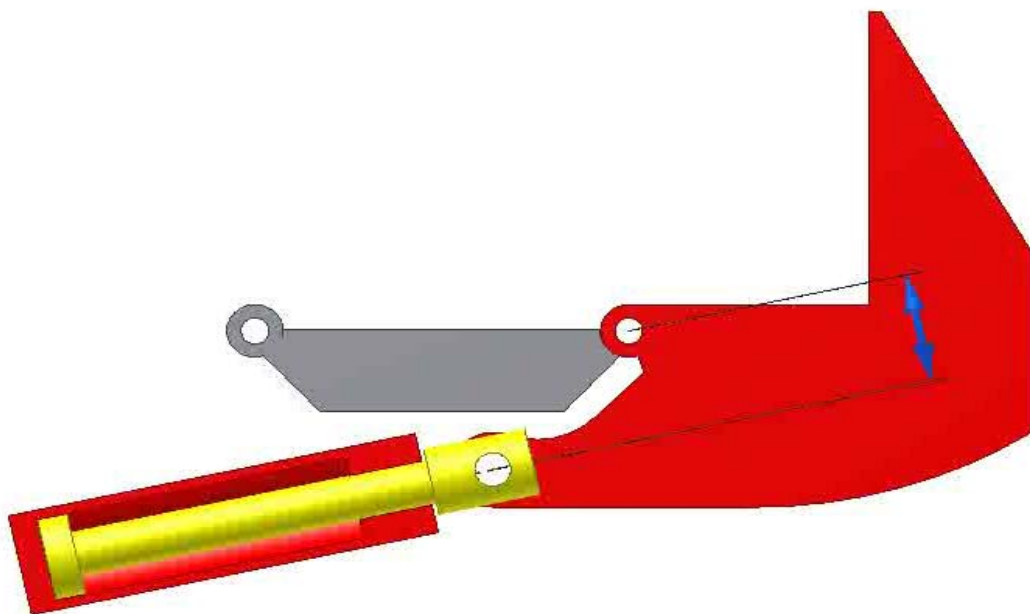


Efficacité de fermeture de caisse

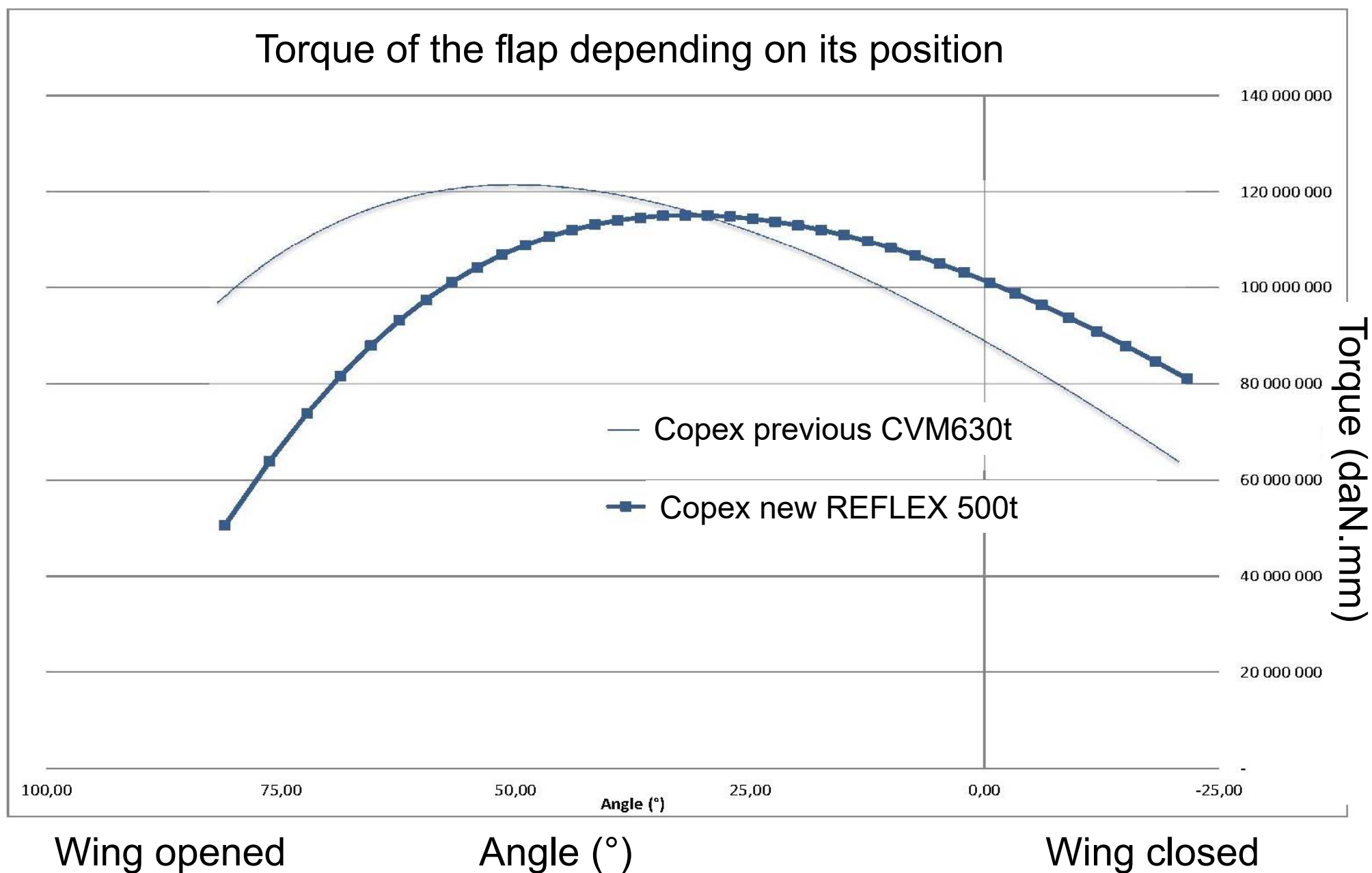


La matière est enveloppée de façon optimale pendant la phase de compactage

**Un bras de levier
surdimensionné**



Torque of the flap depending on its position





Bâti de cisaille REFLEX

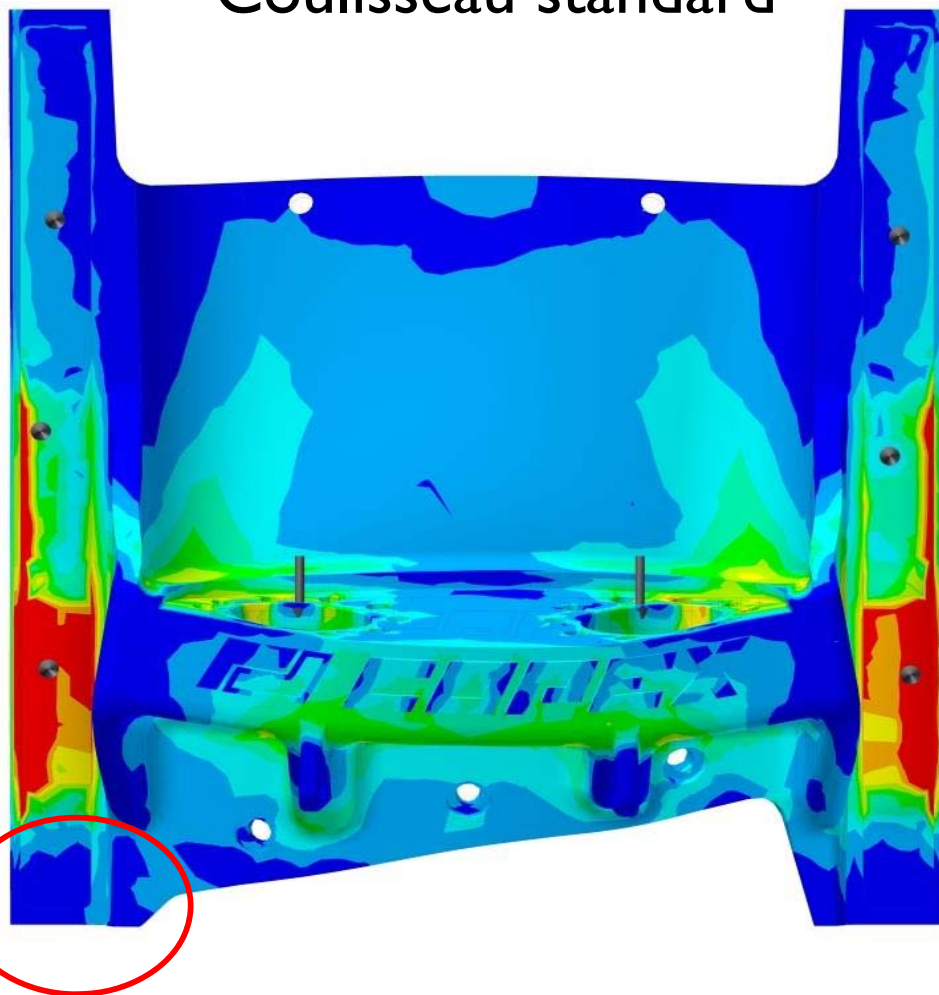
Fiabilité et longévité

- Système de guidage de la cisaille robuste: 1ère machine mobile sur le marché possédant le même guidage que les cisailles fixes lourdes
- Les glissières sont protégées et sont à l'abri de la poussière et de la ferraille
- Les frais de maintenance sont divisés par 3

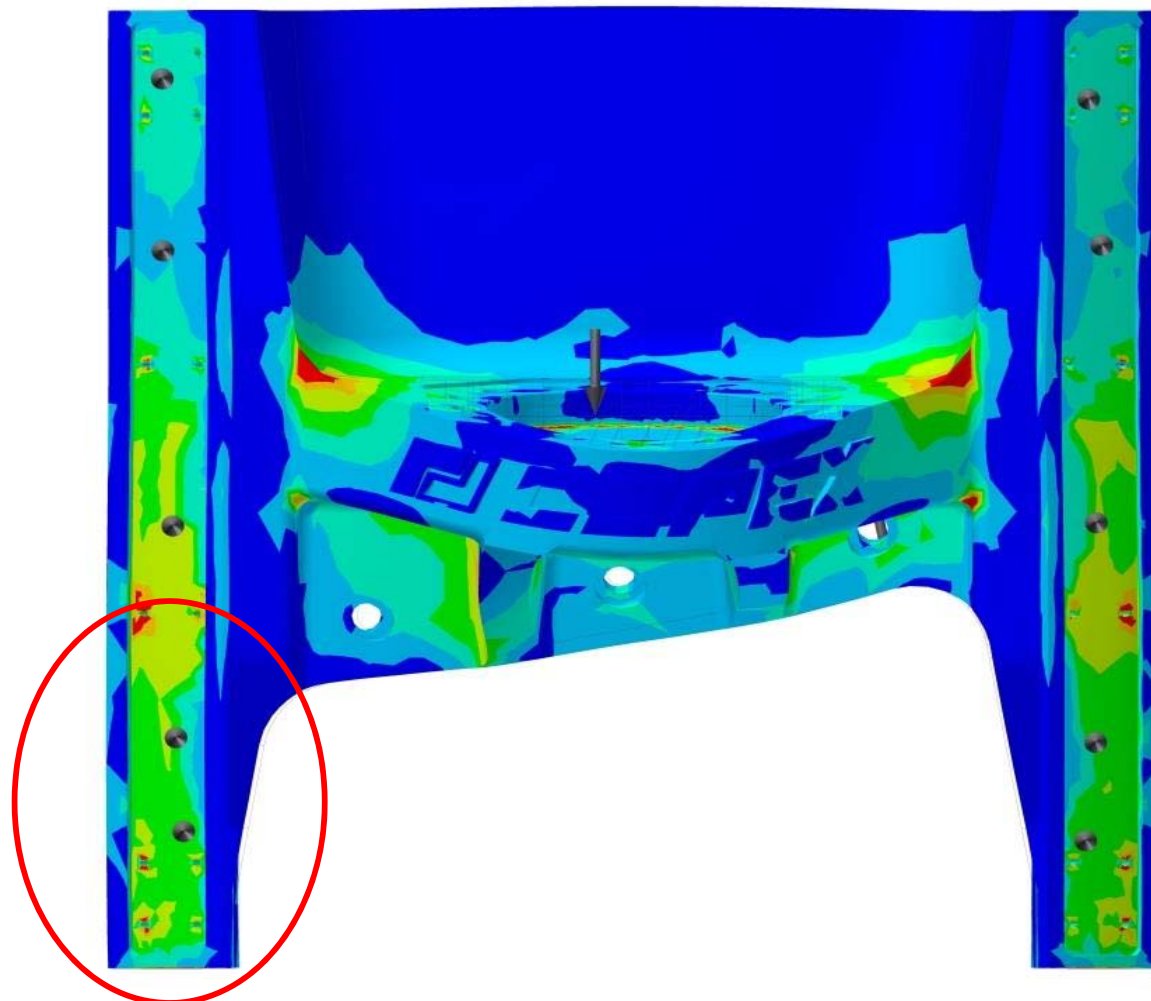


Bâti de cisaille REFLEX

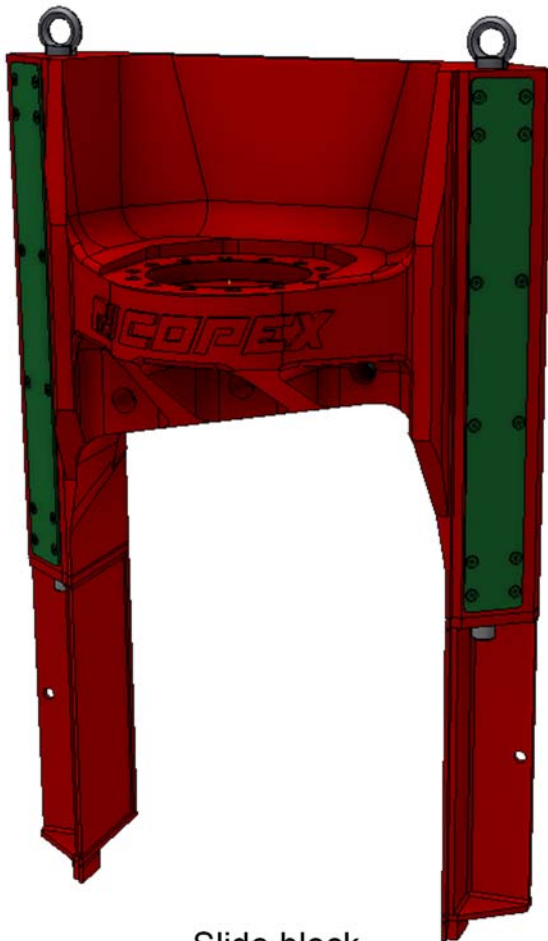
Coulisseau standard



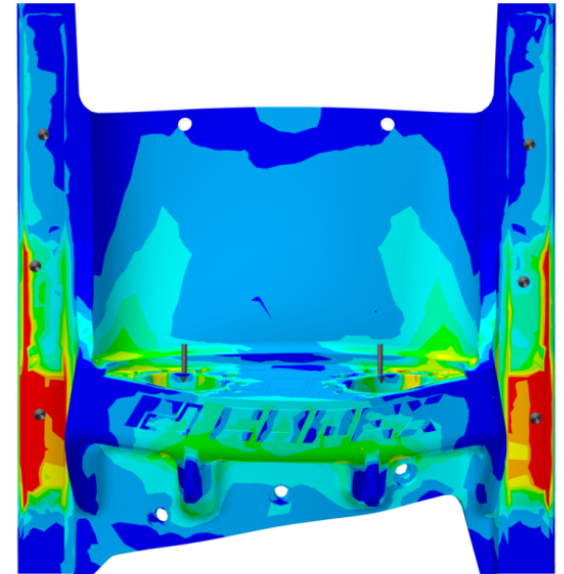
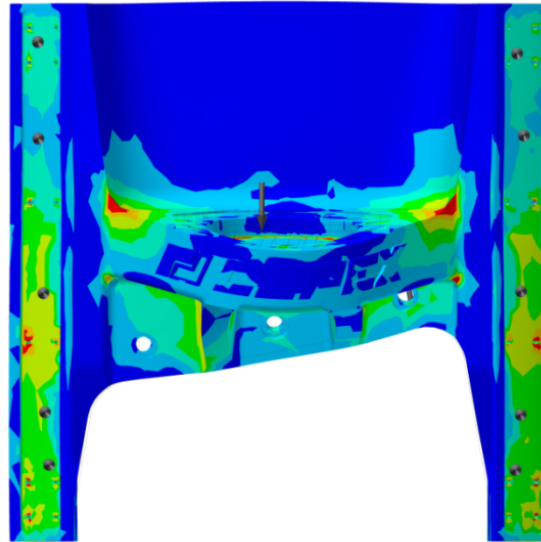
Coulisseau REFLEX



Bâti de cisaille REFLEX



Slide block

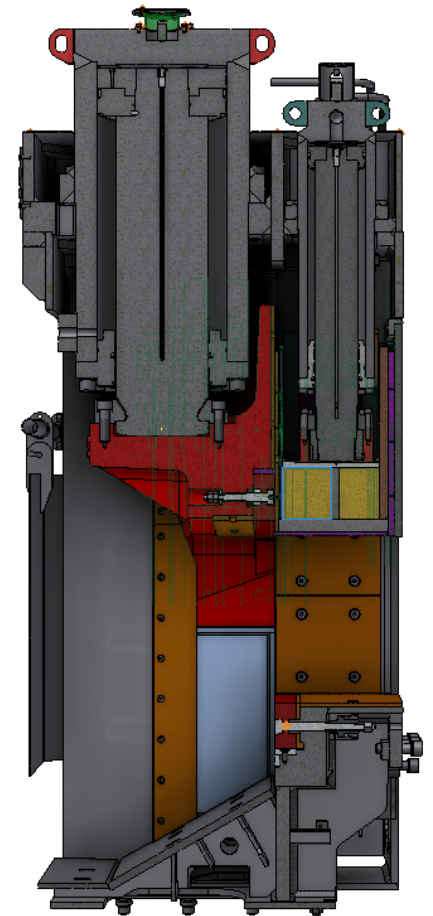


- La repartition équilibrée des efforts de coupes augmente la fiabilité du bâti de cisaille
- Les coûts d'entretien du guidage coulisseau sont divisés par 3



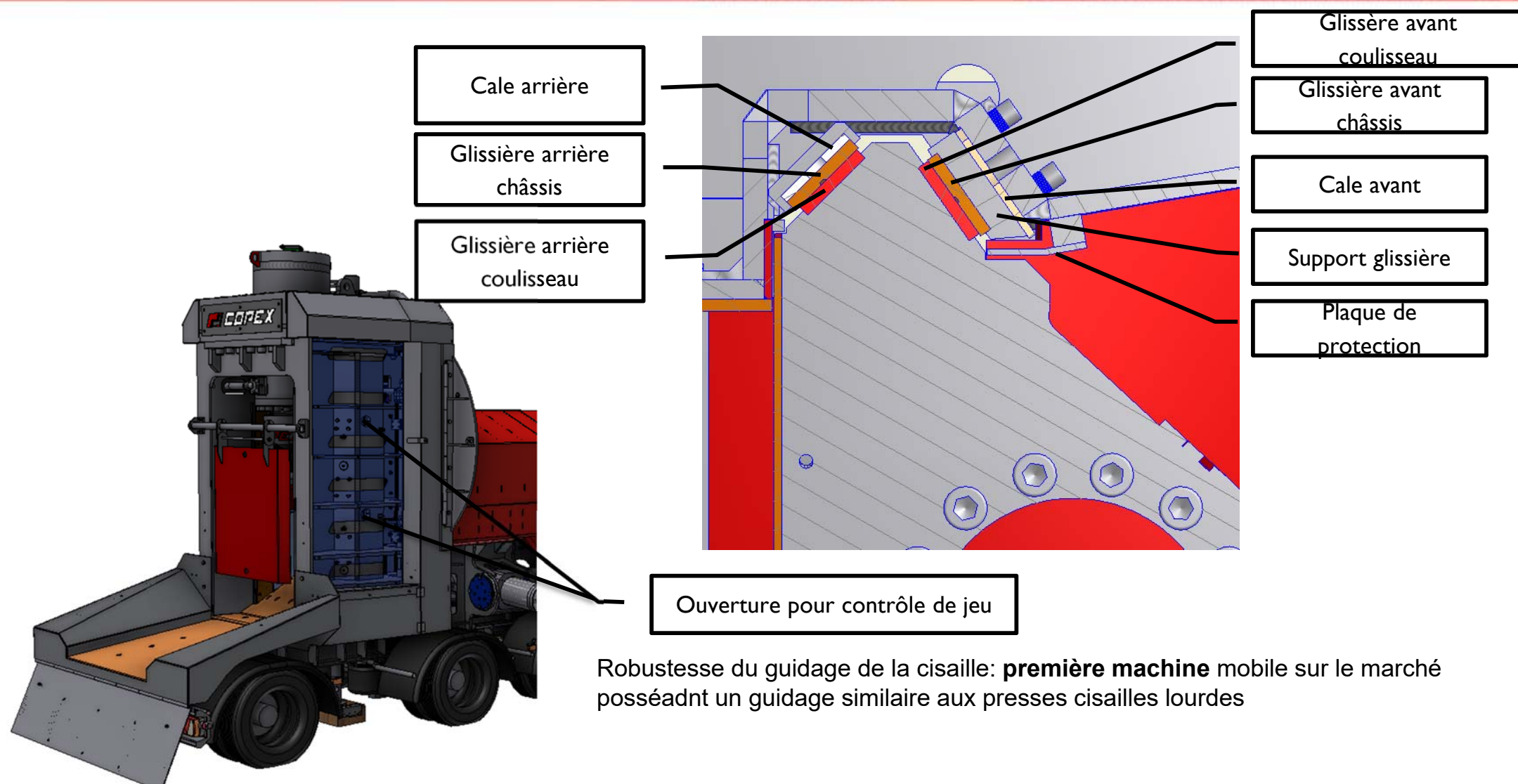
Bâti de cisaille REFLEX

Facilité et efficacité de maintenance



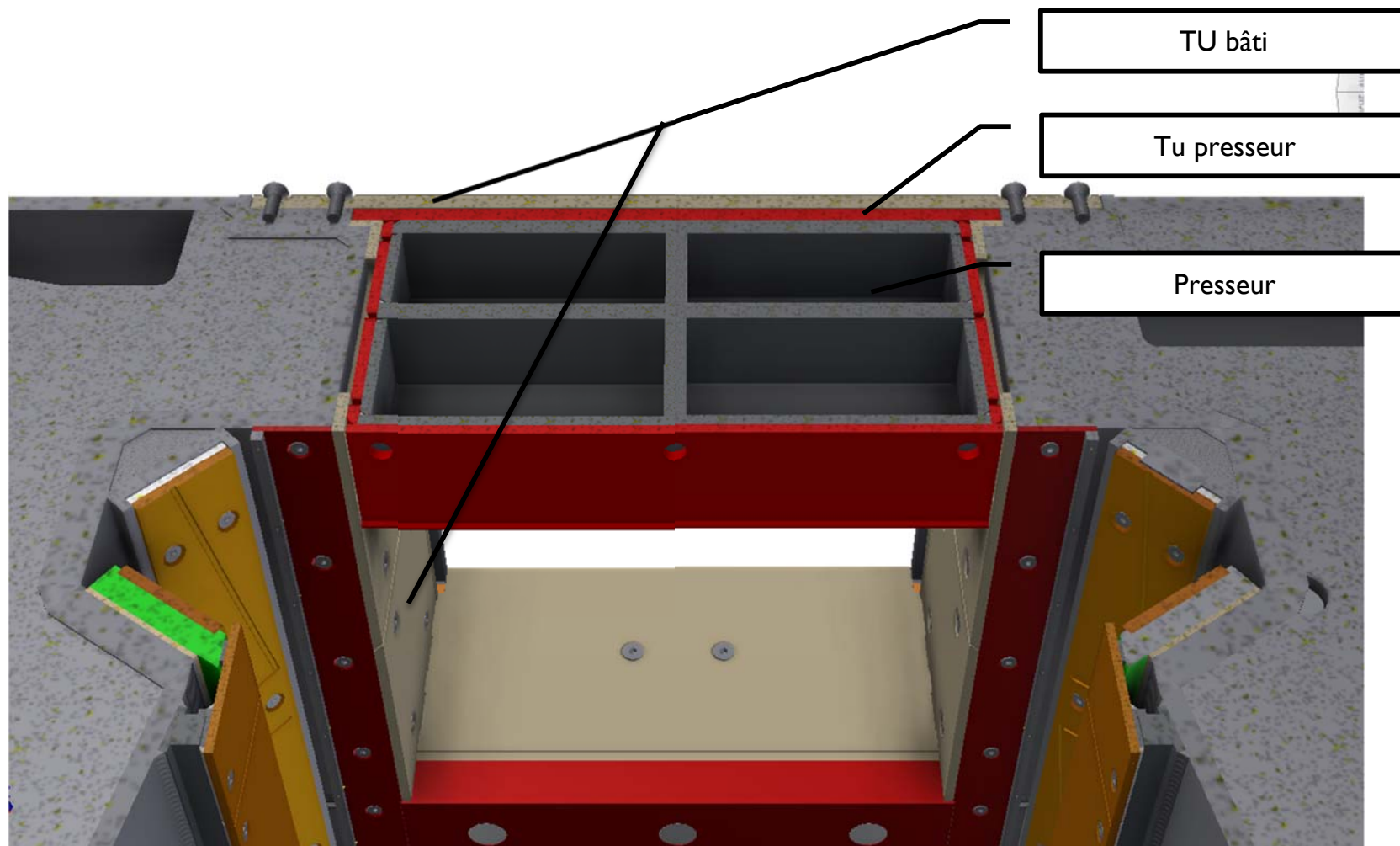


Bâti de cisaille REFLEX



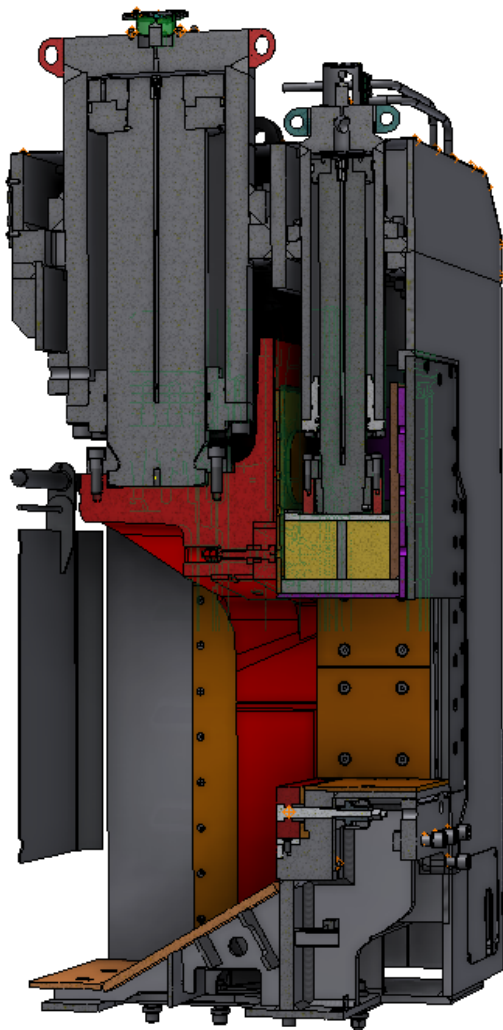


Bâti de cisaille REFLEX

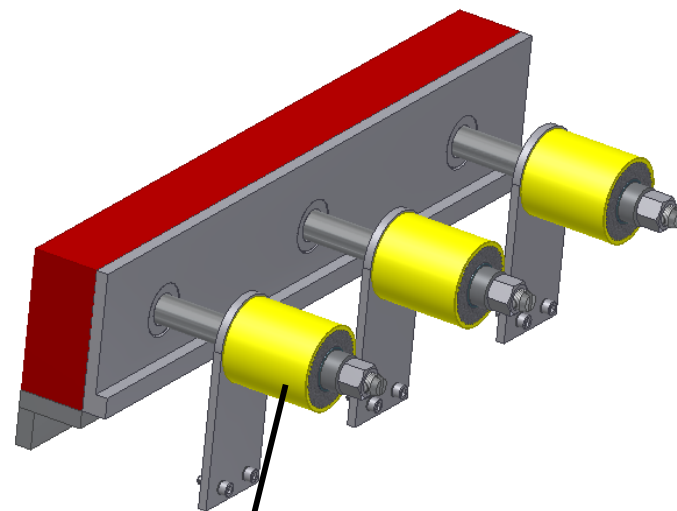




Bridage hydraulique de lames

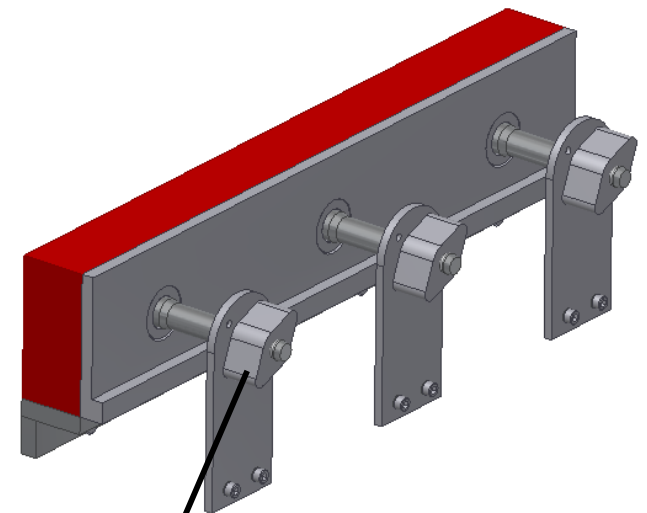


Système hydraulique:



Vérin creux à simple effet

Système mécanique:



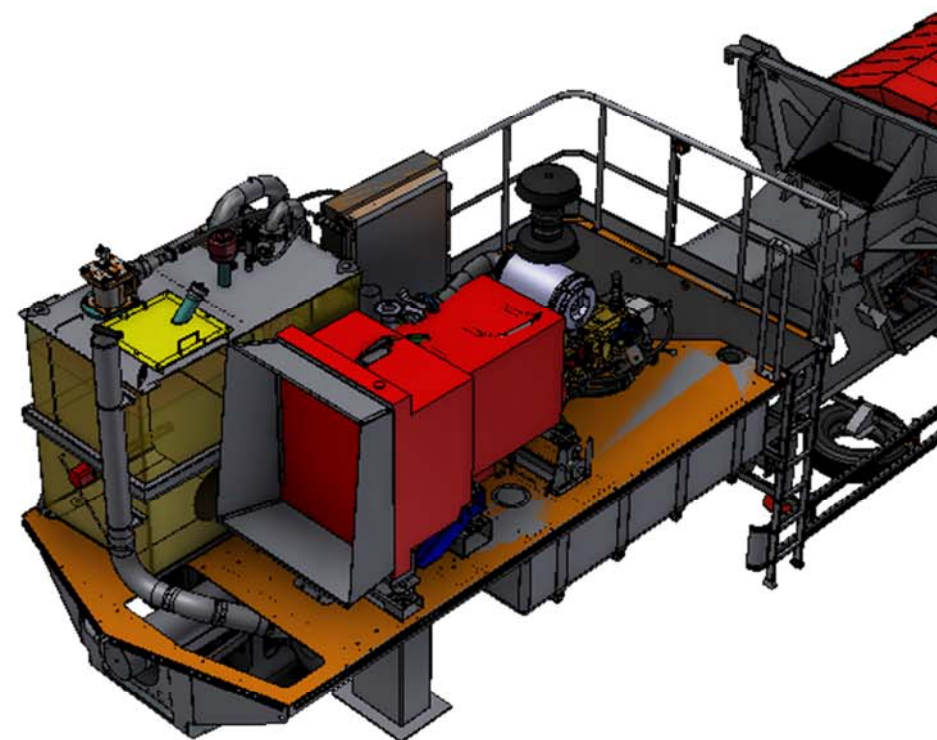
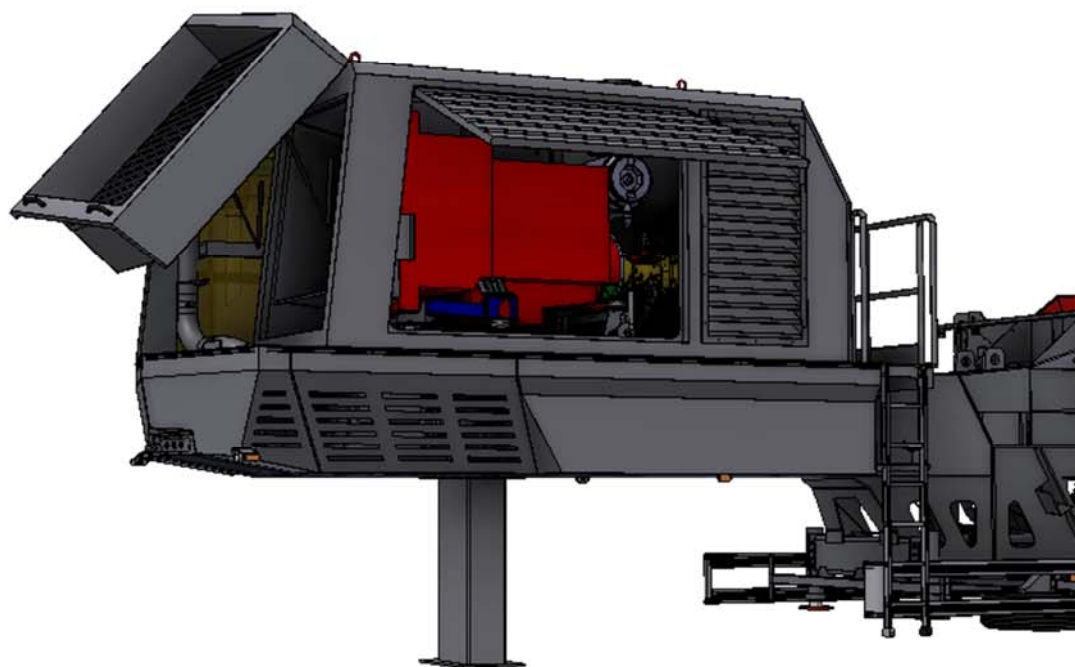
Ecrou de fixation



Compartiment moteur

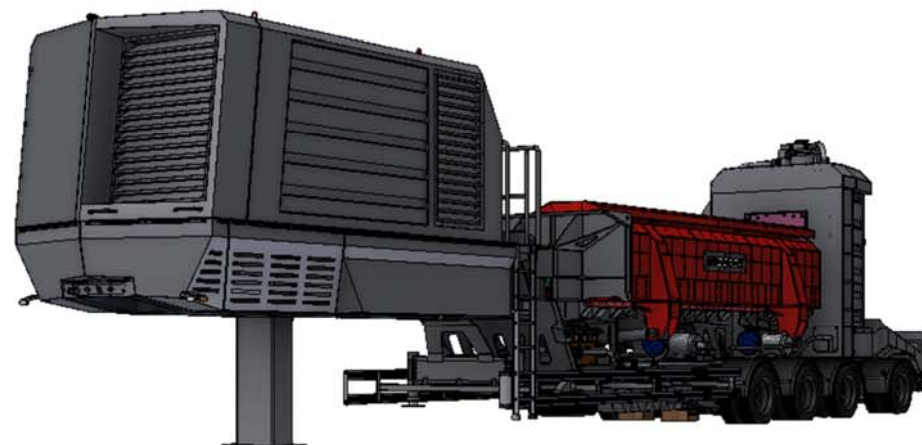
Diminution des bruits de fonctionnement

- Le carter du moteur est intégralement habillé d'isolants phoniques de haute qualité
- De larges grilles acoustiques abissent considérableemnt le niveau sonore du moteur





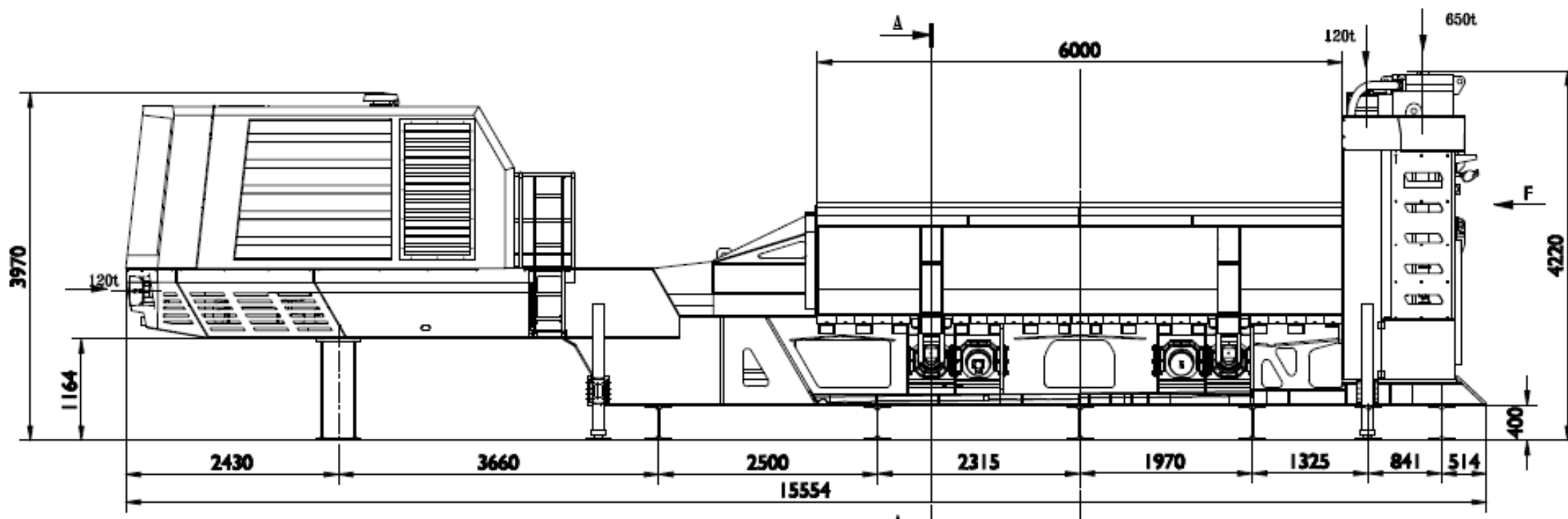
Remorque pour version mobile





Nouvelle gamme REFLEX

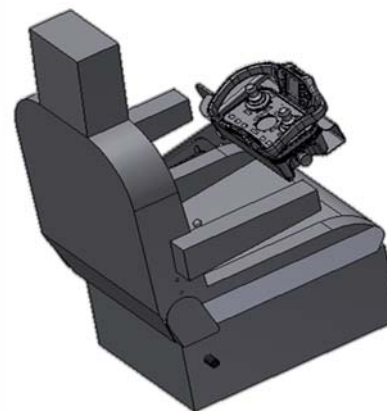
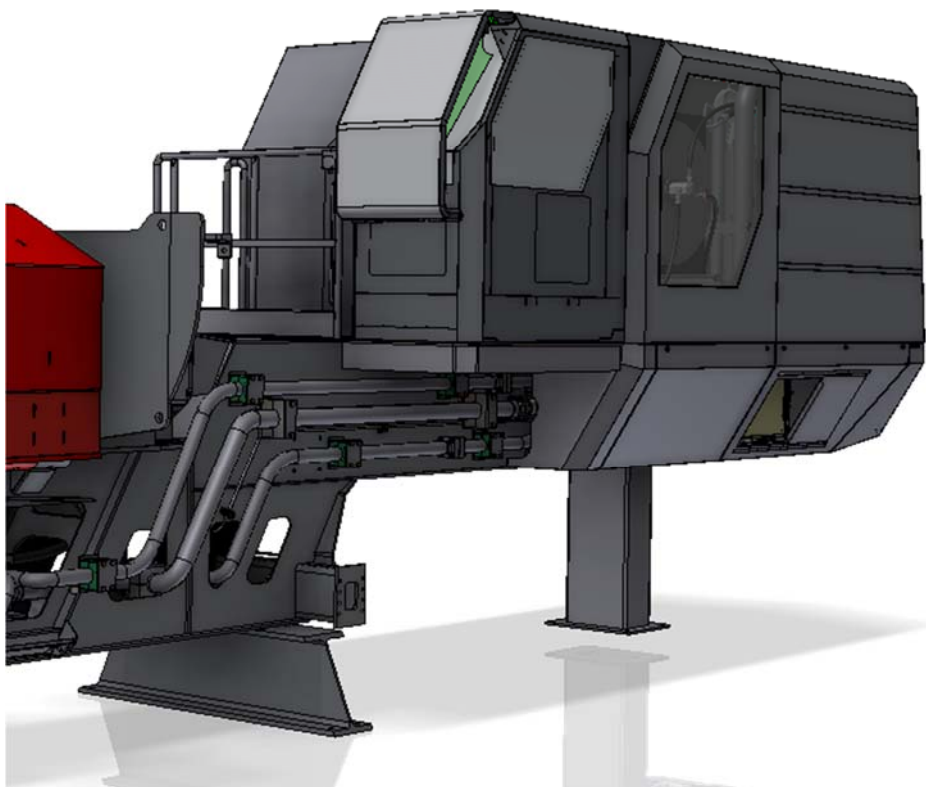
La REFLEX peut être livrée en version semi-mobile avec ou sans béquilles hydrauliques permettant un chargement de la machine sur une remorque surbaissée





Options

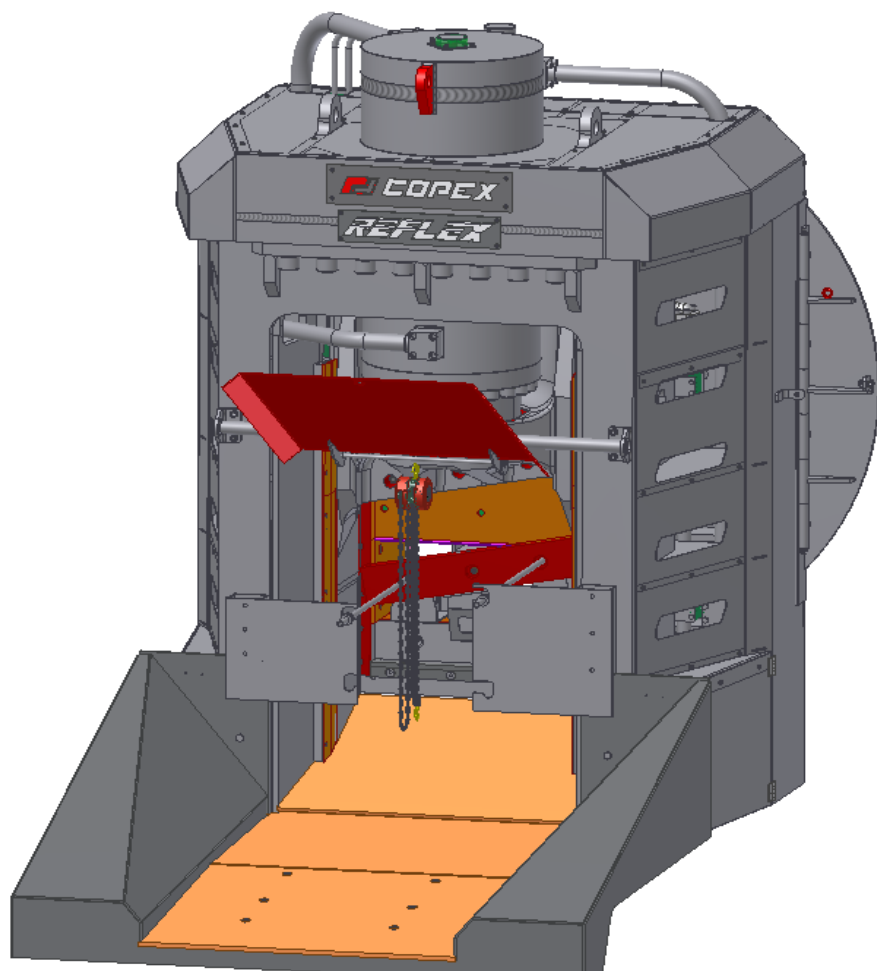
Cabine de commande (650t & 900t seulement) avec 2 possibilités:

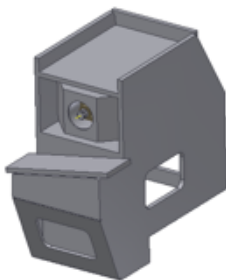
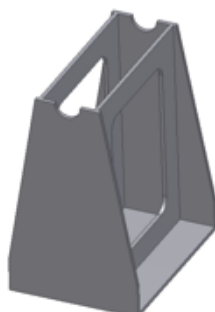

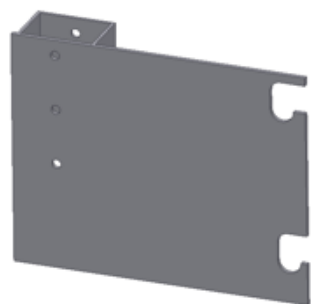
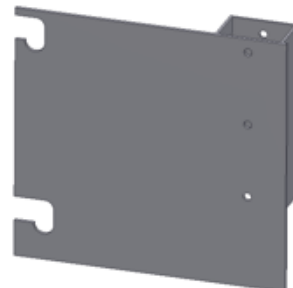

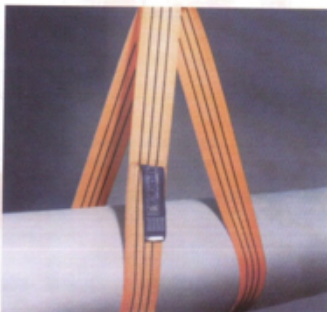




Options

Outillage pour le changement de lames



		
Blade support	2x Transfer bar support	Transfer bar
		
Bar support plate (left handside)	Bar support plate (right handside)	Extension piece for socket-wrench
		



Options

Protection intégrale des roues et suspension pour la Reflex mobile



SUEZ RV Méditerranée

Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets - Commune de Vendargues (34)

Dossier de demande d'enregistrement au titre des ICPE

A 101085 /A

Annexe 3 : Note examen des dangers et calcul de modélisation de flux thermiques

Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets Commune de Vendargues (34)

*Examen des dangers et note de calcul de flux
thermiques*

Juillet 2020

Rapport n° 101085/D

**SUEZ R.V.
ZI du Salaison
235 Avenue de Bigos
34740 VENDARGUES**



*Région SUD
Parc d'Activité de Fréjorgues
180 Impasse John Locke
34470 PEROLS
Tél. : 04 67 15 91 10
Fax. : 04 67 15 91 11*

Sommaire

1	OBJECTIF	3
2	SYNTHESE DES POTENTIELS DANGERS.....	3
2.1	SYNTHESE DES SOURCES POTENTIELLES DE DANGERS LIEES A L'ENVIRONNEMENT DU SITE	3
2.2	POTENTIELS DE DANGERS LIES AUX PRODUITS	3
2.3	POTENTIELS DE DANGERS LIES AUX EQUIPEMENTS ET AUX OPERATIONS.....	4
2.4	DANGERS LIES A UNE PERTE D'UTILITE	5
2.5	ANALYSE DE L'ACCIDENTOLOGIE	6
2.5.1	Accidentologie interne du site.....	6
2.5.2	Accidentologie sur des installations comparables	6
2.5.3	Bilan de l'accidentologie	10
2.6	SYNTHESE DES POTENTIELS DE DANGERS RETENUS	11
3	REDUCTION A LA SOURCE DES POTENTIELS DE DANGER IDENTIFIES	12
3.1	SUPPRESSION/SUBSTITUTION.....	12
3.2	LIMITATION DES QUANTITES	12
3.3	TECHNOLOGIE UTILISEE	12
4	ANALYSE PRELIMINAIRE DES RISQUES	13
5	MODELISATION DES PHENOMENES DANGEREUX.....	15
5.1	METHODES ET MOYENS DE CALCUL MIS EN APPLICATION	15
5.1.1	Modèle d'évaluation des effet thermiques	15
5.1.2	Description des produits considérés pour les modélisations.....	16
5.2	SEUILS DES EFFETS RETENUS.....	20
5.3	DISTANCE D'EFFETS ASSOCIEES AUX PHENOMENES DANGEREUX	21
5.3.1	PhD1 : Incendie du stockage de câbles	21
5.3.2	PhD2 : Incendie sur la plateforme de tri-transfert des déchets non dangereux (ou éco mobiliers)	23
5.4	EFFETS DOMINOS	25
5.4.1	Généralité et seuils d'effet retenus	25
5.4.2	Effets dominos internes.....	25
5.4.3	Effets dominos externes	26
6	ANALYSE DETAILLEE DES RISQUES.....	27
7	DESCRIPTION DE L'ORGANISATION DES SECOURS ET MOYENS DE PREVENTION	28
7.1	ORGANISATION GENERALE ET FORMATION.....	28
7.1.1	Formation.....	28
7.1.2	Consignes d'exploitation	28
7.1.3	Consignes de sécurité.....	29
7.1.4	Vérifications	29
7.1.5	Habilitations.....	29
7.2	PREVENTION DES RISQUES INCENDIE.....	30
8	METHODES ET MOYENS D'INTERVENTION	31

8.1	MOYENS DE LUTTE INCENDIE	31
8.2	MOYENS HUMAINS INTERNES.....	31
8.3	MOYENS EXTERNES.....	31
8.4	ADEQUATION DES MOYENS AUX BESOINS EN EAU	31
8.5	RETENTION DES EAUX D'EXTINCTION INCENDIE	34

Liste des tableaux

TABLEAU 1 : POTENTIELS DE DANGERS DES PRODUITS	4
TABLEAU 2 : DANGERS LIES AUX OPERATIONS/EQUIPEMENTS	5
TABLEAU 3 : DANGERS LIES AUX UTILITES	5
TABLEAU 4 : SYNTHESE DES POTENTIELS DE DANGERS	11
TABLEAU 5 : APR RELATIVE AU STOCKAGE – STOCKAGE EXTERIEUR.....	13
TABLEAU 6 : PHENOMENES DANGEREUX RETENUS.....	14
TABLEAU 7 : SEUILS D'EFFETS DES FLUX THERMIQUES.....	20
TABLEAU 8 : EFFETS DOMINOS	25
TABLEAU 9 : PHENOMENES DANGEREUX GENERANT DES EFFETS A L'EXTERIEUR DU SITE	27
TABLEAU 10 : BESOIN EN EAU POUR LES INCENDIES	32
TABLEAU 11 : VOLUME DE RETENTION NECESSAIRES.....	34

Liste des figures

FIGURE 1 : LOGIGRAMME PRESENTANT LA METHODE DE CALCUL DE FLUMILOG	15
FIGURE 2 : MODELISATION PHD1.....	22
FIGURE 3 : MODELISATION PHD2.....	24

Liste des annexes

Annexe 1 : Cartographies des zones d'effets

Suivi des modifications

Indice Version	Date de révision	Nombre de pages	Nombre d'annexes	Objet des modifications
A	24/02/2020	29	1	Version initiale
B	02/03/2020	31	1	Intégration de la plateforme de tri-transfert des déchets non dangereux (ou zone éco mobiliers)
C	11/03/2020	35	1	Intégration de la zone de stockage des câbles Modification spatiale au niveau de la plateforme de tri-transfert des déchets non dangereux (ou zone éco mobiliers)
D	02/07/2020	35	1	Modification spatiale au niveau de la plateforme de tri-transfert des déchets non dangereux (ou zone éco mobiliers) Suppression de la déchetterie professionnelle Calcul des besoins en eau

1 Objectif

Cette note d'examen a été réalisée dans le cadre du dossier d'enregistrement concernant l'activité de déchèterie la plateforme de la valorisation des déchets de métaux et la plateforme extérieure de tri-transit de déchets non dangereux.

Elle a pour objectif :

- D'identifier et analyser les risques, que leurs causes soient d'origine interne ou externe à l'installation concernée ;
- D'évaluer l'étendue et la gravité des conséquences des accidents majeurs identifiés.

2 Synthèse des potentiels dangers

2.1 Synthèse des sources potentielles de dangers liées à l'environnement du site

Aucune source potentielle de danger liée à l'environnement du site n'est retenue.

2.2 Potentiels de dangers liés aux produits

L'identification des potentiels de dangers a pour objectif de recenser les dangers associés aux produits (substances ou préparations). Il s'agit de qualifier les risques (inflammabilité, toxicité,) présentés par les produits ou substances présents ou susceptibles d'être présents sur l'établissement en quantité significative.

Les caractéristiques des produits présents sur le site sont données dans le tableau ci-dessous :

Produits	Propriété	Conditionnement (localisation sur plan de masse)	Potentiel de danger
Déchets d'équipement et d'ameublement (DEA)	Combustible	Plateforme de tri-transfert des déchets non dangereux (casier)	Incendie
DIB (déchets tout venants, encombrants)	Combustible	Casier (plateforme de tri et transfert des déchets non dangereux)	Incendie
Métaux	Inerte	Benne	Aucun
Batterie	Toxique	Bennes inox étanche (plateforme valorisation métaux)	Pollution Batterie hors d'usage, pas de génération de dihydrogène. Faible pouvoir calorifique
Cisaille	Inerte	Vrac (plateforme valorisation métaux)	Aucun
Câbles	Combustible (partie plastique)	Vrac (plateforme valorisation métaux)	Incendie
GNR	Inflammable	Cuve aérienne	Incendie Explosion

Tableau 1 : Potentiels de dangers des produits

D'après le GTDLI (Groupe de Travail des Dépôts de Liquides Inflammables), en raison de leur faible pression de vapeur les gazoles sont des liquides dont le taux d'évaporation est insuffisant pour former des nuages inflammables de volume important susceptible d'engendrer des explosions aux effets significatifs. Le GNR ne présente donc pas de potentiel d'explosion.

Concernant les effets toxiques liés à la dispersion des fumées en cas d'incendie, compte-tenu des déchets présents sur le site (type cartons, papiers, bois, plastiques), les principaux produits de combustion seraient essentiellement des oxydes de carbone (CO, CO₂) et de la vapeur d'eau.

Il est admis que, sauf cas particulier, ce type de fumées n'est pas susceptible de générer des effets toxiques significatifs dans l'environnement.

Les fumées d'un incendie ne feront donc pas l'objet d'une étude approfondie.

Les produits ayant un potentiel de dangers de type incendie sont retenus dans la suite de l'étude.

Notons que les cas de pollution ne sont pas étudiés dans cette étude.

De plus, le bâtiment tri transit n'étant pas modifié, il n'est pas étudié ici.

2.3 Potentiels de dangers liés aux équipements et aux opérations

Les différentes opérations réalisées sur l'ensemble des stockages extérieurs du site sont les suivantes :

Produits présents	Activités/Opération	Potentiel de danger	Retenu
Tous type de déchets	Réception, tri, contrôle des déchets	Incendie Pollution	Non Présence permanente d'un opérateur Présence d'extincteur dans le camion Procédure de contrôle des déchets Site imperméabilisé et pas de produits liquides
	Stockage des déchets	Incendie	Oui
Métaux	Broyage de métaux via une cisaille thermique	Incendie	Non Présence permanente d'un opérateur Métaux non combustibles Pas de produits combustibles à proximité
GNR	Remplissage/utilisation	Incendie Pollution	Non Faible capacité (40 m ³) Faible débit d'utilisation (5 m ³ /h) Zone d'approvisionnement sur rétention Présence en permanence de personnel lors des opérations de remplissage/utilisation
	Stockage	Incendie Pollution	Non Faible capacité (40 m ³) Cuve sur rétention Ronde visuelle journalière Pas de source d'ignition à proximité

Tableau 2 : Dangers liés aux opérations/équipements

Seules les opérations de stockage de déchets sont retenues comme source potentielle de dangers.

2.4 Dangers liés à une perte d'utilité

La perte de l'un des fluides d'utilité perturbe l'exploitation normale du procédé et peut potentiellement être la source de danger. Le tableau ci-dessous regroupe les utilités, les principaux dysfonctionnements susceptibles de se produire et leurs conséquences. Les mesures de prévention et de protection généralement associées sont également rappelées.

Utilité	Dysfonctionnement	Cause	Conséquence	Mesures de prévention/protection
Electricité	Perte d'alimentation	Coupure réseau EDF Coupure d'un câble	Coupure d'alimentation	Mise en sécurité des équipements concernés
Eau	Perte du réseau incendie	Incident sur réseau d'adduction eau	Pas d'alimentation en eau incendie	Intervention des pompiers en moins de 10 minutes Présence d'extincteurs

Tableau 3 : Dangers liés aux utilités

D'une manière générale, un dysfonctionnement d'une des utilités, ne présente pas de risque particulier.

2.5 Analyse de l'accidentologie

Le retour d'expérience acquis au cours de l'exploitation d'un établissement permet de collecter des informations tant sur le bon fonctionnement de certains dispositifs techniques que sur la défaillance de certains autres, mais aussi de connaître les incidents survenus ou les presque accidents évités et les enseignements tirés de ces déviations.

L'analyse du retour d'expérience joue un rôle fondamental dans l'analyse des risques à de nombreux titres car elle permet d'identifier a priori des scénarios d'accidents susceptibles de se produire à partir des accidents survenus sur des installations comparables à celles étudiées et des accidents ou incidents s'étant déjà produits sur l'établissement étudié.

Dans un deuxième temps, il convient d'analyser les accidents ou incidents survenus sur des installations du même groupe industriel ou d'autres sociétés. Il s'agit de mettre en avant, lorsque l'information est disponible :

- les accidents observés de façon récurrente sur ce type d'installations,
- les causes identifiées de ces accidents,
- l'importance de leurs conséquences.

L'accidentologie constitue donc une **base de travail intéressante** pour l'analyse des risques en **groupe de travail** qui devra identifier des scénarios d'accidents possibles.

2.5.1 Accidentologie interne du site

D'après les informations fournies par SUEZ, aucun incident notable n'a eu lieu sur le site.

2.5.2 Accidentologie sur des installations comparables

L'étude de l'accidentologie externe a été réalisée à partir de la base de données ARIA. Cette base de données, gérée par le MEEDTL - Bureau d'Analyse des Risques et Pollutions Industrielles (BARPI), recense les événements accidentels qui ont ou qui auraient pu porter atteinte à la santé ou à la sécurité publique, la nature et l'environnement. Le recensement des événements accidentels réalisé dans ARIA ne peut être considéré comme exhaustif.

Les codes d'activités E38.21 (Traitement et élimination des déchets non dangereux) et E38.32 (Récupération de déchet triés) ont été utilisés dans ces recherches afin de mieux les cibler.

Il en est de même pour les rubriques ICPE auxquelles le site est soumis :

- 2713 (Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets de métaux non dangereux)

- 2714 (Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois),
- 2716 (Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes),
- 2791 (Installation de traitement de déchets non dangereux).

Les recherches ont été réalisées en février 2018 en utilisant les mots clés suivants :

- « Collecte sélective »,
- « Encombrants » accompagné des activités E38.21 et E38.32,
- Synthèse du BARPI sur les installations de stockage de déchets ménagers et assimilés,
- « Stockage » accompagné des rubriques ICPE 2713, 2791, 2714 et 2716 auxquelles le site est soumis,
- « Câbles » accompagné des rubriques ICPE 2713, 2791, 2714 et 2716 auxquelles le site est soumis.

2.5.2.1 « Collecte sélective »

La recherche effectuée auprès du BARPI a permis d'identifier 20 accidents.

Parmi ces 20 accidents, 4 sont écartés de notre analyse car les accidents ne concernent pas des activités liées aux tri ou collecte de déchets.

Dans les 16 cas restants il y a 14 cas d'incendie, 1 cas d'émanation d'odeurs incommode dû à la présence d'un produit non autorisé et 1 cas d'émanation de fumées sans départ d'incendie.

Dans les 14 cas d'incendie, on recense notamment :

- 5 départs de feu dans des bennes de stockage avec propagation sur du stockage en vrac ou sur des bâtiments,
- 4 incendies de stockage en vrac,
- 2 incendies dû à la présence de produit non autorisés (fusée de détresse),
- 1 incendie sur une trémie d'alimentation,
- 2 incendies de centre de tri.

Les produits mis en jeu dans ces incendies sont des déchets issus de la collecte sélective (papiers/cartons/plastiques) mais aussi des encombrants (matelas), du bois broyé, du papier compacté.

Les causes de ces incendies sont souvent inconnues. On recense uniquement un cas de sécheresse et de température très élevée et deux cas de produit non autorisé (fusée de détresse).

2.5.2.2 « Encombrants » avec les codes d'activités E38.21 et E38.32

La recherche effectuée auprès du BARPI a permis d'identifier 31 accidents.

Parmi ces 31 accidents, 4 sont écartés de notre analyse car trois d'entre eux concernent un centre d'enfouissement et le quatrième concerne un centre qui accepte des déchets radioactifs.

Tous les cas retenus (27) sont des incendies. On distingue :

- 6 incendies sans causes ou produits clairement identifiés,
- 8 incendies d'encombrants avec comme cause des températures élevées, des étincelles du au broyage
- 4 incendies d'encombrants compactés,
- 5 incendies dû à la présence de produit non autorisés (fusée de détresse, batterie, moteur, matières inflammables),
- 1 incendie dû à la mise en contact de déchets incompatibles,
- 2 incendies dus à des actes de malveillance,
- 1 explosion de bouteille de propane dans un broyeur causant un incendie.

Les conséquences sont pour la plupart limitées à la zone de stockage de produits combustibles. 9 cas de propagation sont recensés mais aucune propagation à des bâtiments n'est relevée.

2.5.2.3 Synthèse du BARPI sur l'accidentologie dans les installations de stockage de déchets ménagers et assimilés

Cette synthèse, réalisé en 2005 par le BARPI, porte sur les accidents impliquant les installations de stockage de déchets ménagers et assimilées. La base ARIA, recense 170 accidents survenus dans les installations de ce type avant le 1er janvier 2005, dont 163 en France. La synthèse restitue et analyse successivement les informations enregistrées sur la nature de ces accidents français, leurs conséquences, causes et circonstances.

D'après le BARPI, bien que cette synthèse a été publiée en 2005, les enseignements présentés sont toujours d'actualité.

Ci-dessous est présentée un résumé de cette synthèse.

Le tableau suivant présente la répartition des différents événements enregistrés :

Typologie de l'événement	Nombre d'accidents en France	% du total (163 cas)
Incendie	97	59
Rejet dangereux (produits/organismes)	55	34
« Presque accident »	27	17
Explosion	9	6
Effet domino	5	3
Projection, chute d'équipement	1	1
Radiation	2	1
Pollution chronique aggravée	2	1
Autre	2	1

La majorité des accidents sont des incendies.

De plus, près de 60 % des cas ont lieu entre juin et septembre, c'est-à-dire pendant les mois les plus chaud de l'année.

Les principales causes des incendies sont :

- Déchargement de déchets interdits et/ou facilement inflammable,
- Inflammation du biogaz par diverses sources d'ignition (pas notre cas ici),
- Point chaud au niveau des déchets stockés,
- Acte de malveillance.

2.5.2.4 « Stockage »

La recherche effectuée auprès du BARPI a permis d'identifier 694 accidents. Parmi ces accidents seuls 18 ont un niveau de conséquence humaines, sociale et environnementale de plus de 1 sur 6 (d'après l'échelle européenne des accidents industriels). Les autres accidents sont considérés comme mineurs.

Parmi ces 18 accidents, 7 sont écartés de notre analyse car ces derniers ne concernent pas les activités du site (stockage pneus, compostage, ...).

Tous les cas retenus (11) sont des incendies. On distingue :

- 4 incendies de stockage de bois ou de palettes,
- 4 incendies de stockage de papier ou balle de papier,
- 1 incendie lié à des travaux de maintenance près de bidons de carburant,
- 1 incendie de stockage de refus,
- 1 incendie de stockage de plastique générant une propagation aux autres types de stockage du site.

Les causes de ces incendies sont par exemple la malveillance, la présence de broyeur à proximité ou les travaux de maintenance.

2.5.2.5 « Câbles »

La recherche effectuée auprès du BARPI a permis d'identifier 13 accidents.

Parmi ces 13 accidents, 11 sont écartés de notre analyse car ces derniers n'ont pas pour origine un stockage de câbles (feu électrique, dégâts annexes, ...).

Les 2 cas retenus sont un incendie de câbles en mélange dans des déchets et un incendie d'un stockage de câbles gainés.

2.5.3 Bilan de l'accidentologie

D'après les informations obtenues, la quasi-totalité des accidents liés aux produits utilisés et liés aux activités du projet sont des incendies.

Ces incendies concernent tous les produits pouvant être présents sur le site (produits de type bois, encombrants, issus de la collecte sélective, câbles ...) car ces derniers sont combustibles.

Les causes sont diverses et très souvent inconnus. Il est à noter que la présence de déchet non autorisé peut constituer un facteur de départ d'incendie. La vérification de la nature des déchets est parfois difficile.

Les conséquences sont plutôt diverses. De nombreux cas de propagation ont été mis en évidence.

2.6 Synthèse des potentiels de dangers retenus

La synthèse des potentiels de danger identifiés est présentée dans le tableau suivant :

Origine		Potentiel de danger
Environnement naturel	Climat, séisme, inondation, foudre, ...	<i>Non retenu</i> Pas de danger identifié
Environnement humain	Transport de marchandises dangereuses, malveillance	<i>Non retenu</i> Pas de danger identifié
Produits	DIB Câbles DEA	Retenu
	Métaux, cisaille, batteries ...	<i>Non retenu</i> Pas ou très peu combustible
	GNR	Retenu
Equipements et opérations	Réception déchets combustibles	<i>Non retenu</i>
	Stockage déchets combustibles	Retenu
	Cisaille thermique	<i>Non retenu</i>
	Alimentation, remplissage, stockage GNR	<i>Non retenu</i>
Perte d'utilité	Perte/défaut d'eau ou d'électricité	<i>Non retenu</i>

Tableau 4 : Synthèse des potentiels de dangers

3 Réduction à la source des potentiels de danger identifiés

Cette partie vise à présenter les dispositions prises pour d'une part supprimer ou substituer aux procédés dangereux, à l'origine des dangers potentiels, des procédés ou produits présentant des risques moindres et d'autre part réduire autant que possible les quantités de matières en cause.

3.1 Suppression/substitution

Les matières premières entrantes (DEA, batteries, encombrants, ...) sont à la base du fonctionnement et ne peuvent pas être remplacées.

3.2 Limitation des quantités

Les installations sont dimensionnées au besoin de tri du périmètre d'action de SUEZ.
Les aires de stockage sont adaptées à la production du site.

3.3 Technologie utilisée

L'utilisation de murs coupe-feu ou blocs béton séparatifs permet la sectorisation des installations et d'éviter une propagation massive d'un incendie.

4 Analyse préliminaire des risques

L'objectif de l'Analyse Préliminaire des Risques (APR) est d'identifier l'ensemble des scénarii d'événements à caractère dangereux en lien avec l'exploitation étudiée et susceptibles de présenter un risque vis-à-vis de tiers. Ces événements à risques sont établis sur la base des dangers potentiels identifiés lors de l'étape précédente.

Cette APR permet également de mettre en relation avec chaque événement les éléments de maîtrise des risques (prévention ou protection), en vue de déterminer les principaux événements dangereux redoutés et nécessitant une analyse plus approfondie du risque encouru. Ces derniers feront alors l'objet d'une Analyse Détaillée des Risques (ADR) basée sur la détermination de leur gravité (en fonction de l'exposition des tiers) et de leur probabilité (réalisation d'arbres de défaillance).

Les événements redoutés étudiés dans l'ADR sont en règle générale ceux pour lesquels un risque peut potentiellement avoir des répercussions hors du périmètre d'exploitation.

Le tableau présenté ci-après recense les différents événements à risques associés au site.

N°	Activité	Source du risque (CAUSE)	Nature du risque (CONSEQUENCE)	Mesures de prévention	Mesures de protection	ADR
1.1	Stockage de câbles en alvéoles	Source d'ignition	Incendie du stockage	Ronde quotidienne Stockage bien délimité pour éviter une propagation	Moyens de lutte incendie (réserve d'eau, poteau incendie, RIA, ...)	OUI
1.2	Stockage sur la plateforme de tri-transfert des déchets non dangereux (DIB, DEA)	Source d'ignition	Incendie du stockage	Ronde quotidienne Stockage bien délimité pour éviter une propagation	Moyens de lutte incendie (réserve d'eau, poteau incendie, RIA, ...)	OUI
Élément en gras : élément principal de maîtrise des risques évitant des répercussions vis-à-vis de tiers (risque interne au site) → non-exposition des tiers = événement non retenu dans l'ADR						

Tableau 5 : APR relative au stockage – Stockage extérieur

Les évènements redoutés qui sont retenus pour être étudiés de façon plus approfondie dans l'Analyse Détaillée de Risques (ADR) regroupent les évènements pour lesquels la gravité des conséquences n'est pas clairement explicite (étendue du risque non déterminée, nombre de personnes potentiellement exposées non défini).

Les évènements vis-à-vis desquels les mesures de prévention ou de protection associées permettent une maîtrise des risques se traduisant par l'absence de répercussions possibles vis-à-vis des tiers ne sont pas retenus pour l'ADR :

- Zones ou activités dangereuses présentant des risques très limités par les quantités en présence ;
- Pollutions d'origine accidentelles vis-à-vis desquelles les mesures en place permettent leur confinement au sein du site.

Au regard de l'analyse préliminaire des risques visée précédemment, les phénomènes dangereux retenus sont les suivants :

Référence de l'évènement redouté issu de l'APR	Nature du phénomène dangereux	N° PhD
1.1	Incendie du stockage de câbles	1
1.2	Incendie sur la plateforme de tri-transfert des déchets non dangereux	2

Tableau 6 : Phénomènes dangereux retenus

5 Modélisation des phénomènes dangereux

5.1 Méthodes et moyens de calcul mis en application

5.1.1 Modèle d'évaluation des effet thermiques

Le logiciel FLUMilog (version 5.3.1.1.) développé par l'INERIS est destiné principalement aux entrepôts de combustibles solides.

La méthode développée permet de modéliser l'évolution de l'incendie depuis l'inflammation jusqu'à son extinction par épuisement du combustible (prise en compte de l'évolution temporelle de l'incendie).

Elle prend en compte le rôle joué par la structure et les parois tout au long de l'incendie. D'une part lorsqu'elles peuvent limiter la puissance de l'incendie en raison d'un apport d'air réduit au niveau du foyer et d'autre part lorsqu'elles jouent le rôle d'écran thermique plus ou moins important au rayonnement avec une hauteur qui peut varier au cours du temps.

Les flux thermiques sont donc calculés à chaque instant en fonction de la progression de l'incendie dans la cellule et de l'état de la couverture et des parois.

Les différentes étapes de la méthode sont présentées sur le logigramme ci-après (voir figure suivante).

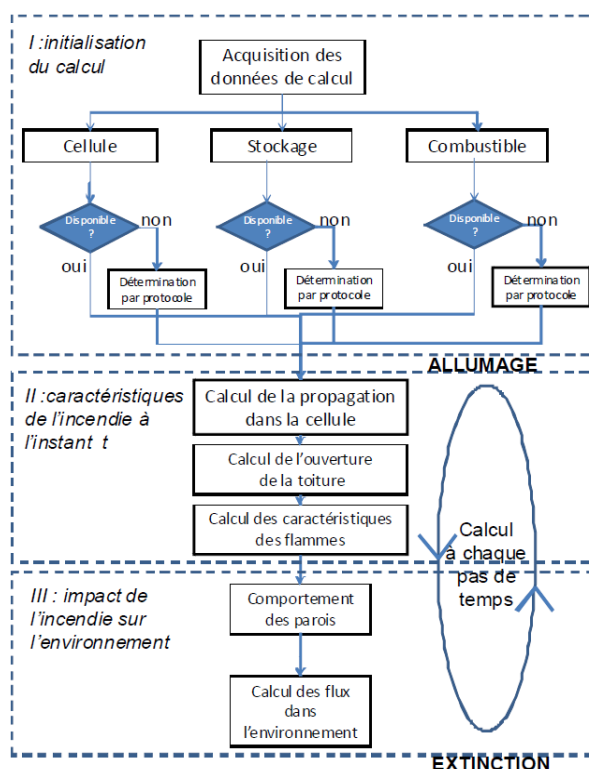


Figure 1 : Logigramme présentant la méthode de calcul de FLUMILOG

Cependant le logiciel FLUMilog possède des limites impactant le choix des hypothèses de modélisation :

- Nature des stockages :
 - FLUMilog référence seulement 11 produits combustibles (bois, caoutchouc, carton, coton, palette bois polyéthylène, pneu, polystyrène, polyuréthane, PVC et synthétique) et 4 produits incombustibles (acier, aluminium, verre et eau).
➔ éventail de produits limité
 - FLUMilog nécessite également de caractériser une palette moyenne par cellule.
➔ l'utilisation de palettes de composition différente dans une même cellule n'est pas possible.
- Dimension des bâtiments :
 - Seulement deux cellules adjacentes au maximum peuvent être définies pour étudier la propagation de l'incendie à celles-ci.
 - La prise en compte d'un décroché d'angle est possible dans la mesure où celui-ci représente moins de 1/3 de la longueur des façades concernées
- Mode de stockage :
 - FLUMILOG permet de considérer soit un stockage en masse, soit un stockage en racks (un stockage mixte n'est pas possible).
 - Pour un stockage en racks, le nombre de racks simples est limité à 2 et ces racks sont placés aux extrémités du stockage. Les autres racks considérés doivent être des racks doubles.

5.1.2 Description des produits considérés pour les modélisations

Les produit mis en œuvre sur le site et faisant objet de modélisations sont :

- Vrac tout-venants, DIB (PhD2).
- Déchets d'équipement et d'ameublement (DEA) (PhD2),
- Câbles (PhD1),

Comme évoqué précédemment, FLUMilog dispose de 15 produits dans sa base de données, les paragraphes ci-dessous expliquent les différentes hypothèses pour le choix des produits retenus dans les modélisations.

➤ **Vracs tout-venants, DIB :**

La plateforme de tri-transfert des déchets non dangereux (ou zone éco mobiliers) accueille des déchets divers nommés ici DIB ou vracs tout-venants. Ce sont des déchets non triés pouvant contenir du plastique, du carton du papier, des éléments métalliques, du verre, des encombrants, ...

Nous retenons de manière conservatoire, d'après le rapport « La composition des ordures ménagères et assimilées en France » réalisé par l'Ademe sur une campagne de recensement de 2007, la composition des ordures ménagères résiduelles (déchets totaux moins ceux issus de la collecte sélective) suivante :

Catégories	Composition des OMR
Déchets putrescibles	30,93 %
Papiers	10,33 %
Cartons	5,69 %
Composites	1,69 %
Textiles	2,32 %
Textiles sanitaires	10,50 %
Plastiques	11,43 %
Combustibles NC	2,44 %
Verre	5,75 %
Métaux	2,87 %
Incombustibles NC	2,57 %
Déchets dangereux	0,81 %
Eléments fins < 20 mm	12,67 %
TOTAL	100 %

Ainsi, pour 100 kg de déchets issue des données de l'Ademe, nous retenons :

- 28,69 kg de papier, de carton et les éléments fins,
- 2,32 kg de textiles (coton),
- 10,5 kg de textiles sanitaires (synthétique),
- 15,56 kg plastique, de composites et de combustible Non Classés,
- 5,75 kg de verre,
- 5,44 kg de métaux et incombustible (aluminium).

Remarque : Nous ne retenons pas les déchets putrescibles car non présents sur le site.

Ainsi, les déchets tout venants seront modélisés avec :

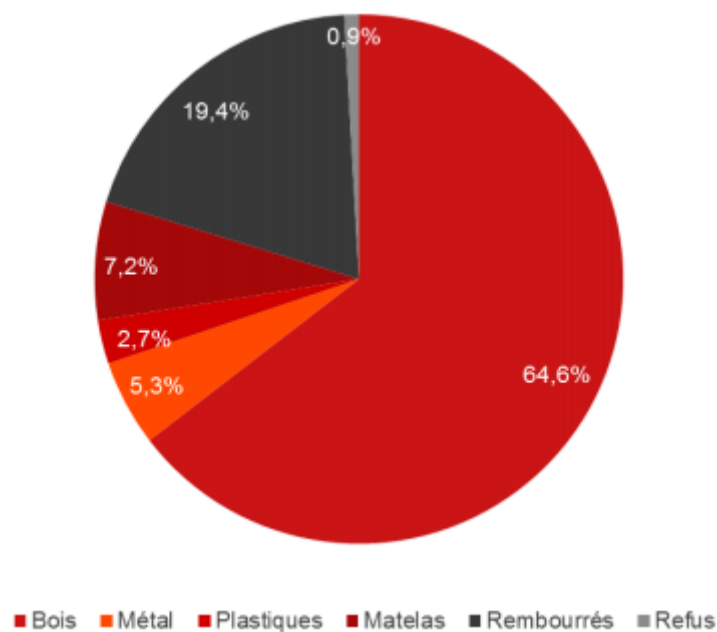
- 42,12 % de carton,
- 3,4 % de coton,
- 15,3 % de synthétique,
- 22,8 % de polyéthylène (PE),
- 8,42 % de verre,
- 7,96 % d'aluminium.

D'après le rapport « Réduire le coût de mes déchets » de juillet 2014 réalisé par l'Ademe, la masse volumique des DIB (Déchets Industriels Banals) est de 300 kg/m³.

➤ **Eco mobiliers ou déchets d'ameublements :**

Les déchets de type éco mobiliers ou déchets d'ameublements désigne les meubles en fin de vie (tables, chaises, lit, matelas, ...).

Le rapport de l'ADEME « Rapport annuel de la filière des Déchets d'Eléments d'Ameublement (DEA) » de 2017 caractérise ces types de déchets. Le graphique suivant illustre la composition des DEA en France en 2016.



Ainsi, les DEA seront assimilés à du bois, des rembourrés (coton), du métal et du plastique.

La répartition massique est donc la suivante :

- 65,1 % de bois (type palettes),
- 26,8 % de coton (matelas et rembourrés),
- 5,4 % d'aluminium (métal),
- 2,7 % de polyéthylène (produit majorant chez les plastiques).

D'après le rapport « Réduire le coût de mes déchets » de juillet 2014 réalisé par l'Ademe, la masse volumique des déchets encombrants est de 200 kg/m³.

➤ **Câbles :**

Les câbles stockés sur le site sont des câbles de type électrique composés de plastique (PVC : Polychlorure de vinyle) et de métaux (cuivre, aluminium, ...).

Il est considéré un taux de plastique (PVC) de 50 % dans les câbles. Les autres 50 % seront modélisés avec de l'acier afin de représenter les métaux.

La masse volumique des câbles est estimée à 3 605 kg/m³ (moyenne pondérée des produits¹).

¹ masse volumique PVC : 1 380 kg/m³ / masse volumique cuivre : 8 960 kg/m³ / masse volumique aluminium : 2 700 kg/m³

5.2 Seuils des effets retenus

Les seuils retenus dans le cadre de la modélisation des phénomènes dangereux sont définis par l'arrêté du 29 Septembre 2005 relatif « à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études des dangers des installations classées soumises à autorisation ».

Effets prévisibles sur les structures	Effets prévisibles sur l'homme	Flux thermiques
Seuil des effets domino et correspondant au seuil des dégâts graves sur les structures	Seuil des effets létaux significatifs (SELS) correspondant à la zone de dangers très graves pour la vie humaine	8 kW/m ²
Seuil des destructions de vitres significatives	Seuil des premiers effets létaux (SEL) correspondant à la zone des dangers graves pour la vie humaine	5 kW/m ²
/	Seuil des effets irréversibles (SEI) correspondant à la zone des dangers significatifs pour la vie humaine	3 kW/m ²

Tableau 7 : Seuils d'effets des flux thermiques

5.3 Distance d'effets associées aux phénomènes dangereux

5.3.1 PhD1 : Incendie du stockage de câbles

Cette zone se compose de quatre alvéoles indépendantes de dimension unitaire : 6 x 12 m. Ces alvéoles sont séparés par un mur en béton banché de 5 m de haut.

Ici, de manière majorante et pour évaluer une propagation entre alvéoles, les murs coupe-feu séparant chaque alvéole ne sont pas considérés.

Les hypothèses de modélisation sont détaillées ci-dessous :

- Stockage en masse de 28m x 12m,
- Hauteur de stockage de 4,5 m,
- Stockage à l'air libre,
- Palette considérée dans FLUMilog :
 - 1m x 1m x 4,5m composée de :
 - 3 060 kg de PVC (plastique)
 - 3 060 kg d'acier (cuivre, aluminium)

Remarque : Poids total théorique : 6 120 kg / masse volumique global = 1 360 kg/m³ (contrainte logiciel)

Les résultats sont présentés ci-dessous :

Phénomènes dangereux (PhD)		Commentaire	SEI (3kW/m ²)	SEL (5kW/m ²)	SELS (8kW/m ²)
PhD1	Incendie du stockage de câbles	Côté mur coupe-feu	Non atteint	Non atteint	Non atteint
		Côté ouvert	9 m	6 m	4 m

Les distances d'effets sont présentées à partir de la zone en feu, soit à partir des bords des zones de stockage.

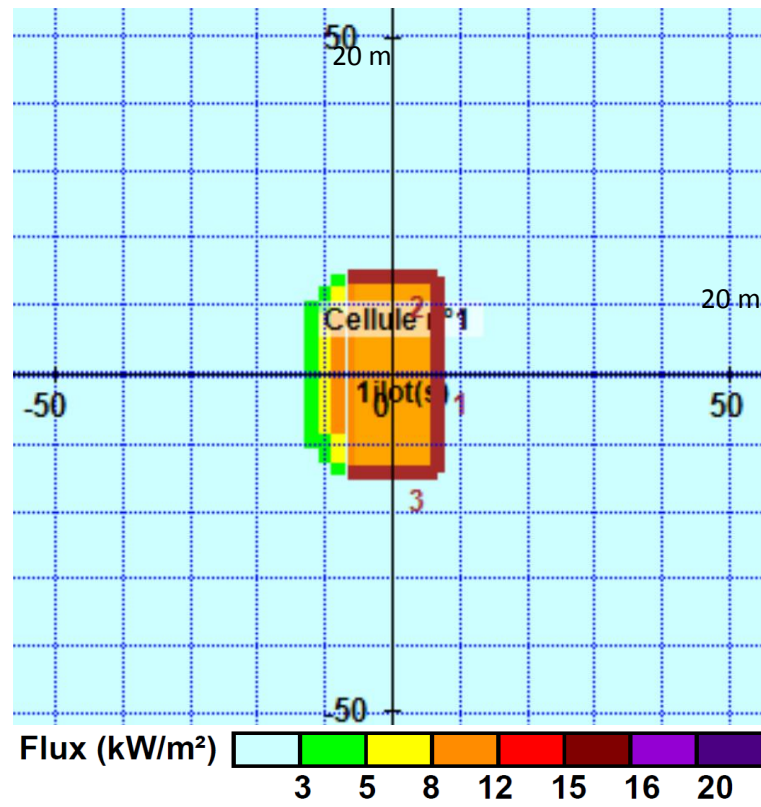


Figure 2 : Modélisation PhD1

Les zones d'effets restent confinées à l'intérieur du site (grâce à la présence des alvéoles en béton).

5.3.2 PhD2 : Incendie sur la plateforme de tri-transfert des déchets non dangereux (ou éco mobiliers)

Cette zone se compose de 3 alvéoles contenant des DIB à trier et des DEA.

- Alvéole DIB : 8 x 12 m et hauteur de stockage de 5 m,
- Alvéole DEA non couverte : 12 x 12 m et hauteur de stockage de 5 m,
- Alvéole DEA couverte : 12 x 12 m et hauteur de stockage de 5 m,

Chaque alvéole est séparé par un mur en parpaing (mégablocs) de 6 m de haut considéré comme coupe-feu.

Ici, de manière majorante et pour évaluer une propagation entre alvéoles, les murs coupe-feu séparant chaque alvéole ne sont pas considérés.

Comme un seul produit peut être intégré dans le logiciel FLUMilog, nous avons considéré un produit unique composé à 1/3 de DIB et à 2/3 de DEA.

Les principales hypothèses de modélisation sont détaillées ci-dessous :

- Stockage en masse de 32 x 12m,
- Hauteur de stockage de 5 m,
- Stockage à l'air libre,
- Mur coupe-feu de 6 m de haut sur 3 cotés,

Remarque : Sur FLUMilog, les murs coupe-feu peuvent se traduire par la mise en place de merlons

- Palette considérée dans FLUMilog :
 - 1m x 1m x 5m,
 - Produits :
 - Bois : 505,6,2 kg
 - carton : 163,6 kg
 - coton : 221,4 kg
 - synthétique : 59,4 kg
 - PE : 109,5 kg
 - verre : 32,7 kg
 - aluminium : 72,9 kg.

Remarque : masse volumique global = 233 kg/m³

Les résultats sont présentés ci-dessous :

Phénomènes dangereux (PhD)		Commentaire	SEI (3kW/m ²)	SEL (5kW/m ²)	SELS (8kW/m ²)
PhD2	Incendie sur la plateforme de tri-transfert des déchets non dangereux (ou éco mobiliers)	Coté mégablocs	Non atteint	Non atteint	Non atteint
		Coté ouvert	22 m	16 m	11 m

Les distances d'effets sont présentées à partir de la zone en feu, soit à partir des bords des zones de stockage.

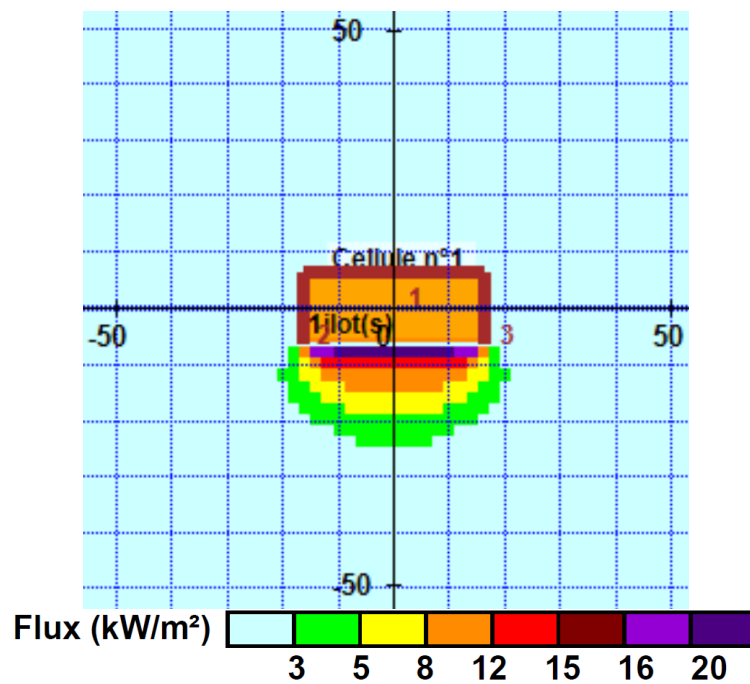


Figure 3 : Modélisation PhD2

Ainsi, les zones d'effets restent confinées à l'intérieur du site et n'affectent pas le centre de transfert situé à 11 m.

5.4 Effets dominos

5.4.1 Généralité et seuils d'effet retenus

La définition retenue pour un effet domino est la suivante : « Action d'un phénomène accidentel affectant une ou plusieurs installations d'un établissement qui pourrait déclencher un phénomène accidentel sur une installation ou un établissement voisin, conduisant à une aggravation générale des conséquences. »

Les valeurs seuils d'effets à partir desquelles un effet domino sur les installations voisines est à examiner au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 sont les suivantes est de 8 kW/m² pour les effets thermiques.

Cette valeur constitue la limite inférieure à partir de laquelle des effets dominos sont envisageables. Les seuils réellement retenus peuvent être supérieurs en fonction des éventuelles dispositions constructives et/ou caractéristiques des bâtiments et installations cibles.

Aucun effet domino n'est considéré pour les effets toxiques.

5.4.2 Effets dominos internes

Les effets dominos ont été évalués pour les différents phénomènes dangereux :

N°	Phénomène dangereux	Type d'effets	Distance maximale des effets dominos	Equipements impactés	Conséquences potentielles
1	Incendie du stockage de câbles	Thermique	3 m	Bennes non ferreux	Dégâts matériels
2	Incendie sur la plateforme de tri-transfert des déchets non dangereux (ou éco mobiliers)	Thermique	11 m	Aucun	Aucune

Tableau 8 : Effets dominos

L'étude des effets dominos interne montre qu'aucun sur accident n'est à envisager.

5.4.3 Effets dominos externes

Pour tous les phénomènes dangereux étudiés, aucun seuil d'effet domino ne sort des limites du site.

Il n'y a pas d'effets dominos externes.

6 Analyse détaillée des risques

L'intensité des phénomènes dangereux a été évaluée précédemment par les modélisations. L'étude des effets dominos a permis d'identifier les éventuels phénomènes dangereux supplémentaires générés par effets dominos.

Les cartographies des zones d'effets sont présentées en **Annexe 1**.

Les phénomènes dangereux entraînant des effets létaux et/ou significatifs pour la vie humaine uniquement à l'intérieur des limites du site présentent un risque acceptable. Pour les autres phénomènes dangereux, une évaluation de la gravité et de la probabilité doit être réalisée afin de caractériser le risque.

Le tableau ci-après synthétise les phénomènes dangereux présentant un risque acceptable (pas d'effets à l'extérieur).

Phénomènes dangereux		Type d'effets	Zones de dangers contenue dans les limites de site	Conclusion
N°	Intitulé			
1	Incendie du stockage de câbles	Thermique	Oui	Acceptable
2	Incendie sur la plateforme de tri-transfert des déchets non dangereux (ou éco mobiliers)	Thermique	Oui	Acceptable

Tableau 9 : Phénomènes dangereux générant des effets à l'extérieur du site

Aucun phénomène dangereux n'a des effets qui sortent des limites du site. L'étude de la probabilité, de la gravité et de la cinétique de ces événements n'est donc pas nécessaire.

L'ensemble des phénomènes dangereux est donc considéré comme étant acceptable au sens de la circulaire du 10 mai 2010 et de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014.

7 Description de l'organisation des secours et moyens de prévention

Ce chapitre présente les moyens existants sur le site ainsi que ceux prévus dans le cadre du projet.

7.1 Organisation générale et formation

7.1.1 Formation

Suez dispense aux agents d'exploitation du site des formations au poste de travail et à la sécurité.

Ces formations sont principalement :

- la conduite des engins avec le CACES,
- la sécurité, et notamment les 1^{er} secours et l'intervention,
- la formation de défense incendie : manipulation aux moyens de défense,
- les activités de compostage, de tri des déchets, liés à la gestion du bois

Par ailleurs, tout nouvel arrivant sur le site bénéficie d'un accompagnement en interne, avec une personne d'expérience sur le poste.

Ces formations sont délivrées en interne ou par des organismes extérieurs.

7.1.2 Consignes d'exploitation

Les consignes d'exploitation retracent les instructions qu'il convient de respecter pour garantir le bon déroulement de la tâche. Ces éléments entrent dans la démarche de qualité de l'exploitant puisqu'ils visent à améliorer l'exploitation des activités.

Les consignes d'exploitation comportent explicitement les instructions de conduite des installations (fonctionnement normal, démarrage, maintenance, modification, essais) de façon à s'assurer du bon fonctionnement des installations. Ces documents, tenus à jour, sont accessibles à tous les membres concernés du personnel.

7.1.3 Consignes de sécurité

Les consignes de sécurité sont rédigées après l'analyse des risques associés à telle ou telle activité. Elles visent à exposer les actions à respecter dans le but de se prémunir de l'occurrence d'un danger. Elles traduisent ainsi la prise en compte des événements redoutés dans l'exploitation des activités sensibles.

Les consignes de sécurité sont établies pour maîtriser les opérations dangereuses, faire face aux situations accidentelles, mettre en œuvre les moyens d'intervention et d'évacuation et appeler les moyens de secours extérieurs.

Ces documents, tenus à jour et accessibles, précisent notamment :

- les procédures d'arrêt d'urgence des installations ;
- les moyens d'intervention et de protection à utiliser selon les risques ;
- la conduite à tenir et les mesures d'urgence à prendre en cas d'accident (départ de feu, déversement accidentel de liquides...) ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable du site, des services d'incendie et de secours,...
- les interdictions de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque.

Suez a rédigé un document sur les consignes à observer en cas d'incendie sur le site. Un exercice incendie en concertation avec les services du SDIS est réalisé chaque année, avec l'ensemble du personnel d'exploitation.

7.1.4 Vérifications

Dans le cadre des mesures de prévention des risques, il convient de mettre en avant les vérifications de différents éléments et organes présents au sein des activités exploitées sur le site. Les vérifications générales suivantes sont entre autres réalisées :

- vérification annuelle des installations électriques par un organisme certifié ;
- vérifications et entretiens périodiques des appareils de manutention (chargeur,...) par du personnel compétent ;
- vérification annuelle des moyens de secours internes (extincteurs) par un organisme certifié.

7.1.5 Habilitations

L'exploitation des activités du site induit l'instauration d'habilitations particulières. Ces autorisations garantissent le suivi des procédés par du personnel qualifié. L'habilitation à la conduite des engins de manutention est notamment instaurée.

7.2 Prévention des risques incendie

Des moyens de prévention général sont mis en place sur le site pour éviter tout départ de feu. On recense notamment les éléments suivants :

- Aucun travail par point chaud (soudage, etc.) n'est réalisé sur le site sans la délivrance d'un permis feu. Ces opérations sont relativement limitées sur le site,
- Interdiction de fumer est effective sur la totalité du site,
- Le site est régulièrement nettoyé et une attention toute particulière est portée sur l'accumulation possible de poussières,
- Lorsque le site est en activité (périodes d'ouverture), du personnel est présent en permanence et reste prêt à intervenir sur tout départ de feu. Tous les camions et leur chargement sont contrôlés visuellement à l'entrée du site,
- Le site est clôturé sur toute sa périphérie et son portail d'accès est fermé en dehors des horaires/jours d'ouverture.

8 Méthodes et moyens d'intervention

8.1 Moyens de lutte incendie

Le site dispose de 3 poteaux incendie (2 extérieurs et 1 interne) localisés à moins de 200 m des limites ICPE.

Des tests de pression ont été réalisés en 2016 sur ces poteaux incendies, le tableau suivant illustre les résultats :

Poteaux incendie	Localisation	Pression	Débit à 1 bar	Débit maximal
1	Au sein du site à côté de l'entrée principale	3,5 bars	68 m ³ /h	94 m ³ /h
2	Hors site au niveau de l'entrée secondaire	3,5 bars	141 m ³ /h	186 m ³ /h
3	Hors site sur l'avenue des Bigos	3,8 bars	190 m ³ /h	168 m ³ /h

Un réseau d'extincteurs est déployé sur l'ensemble du site. Des extincteurs seront également présents sur les camions de transport et les engins de manutention.

Le site dispose d'un accès principal pour les secours (accès principal du site) pour toute intervention en cas de sinistre ainsi que d'un accès secondaire via une voie privée accessible avec un portail dédié aux services de secours.

Les voies internes d'accès permettront de circuler autour des bâtiments et des installations afin d'accéder à toutes les zones du site en cas de sinistre.

8.2 Moyens humains internes

Les agents du site sont sensibilisés :

- au respect du bon entretien du matériel,
- aux conditions de travail,
- à l'organisation de la lutte incendie.

Des formations à la sécurité incendie et à la manipulation des moyens de défense (extincteurs) sont dispensées régulièrement à l'ensemble du personnel, avec des rappels. Ces formations à la sécurité incendie comprennent un volet prévention des incendies ainsi que des instructions sur la manipulation des extincteurs.

8.3 Moyens externes

Le site est en étroite relation avec le SDIS 34.

8.4 Adéquation des moyens aux besoins en eau

Le dimensionnement des besoins extérieurs en eau d'extinction d'incendie du site est présenté ci-après.

Le dimensionnement est réalisé selon le document technique D9 « guide pratique pour le dimensionnement en eau » de septembre 2001.

CALCUL DES BESOINS EN EAUX (D9)

CRITERE		Coef.	PhD1 Stockage câbles	Commentaire	PhD2 Eco mobiliers	Commentaire
Désignation	Valeur					
Surface en m ²			336	/	384	/
Hauteur de stockage	< 3m	0	0,1	4,5 m	0,1	5 m
	< 8 m	0,1				
	< 12 m	0,2				
	>= 12 m	0,5				
Type de construction / stabilité de l'ossature au feu	>=1h	-0,1	0	Stockage extérieur	0	Stockage extérieur
	>=30mn	0				
	<30mn	0,1				
Types d'interventions internes	Accueil 24h/24, présence permanente à l'entrée	-0,1	0	/	0	/
	Détection auto reportée en télésurveillance ou au poste de secours 24h/24 + consignes d'appels	-0,1				
	Sécurité incendie 24h/24 avec moyens adaptés et équipe de 2nd intervention (si ce coef. est retenu ne pas prendre en compte l'accueil 24h/24)	-0,3				
Somme des coefficients			0,1	/	0,1	/
1+ somme des coefficients			1,1	/	1,1	/
Catégorie de risque	Risque 1	1	2	Risque 3 par défaut	2	Risque 3 par défaut
	Risque 2	1,5				
	Risque 3	2				
Débit (m ³ /h)			44		51	
Risque sprinklé ? Si oui, Q / 2			non		non	
Débit requis après sprinklage (m ³ /h)			44		51	
Débit requis en m ³ /h (60 m ³ /h minimum)			60		60	

Tableau 10 : Besoin en eau pour les incendies

Le besoin en eau pour ces deux incendies est de 60 m³/h au minimum.

Pour information, un calcul des besoins en eau pour le bâtiment de tri transfert avait été réalisé en 2006. Ce bâtiment n'est pas modifié dans le cadre de ce dossier. Le calcul des besoins en eau, basé sur la même méthodologie, est donc repris de l'étude de danger du site de 2006 réalisée par SITA Sud. Le besoin en eau avait été estimé à 120 m³/h.

Les moyens existants au niveau du site sont suffisants pour combattre les différents cas d'incendies.

8.5 Rétention des eaux d'extinction incendie

Un bassin de confinement des eaux de 2 050 m³ est présent sur le site.

La vérification du bon dimensionnement du bassin de confinement est effectuée sur la base du document technique D9A « guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction » d'août 2004.

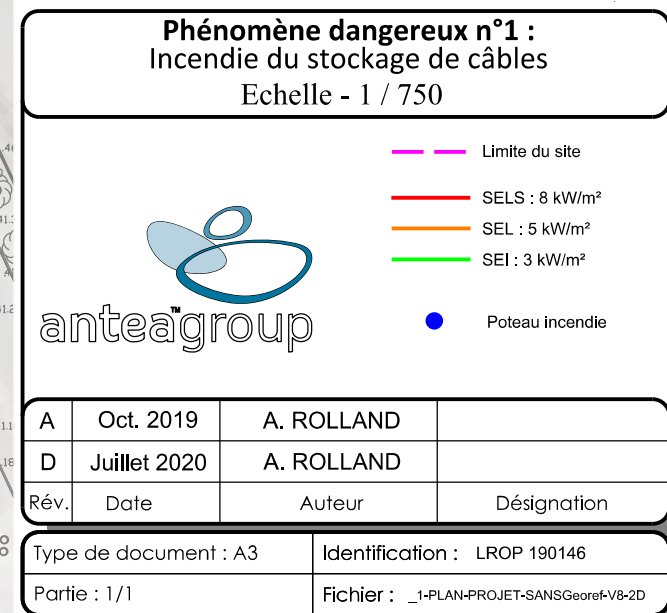
CALCUL DES VOLUMES DE RETENTION (D9A)

			PhD1 Stock. Câbles	PhD2 Eco mobiliers	PhD bât. tri transfert	Commentaire
Besoins pour la lutte extérieure	Besoin en eaux calculé précédemment (besoin sur 2 h)		120 m3	120 m3	240 m3	/
Moyens de lutte intérieure contre l'incendie	Sprinklers	Volume réserve intégrale de la source principale ou besoins x durée théorique maxi de fonctionnement	-	-	-	/
	Rideau d'eau	Besoins x 90 mn	-	-	-	/
	RIA	A négliger	-	-	-	/
	Mousse HF et MF	Débit de solution moussante x temps de noyage (en général 15-20 min)	-	-	-	/
	Brouillard d'eau et autres systèmes	Débit x temps de fonctionnement requis	-	-	-	/
Volumes d'eau liés aux intempéries	10 l/m² de surface de drainage		117,8 m3	117,8 m3	117,8 m3	Stockage en extérieur Surface imperméabilisée du site : 11 775m²
Présence stock de liquides	20 % du volume contenu dans le local contenant le plus grand volume		-	-	-	/
Volume total THEORIQUE à mettre en rétention			238 m3	238 m3	358 m3	
Volume de rétention disponible			2050 m3			

Tableau 11 : Volume de rétention nécessaires

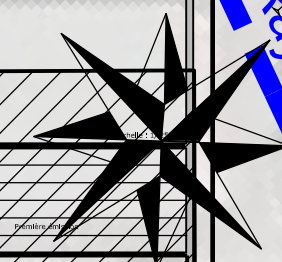
Le volume disponible est suffisant pour contenir les eaux d'extinctions incendies des différents scénarios présentés précédemment.

Annexe 1 : Cartographies des zones d'effets



Plan Masse

ACTUEL



Rayon de 100 m

AXIMUM

BB - 290

SURFACIER


**BRASSERIE
DE SALAÏSON**

**MARC
FRUIT**

Phénomène dangereux n°2 :
Incendie sur la plateforme de tri-transfert
des déchets non dangereux (éco mobiliers)
Echelle - 1 / 750

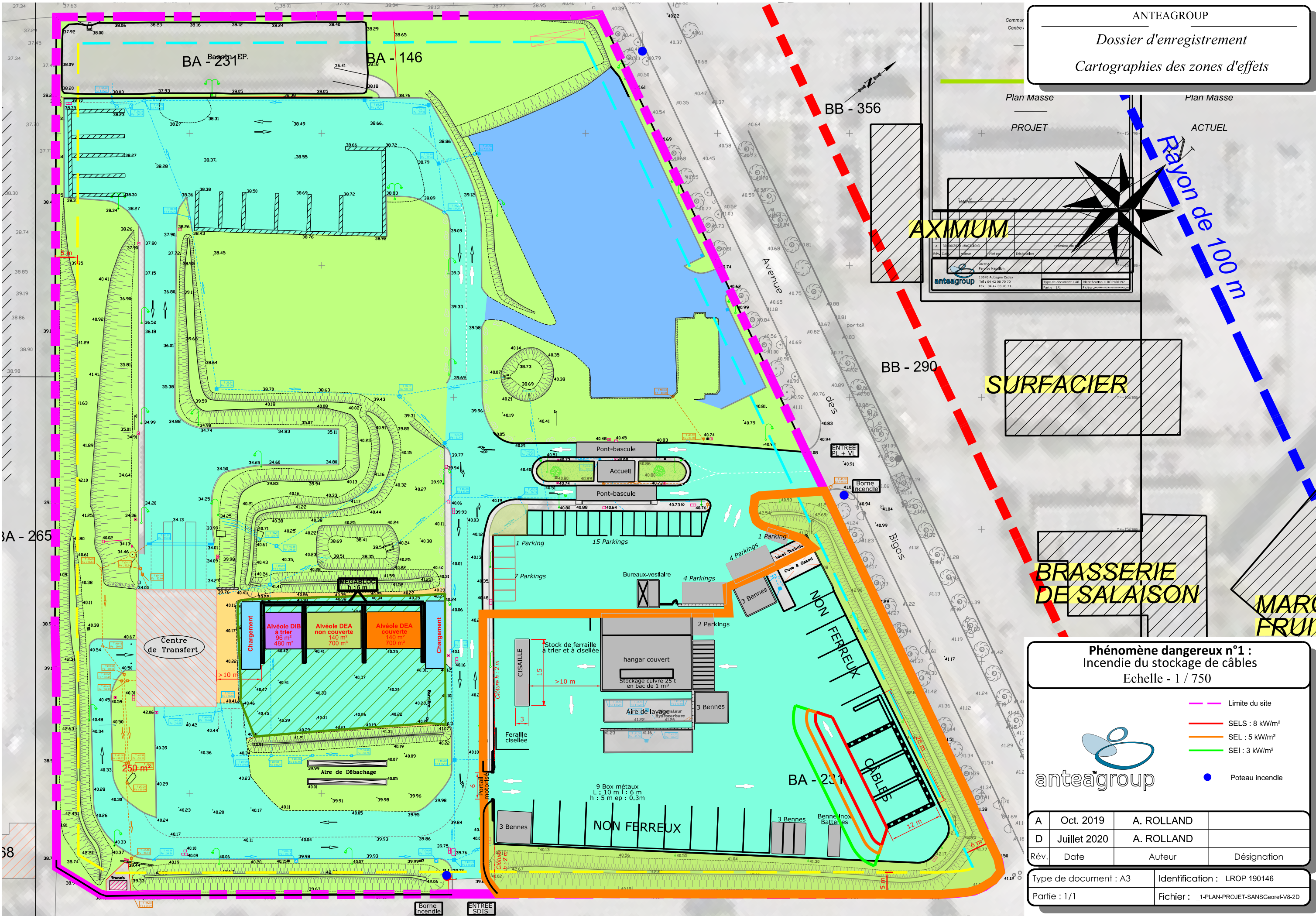


anteagroup

-  Limite du site
- SELS : 8 kW/m²
- SEL : 5 kW/m²
- SEI : 3 kW/m²
-  Poteau incendie

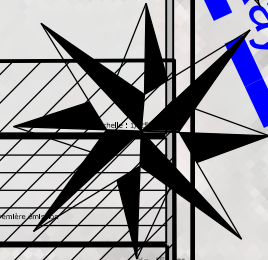
A	Oct. 2019	A. ROLLAND	
D	Juillet 2020	A. ROLLAND	
Rév.	Date	Auteur	Désignation

Type de document : A3	Identification : LROP 190146
Partie : 1/1	Fichier : _1-PLAN-PROJET-SANSGeoref-V8-2D



ANTEAGROUP
Dossier d'enregistrement
Cartographies des zones d'effets

Plan Masse
PROJET
ACTUEL



Rayon de 100 m

SURFACIER

BRASSERIE DE SALAISON

MARC FRUIT

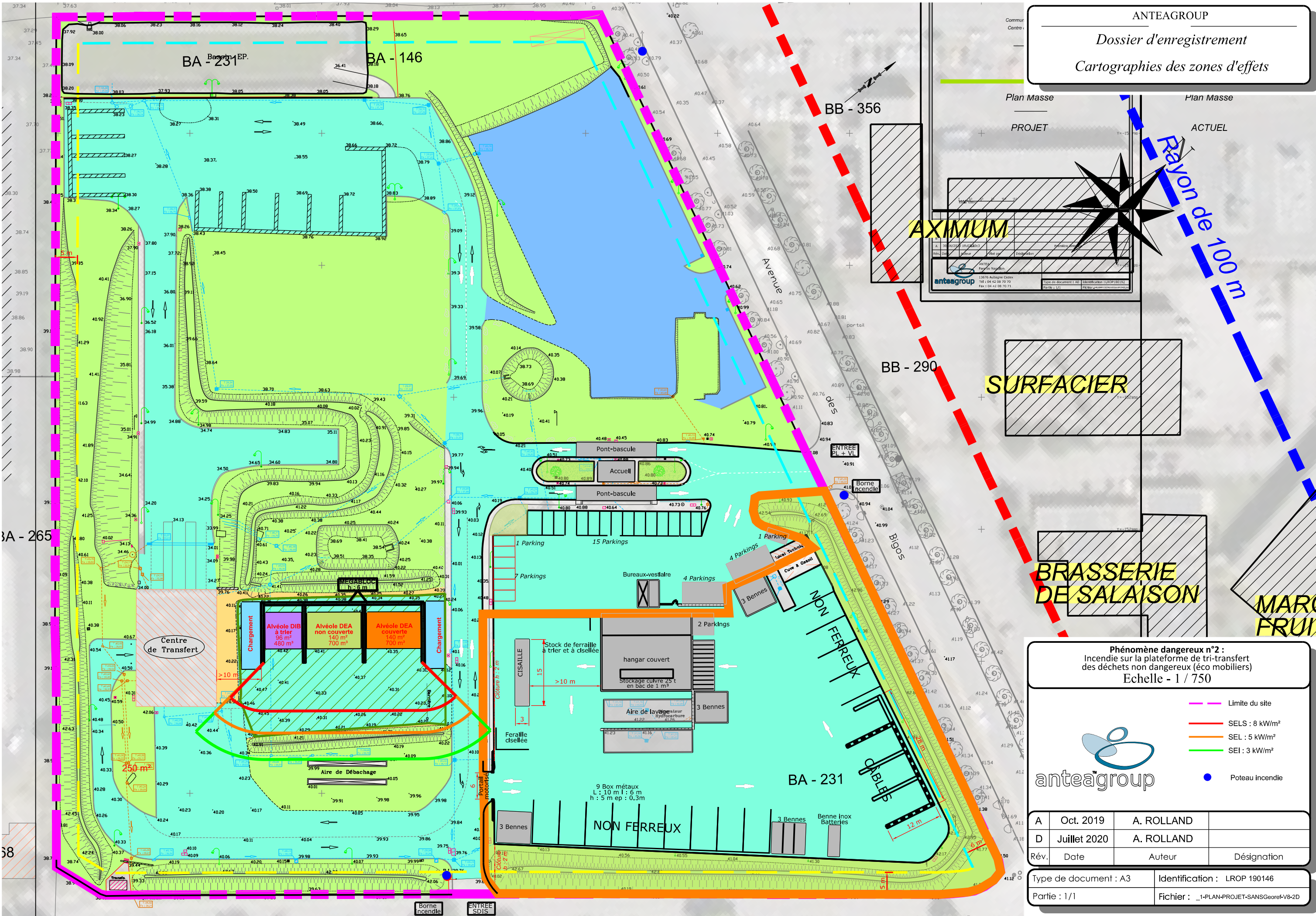
Phénomène dangereux n°1 :
Incendie du stockage de câbles
Echelle - 1 / 750



- Limite du site
- SELS : 8 kW/m²
- SEL : 5 kW/m²
- SEI : 3 kW/m²
- Poteau incendie

A	Oct. 2019	A. ROLLAND	
D	Juillet 2020	A. ROLLAND	
Rév.	Date	Auteur	Désignation

Type de document : A3	Identification : LROP 190146
Partie : 1/1	Fichier : _1-PLAN-PROJET-SANSGeoref-V8-2D



ANTEAGROUP

Dossier d'enregistrement

Cartographies des zones d'effets

Plan Masse

PROJET

ACTUEL

AXIMUM

SURFACIER

BRASSERIE DE SALAISON

MARQUE FRUIT

Phénomène dangereux n°2 :
Incendie sur la plateforme de tri-transfert
des déchets non dangereux (éco mobiliers)
Echelle - 1 / 750

anteagroup

- Limite du site
- SELS : 8 kW/m²
- SEL : 5 kW/m²
- SEI : 3 kW/m²
- Poteau incendie

A	Oct. 2019	A. ROLLAND	
D	Juillet 2020	A. ROLLAND	
Rév.	Date	Auteur	Désignation

Type de document : A3	Identification : LROP 190146
Partie : 1/1	Fichier : _1-PLAN-PROJET-SANSGeoref-V8-2D

Annexe 4 : Respect des prescriptions de l'arrêté type du 06/06/18 (rubrique ICPE 2713-2 et 2716-1)

1. Analyse de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 : rubriques 2711, 2713, 2714 ou 2716 (enregistrement)

La conformité du projet aux prescriptions générales contenues dans l'arrêté ministériel du 06/06/2018 est présentée ci-dessous :

Article	Conformité	Commentaires
Article 1er		
Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques n° 2711, 2713, 2714 ou 2716.	Oui	<p>L'analyse de la conformité concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'activité de transit/regroupement et tri de déchets de métaux non dangereux de la plateforme de valorisation des métaux (rubrique 2713) ; - l'activité de transit/regroupement et tri de déchets non dangereux sur la plateforme extérieur (rubrique 2716) - l'activité de transit / regroupement de déchets non dangereux à l'intérieur du bâtiment existant (anciennement rub 2716 DC) <p>Les éléments de conformité pour les autres activités et le site sont rappelés pour mémoire</p> <p>A noter que le projet permet de réorganiser et augmenter la capacité de la plateforme extérieure de tri et de transit de déchets non dangereux ; la capacité relative à la rubrique 2714 sera légèrement diminuée (passage de 720 à 220 m³) mais la capacité relative à la rubrique 2716 sera augmentée, passant du régime déclaratif au régime de l'enregistrement, pour porter sa capacité de 990 m³ à 2100 m³</p>
Article 2		
(Champ d'application)	Oui	L'installation respectera les prescriptions de l'AM du 6/06/18

Article	Conformité	Commentaires
<p>Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations enregistrées à compter du 1er juillet 2018.</p> <p>Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations existantes, autorisées avant le 1er juillet 2018 ou dont le dossier de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er juillet 2018, dans les conditions précisées en annexe II.</p> <p>Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.</p>		<p>Le centre de transfert est antérieur à la date du 01/07/2018 , ainsi les articles 5,6,7,8,11 ne sont pas applicables</p>
<p>Article 3</p> <p>(Définitions)</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <p>« Entrée miroir » : ensemble composé de deux rubriques ou plus de la liste des codes déchets de la décision 2000/532/CE modifiée, dont au moins une avec astérisque et une autre sans, dont les libellés désignent un même type de déchet. Elle signifie que la dangerosité du flux de déchet est incertaine et qu'elle doit donc être évaluée au cas par cas.</p> <p>« Produits dangereux et matières dangereuses » : substances ou mélanges classés suivant les « classes et catégories de danger » définies à l'annexe I, parties 2, 3 et 4 du règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges dit « CLP ». Ce règlement a pour objectif de classer les substances et mélanges dangereux et de communiquer sur ces dangers via l'étiquetage et les fiches de données de sécurité.</p> <p>« Emergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation).</p> <p>« Zones à émergence réglementée » :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus 	Sans objet	

Article	Conformité	Commentaires
<p>proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ; • l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. 		
Article 4		
<p>Chapitre Ier : Dispositions générales (Dossier Installation classée)</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; • le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; • l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; • les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; • le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ; • les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : • le plan des bâtiments (cf. article 9) ; • les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des bâtiments (cf. article 6) ; • les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 10) ; • les consignes d'exploitation (cf. article 12) ; • les informations préalables des produits et/ou déchets réceptionnés sur le site de l'installation (cf. article 13) ; • le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets (cf. article 13) ; • le registre des déchets (cf. article 13) ; 	Oui	L'exploitant tiendra à jour un dossier comprenant les informations listées à l'article 4 et du dossier d'enregistrement. Les informations seront tenues à disposition de la DREAL sur le site

Article	Conformité	Commentaires
<ul style="list-style-type: none"> le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 14) ; le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 16) ; les résultats de l'autosurveillance eau (cf. article 20). <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		
Article 5 (Implantation) Pour les rubriques n° 2711, 2714 ou 2716, les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur) sont suffisamment éloignées : <ul style="list-style-type: none"> des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes aux bâtiments, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) ; des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de réception et d'expédition des déchets et des éventuels magasins ou espaces de présentation d'équipements ou pièces destinés au réemploi ou à la réutilisation, sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²). <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-</p>	Non concernée	<p>L'activité de transit /tri/regroupement de déchets métalliques non dangereux n'est pas concernée par le risque incendie compte tenu de la nature des matériaux incombustibles (déchets métalliques non dangereux), sauf pour la partie des câbles gainés (2713). L'activité de tri transit regroupement Eco mobilier (2716) est concerné par le risque incendie</p> <p>Transfert : non concerné</p> <p>Un examen des dangers a été réalisé pour l'ensemble du site (y compris le centre de transfert existant) avec modélisation des flux thermiques concernant le scénario d'incendie</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p> <p>Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation des déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.</p> <p>Pour toutes les rubriques concernées par l'arrêté, l'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p>		
Article 6		
<p>Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions</p> <p>Section I : Dispositions constructives</p> <p>(Comportement au feu)</p> <p>Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'ensemble de la structure est R15 ; • les matériaux sont de classe A2s1d0 ; • les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3). <p>Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • matériaux de classe A2s1d0 ; • murs extérieurs E 30 ; • murs séparatifs E 30 ; • portes et fermetures E 30 ; • toitures et couvertures de toiture BROOF (t3) 	Non concerné	<p>Les activités de tri/transit/ regroupement des déchets métalliques et des déchets non dangereux concernés s'effectuent à l'extérieur</p> <p>Transfert : non concerné.</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet.</p>		
Article 7		
<p>(Accessibilité)</p> <p>I. Accessibilité</p> <p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.</p> <p>II. Voie « engins »</p> <p>Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; 	Oui	<p>Le site est accessible pour l'intervention du SDIS et dispose d'une voie engin ou échelle.</p> <p>Les parkings de stationnement sont implantés de manière à ne pas provoquer de gêne pour les engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les façades des bâtiments d'activité de tri de déchets non dangereux « DND pré trié » et « DND en mélange » dispose d'ouvrants de dimensions minimum de 4 m* 4 m.</p> <p>La vie principale de desserte du site respecte une largeur utile minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</p> <p>Elle a été dimensionnée pour permettre la circulation des véhicules avec le gabarit le plus encombrants (semi-remorques 40 T) grâce au logiciel Auto turn et respecte les dispositions du présent article.</p> <p>Transfert : non concerné bien que non applicable, le bâtiment est</p>

Article	Conformité	Commentaires
<ul style="list-style-type: none"> • l'accès au bâtiment ; • l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ; • l'accès aux aires de stationnement des engins pompes. <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; • dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; • la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; • chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; • elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ; • aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)</p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ; • longueur minimale de 10 mètres ; 		<p>accessible aux moyens de secours</p> <p>Cette voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».</p> <p>IV. Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)</p> <p>Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au II.</p> <p>1° Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens.</p> <p>Chacune de ces aires de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la largeur utile est au minimum de 7 mètres et la longueur au minimum de 10 mètres, avec un positionnement de l'aire permettant un stationnement parallèle au bâtiment ; • la pente est au maximum de 10 % ; • la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum ; • l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm² ; • aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens élévateurs aériens à la verticale de cette aire ; • elle comporte une matérialisation au sol ; • elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ; • elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction. 		

Article	Conformité	Commentaires
<p>2° Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des services d'incendie et de secours, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades. Chacune de ces aires respecte les caractéristiques définies au 1°, à l'exception des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le positionnement de l'aire permet un stationnement perpendiculaire au bâtiment ; • la distance par rapport à la façade est inférieure à 1 mètre. <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens définies au 2°, et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.</p> <p>Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p> <p>V. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)</p> <p>A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens élévateurs aériens est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.</p>		
<p>Article 8</p> <p>(Désenfumage)</p> <p>Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.</p>	Oui	<p>Transfert : non concerné</p> <p>Cependant La toiture est dotée de trappes de désenfumage (vérifiées annuellement) et la paroi en plexiglass à l'arrière des trémies fait office d'ouverture en cas d'incendie. Une visite du SDIS a validé cette information.</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes lorsque leur entreposage en intérieur est possible.</p> <p>La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m2 est prévue pour 250 m2 de superficie projetée de toiture.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p>		
Article 9		
<p>(Moyens de lutte contre l'incendie)</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. 	Oui	<p>Le site dispose concernant les moyens de lutte contre l'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 accès secours pour le SDIS (entrée principal et accès spécifique SDIS) - 3 poteaux incendies (PI) délivrant un débit > 60 m3/h pendant 2 heures - 1 système de détection, d'alarme et d'alerte incendie - Des moyens d'extinctions répartis dans les locaux : extincteurs portatifs et RIA <p>Un bassin permettant le confinement des eaux d'extinction incendie</p> <p>Pour le centre de transfert : conforme pour les moyens de lutte (PI,</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none"> 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie. <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; • d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>		Extincteurs sable) par contre pas de détection incendie mais non applicable au bâtiment de transfert
Article 10		
Section II : Dispositif de prévention des accidents (Installations électriques et mise à la terre)		

Article	Conformité	Commentaires
<p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.</p>	Oui	<p>La conformité des installations électriques sera tenue à disposition de la DREAL et sera régulièrement entretenues et vérifiées.</p> <p>Transfert : Rapport disponible et à la disposition de la DREAL</p>
Article 11		
<p>Section III : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>II. La capacité de rétention est étanche aux liquides qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>III. Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>	Oui	<p>Le site dispose d'un stockage carburant équipé d'une rétention équivalente à 100 % du volume) : cuve aérienne de gazole de 40 000 litres, associé à une capacité de rétention de 40,5 m3 et équipé d'une jauge électronique.</p> <p>Le sol des aires de stockage et de manipulation de DND est étanche et incombustibles (classe A1), et indépendante hydrauliquement (présence d'un seuil sur le bâtiment transfert DND mais pas sur le bâtiment comptoir métaux). L'aire de lavage est équipée d'un dispositif puisard permettant de recueillir les eaux de lavages, avant rejet dans le réseau d'eaux usées.</p> <p>Le site est équipé d'un bassin étanche équipé d'un obturateur permettant le confinement des eaux d'extinction incendie. Le besoin en eaux d'extinction incendie a été calculé d'après le document Technique D9A " Défense extérieure contre l'incendie - Guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction" - Document élaboré par l'INESC (Institut National d'Études de la Sécurité Civile), la FFSA (Fédération Française des Sociétés d'Assurances), et le CNPP (Centre National de Prévention et de Protection) - Edition août 2004. Ce calcul D9A intègre la somme :</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureuse de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>		<ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Transfert : non applicable mais contrôle interne visuel des rétentions et de la dalle.</p>
Article 12		
Section IV : Dispositions d'exploitation (Consignes d'exploitation)	Oui	SUEZ RV Méditerranée dispose d'un ensemble de consignes d'exploitation et matière de HSE, sur le site de Vendargues.

Article	Conformité	Commentaires
Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.		<p>Les consignes sont conformes au code du travail. Elles détaillent l'ensemble des modes opératoires et procédures nécessaires au bon fonctionnement de l'exploitation, en cas d'accident, ou en cas de sinistre. Elles sont affichées dans les locaux fréquentés par le personnel.</p> <p>Transfert : consignes disponibles et mise à jour au fil de l'eau</p>
Article 13		
<p>(Gestion déchets réceptionnés)</p> <p>I. Admissibilité des déchets</p> <p>Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux.</p> <p>L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.</p> <p>II. Procédure d'information préalable</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants 	Oui	<p>L'installation ne traite que des déchets non dangereux.</p> <p>Les déchets sont admis uniquement pendant les horaires d'ouverture du site. Le reste du temps le site est clos et le portail fermé.</p> <p>Les déchets suivent une procédure d'acceptation suivante :</p> <p>Passage au niveau du pont bascule et de l'accueil Contrôle par l'opérateur de la conformité des documents et de la nature des déchets aux critères d'acceptation. A défaut le chargement est refusé</p> <p>Une fois acceptés, les déchets sont pesés, les informations enregistrées dans un registre de suivi des déchets entrants. L'apporteur est orienté vers L'installation apte à traiter les déchets. Le responsable d'exploitation ou la personne déléguée en son absence contrôle les déchets et vérifie l'état des stocks, au déchargement. La nature des déchets stockées est clairement indiquée sur des panneaux d'affichage.</p> <p>Le registre des déchets entrants précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; - le nom et l'adresse du détenteur des déchets ; - la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;

Article	Conformité	Commentaires
<p>principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. <p>b) Conditions d'admission en cas d'épandage de certaines matières ou déchets</p> <p>L'exploitant doit s'assurer du caractère épandable des matières ou déchets dès l'admission.</p> <p>Dans ce cas, l'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1069/2009, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1069/2009, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ; - les conditions de son transport ; - le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site. <p>L'information préalable mentionnée précédemment est complétée par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe 7a de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des</p>		<ul style="list-style-type: none"> - l'identité du transporteur des déchets ; - le numéro d'immatriculation du véhicule ; - l'opération subie par les déchets dans l'installation et le code correspondant. <p>Transfert : les FIP sont gérées par le logiciel Synergie + contrôle de non radioactivité pour l'ensemble des déchets entrants</p> <p>Aucun épandage n'est réalisé.</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation modifié.</p> <p>Dans le cas d'une admission de boues d'épuration domestiques ou industrielles, celles-ci doivent être conformes à l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé ou à l'arrêté du 2 février 1998 mentionné à l'alinéa précédent, et l'information préalable précise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ; - une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ; - une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, réalisée selon la fréquence indiquée dans cet arrêté sur une période de temps d'une année. <p>Tout lot de boues présentant une non-conformité aux valeurs limites fixées à l'annexe 1 de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé est refusé par l'exploitant.</p> <p>Les informations relatives aux boues sont conservées pendant dix ans par l'exploitant et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>c) Essais à réaliser :</p> <p>Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent du type de déchets. Notamment, les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les déchets non dangereux de même nature provenant d'autres origines (déchets de métaux et d'alliages de métaux, déchets de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles ou bois) ne nécessitent pas d'essais concernant le comportement à la lixiviation.</p> <p>Pour les autres types de déchets, il convient de réaliser un essai de lixiviation selon les règles en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte sur les métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), les fluorures, l'indice phénols, les</p>		

Article	Conformité	Commentaires
<p>cyanures libres, les hydrocarbures totaux, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés organiques halogénés (en AOX ou EOX). La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées.</p> <p>Les tests et analyses relatifs à l'information préalable peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri ou tout laboratoire compétent.</p> <p>Il est possible de ne pas effectuer les essais après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes les informations nécessaires à l'information préalable sont déjà connues et dûment justifiées ; - le déchet fait partie d'un type de déchet pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ; - l'exploitant met en place une surveillance de l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'article 17. <p>d) Dispositions particulières :</p> <p>Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.</p> <p>Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.</p> <p>Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.</p> <p>L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par</p>		

Article	Conformité	Commentaires
<p>l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.</p> <p>III. Procédure d'admission</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p>		<p>Une procédure d'admission est mise en place pour chaque catégorie de déchets selon le modèle de certificat d'acceptation</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.</p> <p>Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p> <p>IV. Entreposage des déchets</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks</p>		

Article	Conformité	Commentaires
<p>(bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. <p>V. Opérations de tri des déchets</p> <p>Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).</p> <p>Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques</p> <p>Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet.</p> <p>Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié.</p> <p>Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée.</p>		

Article	Conformité	Commentaires
<p>Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements, ou remis aux personnes tenues de les reprendre, en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.</p> <p>Dans le cas d'un déversement accidentel de mercure, l'ensemble des déchets collectés est rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu d'une étiquette adéquate, pour être expédié dans un centre de traitement des déchets mercuriels.</p>		
Article 14		
<p>Chapitre III : Emissions dans l'eau Section I : Collecte et rejet des effluents (Collecte des effluents) Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p>	Oui	<p>La gestion pluviale du site n'est pas modifiée par rapport à l'existant</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés</p> <p>Le site est indépendant hydrauliquement et dispose d'un réseau séparatif pour les eaux de toitures et de voiries d'une part et d'autre part pour les eaux résiduaires.</p> <p>Le site ne génère pas d'eau de process. Les eaux de lavage sont produites en faible quantité et dirigés après passage dans séparateur à hydrocarbures de types débourbeur déshuileur</p> <p>Il existe un seul point de rejet pour les eaux pluviales. Les eaux pluviales sont collectées et orientées après passage dans un débourbeur déshuileur de type by-pass, avant d'être rejetées dans le réseau pluvial de la commune via le bassin EP du site. Les eaux de toiture des bâtiments sont collectées et orientées vers 2 bassins d'infiltration de 100 m3 (toiture</p>

Article	Conformité	Commentaires																				
<p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>		<p>bâtiment métaux, anciennement atelier) et 200 m3 (toiture centre de transfert).</p> <p>Eaux usées et égouttures</p> <p>Le site est connecté au réseau d’eaux usées de la commune. L’installation dispose d’une convention de rejet dans ce réseau pour les eaux d’égouttures du bâtiment de transfert, les eaux des aires de lavage, les eaux usées des locaux sociaux. Le rejet se fait après prétraitement au sein de débourbeurs déshuileurs (hors EU).</p> <p>Eaux pluviales</p> <p>L’ensemble des eaux ruisselant sur les surfaces imperméabilisées du site, y compris les eaux d’extinction incendie sont captées et il n’existe aucun écoulement à l’extérieur du site. En cas de sinistre ou de suspicion d’une pollution, une procédure de gestion des eaux est enclenchée, la fermeture de vannes permet d’éviter tous rejet vers les réseaux récepteurs et de confiner les eaux sur site. Les eaux sont alors analysées, si les paramètres sont compatibles avec les critères de rejet elles sont rejetées au milieu récepteur, dans le cas contraire elles sont pompées et leur traitement est pris en charge par une filière appropriée.</p> <p>Les origines des effluents et les types de pré traitement réalisé et le point de rejet sont rappelés ci-après :</p> <table><tr><th>Origine de l'effluent</th><th>Installation de pré-traitement</th><th>Estimation du volume par jour</th><th>Point de rejet</th></tr><tr><td>Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Quai de transfert)</td><td>Bassin de décantation Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur</td><td>Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 200l/s</td><td>Réseau EP</td></tr><tr><td>Eau de process Centre de tri (Quai de transfert)</td><td>Dégrillage (15 mm) Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur</td><td>Non précisé Capacité du séparateur : 5 l/s</td><td>Réseau EU</td></tr><tr><td>Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Ateliers y compris Station service et Stockage Carburant)</td><td>Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur</td><td>Non précisé Capacité du séparateur : 1,5 l/s</td><td>Réseau EP</td></tr><tr><td>Piste de lavage (Ateliers) Camion,</td><td>Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur</td><td>Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 15 l/s</td><td>Réseau EP</td></tr></table>	Origine de l'effluent	Installation de pré-traitement	Estimation du volume par jour	Point de rejet	Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Quai de transfert)	Bassin de décantation Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 200l/s	Réseau EP	Eau de process Centre de tri (Quai de transfert)	Dégrillage (15 mm) Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 l/s	Réseau EU	Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Ateliers y compris Station service et Stockage Carburant)	Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur	Non précisé Capacité du séparateur : 1,5 l/s	Réseau EP	Piste de lavage (Ateliers) Camion,	Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 15 l/s	Réseau EP
Origine de l'effluent	Installation de pré-traitement	Estimation du volume par jour	Point de rejet																			
Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Quai de transfert)	Bassin de décantation Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 200l/s	Réseau EP																			
Eau de process Centre de tri (Quai de transfert)	Dégrillage (15 mm) Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 l/s	Réseau EU																			
Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Ateliers y compris Station service et Stockage Carburant)	Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur	Non précisé Capacité du séparateur : 1,5 l/s	Réseau EP																			
Piste de lavage (Ateliers) Camion,	Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 15 l/s	Réseau EP																			

Article	Conformité	Commentaires
Article 15		
<p>(Points de prélèvements pour les contrôles)</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	Oui	Le bassin pluvial est facilement accessible et permet des interventions en toute sécurité pour permettre de réaliser un prélèvement (rampe d'accès et un ouvrage de surverse existant)
Article 16		
<p>(Rejet des effluents)</p> <p>Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Oui	Les rejets d'eaux résiduaires seront conformes à la convention de rejet du réseau d'eaux usées. Le site est connecté au réseau d'eaux usées de la commune. Le site dispose d'une convention de rejet dans ce réseau pour les eaux des aires de lavage, les eaux usées des locaux sociaux. Le rejet se fait après prétraitement au sein de débourbeurs déshuileurs. Le site dispose d'un plan des réseaux à jour.
Article 17		
<p>Section II : Valeurs limites d'émission (VLE pour rejet dans le milieu naturel)</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.</p>	Oui	Les paramètres analysés sont ceux de l'AM et de la convention

Article	Conformité	Commentaires														
<table><tr><td colspan="2">1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)</td></tr><tr><td colspan="2">Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)</td></tr><tr><td>flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j</td><td>100 mg/l</td></tr><tr><td>flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j</td><td>35 mg/l</td></tr><tr><td colspan="2">DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)</td></tr><tr><td>flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j</td><td>300 mg/l</td></tr><tr><td>flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j</td><td>125 mg/l</td></tr></table>	1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)		Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)		flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l	flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l	DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)		flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l	flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l		
1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)																
Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)																
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l															
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l															
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)																
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l															
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l															

Article	Conformité			Commentaires
2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)				
	N° CAS	Code SANDRE		
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j	
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l	
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr ⁶⁺ : 50µg/l)	
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j	
Mercurure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l	
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j	
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j	
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j	
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l	
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l	
Cyanures libres	57-12-5	1084	0,1 mg/l	
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)	
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115		
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	205-99-2 207-08-9	/ -		
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 193-39-5	/ -		
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l	

Article	Conformité	Commentaires																																																												
<p>Article 18</p> <p>(Raccordement à une station d'épuration)</p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p> <p>Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :</p> <ul style="list-style-type: none">- MEST : 600 mg/l ;- DCO : 2 000 mg/l. <p>Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelles conventions de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements.</p> <p>Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (rubrique n° 2750) ou mixte (rubrique n° 2752) dans le cas de rejets de micropolluants.</p> <p>Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p>	<p>Oui</p>	<p>Les rejets d'eaux résiduaires seront conformes à la convention de rejet du réseau d'eaux usées. Le site est connecté au réseau d'eaux usées de la collectivité. Le site dispose d'une convention de rejet dans ce réseau pour les eaux des aires de lavage, les eaux usées des locaux sociaux. Le rejet se fait après prétraitement au sein de débourbeurs déshuileurs. Le site dispose d'un plan des réseaux à jour.</p> <p>Le site est raccordé au réseau d'eaux usées. Les eaux résiduaires sont traitées par la station d'épuration urbaine.</p> <p>Les rejets respecteront les valeurs limites suivantes définies dans le cadre de la convention</p> <p>Les analyses sont réalisées selon les exigences de la convention et de l'AM</p> <p><u>Point de rejet situé sur l'Avenue de Bigos (Comptoir métaux et aire de lavage)</u></p> <table><tr><th>Paramètres</th><th>Flux journalier maximal (kg/jour)*</th><th>Flux horaire maximum (kg/h)**</th><th>Concentration moyenne (mg/l)</th><th>Valeur limite maximale à respecter (mg/l)*</th></tr><tr><td>DBO₅</td><td>0.07</td><td>0.05</td><td>52</td><td>300</td></tr><tr><td>DCO</td><td>0.17</td><td>0.11</td><td>130</td><td>675</td></tr><tr><td>MES</td><td>0.22</td><td>0.06</td><td>172</td><td>350</td></tr><tr><td>Azote total Kjeldhal (NTK)</td><td>0.005</td><td>0.01</td><td>4.1</td><td>60</td></tr><tr><td>Phosphore total (P)</td><td>0.01</td><td>0.002</td><td>10</td><td>12</td></tr><tr><td>Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)</td><td>2.29 eq/jr</td><td>0.35 eq/h</td><td>2 eq/m3</td><td>2.2 eq/m3</td></tr><tr><td>METOX détaillé</td><td>0.003</td><td>0.0004</td><td>2.08</td><td>2.5</td></tr><tr><td>Substances organochlorées (AOX)</td><td>0.0003</td><td>48.10-6</td><td>0.25</td><td>0.3</td></tr><tr><td>Rapport DCO/DBO₅</td><td colspan="4">≤ 2,5</td></tr><tr><td>Potentiel Hydrogène (pH)</td><td colspan="4">5,5 ≤ x ≤ 8,5</td></tr><tr><td>Température</td><td colspan="4">≤ 30°C</td></tr></table> <p>*Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne.</p> <p>** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée</p> <p>*** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.</p> <p><u>Point de rejet situé en limite de la clôture côté Es, voie ferrée et voie d'accès (centre de transfert)</u></p>	Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)*	DBO ₅	0.07	0.05	52	300	DCO	0.17	0.11	130	675	MES	0.22	0.06	172	350	Azote total Kjeldhal (NTK)	0.005	0.01	4.1	60	Phosphore total (P)	0.01	0.002	10	12	Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	2.29 eq/jr	0.35 eq/h	2 eq/m3	2.2 eq/m3	METOX détaillé	0.003	0.0004	2.08	2.5	Substances organochlorées (AOX)	0.0003	48.10-6	0.25	0.3	Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5				Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5				Température	≤ 30°C			
Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)*																																																										
DBO ₅	0.07	0.05	52	300																																																										
DCO	0.17	0.11	130	675																																																										
MES	0.22	0.06	172	350																																																										
Azote total Kjeldhal (NTK)	0.005	0.01	4.1	60																																																										
Phosphore total (P)	0.01	0.002	10	12																																																										
Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	2.29 eq/jr	0.35 eq/h	2 eq/m3	2.2 eq/m3																																																										
METOX détaillé	0.003	0.0004	2.08	2.5																																																										
Substances organochlorées (AOX)	0.0003	48.10-6	0.25	0.3																																																										
Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5																																																													
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5																																																													
Température	≤ 30°C																																																													

Article	Conformité	Commentaires																																																												
		<table><tr><th>Paramètres</th><th>Flux journalier maximal (kg/jour)*</th><th>Flux horaire maximum (kg/h)**</th><th>Concentration moyenne (mg/l)</th><th>Valeur limite maximale à respecter (mg/l)**</th></tr><tr><td>DBO₅</td><td>2.59</td><td>0.38</td><td>2250</td><td>2700</td></tr><tr><td>DCO</td><td>2.69</td><td>0.39</td><td>2339</td><td>2807</td></tr><tr><td>MES</td><td>0.24</td><td>0.05</td><td>210</td><td>350</td></tr><tr><td>Azote total Kjeldhal (NTK)</td><td>0.07</td><td>0.01</td><td>63</td><td>76</td></tr><tr><td>Phosphore total (P)</td><td>0.01</td><td>0.002</td><td>10</td><td>12</td></tr><tr><td>Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)</td><td>1.15 eq/lr</td><td>0.17 eq/h</td><td>1 eq/m3</td><td>1.2 eq/m3</td></tr><tr><td>METOX détaillé</td><td>0.004</td><td>0.0005</td><td>3.15</td><td>3.8</td></tr><tr><td>Substances organochlorées (AOX)</td><td>0.0004</td><td>54.10-6</td><td>0.32</td><td>0.38</td></tr><tr><td>Rapport DCO/DBO₅</td><td colspan="4">≤ 2,5</td></tr><tr><td>Potentiel Hydrogène (pH)</td><td colspan="4">5,5 ≤ x ≤ 8,5</td></tr><tr><td>Température</td><td colspan="4">≤ 30°C</td></tr></table> <p>*Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne. ** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée *** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.</p>	Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)**	DBO ₅	2.59	0.38	2250	2700	DCO	2.69	0.39	2339	2807	MES	0.24	0.05	210	350	Azote total Kjeldhal (NTK)	0.07	0.01	63	76	Phosphore total (P)	0.01	0.002	10	12	Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	1.15 eq/lr	0.17 eq/h	1 eq/m3	1.2 eq/m3	METOX détaillé	0.004	0.0005	3.15	3.8	Substances organochlorées (AOX)	0.0004	54.10-6	0.32	0.38	Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5				Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5				Température	≤ 30°C			
Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)**																																																										
DBO ₅	2.59	0.38	2250	2700																																																										
DCO	2.69	0.39	2339	2807																																																										
MES	0.24	0.05	210	350																																																										
Azote total Kjeldhal (NTK)	0.07	0.01	63	76																																																										
Phosphore total (P)	0.01	0.002	10	12																																																										
Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	1.15 eq/lr	0.17 eq/h	1 eq/m3	1.2 eq/m3																																																										
METOX détaillé	0.004	0.0005	3.15	3.8																																																										
Substances organochlorées (AOX)	0.0004	54.10-6	0.32	0.38																																																										
Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5																																																													
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5																																																													
Température	≤ 30°C																																																													
Article 19																																																														
<p>(Dispositions communes au VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration)</p> <p>Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p> <p>Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.</p> <p>Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p>	Oui	<p>SUEZ RV Méditerranée dispose d’une procédure interne de suivi des rejets : « Consignes de gestion des eaux ».</p> <p>Cette procédure synthétise l’ensemble des contrôles et suivis à réaliser pour chaque réseau de gestion des eaux.</p> <p>Les mesures sont réalisées sur un échantillon représentatif conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Les débits rejetés sont également suivis et consignés.</p>																																																												
Article 20																																																														

Article	Conformité	Commentaires
<p>(Mesures périodiques)</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p>	Oui	Un contrôle est réalisé tous les ans par un organisme extérieur
Article 21		
<p>(Epanchage)</p> <p>Sans préjudice des articles R. 211-29 et D. 543-226-1 du code de l'environnement, ni du code rural et des pêches maritimes, l'application de déchets ou effluents sur ou dans les sols n'est autorisée que pour la rubrique n° 2716 et sous réserve que chacune de ces matières remplisse dès son admission sur l'installation avant regroupement, les conditions techniques et réglementaires pour être épanchées. L'épandage se fait dans le respect des conditions de l'annexe I du présent arrêté.</p> <p>Toute application d'un autre déchet et effluent sur ou dans les sols est interdite.</p>	Sans objet	Il n'y a aucun épandage et effluent de déchets sur le site
Article 22		
<p>Chapitre IV : Emissions dans l'air</p> <p>(Risques d'envols et poussières)</p> <p>L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet ; - toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction. 	Sans objet	Les voies d'accès et issues de secours sont dégagées de tout entreposage de déchets.
Article 23		
<p>(Odeurs)</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.</p>	Oui	Le site accueille des déchets fermentescibles uniquement en transit pour une brève durée de transfert.

Article	Conformité	Commentaires									
<p>Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins d'entreposage, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.).</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins d'entreposage ou dans les canaux à ciel ouvert.</p>											
Article 24											
<p>(Fluides frigorigènes rubrique n° 2711)</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés contenus dans des déchets d'équipements de production de froid, y compris de façon accidentelle lors de leur manipulation.</p> <p>Le dégazage du circuit réfrigérant de ces équipements est interdit.</p>	Sans objet	<p>L'activité de tri/ transit et regroupement de déchets métalliques n'est pas concernée</p> <p>Transfert : non applicable</p>									
Article 25											
<p>I. Valeurs limites de bruit</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, y compris les dimanches et jours fériés</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr> <tr> <td>supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr> </tbody> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, y compris les dimanches et jours fériés	supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)	supérieur à 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)	Oui	<p>Le site de Vendargues fait l'objet d'un suivi périodique des émissions sonores. Le suivi est réalisé par une société compétente. L'exploitant met en œuvre les mesures de prévention sur site afin que les activités respectent les valeurs d'émission sonore en limite de propriété : engins d'exploitation capotés et émissions conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores, matériel utilisé et équipements conformes, ...</p> <p>Transfert ; dernière mesure réalisée en 2019</p>
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, y compris les dimanches et jours fériés									
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)									
supérieur à 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)									

Article	Conformité	Commentaires
<p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>II. Appareils de communication</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>		
Article 26		
<p>Chapitre VI : Déchets générés par l'installation (généralités)</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets qu'il génère ; - assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre : <ul style="list-style-type: none"> a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination. 	Oui	Le site respecte les dispositions concernant la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) et est conçu et organisé pour assurer la valorisation des déchets et prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets qu'il génère.
Article 27		
<p>Chapitre VII : Exécution</p> <p>Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 2018.</p>	Oui	
Article 28		
<p>Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.</p> <p>Fait le 6 juin 2018.</p> <p>Pour le ministre d'Etat et par délégation :</p>	Sans objet	

Article	Conformité	Commentaires
<p>Le directeur général de la prévention des risques, C. Bourillet</p> <p>Annexe I : Dispositions techniques en matière d'épandage L'épandage des déchets respecte les dispositions suivantes, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole :</p> <p>1. Généralités :</p> <p>Le déchet épandu a un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et son application ne porte pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ni à la qualité des sols et des milieux aquatiques et est mis en œuvre afin que les nuisances soient réduites au minimum.</p> <p>En cas de risque de dépassement des capacités de stockage du déchet, l'exploitant évalue les capacités complémentaires de stockage à mettre en place, décrit les modifications à apporter aux installations et en informe préalablement le préfet. A défaut, il identifie les installations de traitement du déchet auxquelles il peut faire appel.</p> <p>Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des déchets au regard des paramètres définis au point II ci-après, l'aptitude du sol à les recevoir, et le plan d'épandage détaillé ci-après. Cette étude justifie la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées et les documents de planification existants, notamment les plans prévus à l'article L. 541-14 du code de l'environnement et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux, prévus aux articles L. 212-1 et 3 du code de l'environnement.</p> <p>2. L'étude préalable et le plan d'épandage :</p> <p>L'étude préalable comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets à épandre : quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique au regard des paramètres définis au point II ci-après, 		

Article	Conformité	Commentaires
<p>état physique, traitements préalables (déshydratation, pressage, chaulage...) en distinguant les formes liquides, pâteuses ou solides ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'indication des doses de déchets à épandre selon les différents types de culture à fertiliser et les rendements prévisionnels des cultures ; - l'emplacement, le volume, les caractéristiques et les modalités d'emploi des stockages de déchets en attente d'épandage ; - la description des caractéristiques des sols notamment au regard des paramètres définis à la partie 6, au vu d'analyses datant de moins d'un an ; - la localisation, le volume et les caractéristiques des ouvrages d'entreposage ; - la démonstration de l'adéquation entre les surfaces agricoles maîtrisées par les exploitants ou mises à sa disposition par des prêteurs de terre et les flux de déchets à épandre (productions, doses à l'hectare et temps de retour sur une même parcelle) ; <p>Au vu de cette étude préalable, un plan d'épandage est réalisé, il est constitué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une carte à une échelle minimum de 1/25 000e permettant de localiser les surfaces où l'épandage est possible compte tenu des exclusions mentionnées au point g « Règles d'épandages ». Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer, ainsi que les zones exclues à l'épandage ; - d'un document mentionnant l'identité et l'adresse des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant, précisant notamment leurs engagements et responsabilités réciproques ; - d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, les numéros d'îlots de référence PAC ou à défaut les références cadastrales, la superficie totale et la superficie épandable, ainsi que le nom de l'exploitant agricole. <p>Toute modification du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>3. Les règles d'épandage :</p> <p>3.1. Les apports</p> <p>Les apports d'azote, de phosphore et de potasse toutes origines confondues, organique</p>		

Article	Conformité	Commentaires
<p>et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la rotation des cultures ainsi que de la nature particulière des terrains et de leur teneur en éléments fertilisants. Pour ces éléments, la fertilisation est équilibrée et correspond aux capacités exportatrices de la culture concernée. La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.</p> <p>3.2. Caractéristique des matières épandues</p> <p>Le pH des déchets est compris entre 6,5 et 8,5. Toutefois, des valeurs différentes peuvent être retenues sous réserve de conclusions favorables de l'étude préalable.</p> <p>Les déchets ne peuvent être répandus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 du point I ci-dessous. - dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans le déchet excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b du point I ci-dessous ; - dès lors que le flux, cumulé sur une durée de dix ans, apporté par les déchets sur l'un de ces éléments ou composés excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b du point I ci-dessous. <p>En outre, lorsque les déchets sont répandus sur des pâturages, le flux maximum des éléments-traces métalliques à prendre en compte, cumulé sur une durée de dix ans, est celui du tableau 3 du point I ci-dessous.</p> <p>Les déchets ne contiennent pas d'éléments ou substances indésirables autres que ceux listés au point I ci-dessous ni d'agents pathogènes.</p> <p>Les déchets ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH du sol est supérieur à 5 ; - la nature des déchets peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6 ; 		

Article	Conformité	Commentaires
<p>- le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs du tableau 3 ci-dessous.</p> <p>3.3. Programme prévisionnel d'épandage</p> <p>Un programme prévisionnel annuel d'épandage est établi, en accord avec les exploitants agricoles prêteurs de terres, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Il inclut également les parcelles du producteur de déchets lorsque celui-ci est également exploitant agricole.</p> <p>Ce programme comprend au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des parcelles concernées par la campagne ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'inter culture) sur ces parcelles ; - une caractérisation des différents types de déchets (liquides, pâteux et solides) et des différents lots à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, ainsi qu'au moins les teneurs en azote global et azote minéral et minéralisable disponible pour la culture à fertiliser, mesurées et déterminées sur la base d'analyses datant de moins d'un an) ; - les préconisations spécifiques d'apport des déchets (calendrier et doses d'épandage...) <p>;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage. <p>Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il lui est adressé sur sa demande.</p> <p>3.4. Caractérisation des déchets</p> <p>La caractérisation des déchets à épandre fournie dans l'étude préalable doit être vérifiée par analyse avant le premier épandage.</p> <p>3.5. Cas d'une installation nouvelle</p>		

Article	Conformité	Commentaires
<p>Dans le cas d'une installation nouvelle, les données relatives aux caractéristiques des déchets et aux doses d'emploi sont actualisées et sont adressées au préfet à l'issue de la première année de fonctionnement.</p> <p>3.6. Prévention des nuisances</p> <p>Les déchets solides ou pâteux, non stabilisés ou fermentiscibles, sont enfouis le plus tôt possible, dans un délai maximum de quarante-huit heures, pour réduire les nuisances olfactives et les pertes par volatilisation. Des dérogations à l'obligation d'enfouissement peuvent toutefois être accordées sur justification dans le dossier d'enregistrement pour des cultures en place à condition que celles-ci ne soient pas destinées à la consommation humaine directe.</p> <p>Lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes, l'épandage ne doit pas être réalisé par des dispositifs d'aéro-aspersion qui produisent des brouillards fins.</p> <p>3.7. Distances et délais d'épandage</p> <p>Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L 20 du code de la santé publique, l'épandage de déchets respecte les distances et délais minima suivants :</p>		

Article			Conformité	Commentaires
Nature des activités à protéger	Domaine d'application	Distance minimale		
Puits, forage, sources, aqueduc transitant des eaux destinés à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères	Pente du terrain inférieure à 7 % Pente du terrain supérieure à 7 %	35 mètres 100 mètres		
Cours d'eau et plan d'eau	Pente du terrain inférieure à 7 %			
	1. Déchets non fermentescibles enfouis immédiatement après épandage	5 mètres des berges		
	2. Autres cas	35 mètres des berges		
	Pente du terrain supérieure à 7 %			
	1. Déchets solides et stabilisés	100 mètres des berges		
	2. Déchets non solides et non stabilisés	200 mètres des berges		
Lieux de baignade		200 mètres		
Sites d'aquaculture (pisciculture et zones conchylicoles)		500 mètres		
		50 mètres		
Habitations ou local occupé par des tiers, zones de loisirs et établissement recevant du public	En cas de déchets ou d'effluents odorants	100 mètres		
		Délai minimum		
Herbages ou culture fourragères	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes	Trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte de cultures fourragères		
	Autres cas	Six semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères		
Terrain affectés à des cultures maraîchères ou fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers		Pas d'épandage pendant la période de végétation		
Terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact avec les sols, ou susceptibles d'être consommés à l'état cru	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes	Dix mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même		
	Autres cas	Dix-huit mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même		

Article	Conformité	Commentaires
<p>3.8. Périodes d'épandage</p> <p>Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ; - à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxicologique ; - à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses. <p>L'épandage est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides ; - pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ; - en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ; - sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage. <p>3.9. Détection d'anomalies</p> <p>Toute anomalie constatée sur les sols, les cultures et leur environnement lors ou à la suite de l'épandage de déchets et susceptible d'être relation avec ces épandages doit sans délai être signalée à l'inspection des installations classées.</p> <p>4. Stockage des déchets ou effluents :</p> <p>Les ouvrages permanents d'entreposage de déchets sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages</p>		

Article	Conformité	Commentaires
<p>d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.</p> <p>Le dépôt temporaire de déchets, sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement, n'est autorisé que lorsque les cinq conditions suivantes sont simultanément remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets sont solides et peu fermentescibles, à défaut, la durée du dépôt est inférieur à quarante-huit heures ; - toutes les précautions ont été prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines ; - le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies pour l'épandage au point 7 sauf pour la distance vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers qui est toujours égale à 100 mètres. En outre, une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés doit être respectée ; - le volume du dépôt doit être adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée ; - la durée maximale ne doit pas dépasser un an et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans. <p>5. Le cahier d'épandage :</p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans, comporte pour chacune des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les surfaces effectivement épandues ; - les références parcellaires ; - les dates d'épandage ; - la nature des cultures ; - les volumes et la nature de toutes les matières épandues ; - les quantités d'azote global épandues toutes origines confondues ; - l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage ainsi que l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les matières épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation. 		

Article	Conformité	Commentaires
<p>Ce cahier d'épandage est renseigné de manière inaltérable une fois par semaine au cours desquelles des épandages ont été effectués.</p> <p>Lorsque les déchets sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage et au moins une fois par semaine. Il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes et les quantités d'azote global épandues.</p> <p>6. Les analyses :</p> <p>Les sols doivent être analysés sur chaque point de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, sur chaque parcelle exclue du périmètre d'épandage ; - au minimum tous les dix ans. <p>Ces analyses portent sur les éléments et substances figurant au paragraphe 6.2 ci-dessous.</p> <p>Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols sont conformes aux dispositions du paragraphe 6.3 ci-après.</p> <p>6.1. Seuils en éléments-traces métalliques et en substances organiques</p> <p>Tableau 1 a : Teneurs limites en éléments-traces métalliques dans les déchets</p>		

Article			Conformité	Commentaires
Eléments-traces métalliques	Valeur limite dans les déchets (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les déchets en 10		
Cadmium	10	0.015		
Chrome	1 000	1,5		
Cuivre	1 000	1,5		
Mercure	10	0,015		
Nickel	200	0,3		
Plomb	800	1,5		
Zinc	3 000	4,5		
Chrome+Cuivre+Nickel+Zinc	4 000	6		
Tableau 1 b : Teneurs limites en composés-traces organiques dans les déchets				
Composés-traces organiques	Valeur Limite dans les déchets (mg/kg MS)		Flux cumulé maximum apporté par les déchets en (mg/m²)	
	Cas général	Epandage sur pâturage	Cas général	Epandage sur pâturage
Total des 7 principaux PCB (*)	0,8	0,8	1,2	1,2
Fluoranthène	5	4	7,5	6
Benzo(b)fluoranthène	2,5	2,5	4	4
Benzo(a)pyrène	2	1,5	3	2
(*) PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180				
Tableau 2 : Valeurs limites de concentration dans les sols				

Article		Conformité	Commentaires																				
<table><tr><th>Eléments-traces dans les sols</th><th>Valeur Limite (mg/kg MS)</th></tr><tr><td>Cadmium</td><td>2</td></tr><tr><td>Chrome</td><td>150</td></tr><tr><td>Cuivre</td><td>100</td></tr><tr><td>Mercure</td><td>1</td></tr><tr><td>Nickel</td><td>50</td></tr><tr><td>Plomb</td><td>100</td></tr><tr><td>Zinc</td><td>300</td></tr></table>		Eléments-traces dans les sols	Valeur Limite (mg/kg MS)	Cadmium	2	Chrome	150	Cuivre	100	Mercure	1	Nickel	50	Plomb	100	Zinc	300						
Eléments-traces dans les sols	Valeur Limite (mg/kg MS)																						
Cadmium	2																						
Chrome	150																						
Cuivre	100																						
Mercure	1																						
Nickel	50																						
Plomb	100																						
Zinc	300																						
Tableau 3 : Flux cumulé maximum en éléments-traces métalliques apporté par les déchets pour les pâturages ou les sols de pH inférieurs à 6																							
<table><tr><th>Eléments-traces métalliques</th><th>Flux cumulé maximum apporté par les déchets en 10 ans (g/m²)</th></tr><tr><td>Cadmium</td><td>0,015</td></tr><tr><td>Chrome</td><td>1,2</td></tr><tr><td>Cuivre</td><td>1,2</td></tr><tr><td>Mercure</td><td>0,012</td></tr><tr><td>Nickel</td><td>0,3</td></tr><tr><td>Plomb</td><td>0,9</td></tr><tr><td>Sélénium (*)</td><td>0,12</td></tr><tr><td>Zinc</td><td>3</td></tr><tr><td>Chrome+cuivre+nickel+zinc</td><td>4</td></tr></table>		Eléments-traces métalliques	Flux cumulé maximum apporté par les déchets en 10 ans (g/m²)	Cadmium	0,015	Chrome	1,2	Cuivre	1,2	Mercure	0,012	Nickel	0,3	Plomb	0,9	Sélénium (*)	0,12	Zinc	3	Chrome+cuivre+nickel+zinc	4		
Eléments-traces métalliques	Flux cumulé maximum apporté par les déchets en 10 ans (g/m²)																						
Cadmium	0,015																						
Chrome	1,2																						
Cuivre	1,2																						
Mercure	0,012																						
Nickel	0,3																						
Plomb	0,9																						
Sélénium (*)	0,12																						
Zinc	3																						
Chrome+cuivre+nickel+zinc	4																						
(*) Pour le pâturage uniquement.																							
6.2. Eléments de caractérisation de la valeur agronomique des déchets et des sols																							
Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des déchets destinés à l'épandage :																							

Article	Conformité	Commentaires
<p>- matière sèche (%) ; matière organique (%) ;</p> <p>- pH ;</p> <p>- azote global ;</p> <p>- azote ammoniacal (en NH₄) ;</p> <p>- rapport C/N ;</p> <p>- phosphore total (en P₂O₅) ; potassium total (en K₂O) ; calcium total (en CaO) ; magnésium total (en MgO) ; oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn). Cu, Zn et B seront mesurés à la fréquence prévue pour les éléments-traces.</p> <p>Les autres oligoéléments seront analysés dans le cadre de la caractérisation initiale des déchets.</p> <p>Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des sols :</p> <p>- granulométrie ;</p> <p>- mêmes paramètres que pour la valeur agronomique des déchets en remplaçant les éléments concernés par : P₂O₅ échangeable, K₂O échangeable, MgO échangeable et CaO échangeable.</p> <p>6.3. Méthodes d'échantillonnage et d'analyse</p> <p>Echantillonnage des sols :</p> <p>Les prélèvements de sol doivent être effectués dans un rayon de 7,50 mètres autour du point de référence repéré par ses coordonnées Lambert, à raison de 16 prélèvements élémentaires pris au hasard dans le cercle ainsi dessiné :</p> <p>- de préférence en fin de culture et avant le labour précédant la mise en place de la suivant ;</p> <p>- avant un nouvel épandage éventuel de déchets ou d'effluents ;</p> <p>- en observant de toute façon un délai suffisant après un apport de matières fertilisantes pour permettre leur intégration correcte au sol ;</p> <p>- à la même époque de l'année que la première analyse et au même point de prélèvement.</p> <p>La norme NF X 31 100 (1992) est réputée répondre aux obligations d'échantillonnage.</p>		

Article	Conformité	Commentaires
<p>Méthodes de préparation et d'analyse des sols :</p> <p>Les méthodes de préparation et d'analyse des sols doivent être fiables et reproductibles.</p> <p>Echantillonnage des effluents et des déchets :</p> <p>Les méthodes d'échantillonnage sont adaptées en fonction des caractéristiques du déchet. Elles doivent être fiables et reproductibles. Les normes suivantes sont présumées répondre à ces deux obligations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NF EN 12579 (2013) : amendements organiques et support de culture - échantillonnage ; - NF U 44-108 (1982) : boues des ouvrages de traitement des eaux usées urbaines, boues liquides, échantillonnage en vue de l'estimation de la teneur moyenne d'un lot ; - NF U 42-051 (1968) : engrais, théorie de l'échantillonnage et de l'estimation d'un lot ; - NF U 42-053 (1979) : matières fertilisantes, engrais, contrôle de réception d'un grand lot, méthode pratique ; - NF U 42-080 (1981) : engrais, solutions et suspensions ; - NF U 42-090 (1983) : engrais, amendements calciques et magnésiens, produits solides, préparation de l'échantillon pour essai. <p>La procédure retenue doit donner lieu à un procès-verbal comportant les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identification et description du produit à échantillonner (aspect, odeur, état physique) ; - objet de l'échantillonnage ; - identification de l'opérateur et des diverses opérations nécessaires ; - date, heure et lieu de réalisation ; - mesures prises pour freiner l'évolution de l'échantillon ; - fréquence des prélèvements dans l'espace et dans le temps ; - plan des localisations des prises d'échantillons élémentaires (surface et profondeur) avec leurs caractéristiques (poids et volume) ; - descriptif de la méthode de constitution de l'échantillon représentatif (au moins 2 kg) 		

Article	Conformité	Commentaires
<p>à partir des prélèvements élémentaires (division, réduction, mélange, homogénéisation) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - descriptif des matériels de prélèvement ; - descriptif des conditionnements des échantillons ; - condition d'expédition. <p>Méthodes de préparation et d'analyse des déchets :</p> <p>La norme NF U 44-110 (1982) relative aux boues, amendements organiques et supports de culture est réputée répondre aux obligations d'échantillonnage.</p> <p>La méthode d'extraction qui n'est pas toujours normalisée doit être définie par le laboratoire selon les bonnes pratiques de laboratoire.</p> <p>Les analyses retenues peuvent être choisies parmi les listes ci-dessous, en utilisant dans la mesure du possible des méthodes normalisées pour autant qu'elles soient adaptées à la nature du déchet à analyser. Si des méthodes normalisées existent et ne sont pas employées par le laboratoire d'analyses, la méthode retenue devra faire l'objet d'une justification.</p> <p>Tableau 4 a : Méthodes analytiques pour les éléments-traces</p>		

Article			Conformité	Commentaires
Eléments	Méthode d'extraction et de préparation	Méthode analytique		
Elément-traces métalliques	Extraction à l'eau régale. Séchage aux micro-ondes ou à l'étuve	Spectrométrie d'absorption atomique ou spectrométrie d'émission (AES) ou spectrométrie d'émission (ICP) couplée à la spectrométrie de masse ou spectrométrie de fluorescence (pour Hg)		
Tableau 4 b : Méthodes analytiques recommandées pour les micro-polluants organiques				
Eléments	Méthode d'extraction et de préparation	Méthode analytique		
HAP	Extraction à l'acétone de 5 g MS (1) Séchage par sulfate de sodium. Purification à l'oxyde d'aluminium ou par passage sur résine XAD. Concentration.	Chromatographie liquide haute performance, détecteur fluorescence ou chromatographie en phase gazeuse + spectrométrie de masse.		
PCB	Extraction à l'aide d'un mélange acétone/éther de pétrole de 20g MS (*) Séchage par sulfate de sodium. Purification à l'oxyde d'aluminium ou par passage sur colonne de célite ou gel de bio-beads (* *). Concentration.	Chromatographie en phase gazeuse, détecteur ECD ou spectrométrie de masse		
(*) Dans le cas de déchets liquides, centrifugation préalable de 50 à 60g de déchet brut, extraction du surnageant à l'éther de pétrole et du culot à l'acétone suivie d'une seconde extraction à l'éther de pétrole ; combinaison des deux extraits après lavage à l'eau de l'extrait de culot.				
(* *) Dans le cas d'échantillons présentant de nombreuses interférences, purification supplémentaire par chromatographie de perméation de gel.				

Article			Conformité	Commentaires
Tableau 4 c : Méthodes analytiques recommandées pour les agents pathogènes				
Type d'agents pathogène	Méthodologie d'analyse	Etape de la méthode		
Salmonella	Dénombrement selon la technique du nombre le plus probable (NPP).	Phase d'enrichissement. Phase de sélection. Phase d'isolement. Phase d'identification. Phase de confirmation : serovars.		
Œufs d'helminthes	Dénombrement et viabilité.	Filtration de boues. Flottation au ZnSO ₄ . Extraction avec technique diphasique : - incubation ; - quantification. (Technique EPA, 1992.)		
Entérovirus	Dénombrement selon la technique du nombre le plus probable d'unités cytopathogènes (NPPUC).	Extraction-concentration au PEG6000 : - détection par inoculation sur cultures cellulaires BGM ; - quantification selon la technique du NPPUC.		
<p>Analyses sur les lixiviats :</p> <p>Elles peuvent être faites après extraction ou sur colonne lysimétrique et portent sur des polluants sélectionnés en fonction de leur présence dans le déchet, de leur solubilité et de leur toxicité.</p> <p>Les méthodes d'analyses recommandées appartiennent à la série des NFT 90 puisqu'il s'agit des solutions aqueuses.</p> <p>Annexe II : Dispositions applicables aux installations existantes</p> <p>Les dispositions ci-après sont applicables aux installations existantes selon le calendrier suivant :</p>				

Article		Conformité	Commentaires
1er janvier 2019	1er juillet 2019		
Article 1er			
Article 2			
Article 3	Article 9, sauf 4e point et système de détection automatique prévu au 5e point		
Article 4	Article 13		
Article 10	Article 15, 1er alinéa		
Article 12	Article 16		
Article 21	Article 17		
Article 22, sauf 1er point	Article 18		
Article 23, sauf 2e alinéa	Article 19		
Article 24	Article 20		
Article 25			
Article 26			
Les dispositions ne figurant pas dans le tableau ci-dessus ne sont pas applicables aux installations existantes.			

1. Analyse de l'arrêté ministériel du 06/06/2018 : rubriques 2711, 2713, 2714 ou 2716 (enregistrement)

La conformité du projet aux prescriptions générales contenues dans l'arrêté ministériel du 06/06/2018 est présentée ci-dessous :

Article	Conformité	Commentaires
Article 1er <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous les rubriques n° 2711, 2713, 2714 ou 2716.</p>	Oui	<p>L'analyse de la conformité concerne :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'activité de transit/regroupement et tri de déchets de métaux non dangereux de la plateforme de valorisation des métaux (rubrique 2713) ; - l'activité de transit/regroupement et tri de déchets non dangereux sur la plateforme extérieur (rubrique 2716) - l'activité de transit / regroupement de déchets non dangereux à en lien avec le bâtiment de transfert existant (anciennement rub 2716 DC) <p>Les éléments de conformité pour les autres activités et le site sont rappelés pour mémoire</p> <p>A noter que le projet permet de réorganiser et augmenter la capacité de la plateforme extérieure de tri et de transit de déchets non dangereux ; la capacité relative à la rubrique 2714 sera légèrement diminuée (passage de 720 à 220 m³) mais la capacité relative à la rubrique 2716 sera augmentée, passant du régime déclaratif au régime de l'enregistrement, pour porter sa capacité de 990 m³ à 2100 m³</p>
Article 2		

Article	Conformité	Commentaires
<p>(Champ d'application)</p> <p>Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations enregistrées à compter du 1er juillet 2018.</p> <p>Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations existantes, autorisées avant le 1er juillet 2018 ou dont le dossier de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er juillet 2018, dans les conditions précisées en annexe II.</p> <p>Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.</p>	Oui	<p>L'installation respectera les prescriptions de l'AM du 6/06/18</p> <p>Le centre de transfert est antérieur à la date du 01/07/2018 , ainsi les articles 5,6,7,8,11 ne sont pas applicables</p>
<p>Article 3</p> <p>(Définitions)</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par :</p> <p>« Entrée miroir » : ensemble composé de deux rubriques ou plus de la liste des codes déchets de la décision 2000/532/CE modifiée, dont au moins une avec astérisque et une autre sans, dont les libellés désignent un même type de déchet. Elle signifie que la dangerosité du flux de déchet est incertaine et qu'elle doit donc être évaluée au cas par cas.</p> <p>« Produits dangereux et matières dangereuses » : substances ou mélanges classés suivant les « classes et catégories de danger » définies à l'annexe I, parties 2, 3 et 4 du règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges dit « CLP ». Ce règlement a pour objectif de classer les substances et mélanges dangereux et de communiquer sur ces dangers via l'étiquetage et les fiches de données de sécurité.</p> <p>« Emergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation).</p> <p>« Zones à émergence réglementée » :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du 	Sans objet	

Article	Conformité	Commentaires
<p>dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ; • l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. 		
Article 4		
<p>Chapitre 1er : Dispositions générales (Dossier Installation classée)</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ; • le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ; • l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ; • les résultats des mesures sur les effluents et le bruit des cinq dernières années ; • le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents faites à l'inspection des installations classées ; • les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : • le plan des bâtiments (cf. article 9) ; • les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des bâtiments (cf. article 6) ; • les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques (cf. article 10) ; • les consignes d'exploitation (cf. article 12) ; • les informations préalables des produits et/ou déchets réceptionnés sur le site de l'installation (cf. article 13) ; • le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets (cf. article 13) ; 	Oui	<p>L'exploitant tiendra à jour un dossier comprenant les informations listées à l'article 4 et du dossier d'enregistrement. Les informations seront tenues à disposition de la DREAL sur le site</p>

Article	Conformité	Commentaires
<ul style="list-style-type: none"> le registre des déchets (cf. article 13) ; le plan des réseaux de collecte des effluents (cf. article 14) ; le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents si elle existe au sein de l'installation (cf. article 16) ; les résultats de l'autosurveillance eau (cf. article 20). <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>		
Article 5 (Implantation) Pour les rubriques n° 2711, 2714 ou 2716, les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur) sont suffisamment éloignées : <ul style="list-style-type: none"> des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes aux bâtiments, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) ; des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de réception et d'expédition des déchets et des éventuels magasins ou espaces de présentation d'équipements ou pièces destinés au réemploi ou à la réutilisation, sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²). <p>Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (référéncée dans le document de l'INERIS « Description de la méthode de calcul des</p>	Non concernée	<p>L'activité de transit /tri/regroupement de déchets métalliques non dangereux n'est pas concernée par le risque incendie compte tenu de la nature des matériaux incombustibles (déchets métalliques non dangereux), sauf pour la partie des câbles gainés (2713). L'activité de tri transit regroupement Eco mobilier (2716) est concerné par le risque incendie</p> <p>Transfert : non concerné</p> <p>Un examen des dangers a été réalisé pour l'ensemble du site (y compris le centre de transfert existant) avec modélisation des flux thermiques concernant le scénario d'incendie</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>effets thermiques produits par un feu d'entrepôt », partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques. Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m2) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p> <p>Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation des déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.</p> <p>Pour toutes les rubriques concernées par l'arrêté, l'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.</p>		
Article 6		
<p>Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions Section I : Dispositions constructives (Comportement au feu)</p> <p>Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'ensemble de la structure est R15 ; • les matériaux sont de classe A2s1d0 ; • les toitures et couvertures de toiture sont de classe BROOF (t3). <p>Les autres locaux et bâtiments présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • matériaux de classe A2s1d0 ; • murs extérieurs E 30 ; • murs séparatifs E 30 ; • portes et fermetures E 30 ; 	Non concerné	<p>Les activités de tri/transit/ regroupement des déchets métalliques et des déchets non dangereux concernés s'effectuent à l'extérieur</p> <p>Transfert : non concerné.</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>• toitures et couvertures de toiture BROOF (t3)</p> <p>Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet.</p>		
<p>Article 7</p> <p>(Accessibilité)</p> <p>I. Accessibilité</p> <p>L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.</p> <p>Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionné pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p> <p>Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.</p> <p>II. Voie « engins »</p> <p>Au moins une voie « engins » est maintenue dégagée pour :</p>	Oui	<p>Le site est accessible pour l'intervention du SDIS et dispose d'une voie engin ou échelle.</p> <p>Les parkings de stationnement sont implantés de manière à ne pas provoquer de gêne pour les engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les façades des bâtiments d'activité de tri de déchets non dangereux « DND pré trié » et « DND en mélange » dispose d'ouvrants de dimensions minimum de 4 m* 4 m.</p> <p>La vie principale de desserte du site respecte une largeur utile minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</p> <p>Elle a été dimensionnée pour permettre la circulation des véhicules avec le gabarit le plus encombrants (semi-remorques 40 T) grâce au logiciel Auto turn et respecte les dispositions du présent article.</p>

Article	Conformité	Commentaires
<ul style="list-style-type: none"> • la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; • l'accès au bâtiment ; • l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ; • l'accès aux aires de stationnement des engins pompes. <p>Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; • dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; • la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; • chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; • elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ; • aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes. <p>En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.</p> <p>III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)</p> <p>Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ; • longueur minimale de 10 mètres ; 		<p>Transfert : non concerné bien que non applicable, le bâtiment est accessible aux moyens de secours</p> <p>Cette voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».</p> <p>IV. Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)</p> <p>Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés). Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au II.</p> <p>1° Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens.</p> <p>Chacune de ces aires de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la largeur utile est au minimum de 7 mètres et la longueur au minimum de 10 mètres, avec un positionnement de l'aire permettant un stationnement parallèle au bâtiment ; • la pente est au maximum de 10 % ; • la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum ; • l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm² ; • aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens élévateurs aériens à la verticale de cette aire ; • elle comporte une matérialisation au sol ; • elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ; • elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout 		

Article	Conformité	Commentaires
<p>ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.</p> <p>2° Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des services d'incendie et de secours, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades. Chacune de ces aires respecte les caractéristiques définies au 1°, à l'exception des caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le positionnement de l'aire permet un stationnement perpendiculaire au bâtiment ; • la distance par rapport à la façade est inférieure à 1 mètre. <p>Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens définies au 2°, et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.</p> <p>Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.</p> <p>V. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins (installations de gestion de déchets combustibles ou inflammables)</p> <p>A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens élévateurs aériens est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.</p>		
<p>Article 8</p> <p>(Désenfumage)</p> <p>Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont</p>	Oui	<p>Transfert : non concerné</p> <p>Cependant La toiture est dotée de trappes de désenfumage (vérifiées annuellement) et la paroi en plexiglass à l'arrière des trémies fait office d'ouverture en cas d'incendie. Une visite du SDIS a validé cette information.</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.</p> <p>Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes lorsque leur entreposage en intérieur est possible.</p> <p>La surface utile d'ouverture de l'ensemble des exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la surface au sol du bâtiment.</p> <p>Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévue pour 250 m² de superficie projetée de toiture.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage. Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.</p>		
Article 9		
<p>(Moyens de lutte contre l'incendie)</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; • de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire ; • d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits ou déchets gérés dans l'installation. 	Oui	<p>Le site dispose concernant les moyens de lutte contre l'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 accès secours pour le SDIS (entrée principal et accès spécifique SDIS) - 3 poteaux incendies (PI) délivrant un débit > 60 m³/h pendant 2 heures - 1 système de détection, d'alarme et d'alerte incendie - Des moyens d'extinctions répartis dans les locaux : extincteurs portatifs et RIA <p>Un bassin permettant le confinement des eaux d'extinction incendie</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none"> 1. Des bouches d'incendie, poteaux ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> • d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; • d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque, ainsi que des pelles. <p>L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux règles en vigueur. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>		<p>Pour le centre de transfert : conforme pour les moyens de lutte (PI, Extincteurs sable) ; pas de détection incendie mais non applicable au bâtiment de transfert</p>
Article 10		
Section II : Dispositif de prévention des accidents		

Article	Conformité	Commentaires
<p>(Installations électriques et mise à la terre)</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p> <p>Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.</p>	Oui	<p>La conformité des installations électriques sera tenue à disposition de la DREAL et sera régulièrement entretenues et vérifiées.</p> <p>Transfert : Rapport disponible et à la disposition de la DREAL</p>
<p>Article 11</p> <p>Section III : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles</p> <p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>II. La capacité de rétention est étanche aux liquides qu'elle contient et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des liquides incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>III. Le sol des aires et des locaux d'entreposage ou de manipulation des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>	Oui	<p>Le site dispose d'un stockage carburant équipé d'une rétention équivalente à 100 % du volume) : cuve aérienne de gazole de 40 000 litres, associé à une capacité de rétention de 40,5 m3 et équipé d'une jauge électronique.</p> <p>Le sol des aires de stockage et de manipulation de DND est étanche et incombustibles (classe A1), et indépendante hydrauliquement (présence d'un seuil sur le bâtiment transfert DND mais pas sur le bâtiment comptoir métaux). L'aire de lavage est équipée d'un dispositif puisard permettant de recueillir les eaux de lavages, avant rejet dans le réseau d'eaux usées.</p> <p>Le site est équipé d'un bassin étanche équipé d'un obturateur permettant le confinement des eaux d'extinction incendie. Le besoin en eaux d'extinction incendie a été calculé d'après le document Technique D9A " Défense extérieure contre l'incendie - Guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction" - Document élaboré par l'INESC (Institut National d'Études de la Sécurité Civile), la FFSA (Fédération Française des Sociétés d'Assurances), et le CNPP (Centre National de Prévention et de Protection) - Edition août 2004. Ce calcul</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>IV. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureuse de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>		<p>D9A intègre la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Transfert : non applicable mais contrôle interne visuel des rétentions et de la dalle.</p>
Article 12		
Section IV : Dispositions d'exploitation	Oui	SUEZ RV Méditerranée dispose d'un ensemble de consignes d'exploitation

Article	Conformité	Commentaires
<p>(Consignes d'exploitation)</p> <p>Les opérations susceptibles de générer un accident ou une pollution font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de conditionnement des produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.</p>		<p>et matière de HSE, sur le site de Vendargues.</p> <p>Les consignes sont conformes au code du travail. Elles détaillent l'ensemble des modes opératoires et procédures nécessaires au bon fonctionnement de l'exploitation, en cas d'accident, ou en cas de sinistre. Elles sont affichées dans les locaux fréquentés par le personnel.</p> <p>Transfert : consignes disponibles et mise à jour au fil de l'eau</p>
Article 13		
<p>(Gestion déchets réceptionnés)</p> <p>I. Admissibilité des déchets</p> <p>Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux.</p> <p>L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.</p> <p>II. Procédure d'information préalable</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité (s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; 	Oui	<p>L'installation ne traite que des déchets non dangereux.</p> <p>Les déchets sont admis uniquement pendant les horaires d'ouverture du site. Le reste du temps le site est clos et le portail fermé.</p> <p>Les déchets suivent une procédure d'acceptation suivante :</p> <p>Passage au niveau du pont bascule et de l'accueil Contrôle par l'opérateur de la conformité des documents et de la nature des déchets aux critères d'acceptation. A défaut le chargement est refusé</p> <p>Une fois acceptés, les déchets sont pesés, les informations enregistrées dans un registre de suivi des déchets entrants. L'apporteur est orienté vers L'installation apte à traiter les déchets. Le responsable d'exploitation ou la personne déléguée en son absence contrôle les déchets et vérifie l'état des stocks, au déchargement. La nature des déchets stockées est clairement indiquée sur des panneaux d'affichage.</p> <p>Le registre des déchets entrants précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; - le nom et l'adresse du détenteur des déchets ; - la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de

Article	Conformité	Commentaires
<ul style="list-style-type: none"> - données concernant la composition du déchet dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) et son comportement à la lixiviation, le cas échéant ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. <p>b) Conditions d'admission en cas d'épandage de certaines matières ou déchets</p> <p>L'exploitant doit s'assurer du caractère épandable des matières ou déchets dès l'admission.</p> <p>Dans ce cas, l'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1069/2009, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1069/2009, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ; - les conditions de son transport ; - le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site. <p>L'information préalable mentionnée précédemment est complétée par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe 7a de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux</p>		<p>l'environnement) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identité du transporteur des déchets ; - le numéro d'immatriculation du véhicule ; - l'opération subie par les déchets dans l'installation et le code correspondant. <p>Transfert : les FIP sont gérées par le logiciel Synergie + contrôle de non radioactivité pour l'ensemble des déchets entrants</p> <p>Aucun épandage n'est réalisé.</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation modifié.</p> <p>Dans le cas d'une admission de boues d'épuration domestiques ou industrielles, celles-ci doivent être conformes à l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé ou à l'arrêté du 2 février 1998 mentionné à l'alinéa précédent, et l'information préalable précise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ; - une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ; - une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, réalisée selon la fréquence indiquée dans cet arrêté sur une période de temps d'une année. <p>Tout lot de boues présentant une non-conformité aux valeurs limites fixées à l'annexe 1 de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé est refusé par l'exploitant.</p> <p>Les informations relatives aux boues sont conservées pendant dix ans par l'exploitant et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>c) Essais à réaliser :</p> <p>Les données concernant la composition du déchet et l'ampleur des essais requis en laboratoire dépendent du type de déchets. Notamment, les déchets municipaux classés comme non dangereux, les fractions non dangereuses collectées séparément des déchets ménagers et les déchets non dangereux de même nature provenant d'autres origines (déchets de métaux et d'alliages de métaux, déchets de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles ou bois) ne nécessitent pas d'essais concernant le comportement à la lixiviation.</p> <p>Pour les autres types de déchets, il convient de réaliser un essai de lixiviation selon les règles en vigueur. L'analyse des concentrations contenues dans le lixiviat porte sur les</p>		

Article	Conformité	Commentaires
<p>métaux (As, Cd, Cr total, Cu, Hg, Ni, Pb et Zn), les fluorures, l'indice phénols, les cyanures libres, les hydrocarbures totaux, les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les composés organiques halogénés (en AOX ou EOX). La siccité du déchet brut et sa fraction soluble sont également évaluées.</p> <p>Les tests et analyses relatifs à l'information préalable peuvent être réalisés par le producteur du déchet, l'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri ou tout laboratoire compétent.</p> <p>Il est possible de ne pas effectuer les essais après accord de l'inspection des installations classées dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes les informations nécessaires à l'information préalable sont déjà connues et dûment justifiées ; - le déchet fait partie d'un type de déchet pour lequel la réalisation des essais présente d'importantes difficultés ou entraînerait un risque pour la santé des intervenants ou, le cas échéant, pour lequel on ne dispose pas de procédure d'essai ; - l'exploitant met en place une surveillance de l'ensemble des paramètres mentionnés dans l'article 17. <p>d) Dispositions particulières :</p> <p>Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.</p> <p>Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.</p> <p>Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.</p>		

Article	Conformité	Commentaires
<p>L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.</p> <p>III. Procédure d'admission</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point II ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p>		<p>Une procédure d'admission est mise en place pour chaque catégorie de déchets selon le modèle de certificat d'acceptation</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité (s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.</p> <p>Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p> <p>IV. Entreposage des déchets</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p>		

Article	Conformité	Commentaires
<p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas 3 mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. <p>V. Opérations de tri des déchets</p> <p>Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).</p> <p>Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques</p> <p>Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet.</p> <p>Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié.</p>		

Article	Conformité	Commentaires
<p>Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée.</p> <p>Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 relatif aux modalités de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques prévues à l'article 21 du décret n° 2005-829 du 20 juillet 2005 relatif à la composition des équipements électriques et électroniques et à l'élimination des déchets issus de ces équipements, ou remis aux personnes tenues de les reprendre, en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.</p> <p>Dans le cas d'un déversement accidentel de mercure, l'ensemble des déchets collectés est rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu d'une étiquette adéquate, pour être expédié dans un centre de traitement des déchets mercuriels.</p>		
Article 14		
<p>Chapitre III : Emissions dans l'eau</p> <p>Section I : Collecte et rejet des effluents</p> <p>(Collecte des effluents)</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</p> <p>Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.</p>	Oui	<p>La gestion pluviale du site n'est pas modifiée par rapport à l'existant</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés</p> <p>Le site est indépendant hydrauliquement et dispose d'un réseau séparatif pour les eaux de toitures et de voiries d'une part et d'autre part pour les eaux résiduaires.</p> <p>Le site ne génère pas d'eau de process. Les eaux de lavage sont produites en faible quantité et dirigés après passage dans séparateur à hydrocarbures de types débourbeur déshuileur</p> <p>Il existe un seul point de rejet pour les eaux pluviales. Les eaux pluviales sont collectées et orientées après passage dans un débourbeur déshuileur de type by-pass, avant d'être rejetées dans le réseau pluvial de la commune via le bassin EP du site. Les eaux de toiture des bâtiments sont</p>

Article	Conformité	Commentaires																				
<p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p>		<p>collectées et orientées vers 2 bassins d'infiltration de 100 m3 (toiture bâtiment métaux, anciennement atelier) et 200 m3 (toiture centre de transfert).</p> <p>Eaux usées et égouttures</p> <p>Le site est connecté au réseau d’eaux usées de la commune. L’installation dispose d’une convention de rejet dans ce réseau pour les eaux d’égouttures du bâtiment de transfert, les eaux des aires de lavage, les eaux usées des locaux sociaux. Le rejet se fait après prétraitement au sein de déboueurs déshuileurs (hors EU).</p> <p>Eaux pluviales</p> <p>L’ensemble des eaux ruisselant sur les surfaces imperméabilisées du site, y compris les eaux d’extinction incendie sont captées et il n’existe aucun écoulement à l’extérieur du site. En cas de sinistre ou de suspicion d’une pollution, une procédure de gestion des eaux est enclenchée, la fermeture de vannes permet d’éviter tous rejet vers les réseaux récepteurs et de confiner les eaux sur site. Les eaux sont alors analysées, si les paramètres sont compatibles avec les critères de rejet elles sont rejetées au milieu récepteur, dans le cas contraire elles sont pompées et leur traitement est pris en charge par une filière appropriée.</p> <p>Les origines des effluents et les types de pré traitement réalisé et le point de rejet sont rappelés ci-après :</p> <table><tr><th>Origine de l'effluent</th><th>Installation de pré-traitement</th><th>Estimation du volume par jour</th><th>Point de rejet</th></tr><tr><td>Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Quai de transfert)</td><td>Bassin de décantation Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, déboureur</td><td>Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 200l/s</td><td>Réseau EP</td></tr><tr><td>Eau de process Centre de tri (Quai de transfert)</td><td>Dégrillage (15 mm) Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, déboureur</td><td>Non précisé Capacité du séparateur : 5 l/s</td><td>Réseau EU</td></tr><tr><td>Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Ateliers y compris Station service et Stockage Carburant)</td><td>Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, déboureur</td><td>Non précisé Capacité du séparateur : 1,5 l/s</td><td>Réseau EP</td></tr><tr><td>Piste de lavage (Ateliers) Camion,</td><td>Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, déboureur</td><td>Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 15 l/s</td><td>Réseau EP</td></tr></table>	Origine de l'effluent	Installation de pré-traitement	Estimation du volume par jour	Point de rejet	Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Quai de transfert)	Bassin de décantation Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, déboureur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 200l/s	Réseau EP	Eau de process Centre de tri (Quai de transfert)	Dégrillage (15 mm) Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, déboureur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 l/s	Réseau EU	Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Ateliers y compris Station service et Stockage Carburant)	Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, déboureur	Non précisé Capacité du séparateur : 1,5 l/s	Réseau EP	Piste de lavage (Ateliers) Camion,	Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, déboureur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 15 l/s	Réseau EP
Origine de l'effluent	Installation de pré-traitement	Estimation du volume par jour	Point de rejet																			
Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Quai de transfert)	Bassin de décantation Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, déboureur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 200l/s	Réseau EP																			
Eau de process Centre de tri (Quai de transfert)	Dégrillage (15 mm) Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, déboureur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 l/s	Réseau EU																			
Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Ateliers y compris Station service et Stockage Carburant)	Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, déboureur	Non précisé Capacité du séparateur : 1,5 l/s	Réseau EP																			
Piste de lavage (Ateliers) Camion,	Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, déboureur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 15 l/s	Réseau EP																			

Article	Conformité	Commentaires
Article 15		
<p>(Points de prélèvements pour les contrôles)</p> <p>Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (DCO, concentration en polluant, etc.).</p> <p>Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.</p> <p>Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.</p>	Oui	Le bassin pluvial est facilement accessible et permet des interventions en toute sécurité pour permettre de réaliser un prélèvement (rampe d'accès et un ouvrage de surverse existant)
Article 16		
<p>(Rejet des effluents)</p> <p>Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>	Oui	Les rejets d'eaux résiduaires seront conformes à la convention de rejet du réseau d'eaux usées. Le site est connecté au réseau d'eaux usées de la commune. Le site dispose d'une convention de rejet dans ce réseau pour les eaux des aires de lavage, les eaux usées des locaux sociaux. Le rejet se fait après prétraitement au sein de débourbeurs déshuileurs. Le site dispose d'un plan des réseaux à jour.
Article 17		
<p>Section II : Valeurs limites d'émission</p> <p>(VLE pour rejet dans le milieu naturel)</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.</p>	Oui	Les paramètres analysés sont ceux de l'AM et de la convention

Article	Conformité	Commentaires														
<table><tr><td colspan="2">1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)</td></tr><tr><td colspan="2">Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)</td></tr><tr><td>flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j</td><td>100 mg/l</td></tr><tr><td>flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j</td><td>35 mg/l</td></tr><tr><td colspan="2">DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)</td></tr><tr><td>flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j</td><td>300 mg/l</td></tr><tr><td>flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j</td><td>125 mg/l</td></tr></table>	1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)		Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)		flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l	flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l	DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)		flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l	flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l		
1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique en oxygène (DCO)																
Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)																
flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j	100 mg/l															
flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j	35 mg/l															
DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)																
flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j	300 mg/l															
flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j	125 mg/l															

Article	Conformité			Commentaires
2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)				
	N° CAS	Code SANDRE		
Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j	
Cadmium et ses composés	7440-43-9	1388	25 µg/l	
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr ⁶⁺ : 50µg/l)	
Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150mg/l si le rejet dépasse 5 g/j	
Mercure et ses composés (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l	
Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5g/j	
Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5g/j	
Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8mg/l si le rejet dépasse 20 g/j	
Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l	
Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l	
Cyanures libres	57-12-5	1084	0,1 mg/l	
Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l	
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)	
Benzo(a)pyrène	50-32-8	1115		
Somme Benzo(b)fluoranthène + Benzo(k)fluoranthène	205-99-2 207-08-9	/ -		
Somme Benzo(g, h,i)perylène + Indeno(1,2,3-cd)pyrène	191-24-2 193-39-5	/ -		
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l	

Article	Conformité	Commentaires																																																												
<p>Article 18</p> <p>(Raccordement à une station d'épuration)</p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p> <p>Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :</p> <ul style="list-style-type: none">- MEST : 600 mg/l ;- DCO : 2 000 mg/l. <p>Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelles conventions de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements.</p> <p>Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (rubrique n° 2750) ou mixte (rubrique n° 2752) dans le cas de rejets de micropolluants.</p> <p>Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p>	<p>Oui</p>	<p>Les rejets d'eaux résiduaires seront conformes à la convention de rejet du réseau d'eaux usées. Le site est connecté au réseau d'eaux usées de la collectivité. Le site dispose d'une convention de rejet dans ce réseau pour les eaux des aires de lavage, les eaux usées des locaux sociaux. Le rejet se fait après prétraitement au sein de déboueurs déshuileurs. Le site dispose d'un plan des réseaux à jour.</p> <p>Le site est raccordé au réseau d'eaux usées. Les eaux résiduaires sont traitées par la station d'épuration urbaine.</p> <p>Les rejets respecteront les valeurs limites suivantes définies dans le cadre de la convention</p> <p>Les analyses sont réalisées selon les exigences de la convention et de l'AM</p> <p><u>Point de rejet situé sur l'Avenue de Bigos (Comptoir métaux et aire de lavage)</u></p> <table><tr><th>Paramètres</th><th>Flux journalier maximal (kg/jour)*</th><th>Flux horaire maximum (kg/h)**</th><th>Concentration moyenne (mg/l)</th><th>Valeur limite maximale à respecter (mg/l)*</th></tr><tr><td>DBO₅</td><td>0.07</td><td>0.05</td><td>52</td><td>300</td></tr><tr><td>DCO</td><td>0.17</td><td>0.11</td><td>130</td><td>675</td></tr><tr><td>MES</td><td>0.22</td><td>0.06</td><td>172</td><td>350</td></tr><tr><td>Azote total Kjeldhal (NTK)</td><td>0.005</td><td>0.01</td><td>4.1</td><td>60</td></tr><tr><td>Phosphore total (P)</td><td>0.01</td><td>0.002</td><td>10</td><td>12</td></tr><tr><td>Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)</td><td>2.29 eq/jr</td><td>0.35 eq/h</td><td>2 eq/m3</td><td>2.2 eq/m3</td></tr><tr><td>METOX détaillé</td><td>0.003</td><td>0.0004</td><td>2.08</td><td>2.5</td></tr><tr><td>Substances organochlorées (AOX)</td><td>0.0003</td><td>48.10-6</td><td>0.25</td><td>0.3</td></tr><tr><td>Rapport DCO/DBO₅</td><td colspan="4">≤ 2,5</td></tr><tr><td>Potentiel Hydrogène (pH)</td><td colspan="4">5,5 ≤ x ≤ 8,5</td></tr><tr><td>Température</td><td colspan="4">≤ 30°C</td></tr></table> <p>*Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne.</p> <p>** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée</p> <p>*** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.</p> <p><u>Point de rejet situé en limite de la clôture côté Es, voie ferrée et voie d'accès (centre de transfert)</u></p>	Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)*	DBO ₅	0.07	0.05	52	300	DCO	0.17	0.11	130	675	MES	0.22	0.06	172	350	Azote total Kjeldhal (NTK)	0.005	0.01	4.1	60	Phosphore total (P)	0.01	0.002	10	12	Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	2.29 eq/jr	0.35 eq/h	2 eq/m3	2.2 eq/m3	METOX détaillé	0.003	0.0004	2.08	2.5	Substances organochlorées (AOX)	0.0003	48.10-6	0.25	0.3	Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5				Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5				Température	≤ 30°C			
Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)*																																																										
DBO ₅	0.07	0.05	52	300																																																										
DCO	0.17	0.11	130	675																																																										
MES	0.22	0.06	172	350																																																										
Azote total Kjeldhal (NTK)	0.005	0.01	4.1	60																																																										
Phosphore total (P)	0.01	0.002	10	12																																																										
Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	2.29 eq/jr	0.35 eq/h	2 eq/m3	2.2 eq/m3																																																										
METOX détaillé	0.003	0.0004	2.08	2.5																																																										
Substances organochlorées (AOX)	0.0003	48.10-6	0.25	0.3																																																										
Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5																																																													
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5																																																													
Température	≤ 30°C																																																													

Article	Conformité	Commentaires																																																												
		<table><tr><th>Paramètres</th><th>Flux journalier maximal (kg/jour)*</th><th>Flux horaire maximum (kg/h)**</th><th>Concentration moyenne (mg/l)</th><th>Valeur limite maximale à respecter (mg/l)**</th></tr><tr><td>DBO₅</td><td>2.59</td><td>0.38</td><td>2250</td><td>2700</td></tr><tr><td>DCO</td><td>2.69</td><td>0.39</td><td>2339</td><td>2807</td></tr><tr><td>MES</td><td>0.24</td><td>0.05</td><td>210</td><td>350</td></tr><tr><td>Azote total Kjeldhal (NTK)</td><td>0.07</td><td>0.01</td><td>63</td><td>76</td></tr><tr><td>Phosphore total (P)</td><td>0.01</td><td>0.002</td><td>10</td><td>12</td></tr><tr><td>Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)</td><td>1.15 eq/lr</td><td>0.17 eq/h</td><td>1 eq/m3</td><td>1.2 eq/m3</td></tr><tr><td>METOX détaillé</td><td>0.004</td><td>0.0005</td><td>3.15</td><td>3.8</td></tr><tr><td>Substances organochlorées (AOX)</td><td>0.0004</td><td>54.10-6</td><td>0.32</td><td>0.38</td></tr><tr><td>Rapport DCO/DBO₅</td><td colspan="4">≤ 2,5</td></tr><tr><td>Potentiel Hydrogène (pH)</td><td colspan="4">5,5 ≤ x ≤ 8,5</td></tr><tr><td>Température</td><td colspan="4">≤ 30°C</td></tr></table> <p>*Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne. ** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée *** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.</p>	Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)**	DBO ₅	2.59	0.38	2250	2700	DCO	2.69	0.39	2339	2807	MES	0.24	0.05	210	350	Azote total Kjeldhal (NTK)	0.07	0.01	63	76	Phosphore total (P)	0.01	0.002	10	12	Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	1.15 eq/lr	0.17 eq/h	1 eq/m3	1.2 eq/m3	METOX détaillé	0.004	0.0005	3.15	3.8	Substances organochlorées (AOX)	0.0004	54.10-6	0.32	0.38	Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5				Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5				Température	≤ 30°C			
Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)**																																																										
DBO ₅	2.59	0.38	2250	2700																																																										
DCO	2.69	0.39	2339	2807																																																										
MES	0.24	0.05	210	350																																																										
Azote total Kjeldhal (NTK)	0.07	0.01	63	76																																																										
Phosphore total (P)	0.01	0.002	10	12																																																										
Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	1.15 eq/lr	0.17 eq/h	1 eq/m3	1.2 eq/m3																																																										
METOX détaillé	0.004	0.0005	3.15	3.8																																																										
Substances organochlorées (AOX)	0.0004	54.10-6	0.32	0.38																																																										
Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5																																																													
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5																																																													
Température	≤ 30°C																																																													
Article 19																																																														
<p>(Dispositions communes au VLE pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration)</p> <p>Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. Dans le cas où il s'avérerait impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, il sera pratiqué un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels si la nature des rejets le justifie.</p> <p>Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.</p> <p>Dans le cas où une autosurveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.</p> <p>Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.</p>	Oui	<p>SUEZ RV Méditerranée dispose d’une procédure interne de suivi des rejets : « Consignes de gestion des eaux ».</p> <p>Cette procédure synthétise l’ensemble des contrôles et suivis à réaliser pour chaque réseau de gestion des eaux.</p> <p>Les mesures sont réalisées sur un échantillon représentatif conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Les débits rejetés sont également suivis et consignés.</p>																																																												
Article 20																																																														

Article	Conformité	Commentaires
<p>(Mesures périodiques)</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 17 et 18 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent article.</p>	Oui	Un contrôle est réalisé tous les ans par un organisme extérieur
Article 21		
<p>(Epanchage)</p> <p>Sans préjudice des articles R. 211-29 et D. 543-226-1 du code de l'environnement, ni du code rural et des pêches maritimes, l'application de déchets ou effluents sur ou dans les sols n'est autorisée que pour la rubrique n° 2716 et sous réserve que chacune de ces matières remplisse dès son admission sur l'installation avant regroupement, les conditions techniques et réglementaires pour être épanchées. L'épandage se fait dans le respect des conditions de l'annexe I du présent arrêté.</p> <p>Toute application d'un autre déchet et effluent sur ou dans les sols est interdite.</p>	Sans objet	Il n'y a aucun épandage et effluent de déchets sur le site
Article 22		
<p>Chapitre IV : Emissions dans l'air</p> <p>(Risques d'envols et poussières)</p> <p>L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin ; - s'il est fait l'usage de bennes ouvertes, les produits et déchets entrant et sortant du site sont couverts d'une bâche ou d'un filet ; - toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles, ainsi que pour en assurer la destruction. 	Sans objet	Les voies d'accès et issues de secours sont dégagées de tout entreposage de déchets.
Article 23		
<p>(Odeurs)</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.</p>	Oui	Le site accueille des déchets fermentescibles uniquement en transit pour une brève durée de transfert.

Article	Conformité	Commentaires									
<p>Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins d'entreposage, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.).</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins d'entreposage ou dans les canaux à ciel ouvert.</p>											
Article 24											
<p>(Fluides frigorigènes rubrique n° 2711)</p> <p>Toutes dispositions sont prises pour éviter le rejet à l'atmosphère des fluides frigorigènes halogénés contenus dans des déchets d'équipements de production de froid, y compris de façon accidentelle lors de leur manipulation.</p> <p>Le dégazage du circuit réfrigérant de ces équipements est interdit.</p>	Sans objet	<p>L'activité de tri/ transit et regroupement de déchets métalliques n'est pas concernée</p> <p>Transfert : non applicable</p>									
Article 25											
<p>I. Valeurs limites de bruit</p> <p>Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</th><th>Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, y compris les dimanches et jours fériés</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr> <tr> <td>supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr> </tbody> </table> <p>De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, y compris les dimanches et jours fériés	supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)	supérieur à 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)	Oui	<p>Le site de Vendargues fait l'objet d'un suivi périodique des émissions sonores. Le suivi est réalisé par une société compétente. L'exploitant met en œuvre les mesures de prévention sur site afin que les activités respectent les valeurs d'émission sonore en limite de propriété : engins d'exploitation capotés et émissions conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores, matériel utilisé et équipements conformes, ...</p> <p>Transfert ; dernière mesure réalisée en 2019</p>
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, y compris les dimanches et jours fériés									
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)									
supérieur à 45 dB (A)	5 dB(A)	3 dB(A)									

Article	Conformité	Commentaires
<p>Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.</p> <p>II. Appareils de communication</p> <p>L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.</p>		
Article 26		
<p>Chapitre VI : Déchets générés par l'installation (généralités)</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets qu'il génère ; - assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre : <ul style="list-style-type: none"> a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination. 	Oui	Le site respecte les dispositions concernant la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) et est conçu et organisé pour assurer la valorisation des déchets et prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets qu'il génère.
Article 27		
<p>Chapitre VII : Exécution</p> <p>Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 2018.</p>	Oui	
Article 28		
<p>Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.</p> <p>Fait le 6 juin 2018.</p> <p>Pour le ministre d'Etat et par délégation :</p>	Sans objet	

Article	Conformité	Commentaires
<p>Le directeur général de la prévention des risques, C. Bourillet</p> <p>Annexe I : Dispositions techniques en matière d'épandage L'épandage des déchets respecte les dispositions suivantes, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole :</p> <p>1. Généralités :</p> <p>Le déchet épandu a un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et son application ne porte pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ni à la qualité des sols et des milieux aquatiques et est mis en œuvre afin que les nuisances soient réduites au minimum.</p> <p>En cas de risque de dépassement des capacités de stockage du déchet, l'exploitant évalue les capacités complémentaires de stockage à mettre en place, décrit les modifications à apporter aux installations et en informe préalablement le préfet. A défaut, il identifie les installations de traitement du déchet auxquelles il peut faire appel.</p> <p>Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des déchets au regard des paramètres définis au point II ci-après, l'aptitude du sol à les recevoir, et le plan d'épandage détaillé ci-après. Cette étude justifie la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées et les documents de planification existants, notamment les plans prévus à l'article L. 541-14 du code de l'environnement et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux, prévus aux articles L. 212-1 et 3 du code de l'environnement.</p> <p>2. L'étude préalable et le plan d'épandage :</p> <p>L'étude préalable comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets à épandre : quantités prévisionnelles, rythme de production, valeur agronomique au regard des paramètres définis au point II ci-après, 		

Article	Conformité	Commentaires
<p>état physique, traitements préalables (déshydratation, pressage, chaulage...) en distinguant les formes liquides, pâteuses ou solides ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'indication des doses de déchets à épandre selon les différents types de culture à fertiliser et les rendements prévisionnels des cultures ; - l'emplacement, le volume, les caractéristiques et les modalités d'emploi des stockages de déchets en attente d'épandage ; - la description des caractéristiques des sols notamment au regard des paramètres définis à la partie 6, au vu d'analyses datant de moins d'un an ; - la localisation, le volume et les caractéristiques des ouvrages d'entreposage ; - la démonstration de l'adéquation entre les surfaces agricoles maîtrisées par les exploitants ou mises à sa disposition par des prêteurs de terre et les flux de déchets à épandre (productions, doses à l'hectare et temps de retour sur une même parcelle) ; <p>Au vu de cette étude préalable, un plan d'épandage est réalisé, il est constitué :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'une carte à une échelle minimum de 1/25 000e permettant de localiser les surfaces où l'épandage est possible compte tenu des exclusions mentionnées au point g « Règles d'épandages ». Cette carte fait apparaître les contours et les numéros des unités de surface permettant de les repérer, ainsi que les zones exclues à l'épandage ; - d'un document mentionnant l'identité et l'adresse des prêteurs de terres qui ont souscrit un contrat écrit avec l'exploitant, précisant notamment leurs engagements et responsabilités réciproques ; - d'un tableau référençant les surfaces repérées sur le support cartographique et indiquant, pour chaque unité, les numéros d'îlots de référence PAC ou à défaut les références cadastrales, la superficie totale et la superficie épandable, ainsi que le nom de l'exploitant agricole. <p>Toute modification du plan d'épandage doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>3. Les règles d'épandage :</p> <p>3.1. Les apports</p> <p>Les apports d'azote, de phosphore et de potasse toutes origines confondues, organique</p>		

Article	Conformité	Commentaires
<p>et minérale, sur les terres faisant l'objet d'un épandage, tiennent compte de la rotation des cultures ainsi que de la nature particulière des terrains et de leur teneur en éléments fertilisants. Pour ces éléments, la fertilisation est équilibrée et correspond aux capacités exportatrices de la culture concernée. La fertilisation azotée organique est interdite sur toutes les légumineuses sauf la luzerne et les prairies d'association graminées-légumineuses.</p> <p>3.2. Caractéristique des matières épandues</p> <p>Le pH des déchets est compris entre 6,5 et 8,5. Toutefois, des valeurs différentes peuvent être retenues sous réserve de conclusions favorables de l'étude préalable.</p> <p>Les déchets ne peuvent être répandus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - si les teneurs en éléments-traces métalliques dans les sols dépassent l'une des valeurs limites figurant au tableau 2 du point I ci-dessous. - dès lors que l'une des teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans le déchet excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b du point I ci-dessous ; - dès lors que le flux, cumulé sur une durée de dix ans, apporté par les déchets sur l'un de ces éléments ou composés excède les valeurs limites figurant aux tableaux 1 a ou 1 b du point I ci-dessous. <p>En outre, lorsque les déchets sont répandus sur des pâturages, le flux maximum des éléments-traces métalliques à prendre en compte, cumulé sur une durée de dix ans, est celui du tableau 3 du point I ci-dessous.</p> <p>Les déchets ne contiennent pas d'éléments ou substances indésirables autres que ceux listés au point I ci-dessous ni d'agents pathogènes.</p> <p>Les déchets ne doivent pas être épandus sur des sols dont le pH avant épandage est inférieur à 6, sauf lorsque les trois conditions suivantes sont simultanément remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le pH du sol est supérieur à 5 ; - la nature des déchets peut contribuer à remonter le pH du sol à une valeur supérieure ou égale à 6 ; 		

Article	Conformité	Commentaires
<p>- le flux cumulé maximum des éléments apportés aux sols est inférieur aux valeurs du tableau 3 ci-dessous.</p> <p>3.3. Programme prévisionnel d'épandage</p> <p>Un programme prévisionnel annuel d'épandage est établi, en accord avec les exploitants agricoles prêteurs de terres, au plus tard un mois avant le début des opérations concernées. Il inclut également les parcelles du producteur de déchets lorsque celui-ci est également exploitant agricole.</p> <p>Ce programme comprend au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste des parcelles concernées par la campagne ainsi que la caractérisation des systèmes de culture (cultures implantées avant et après l'épandage, période d'inter culture) sur ces parcelles ; - une caractérisation des différents types de déchets (liquides, pâteux et solides) et des différents lots à épandre (quantités prévisionnelles, rythme de production, ainsi qu'au moins les teneurs en azote global et azote minéral et minéralisable disponible pour la culture à fertiliser, mesurées et déterminées sur la base d'analyses datant de moins d'un an) ; - les préconisations spécifiques d'apport des déchets (calendrier et doses d'épandage...) <p>;</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'identification des personnes morales ou physiques intervenant dans la réalisation de l'épandage. <p>Ce programme prévisionnel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Il lui est adressé sur sa demande.</p> <p>3.4. Caractérisation des déchets</p> <p>La caractérisation des déchets à épandre fournie dans l'étude préalable doit être vérifiée par analyse avant le premier épandage.</p> <p>3.5. Cas d'une installation nouvelle</p>		

Article	Conformité	Commentaires
<p>Dans le cas d'une installation nouvelle, les données relatives aux caractéristiques des déchets et aux doses d'emploi sont actualisées et sont adressées au préfet à l'issue de la première année de fonctionnement.</p> <p>3.6. Prévention des nuisances</p> <p>Les déchets solides ou pâteux, non stabilisés ou fermentiscibles, sont enfouis le plus tôt possible, dans un délai maximum de quarante-huit heures, pour réduire les nuisances olfactives et les pertes par volatilisation. Des dérogations à l'obligation d'enfouissement peuvent toutefois être accordées sur justification dans le dossier d'enregistrement pour des cultures en place à condition que celles-ci ne soient pas destinées à la consommation humaine directe.</p> <p>Lorsque les effluents sont susceptibles de contenir des micro-organismes pathogènes, l'épandage ne doit pas être réalisé par des dispositifs d'aéro-aspersion qui produisent des brouillards fins.</p> <p>3.7. Distances et délais d'épandage</p> <p>Sous réserve des prescriptions fixées en application de l'article L 20 du code de la santé publique, l'épandage de déchets respecte les distances et délais minima suivants :</p>		

Article			Conformité	Commentaires
Nature des activités à protéger	Domaine d'application	Distance minimale		
Puits, forage, sources, aqueduc transitant des eaux destinés à la consommation humaine en écoulement libre, installations souterraines ou semi-enterrées utilisées pour le stockage des eaux, que ces dernières soient utilisées pour l'alimentation en eau potable ou pour l'arrosage des cultures maraîchères	Pente du terrain inférieure à 7 % Pente du terrain supérieure à 7 %	35 mètres 100 mètres		
Cours d'eau et plan d'eau	Pente du terrain inférieure à 7 %			
	1. Déchets non fermentescibles enfouis immédiatement après épandage	5 mètres des berges		
	2. Autres cas	35 mètres des berges		
	Pente du terrain supérieure à 7 %			
	1. Déchets solides et stabilisés	100 mètres des berges		
	2. Déchets non solides et non stabilisés	200 mètres des berges		
Lieux de baignade		200 mètres		
Sites d'aquaculture (pisciculture et zones conchylicoles)		500 mètres		
		50 mètres		
Habitations ou local occupé par des tiers, zones de loisirs et établissement recevant du public	En cas de déchets ou d'effluents odorants	100 mètres		
		Délai minimum		
Herbages ou culture fourragères	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes	Trois semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte de cultures fourragères		
	Autres cas	Six semaines avant la remise à l'herbe des animaux ou de la récolte des cultures fourragères		
Terrain affectés à des cultures maraîchères ou fruitières à l'exception des cultures d'arbres fruitiers		Pas d'épandage pendant la période de végétation		
Terrains destinés ou affectés à des cultures maraîchères ou fruitières, en contact avec les sols, ou susceptibles d'être consommés à l'état cru	En cas d'absence de risque lié à la présence d'agents pathogènes	Dix mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même		
	Autres cas	Dix-huit mois avant la récolte et pendant la récolte elle-même		

Article	Conformité	Commentaires
<p>3.8. Périodes d'épandage</p> <p>Les périodes d'épandage et les quantités épandues sont adaptées de manière :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à empêcher la stagnation prolongée sur les sols, le ruissellement en dehors des parcelles d'épandage, une percolation rapide ; - à empêcher l'accumulation dans le sol de substances susceptibles à long terme de dégrader sa structure ou de présenter un risque écotoxicologique ; - à empêcher le colmatage du sol, notamment par les graisses. <p>L'épandage est interdit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pendant les périodes où le sol est pris en masse par le gel ou abondamment enneigé, exception faite des déchets solides ; - pendant les périodes de forte pluviosité et pendant les périodes où il existe un risque d'inondation ; - en dehors des terres régulièrement travaillées et des prairies ou des forêts exploitées ; - sur les terrains à forte pente, dans des conditions qui entraîneraient leur ruissellement hors du champ d'épandage. <p>3.9. Détection d'anomalies</p> <p>Toute anomalie constatée sur les sols, les cultures et leur environnement lors ou à la suite de l'épandage de déchets et susceptible d'être relation avec ces épandages doit sans délai être signalée à l'inspection des installations classées.</p> <p>4. Stockage des déchets ou effluents :</p> <p>Les ouvrages permanents d'entreposage de déchets sont dimensionnés pour faire face aux périodes où l'épandage est soit impossible, soit interdit par l'étude préalable. Toutes dispositions sont prises pour que les dispositifs d'entreposage ne soient pas source de gêne ou de nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution des eaux ou des sols par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages</p>		

Article	Conformité	Commentaires
<p>d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.</p> <p>Le dépôt temporaire de déchets, sur les parcelles d'épandage et sans travaux d'aménagement, n'est autorisé que lorsque les cinq conditions suivantes sont simultanément remplies :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les déchets sont solides et peu fermentescibles, à défaut, la durée du dépôt est inférieur à quarante-huit heures ; - toutes les précautions ont été prises pour éviter le ruissellement sur ou en dehors des parcelles d'épandage ou une percolation rapide vers les nappes superficielles ou souterraines ; - le dépôt respecte les distances minimales d'isolement définies pour l'épandage au point 7 sauf pour la distance vis-à-vis des habitations ou locaux habités par des tiers qui est toujours égale à 100 mètres. En outre, une distance d'au moins 3 mètres vis-à-vis des routes et fossés doit être respectée ; - le volume du dépôt doit être adapté à la fertilisation raisonnée des parcelles réceptrices pour la période d'épandage considérée ; - la durée maximale ne doit pas dépasser un an et le retour sur un même emplacement ne peut intervenir avant un délai de trois ans. <p>5. Le cahier d'épandage :</p> <p>Un cahier d'épandage, tenu sous la responsabilité de l'exploitant, à la disposition de l'inspection des installations classées pendant une durée de dix ans, comporte pour chacune des parcelles (ou îlots) réceptrices épandues :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les surfaces effectivement épandues ; - les références parcellaires ; - les dates d'épandage ; - la nature des cultures ; - les volumes et la nature de toutes les matières épandues ; - les quantités d'azote global épandues toutes origines confondues ; - l'identification des personnes morales ou physiques chargées des opérations d'épandage ainsi que l'ensemble des résultats d'analyses pratiquées sur les sols et les matières épandues avec les dates de prélèvements et de mesures et leur localisation. 		

Article	Conformité	Commentaires
<p>Ce cahier d'épandage est renseigné de manière inaltérable une fois par semaine au cours desquelles des épandages ont été effectués.</p> <p>Lorsque les déchets sont épandus sur des parcelles mises à disposition par un prêteur de terres, un bordereau cosigné par l'exploitant et le prêteur de terre est référencé et joint au cahier d'épandage. Ce bordereau est établi au plus tard à la fin du chantier d'épandage et au moins une fois par semaine. Il comporte l'identification des parcelles réceptrices, les volumes et les quantités d'azote global épandues.</p> <p>6. Les analyses :</p> <p>Les sols doivent être analysés sur chaque point de référence :</p> <ul style="list-style-type: none"> - après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, sur chaque parcelle exclue du périmètre d'épandage ; - au minimum tous les dix ans. <p>Ces analyses portent sur les éléments et substances figurant au paragraphe 6.2 ci-dessous.</p> <p>Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols sont conformes aux dispositions du paragraphe 6.3 ci-après.</p> <p>6.1. Seuils en éléments-traces métalliques et en substances organiques</p> <p>Tableau 1 a : Teneurs limites en éléments-traces métalliques dans les déchets</p>		

Article			Conformité	Commentaires
Eléments-traces métalliques	Valeur limite dans les déchets (mg/kg MS)	Flux cumulé maximum apporté par les déchets en 10		
Cadmium	10	0.015		
Chrome	1 000	1,5		
Cuivre	1 000	1,5		
Mercure	10	0,015		
Nickel	200	0,3		
Plomb	800	1,5		
Zinc	3 000	4,5		
Chrome+Cuivre+Nickel+Zinc	4 000	6		
Tableau 1 b : Teneurs limites en composés-traces organiques dans les déchets				
Composés-traces organiques	Valeur Limite dans les déchets (mg/kg MS)		Flux cumulé maximum apporté par les déchets en (mg/m²)	
	Cas général	Epandage sur pâturage	Cas général	Epandage sur pâturage
Total des 7 principaux PCB (*)	0,8	0,8	1,2	1,2
Fluoranthène	5	4	7,5	6
Benzo(b)fluoranthène	2,5	2,5	4	4
Benzo(a)pyrène	2	1,5	3	2
(*) PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153, 180				
Tableau 2 : Valeurs limites de concentration dans les sols				

Article		Conformité	Commentaires																				
<table><tr><th>Eléments-traces dans les sols</th><th>Valeur Limite (mg/kg MS)</th></tr><tr><td>Cadmium</td><td>2</td></tr><tr><td>Chrome</td><td>150</td></tr><tr><td>Cuivre</td><td>100</td></tr><tr><td>Mercure</td><td>1</td></tr><tr><td>Nickel</td><td>50</td></tr><tr><td>Plomb</td><td>100</td></tr><tr><td>Zinc</td><td>300</td></tr></table>		Eléments-traces dans les sols	Valeur Limite (mg/kg MS)	Cadmium	2	Chrome	150	Cuivre	100	Mercure	1	Nickel	50	Plomb	100	Zinc	300						
Eléments-traces dans les sols	Valeur Limite (mg/kg MS)																						
Cadmium	2																						
Chrome	150																						
Cuivre	100																						
Mercure	1																						
Nickel	50																						
Plomb	100																						
Zinc	300																						
Tableau 3 : Flux cumulé maximum en éléments-traces métalliques apporté par les déchets pour les pâturages ou les sols de pH inférieurs à 6																							
<table><tr><th>Eléments-traces métalliques</th><th>Flux cumulé maximum apporté par les déchets en 10 ans (g/m²)</th></tr><tr><td>Cadmium</td><td>0,015</td></tr><tr><td>Chrome</td><td>1,2</td></tr><tr><td>Cuivre</td><td>1,2</td></tr><tr><td>Mercure</td><td>0,012</td></tr><tr><td>Nickel</td><td>0,3</td></tr><tr><td>Plomb</td><td>0,9</td></tr><tr><td>Sélénium (*)</td><td>0,12</td></tr><tr><td>Zinc</td><td>3</td></tr><tr><td>Chrome+cuivre+nickel+zinc</td><td>4</td></tr></table>		Eléments-traces métalliques	Flux cumulé maximum apporté par les déchets en 10 ans (g/m ²)	Cadmium	0,015	Chrome	1,2	Cuivre	1,2	Mercure	0,012	Nickel	0,3	Plomb	0,9	Sélénium (*)	0,12	Zinc	3	Chrome+cuivre+nickel+zinc	4		
Eléments-traces métalliques	Flux cumulé maximum apporté par les déchets en 10 ans (g/m ²)																						
Cadmium	0,015																						
Chrome	1,2																						
Cuivre	1,2																						
Mercure	0,012																						
Nickel	0,3																						
Plomb	0,9																						
Sélénium (*)	0,12																						
Zinc	3																						
Chrome+cuivre+nickel+zinc	4																						
(*) Pour le pâturage uniquement.																							
6.2. Eléments de caractérisation de la valeur agronomique des déchets et des sols																							
Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des déchets destinés à l'épandage :																							

Article	Conformité	Commentaires
<p>- matière sèche (%) ; matière organique (%) ;</p> <p>- pH ;</p> <p>- azote global ;</p> <p>- azote ammoniacal (en NH₄) ;</p> <p>- rapport C/N ;</p> <p>- phosphore total (en P₂O₅) ; potassium total (en K₂O) ; calcium total (en CaO) ; magnésium total (en MgO) ; oligo-éléments (B, Co, Cu, Fe, Mn, Mo, Zn). Cu, Zn et B seront mesurés à la fréquence prévue pour les éléments-traces.</p> <p>Les autres oligoéléments seront analysés dans le cadre de la caractérisation initiale des déchets.</p> <p>Analyses pour la caractérisation de la valeur agronomique des sols :</p> <p>- granulométrie ;</p> <p>- mêmes paramètres que pour la valeur agronomique des déchets en remplaçant les éléments concernés par : P₂O₅ échangeable, K₂O échangeable, MgO échangeable et CaO échangeable.</p> <p>6.3. Méthodes d'échantillonnage et d'analyse</p> <p>Echantillonnage des sols :</p> <p>Les prélèvements de sol doivent être effectués dans un rayon de 7,50 mètres autour du point de référence repéré par ses coordonnées Lambert, à raison de 16 prélèvements élémentaires pris au hasard dans le cercle ainsi dessiné :</p> <p>- de préférence en fin de culture et avant le labour précédant la mise en place de la suivant ;</p> <p>- avant un nouvel épandage éventuel de déchets ou d'effluents ;</p> <p>- en observant de toute façon un délai suffisant après un apport de matières fertilisantes pour permettre leur intégration correcte au sol ;</p> <p>- à la même époque de l'année que la première analyse et au même point de prélèvement.</p> <p>La norme NF X 31 100 (1992) est réputée répondre aux obligations d'échantillonnage.</p>		

Article	Conformité	Commentaires
<p>Méthodes de préparation et d'analyse des sols :</p> <p>Les méthodes de préparation et d'analyse des sols doivent être fiables et reproductibles.</p> <p>Echantillonnage des effluents et des déchets :</p> <p>Les méthodes d'échantillonnage sont adaptées en fonction des caractéristiques du déchet. Elles doivent être fiables et reproductibles. Les normes suivantes sont présumées répondre à ces deux obligations :</p> <ul style="list-style-type: none"> - NF EN 12579 (2013) : amendements organiques et support de culture - échantillonnage ; - NF U 44-108 (1982) : boues des ouvrages de traitement des eaux usées urbaines, boues liquides, échantillonnage en vue de l'estimation de la teneur moyenne d'un lot ; - NF U 42-051 (1968) : engrais, théorie de l'échantillonnage et de l'estimation d'un lot ; - NF U 42-053 (1979) : matières fertilisantes, engrais, contrôle de réception d'un grand lot, méthode pratique ; - NF U 42-080 (1981) : engrais, solutions et suspensions ; - NF U 42-090 (1983) : engrais, amendements calciques et magnésiens, produits solides, préparation de l'échantillon pour essai. <p>La procédure retenue doit donner lieu à un procès-verbal comportant les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - identification et description du produit à échantillonner (aspect, odeur, état physique) ; - objet de l'échantillonnage ; - identification de l'opérateur et des diverses opérations nécessaires ; - date, heure et lieu de réalisation ; - mesures prises pour freiner l'évolution de l'échantillon ; - fréquence des prélèvements dans l'espace et dans le temps ; - plan des localisations des prises d'échantillons élémentaires (surface et profondeur) avec leurs caractéristiques (poids et volume) ; - descriptif de la méthode de constitution de l'échantillon représentatif (au moins 2 kg) 		

Article	Conformité	Commentaires
<p>à partir des prélèvements élémentaires (division, réduction, mélange, homogénéisation) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - descriptif des matériels de prélèvement ; - descriptif des conditionnements des échantillons ; - condition d'expédition. <p>Méthodes de préparation et d'analyse des déchets :</p> <p>La norme NF U 44-110 (1982) relative aux boues, amendements organiques et supports de culture est réputée répondre aux obligations d'échantillonnage.</p> <p>La méthode d'extraction qui n'est pas toujours normalisée doit être définie par le laboratoire selon les bonnes pratiques de laboratoire.</p> <p>Les analyses retenues peuvent être choisies parmi les listes ci-dessous, en utilisant dans la mesure du possible des méthodes normalisées pour autant qu'elles soient adaptées à la nature du déchet à analyser. Si des méthodes normalisées existent et ne sont pas employées par le laboratoire d'analyses, la méthode retenue devra faire l'objet d'une justification.</p> <p>Tableau 4 a : Méthodes analytiques pour les éléments-traces</p>		

Article			Conformité	Commentaires
Eléments	Méthode d'extraction et de préparation	Méthode analytique		
Elément-traces métalliques	Extraction à l'eau régale. Séchage aux micro-ondes ou à l'étuve	Spectrométrie d'absorption atomique ou spectrométrie d'émission (AES) ou spectrométrie d'émission (ICP) couplée à la spectrométrie de masse ou spectrométrie de fluorescence (pour Hg)		
Tableau 4 b : Méthodes analytiques recommandées pour les micro-polluants organiques				
Eléments	Méthode d'extraction et de préparation	Méthode analytique		
HAP	Extraction à l'acétone de 5 g MS (1) Séchage par sulfate de sodium. Purification à l'oxyde d'aluminium ou par passage sur résine XAD. Concentration.	Chromatographie liquide haute performance, détecteur fluorescence ou chromatographie en phase gazeuse + spectrométrie de masse.		
PCB	Extraction à l'aide d'un mélange acétone/éther de pétrole de 20g MS (*) Séchage par sulfate de sodium. Purification à l'oxyde d'aluminium ou par passage sur colonne de célite ou gel de bio-beads (* *). Concentration.	Chromatographie en phase gazeuse, détecteur ECD ou spectrométrie de masse		
(*) Dans le cas de déchets liquides, centrifugation préalable de 50 à 60g de déchet brut, extraction du surnageant à l'éther de pétrole et du culot à l'acétone suivie d'une seconde extraction à l'éther de pétrole ; combinaison des deux extraits après lavage à l'eau de l'extrait de culot.				
(* *) Dans le cas d'échantillons présentant de nombreuses interférences, purification supplémentaire par chromatographie de perméation de gel.				

Article			Conformité	Commentaires
Tableau 4 c : Méthodes analytiques recommandées pour les agents pathogènes				
Type d'agents pathogène	Méthodologie d'analyse	Etape de la méthode		
Salmonella	Dénombrement selon la technique du nombre le plus probable (NPP).	Phase d'enrichissement. Phase de sélection. Phase d'isolement. Phase d'identification. Phase de confirmation : serovars.		
Œufs d'helminthes	Dénombrement et viabilité.	Filtration de boues. Flottation au ZnSO ₄ . Extraction avec technique diphasique : - incubation ; - quantification. (Technique EPA, 1992.)		
Entérovirus	Dénombrement selon la technique du nombre le plus probable d'unités cytopathogènes (NPPUC).	Extraction-concentration au PEG6000 : - détection par inoculation sur cultures cellulaires BGM ; - quantification selon la technique du NPPUC.		
<p>Analyses sur les lixiviats :</p> <p>Elles peuvent être faites après extraction ou sur colonne lysimétrique et portent sur des polluants sélectionnés en fonction de leur présence dans le déchet, de leur solubilité et de leur toxicité.</p> <p>Les méthodes d'analyses recommandées appartiennent à la série des NFT 90 puisqu'il s'agit des solutions aqueuses.</p> <p>Annexe II : Dispositions applicables aux installations existantes</p> <p>Les dispositions ci-après sont applicables aux installations existantes selon le calendrier suivant :</p>				

Article		Conformité	Commentaires
1er janvier 2019	1er juillet 2019		
Article 1er	Article 9, sauf 4e point et système de détection automatique prévu au 5e point Article 13 Article 15, 1er alinéa Article 16 Article 17 Article 18 Article 19 Article 20		
Article 2			
Article 3			
Article 4			
Article 10			
Article 12			
Article 21			
Article 22, sauf 1er point			
Article 23, sauf 2e alinéa			
Article 24			
Article 25			
Article 26			
Les dispositions ne figurant pas dans le tableau ci-dessus ne sont pas applicables aux installations existantes.			

Annexe 5 : Respect des prescriptions de l'arrêté type du 23/11/11 (rubrique ICPE 2791-2)

1. Analyse de l’arrêté ministériel du 23/11/2011 : rubrique 2791 (déclaration)

Article	Conformité	Commentaires
Article 1er		
Les installations classées pour la protection de l’environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 « Installation de traitement de déchets non dangereux, à l’exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782 », sont soumises aux dispositions de l’annexe I. Les présentes dispositions s’appliquent sans préjudice des autres législations.	Oui	L’établissement (le site de Vendargues) fait l’objet d’un DOSSIER D’ENREGISTREMENT. Les installations concernées par la rubrique 2791 sur le site de Vendargues sont : <ul style="list-style-type: none">Installation de tri/transit regroupement de métaux
Article 2		
Les dispositions de l’annexe I sont applicables à compter du 1er janvier 2012.		
Les dispositions de l’annexe I sont applicables aux installations existantes, déclarées avant le 1er janvier 2012 dans les conditions précisées en annexe III. Les prescriptions auxquelles les installations existantes sont déjà soumises demeurent applicables jusqu’à l’entrée en vigueur de ces dispositions.	Oui	
Les dispositions de l’annexe I sont également applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l’autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l’arrêté préfectoral d’autorisation.		
Article 3		
Le préfet peut, pour une installation donnée, adapter par arrêté les dispositions des annexes dans les conditions prévues aux articles L. 512-12 et R. 512-52 du code de l’environnement.	Sans objet	
Article 4		
Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l’exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française. L’arrêté et les annexes seront publiés au Bulletin officiel du ministère de l’écologie, du développement durable, des transports et du logement.		
Fait le 23 novembre 2011.		
Pour la ministre et par délégation : Le directeur général de la prévention des risques, L. Michel		
Annexe I : Prescriptions générales et faisant l’objet du contrôle périodique applicables aux installations classées pour la protection de l’environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2791 (Arrêté du 1er juillet 2013, article 22 et Décret n°2015-1614 du 9 décembre 2015, article 16)		
1. Dispositions générales		
1.1. Conformité de l’installation		
1.1.1. Conformité de l’installation à la déclaration		
L’installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.	Oui	L’installation sera implantée, réalisée et exploitée conformément aux documents joints au DOSSIER D’ENREGISTREMENT.
1.1.2. Contrôle périodique		
L’installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l’environnement.		
Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l’installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : " objet du contrôle ", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu’elles lui sont applicables.		
Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l’information du préfet dans les conditions prévues à l’article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : " le non-respect de ce point relève d’une non-conformité majeure ".	Oui	L’installation respectera les prescriptions de l’AM du 23/11/11 et sera exploitée conformément au DOSSIER D’ENREGISTREMENT
L’exploitant conserve le rapport de visite que l’organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l’objet du contrôle, l’exploitant met en oeuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en oeuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.		
1.2. Modifications		
Toute modification apportée par le déclarant à l’installation, à son mode d’exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale, doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration ou demande d’autorisation.	Oui	
1.3. Contenu de la déclaration		
La déclaration doit préciser les mesures prises relatives aux conditions d’utilisation, d’épuration et d’évacuation des eaux résiduaires et des émanations de toutes natures ainsi que d’élimination et de traitement des déchets et résidus en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.	Oui	Précisé au chapitre 5. et dans le DOSSIER D’ENREGISTREMENT
1.4. Dossier installation classée		
L’exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants : - le dossier de déclaration ; - les plans tenus à jour ; - la « preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l’installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées, s’il y en a ;	Oui	L’exploitant tiendra à jour un dossier comprenant les informations listées au 1.4 et le dossier d’enregistrement. Les informations seront tenues à disposition de la DREAL sur le site

Article	Conformité	Commentaires
<p>- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit ;</p> <p>- les documents prévus aux points 1.1.2, 2.4, 3.5, 3.6, 4.1, 4.2, 4.5, 4.6, 5.3, 5.7, 6.3, 7.1, 7.2.2, 7.4.2, 8.4 ci-après ;</p> <p>- tous éléments utiles relatifs aux risques.</p> <p>Ce dossier doit être tenu à la disposition de l’inspection des installations classées et de l’organisme en charge du contrôle périodique des installations.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <p>- présence et date de la « preuve de dépôt de la déclaration » ;</p> <p>- vérification de la capacité journalière maximale au regard de la capacité journalière déclarée ;</p> <p>- vérification que le la capacité journalière maximale est inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l’annexe de l’article R. 511-9 du code de l’environnement (le non respect de ce point relève d’une non-conformité majeure) ;</p> <p>- présence des prescriptions générales ;</p> <p>- présence des arrêtés préfectoraux relatifs à l’installation, s’il y en a ;</p> <p>- présence de plans détaillés tenus à jour.</p>		
1.5. Déclaration d’accident ou de pollution accidentelle		
<p>L’exploitant d’une installation est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l’inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l’installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l’article L. 511-1 du code de l’environnement.</p> <p>Un rapport d’accident ou, sur demande de l’inspection des installations classées, un rapport d’incident, est transmis par l’exploitant à l’inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l’accident ou de l’incident, les effets sur les personnes ou l’environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.</p> <p>Ce rapport est consigné dans le dossier installations classées prévu au point 1.4.</p>	Oui	<p>SUEZ RV Méditerranée s’engage à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p> <p>SUEZ RV Méditerranée dispose d’ores et déjà de procédures d’urgences en cas d’incident ou d’accident survenu sur site. Les procédures intègrent l’utilisation d’un document régional « Rapport d’information d’accident/incident environnemental » visant à informer notamment la DREAL et la Préfecture</p>
1.6. Changement d’exploitant		
<p>Lorsque l’installation change d’exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l’exploitation. Cette déclaration doit mentionner, s’il s’agit d’une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s’il s’agit d’une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l’adresse de son siège social ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.</p>	Oui	
1.7. Cessation d’activité		
<p>Lorsqu’une installation cesse l’activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant l’arrêt définitif. La notification de l’exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.</p>	Oui	
2. Implantation. – Aménagement		
2.1. Efficacité énergétique		
<p>L’exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour limiter les consommations d’énergie.</p>	Oui	
2.2. Intégration dans le paysage		
<p>L’exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l’esthétique du site. L’ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté (peinture, plantations, engazonnement...).</p>	Oui	Le site sera maintenu dans un bon état de propreté et des dispositions d’un intégration paysagère sont prise dans le cadre du DOSSIER D’ENREGISTREMENT (bâtiments, espaces verts, respect du PLU)
2.3. Locaux habités ou occupés par des tiers ou habités au-dessus de l’installation		
<p>L’installation ne surmonte pas et n’est pas surmontée de locaux occupés par des tiers ou à usage d’habitation.</p>	Oui	Non
2.4. Comportement au feu des locaux		
<p>2.4.1. Réaction au feu</p> <p>Les parois extérieures des locaux abritant l’installation sont construites en matériaux A2 s1 d0.</p> <p>Le sol des aires et locaux de stockage est incombustible (de classe A1fl).</p> <p>Objet du contrôle :</p> <p>- présence de document(s) attestant des propriétés de réaction au feu (le non-respect de ce point relève d’une non-conformité majeure).</p> <p>2.4.2. Résistance au feu</p> <p>Les locaux présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <p>- l’ensemble de la structure est a minima R. 15 ;</p> <p>- les murs séparatifs entre deux cellules de travail sont REI 120 ;</p> <p>- les murs séparatifs entre une cellule, d’une part, et un local technique (hors chaufferie) ou un bureau et des locaux sociaux sont REI 120 jusqu’en sous-face de toiture, sauf si une distance libre d’au moins 10 mètres est respectée entre la cellule et ce bureau, ou ces locaux sociaux ou ce local technique.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l’inspection des installations classées.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <p>- présence de document(s) attestant des propriétés de résistance au feu (le non-respect de ce point relève d’une non-conformité majeure).</p> <p>2.4.3. Toitures et couvertures de toiture</p> <p>Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieure à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1).</p>	Oui	Sans objet (pas de traitement relevant de la rubrique 2791 dans les bâtiments du site)

Article	Conformité	Commentaires
<p>2.4.4. Désenfumage</p> <p>Les bâtiments abritant les installations doivent être équipés en partie haute de dispositifs d’évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l’évacuation à l’air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d’incendie.</p> <p>Ces dispositifs doivent être à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d’ouverture ne doit pas être inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none">- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m2 ;- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m2 sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux. <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d’ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>Les dispositifs d’évacuation naturelle de fumées et de chaleur doivent être adaptés aux risques particuliers de l’installation.</p> <p>Tous les dispositifs doivent en référence à la norme NF EN 12 101-2 présenter les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bi fonctions sont soumis à 10 000 cycles d’ouverture en position d’aération ;- la classification de la surcharge neige à l’ouverture est SL 250 (25 daN/m2) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m2) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d’implantation n’est pas susceptible d’être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l’accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l’accumulation de la neige ;- classe de température ambiante T0 (0 °C) ;- classe d’exposition à la chaleur HE 300 (300 °C). <p>Des amenées d’air frais d’une surface libre égale à la surface géométrique de l’ensemble des dispositifs d’évacuation du plus grand canton seront réalisées cellule par cellule.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none">- présence des dispositifs d’évacuation des fumées et gaz de combustion en état de marche.		
<p>2.5. Accessibilité</p> <p>L’installation est ceinte d’une clôture de manière à interdire toute entrée non autorisée. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des déchets à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l’entrée de l’installation.</p> <p>L’installation doit être accessible pour permettre l’intervention des services d’incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie engins ou par une voie échelles si le plancher bas du niveau le plus haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.</p> <p>Une des façades de chaque bâtiment est équipée d’ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none">- présence d’une clôture ;- présence sur au moins une façade d’une voie-engin ou voie-échelle, si le plancher bas du niveau le plus haut de cette installation est à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport à cette voie.	Oui	<p>Le site est entièrement clos et avec un portail fermé en dehors des heures d’ouvertures. Les horaires d’ouverture sont indiqués à l’entrée du site. Le site est accessible pour l’intervention du SDIS et dispose d’une voie engin ou échelle (installation > 8 m)</p> <p>Le projet ne nécessite pas la réalisation d’une clôture. Le site dispose déjà d’un grillage à mailles soudées rigides rectangulaires, de teinte verte, d’une hauteur maximale de 2,00 m à partir du terrain naturel. Ce grillage est sur certaines portions doublé d’une haie d’essences locales. Les supports sont métalliques de couleur verte, sans dés de fondation Apparents. Le portail d’accès coulissant à barreaudage métallique vertical est bordé de deux murs maçonnés et enduits encadrant l’accès au site.</p>
<p>2.6. Ventilation</p> <p>Sans préjudice des dispositions du code du travail et en phase normale de fonctionnement, les locaux doivent être convenablement ventilés, notamment pour éviter tout risque d’atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l’atmosphère de la ventilation est placée aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d’aspiration d’air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants, afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.</p> <p>La forme du conduit d’évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l’atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l’ascension et la dispersion dans l’atmosphère (par exemple l’utilisation de chapeaux est interdite).</p>	Oui	Les locaux seront ventilés conformément à la réglementation
<p>2.7. Installations électriques</p> <p>L’exploitant tient à la disposition de l’inspecteur des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.</p>	Oui	La conformité des installations électriques sera tenue à disposition de la DREAL et seront régulièrement entretenues et vérifiés
<p>2.8. Mise à la terre des équipements</p> <p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément à la réglementation et aux normes NF C 15-100 (version compilée de 2009) et NF C 13-200 de 1987 et ses règles complémentaires pour les sites de production et les installations industrielles, tertiaires et agricoles (normes NF C 13-200 de 2009).</p>	Oui	Conforme
<p>2.9. Rétention des aires et locaux de travail</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières, produits et déchets doit être étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Pour cela, un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare des autres aires ou locaux. Les matières sont traitées conformément au point 5.5 et au titre 7.</p> <p>Objet du contrôle :</p>	Oui	Le sol au droit de la cisaille est étanche et incombustibles (classe A1),. L’aire de lavage est équipé d’un dispositif puisard permettant de recueillir les eaux de lavages, avant rejet dans le réseau d’eaux usées.

Article	Conformité	Commentaires
<ul style="list-style-type: none"> - étanchéité des sols (par examen visuel : nature du matériau et absence de fissures, etc.) ; - les aires et locaux peuvent recueillir les eaux et matières répandues (présence de seuil par exemple) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure). 		
2.10. Cuvettes de rétention		
<p>Tout stockage de produits et de déchets susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.</p> <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, ou 50 % dans le cas de liquides inflammables (à l'exception des lubrifiants), avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, qui doit être maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits et déchets qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence de cuvettes de rétention (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - vérification du volume des cuvettes de rétention (le non-respect de ce point relève d'une nonconformité majeure) ; - étanchéité des cuvettes de rétention (par examen visuel : nature du matériau et absence de fissures) - étanchéité des cuvettes de réservoirs si le stockage est au-dessous du niveau du sol ; - présence de cuvettes de rétention séparées pour les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble. 	Oui	Le site dispose d'un stockage carburant équipé d'une rétention équivalente à 100 % du volume) : cuve aérienne de gazole de 40 000 litres, associé à une capacité de rétention de 40,5 m³ et équipé d'une jauge électronique.
2.11. Isolement du réseau de collecte		
<p>Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence de dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport ; - contrôle de leur fonctionnement. 	Oui	Confinement des eaux d'extinction incendie dans le bassin eaux pluviales du site, étanche et munie d'un obturateur
3. Exploitation. – Entretien		
3.1. Surveillance de l'exploitation		
<p>L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés et des déchets stockés, triés, regroupés dans l'installation.</p>	Oui	Le site et son exploitation sont sous la responsabilité du « responsable d'exploitation » nommément désigné par SUEZ RV Méditerranée. Le responsable d'exploitation a une connaissance de la conduite de l'exploitation, des dangers et inconvénients inhérents au site, ses activités et les modes d'exploitation, des procédures en cas d'incident ou d'accident.
3.2. Contrôle de l'accès		
Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas avoir un accès libre aux installations.	Oui	Les personnes doivent se présenter obligatoirement à l'accueil et signé un registre d'entrée/ sortie.
3.3. Connaissance des produits. – Etiquetage		
<p>L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence des fiches de données de sécurité ; - présence et lisibilité des noms de produits et symboles de danger sur les fûts, réservoirs et emballages. 	Oui	L'installation nestocke des déchets dangereux , à l'exception de l'activité de transit de batterie (< 1 tonnes).
3.4. Propreté		

Article	Conformité	Commentaires
<p>Les locaux, voies de circulation et aires de stationnement sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de produits dangereux ou de déchets et de poussières.</p> <p>Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p>	Oui	SUEZ RV Méditerranée maintient l’ensemble du site en bon état de fonctionnement, de sécurité et de propreté. Une société extérieure spécialisée est missionnée pour le nettoyage des locaux.
3.5. Etat des stocks de produits dangereux		
<p>L’exploitant doit tenir à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d’incendie et de secours et consigné dans le dossier "installations classées" prévu au point 1.4.</p> <p>La présence dans l’installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée au plus juste des besoins de l’exploitation.</p> <p>Objet du contrôle : - présence de l’état des stocks (nature et quantité) de produits dangereux à jour.</p>	Oui	L’ensemble des produits dangereux nécessaires à l’exploitation sont conditionnés et stockés selon les normes en vigueur. L’ensemble des produits seront étiquetés et présents en petites quantités (produits nettoyage, maintenance). Les étiquettes porteront les références et pictogrammes de risques. Quantité de stockage de batteries inférieure à 1 tonnes sur la plateforme de valorisation métaux.
3.6. Consignes d’exploitation		
<p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) doivent faire l’objet de consignes d’exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage.</p> <p>Ces éléments sont consignés dans le dossier "installations classées" prévu au point 1.4.</p> <p>Objet du contrôle : - présence de chacune des consignes.</p>	Oui	SUEZ RV Méditerranée dispose d’un ensemble de consignes d’exploitation et matière de HSE, sur le site de Vendargues. Les consignes sont conformes au code du travail. Elles détaillent l’ensemble des modes opératoires et procédures nécessaire au bon fonctionnement de l’exploitation, en cas d’accident, ou en cas de sinistre. Elles sont affichées dans les locaux fréquentés par le personnel.
3.7. Envois		
<p>L’installation met en œuvre des dispositions pour empêcher les envois de déchets notamment lors de leur chargement/déchargement.</p>	Oui	Plateforme métaux non concerné par le risque d’envois
4. Risques		
4.1. Localisation des risques		
<p>L’exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l’installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en oeuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d’être à l’origine d’un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l’environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l’installation.</p> <p>L’exploitant détermine, pour chacune de ces parties de l’installation, la nature du risque (incendie, atmosphères explosibles ou émanations toxiques). Ce risque est signalé. Les ateliers et aires de manipulations de ces produits doivent faire partie de ce recensement.</p> <p>L’exploitant doit disposer d’un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques.</p> <p>Le plan et les justificatifs du zonage sont consignés dans le rapport " installations classées " prévu au point 1.4.</p> <p>Objet du contrôle : - présence du plan indiquant les différentes zones de danger ; - présence d’une signalisation des risques dans les zones de danger, conforme aux indications du plan.</p>	Oui	Un examen des dangers a été réalisée dans le cadre du DOSSIER D’ENREGISTREMENT permettant d’identifier les zones de dangers sur un plan, joint au DOSSIER D’ENREGISTREMENT.
4.2. Moyens de lutte contre l’incendie		
<p>Les zones contenant des déchets combustibles de natures différentes doivent être sectorisées de manière à prévenir les risques de propagation d’un incendie.</p> <p>L’installation doit être équipée de moyens de lutte contre l’incendie appropriés aux risques, notamment : - d’un ou de plusieurs appareils d’incendie (bouches, poteaux...), publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d’eau, bassins, citernes, etc., d’une capacité en rapport avec le danger à combattre ; - d’extincteurs répartis à l’intérieur des locaux et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d’extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - d’un moyen permettant d’alerter les services d’incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l’intervention des services d’incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ; - d’un système d’alarme incendie ; - de matériels de protection adaptés.</p> <p>Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.</p> <p>Les rapports de ces vérifications sont consignés dans le dossier " installations classées " prévu au point 1.4.</p> <p>Objet du contrôle : - présence d’un ou de plusieurs appareils d’incendie ou de réserves d’eau ; - présence des plans des locaux facilitant l’intervention des services d’incendie et de secours ; - présence du rapport de contrôle datant de moins d’un an.</p>	Oui	<p>Le site dispose concernant les moyens de lutte contre l’incendie :</p> <ul style="list-style-type: none">- 2 accès secours pour le SDIS (entrée principal et accès spécifique SDIS)- 3 poteaux incendies (PI) délivrant un débit > 60 m3/h pendant 2 heures- 1 système de détection, d’alarme et d’alerte incendie- Des moyens d’extinctions répartis dans les locaux : extincteurs portatifs et RIA- Un bassin permettant le confinement des eaux d’extinction incendie
4.3. Matériels utilisables en atmosphères explosibles		
<p>Dans les parties de l’installation visées au point 4.1 et recensées "atmosphères explosibles", les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques doivent être conformes aux dispositions du décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de</p>	Sans objet	L’établissement n’est pas concerné par le risque ATEX

Article	Conformité	Commentaires
<p>protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible. Elles sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l’exploitation et sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.</p> <p>Les canalisations électriques ne doivent pas être une cause possible d’inflammation et doivent être convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l’action des produits présents dans la partie de l’installation en cause.</p> <p>Objet du contrôle : - présence des justificatifs attestant que le matériel en question est bien conforme aux prescriptions du décret du 19 novembre 1996.</p>		
4.4. Interdiction des feux		
<p>Dans les parties de l’installation, visées au point 4.1, présentant des risques d’incendie ou d’explosion, il est interdit d’apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l’objet d’un "permis de feu". Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.</p> <p>Objet du contrôle : - affichage visible de l’interdiction de feu dans les zones à risques.</p>	Oui	Conforme - affichage visible de l’interdiction de feu dans les zones à risques.
4.5. Permis d’intervention - Permis de feu " dans les parties de l’installation visées au point 4.1		
<p>Dans les parties de l’installation visées au point 4.1, tous les travaux de réparation ou d’aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d’une flamme ou d’une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu’après délivrance d’un " permis d’intervention " et éventuellement d’un " permis de feu " et en respectant les règles d’une consigne particulière.</p> <p>Le " permis d’intervention " et éventuellement le " permis de feu " et la consigne particulière doivent être établis et visés par l’exploitant ou par la personne qu’il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis d’intervention" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l’installation, doivent être cosignés par l’exploitant et l’entreprise extérieure ou les personnes qu’ils auront nommément désignées.</p> <p>Après la fin des travaux et avant la reprise de l’activité, une vérification des installations doit être effectuée par l’exploitant ou son représentant.</p> <p>Objet du contrôle : - présence d’une consigne particulière.</p>	Oui	Conforme - consigne particulière
4.6. Consignes de sécurité		
<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d’application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :</p> <ul style="list-style-type: none">- l’interdiction d’apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l’installation visées au point 4.1 " incendie " et " atmosphères explosives " ;- l’obligation du "permis d’intervention" ou du "permis de feu" pour les parties de l’installation visées au point 4.1 ;- les procédures d’arrêt d’urgence et de mise en sécurité de l’installation (électricité, réseaux de fluides) ;- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses, notamment les conditions de rejet prévues au point 5.7 ;- les précautions à prendre avec l’emploi et le stockage de produits incompatibles ;- les moyens d’extinction à utiliser en cas d’incendie ;- la procédure d’alerte avec les numéros de téléphone du responsable d’intervention de l’établissement, des services d’incendie et de secours, etc. ;- les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d’isolement du réseau de collecte, prévues au point 2.11 ;- l’obligation d’informer l’inspection des installations classées en cas d’accident. <p>Ces consignes sont conservées dans le dossier "installations classées" prévu au point 1.4.</p> <p>Objet du contrôle : - affichage visible des consignes de sécurité.</p>	Oui	conforme
5. Eau		
5.1. Compatibilité avec le SDAGE		
<p>Les conditions de prélèvement et de rejets liés au fonctionnement de l’installation sont compatibles avec les objectifs du SDAGE.</p>	Oui	<p>La gestion pluviale du site n’est pas modifiée par rapport à l’existant</p> <p>Aucun prélèvement d’eau souterraine et superficiel n’est nécessaire pour le fonctionnement de l’installation. Le rejet s’effectuera dans le réseau pluvial de la commune, après passage dans un débourbeur déshuileur.</p> <p>Les dispositifs mis en œuvre assurent une gestion quantitative optimale des rejets d’eaux pluviales vers le réseau pluvial public. Sur le plan qualitatif, les rejets respecteront les paramètres des arrêtés ministériels auxquels l’installation est soumise (paramètres les plus restrictifs des activités ICPE recensées sur le site). Les rejets sont effectués soit vers le réseau pluvial public soit vers le réseau d’eau usée communale en fonction du type d’effluent.</p> <p>Le réseau pluvial public conduit les eaux jusqu’au « Salaison » qui constitue le milieu naturel récepteur à l’aval de la zone industrielle dans laquelle est implantée l’installation.</p> <p>Le Salaison (FRDR141) est concerné par le SDAGE. Son écologique et son état chimique sont mauvais (2009) avec des objectifs respectifs de retour au bon état respectivement pour 2021 et 2027.</p>

Article	Conformité	Commentaires																				
5.2. Connexité avec des ouvrages soumis à la nomenclature eau																						
Si des ouvrages liés au fonctionnement de l’installation nécessitent au titre de la loi sur l’eau une autorisation, ils font alors l’objet d’une instruction séparée, sauf si les dispositions spécifiques à appliquer à ces ouvrages figurent dans la présente annexe.	Oui	Les éléments sont traités dans le DOSSIER D’ENREGISTREMENT																				
5.3. Prélèvements																						
Le raccordement à une nappe d’eau ou au réseau public de distribution d’eau potable doit être muni d’un dispositif évitant en toute circonstance le retour d’eau pouvant être polluée.																						
L’usage du réseau d’eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d’entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.																						
Les installations de prélèvement doivent être munies d’un dispositif de mesure totaliseur. Le relevé du totalisateur est effectué au minimum une fois par mois, et est porté sur un registre consigné dans le dossier "installations classées" prévu au point 1.4.	Oui	L’installation est raccordée au réseau public et est équipé de disconnecteur pour éviter un retour inverse de fluide.																				
Objet du contrôle : - en cas d’installations de prélèvement d’eau, présence des enregistrements des relevés de mesures ; - présence d’un dispositif antiretour en cas de raccordement à une nappe ou au réseau public.																						
5.4. Consommation																						
L’exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l’exploitation des installations pour limiter la consommation d’eau.	Oui	Conforme Le site est raccordé au réseau public d’adduction d’eau potable. Le raccord dispose d’une dis connexion. Les trois PI existants sont utilisés uniquement pour la défense incendie (y/c contrôles, maintenance). Aucun forage de prélèvement d’eau n’est présent et n’est envisagé sur site.																				
5.5. Réseau de collecte																						
Le réseau de collecte doit être de type séparatif permettant d’isoler les eaux résiduaires polluées des eaux pluviales non susceptibles d’être polluées.		La gestion des eaux pluviales du site n’a pas été modifiée par rapport à l’état actuel Le site est indépendant hydrauliquement et dispose d’un réseau séparatif pour les eaux de toitures et de voiries d’une part et d’autre part pour les eaux résiduaires. Le site ne génère pas d’eau de process. Les eaux de lavage sont produites en faible quantité et dirigées après passage dans un séparateur à hydrocarbures de types débourbeur déshuileur vers le réseau eaux usées de la ZA. Il existe un seul point de rejet des eaux pluviales. Les eaux pluviales de voiries (sont collectées et orientées après passage dans un débourbeur déshuileur de type by-pass, avant d’être rejetés dans le réseau pluvial de la commune via le bassin EP du site. Les eaux de toiture des bâtiments sont collectées et orientées vers 2 bassins d’infiltration de 100 m3 (toiture bâtiment comptoir métaux, anciennement atelier) et 200 m³ (toiture centre de transfert).																				
Les points de rejet des eaux résiduaires doivent être en nombre aussi réduit que possible. Ils doivent être aménagés pour permettre un prélèvement aisé d’échantillons et l’installation d’un dispositif de mesure du débit.		Eaux usées Le site est connecté au réseau d’eaux usées de la commune. L’installation dispose d’une convention de rejet dans ce réseau pour les eaux d’égouttures du bâtiment de transfert, les eaux des aires de lavage, les eaux usées des locaux sociaux. Le rejet se fait après prétraitement au sein de débourbeurs déshuileurs. Eaux pluviales L’ensemble des eaux ruisselant sur les surfaces imperméabilisées du site, y compris les eaux d’extinction incendie sont captées et il n’existe aucun écoulement à l’extérieur du site. En cas de sinistre ou de suspicion d’une pollution, une procédure de gestion des eaux est enclenchée, la fermeture de vannes permet d’éviter tous rejet vers les réseaux récepteurs et de confiner les eaux sur site. Les eaux sont alors analysées, si les paramètres sont compatibles avec les critères de rejet elles sont rejetées au milieu récepteur, dans le cas contraire elles sont pompées et leur traitement est pris en charge par une filière appropriée.																				
Objet du contrôle : - le réseau de collecte est de type séparatif (vérification sur plan).		Les origines des effluents et les types de pré traitement réalisé et le point de rejet sont rappelés ci-après : <table><tr><th>Origine de l'effluent</th><th>Installation de pré-traitement</th><th>Estimation du volume par jour</th><th>Point de rejet</th></tr><tr><td>Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Quai de transfert)</td><td>Bassin de décantation Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur</td><td>Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 200l/s</td><td>Réseau EP</td></tr><tr><td>Eau de process Centre de tri (Quai de transfert)</td><td>Dégrillage (15 mm) Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur</td><td>Non précisé Capacité du séparateur : 5 l/s</td><td>Réseau EU</td></tr><tr><td>Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Ateliers y compris Station service et Stockage Carburant)</td><td>Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur</td><td>Non précisé Capacité du séparateur : 1,5 l/s</td><td>Réseau EP</td></tr><tr><td>Piste de lavage (Ateliers) Camion,</td><td>Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur</td><td>Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 15 l/s</td><td>Réseau EP</td></tr></table>	Origine de l'effluent	Installation de pré-traitement	Estimation du volume par jour	Point de rejet	Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Quai de transfert)	Bassin de décantation Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 200l/s	Réseau EP	Eau de process Centre de tri (Quai de transfert)	Dégrillage (15 mm) Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 l/s	Réseau EU	Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Ateliers y compris Station service et Stockage Carburant)	Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur	Non précisé Capacité du séparateur : 1,5 l/s	Réseau EP	Piste de lavage (Ateliers) Camion,	Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 15 l/s	Réseau EP
Origine de l'effluent	Installation de pré-traitement	Estimation du volume par jour	Point de rejet																			
Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Quai de transfert)	Bassin de décantation Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 200l/s	Réseau EP																			
Eau de process Centre de tri (Quai de transfert)	Dégrillage (15 mm) Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 l/s	Réseau EU																			
Eau de ruissellement sur la totalité de la parcelle (Ateliers y compris Station service et Stockage Carburant)	Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur	Non précisé Capacité du séparateur : 1,5 l/s	Réseau EP																			
Piste de lavage (Ateliers) Camion,	Séparateur à hydrocarbures (x 1) Déshuileur, débourbeur	Non précisé Capacité du séparateur : 5 mg/l 15 l/s	Réseau EP																			

Article	Conformité	Commentaires
5.6. Rejets		
<p>Tous les effluents aqueux sont canalisés (eaux usées domestiques, eaux pluviales, eaux de lavages de véhicules...). Tout rejet d'effluent liquide, non prévu au présent chapitre ou non conforme à leurs dispositions (chapitre 5.5 du présent arrêté), est interdit.</p> <p>A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits, et le milieu récepteur.</p>	Oui	Conforme
5.7. Valeurs limites de rejet		
<p>Sans préjudice de l'autorisation de déversement dans le réseau public (art. L. 1331-10 du code de la santé publique), les rejets d'eaux résiduaires doivent faire l'objet, si besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</p> <p>a) Dans tous les cas, avant rejet au milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH : 5,5-8,5 ; - température : < 30 °C. <p>b) Dans le cas de rejet dans un réseau d'assainissement collectif muni d'une station d'épuration :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - DBO5 : 800 mg/l <p>Ces valeurs limites ne sont pas applicables lorsque l'autorisation de déversement dans le réseau public prévoit une valeur supérieure.</p> <p>c) Dans le cas de rejet dans le milieu naturel (ou dans un réseau d'assainissement collectif dépourvu de station d'épuration) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - matières en suspension : 100 mg/l ; - DCO : 300 mg/l ; - DBO5 : 100 mg/l. <p>d) Polluants spécifiques : avant rejet dans le milieu naturel ou dans un réseau d'assainissement collectif urbain :</p> <ul style="list-style-type: none"> - indice phénols : 0,3 mg/l ; - chrome hexavalent : 0,1 mg/l ; - cyanures totaux : 0,1 mg/l ; - AOx : 5 mg/l ; - arsenic : 0,1 mg/l ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l ; - métaux totaux : 15 mg/l. <p>Ces valeurs limites doivent être respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne doit dépasser le double des valeurs limites de concentration.</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants susvisés doit être effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement selon les méthodes de référence précisées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement sur une journée de l'installation et constitué, soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. En cas d'impossibilité d'obtenir un tel échantillon, une évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée. Une mesure du débit est également réalisée ou estimée à partir des consommations, si celui-ci est supérieur à 10 m3/j.</p> <p>Les polluants visés au point présent qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point. Dans ce cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments techniques permettant d'attester l'absence d'émission de ces produits par l'installation.</p> <p>Dans tous les cas, les rejets doivent être compatibles avec la qualité ou les objectifs de qualité des cours d'eau.</p> <p>Les résultats sont consignés dans le dossier "installation classée" prévu au point 1.4.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence des résultats des mesures selon la fréquence et sur les paramètres décrits ci-dessus ou, en cas d'impossibilité d'obtenir un échantillon représentatif, évaluation des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites d'émissions applicables ; - conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d'émissions applicables (le nonrespect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - les résultats sont consignés dans le dossier installation classée. 	Oui	Les rejets d'eaux résiduaires seront conformes à la convention de rejet du réseau d'eaux usées. Le site est connecté au réseau d'eaux usées de la commune. Le site dispose d'une convention de rejet dans ce réseau pour les eaux des aires de lavage, les eaux usées des locaux sociaux. Le rejet se fait après prétraitement au sein de déboueurs déshuileurs. Le site dispose d'un plan des réseaux à jour.
5.8. Interdiction des rejets en nappe		
Le rejet direct ou indirect, même après épuration des eaux résiduaires, dans une nappe souterraine est interdit.	Oui	Pas de rejet dans la nappe d'eaux résiduaires
5.9. Prévention des pollutions accidentelles		

Article	Conformité	Commentaires
Des dispositions doivent être prises pour qu’il ne puisse pas y avoir en cas d’accident (rupture de récipient, cuvette, etc.), déversement de matières dangereuses dans les égouts publics ou le milieu naturel. L’évacuation des effluents recueillis selon les dispositions du point 2.11 doit se faire soit dans les conditions prévues au point 5.5 ci-dessus, soit comme des déchets dans les conditions prévues au titre 7 ci-après.	Oui	Outre les mesures de rétention et d’intervention prévues qui permettent de confiner les polluants aqueux en cas d’épandage, l’ensemble de l’atelier abritant les produits dangereux nécessaires à l’exploitation est imperméabilisé et dispose d’une gestion des eaux adaptée. En cas de lavage de l’aire, les eaux sont collectées et pré-traitées par un débourbeur-déshuileur, et rejetées vers le réseau d’eau usées. SUEZ dispose d’une convention de rejet dans le réseau d’eaux usées public.
5.10. Epandage		
L’épandage des déchets et des effluents est interdit.	Sans objet	Il n’y a aucun épandage et effluent de déchets sur le site
6. Air - Odeurs		
6.1. Captage et épuration des rejets à l’atmosphère		
Les parties de l’installation comportant des phases de travail provoquant de fortes émissions de poussières ou de polluants (transport par tapis roulant, broyage, autres manipulation formant des poussières ou des dégagements gazeux...) sont équipées de dispositifs de captation ou de maîtrise des émissions de poussières. Le débouché des cheminées est éloigné au maximum des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d’aspiration d’air frais et ne comportent pas d’obstacles à la diffusion des gaz (chapeaux chinois...). Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, sont munis d’orifices obturables et accessibles (conformes aux dispositions de la norme NF X 44-052) aux fins de prélèvements en vue d’analyse ou de mesure. Les effluents canalisés devront être dépoussiérés avant rejet. Les points de rejets sont en nombre aussi réduits que possible. Si la circulation d’engins ou de véhicules dans l’enceinte de l’installation entraîne de fortes émissions de poussières, l’exploitant prendra les dispositions utiles pour limiter la formation de poussières.	Sans objet	
6.2. Valeurs limites et conditions de rejet		
Les effluents gazeux respectent les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kPa), après déduction de la vapeur d’eau (gaz sec), et mesurées selon les méthodes définies au point 6.3. Les valeurs limites d’émission exprimées en concentration se rapportent à une quantité d’effluents gazeux n’ayant pas subi de dilution autre que celles éventuellement nécessitées par les procédés utilisés. L’installation est équipée de dispositifs de capotage, de captage et d’aspiration adaptés aux risques et permettant de respecter les valeurs limites d’émission précisées dans ce point. L’exploitant de l’installation réalise une évaluation des émissions, à la mise en service de l’installation, pour chacun des polluants suivant. Cette évaluation est consignée dans le dossier "installation classée" prévu au point 1.4. Les valeurs ne dépassent pas les limites suivantes : a) Poussières : - si le flux horaire est inférieur à 1 kg/h, les gaz rejetés à l’atmosphère ne contiennent pas plus de 100 mg/Nm3 de poussières ; - si le fluxhoraire est supérieur à 1 kg/h, les gaz rejetés à l’atmosphère ne contiennent pas plus de 40 mg/Nm3 de poussières. b) Composés organiques volatils : - si le flux horaire est supérieur à 2 kg/h, les gaz rejetés à l’atmosphère ne contiennent pas plus de 110 mg/Nm3. Dans le cas de l’utilisation d’une technique d’oxydation pour l’élimination des COV, la valeur limite d’émission en COV exprimée en carbone total est de 50 mg par m3 si le rendement d’épuration est supérieur à 98 %. Objet du contrôle : - présence des résultats des mesures faites par l’exploitant (le non-respect de ce point relève d’une non-conformité majeure) ; - conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d’émission applicables (le non-respect de ce point relève d’une non-conformité majeure) ; - les résultats sont consignés dans le dossier installation classée. 6.2.1. Odeurs L’installation doit être équipée de dispositifs spécifiques pour ne pas être à l’origine de gaz odorants, susceptibles d’incommoder le voisinage ou de nuire à la santé. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux et entrepôts de l’installation opérant un traitement, sont aérés et ventilés. Une face du bâtiment peut-être ouverte si une dépression d’air est créée, associée à l’aspiration de l’air du bâtiment, Un traitement de l’air vicié est opéré avant tout rejet à l’atmosphère. Lorsqu’il y a des sources potentielles d’odeurs de grande surface (bassin de stockage, bassin de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à ne pas occasionner de gêne pour le voisinage. Les produits ou déchets susceptibles d’être à l’origine d’émissions d’odeurs sont entreposés dans des conteneurs fermés.	Oui	Le site accueille des déchets fermentescibles uniquement en transit pour une brève durée de transfert.
6.3. Surveillance par l’exploitant de la pollution rejetée		
Une mesure du débit rejeté et de la concentration des polluants mentionnés au point 6.2 est effectuée dans l’année qui suit la mise en service de l’installation puis tous les trois ans, selon les méthodes normalisées en vigueur.	Sans objet	

Article	Conformité	Commentaires
<p>Les mesures sont effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l’environnement.</p> <p>Elles sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l’installation.</p> <p>Les résultats de ces mesures sont consignés dans le dossier "installation classée" prévu au point 1.4.</p>		
7. Déchets		
7.1. Déchets produits par l’installation		
<p>Les déchets produits par l’installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).</p> <p>Les déchets dangereux doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l’environnement, dans des conditions propres à assurer la protection de l’environnement.</p> <p>Un registre des déchets dangereux produits (nature, tonnage, filière de traitement, etc.) est tenu à jour.</p> <p>Ce registre est consigné dans le dossier "installation classée" prévu au point 1.4.</p> <p>L’exploitant doit émettre un bordereau de suivi dès qu’il remet ces déchets à un tiers et doit être en mesure d’en justifier le traitement.</p>	Oui	<p>Les déchets sont stockés de manière spécifique, et de manière à gérer les risques de pollution. Les déchets sont évacués de manière spécifique selon des filières agréée par typologie de déchets.</p> <p>L’installation ne traite que des déchets non dangereux.</p> <p>Un registre de déchets dangereux produits est tenu à jour dans le cadre de la gestion du site.</p>
7.2. Déchets entrants dans l’installation		
<p>Seuls pourront être acceptés dans l’installation les déchets non dangereux, aucun déchet non dangereux ne devra être accepté sur l’installation.</p> <p>7.2.1. Admission des déchets Avant réception d’un déchet, une information préalable doit être communiquée à l’exploitant par le déposant, indiquant le type et la quantité de déchets livrés.</p> <p>L’installation doit être équipée d’un moyen de pesée à l’entrée du site et chaque apport de déchets fait l’objet d’un mesurage. À défaut, le déposant doit être en mesure de justifier la masse de déchets qu’il apporte.</p> <p>Un contrôle visuel du type de déchets reçus est réalisé afin de vérifier leur conformité avec les informations préalablement délivrées.</p> <p>L’exploitant doit remettre au producteur des déchets un bon de prise en charge des déchets entrants.</p> <p>7.2.2. Registre des déchets entrants L’exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés tous les déchets reçus sur le site.</p> <p>Pour chaque chargement, le registre des déchets entrants contient les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception ;- le nom et l’adresse du détenteur des déchets ;- la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l’article R. 541-8 du code de l’environnement) ;- l’identité du transporteur des déchets ;- le numéro d’immatriculation du véhicule ;- l’opération subie par les déchets dans l’installation et le code correspondant. <p>Ce registre est consigné dans le dossier " installations classées " prévu au point 1.4.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none">- présence du registre des déchets entrant tenu à jour (le non-respect de ce point relève d’une non-conformité majeure). <p>7.2.3. Entreposage Les déchets doivent être entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).</p> <p>Les déchets susceptibles d’être à l’origine de dégagements gazeux doivent être stockés dans un local abrité des intempéries, aéré et ventilé. Une face du bâtiment peut-être ouverte si une dépression est créée, associée à l’aspiration de l’air du bâtiment, Un traitement de l’air vicié devra être opéré avant tout rejet à l’atmosphère. La durée de stockage de ces déchets ne doit pas dépasser une semaine.</p> <p>La durée d’entreposage des autres déchets sur l’installation ne dépasse pas un an.</p> <p>L’entreposage est effectué de manière à ce que toutes les voies et issues de secours soient dégagées.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none">- le cas échéant, les déchets susceptibles d’émettre des dégagements gazeux sont stockés dans un local abrité des intempéries, aéré et ventilé.	Oui	<p>L’installation ne traite que des déchets non dangereux.</p> <p>Les déchets sont admis uniquement pendant les horaires d’ouverture du site. Le reste du temps le site est clos et le portail fermé.</p> <p>Les déchets suivent une procédure d’acceptation suivante :</p> <p>Passage au niveau du pont bascule et de l’accueil Contrôle par l’opérateur de la conformité des documents et de la nature des déchets aux critères d’acceptation. A défaut le chargement est refusé</p> <p>Une fois acceptés, les déchets sont pesés, les informations enregistrées dans un registre de suivi des déchets entrants. L’apporteur est orienté vers L’installation apte à traiter les déchets. Le responsable d’exploitation ou la personne déléguée en son absence contrôle les déchets et vérifie l’état des stocks, au déchargement. La nature des déchets stockées est clairement indiquée sur des panneaux d’affichage.</p> <p>Le registre des déchets entrants précise :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de réception ;- le nom et l’adresse du détenteur des déchets ;- la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l’article R. 541-8 du code de l’environnement) ;- l’identité du transporteur des déchets ;- le numéro d’immatriculation du véhicule ;- l’opération subie par les déchets dans l’installation et le code correspondant. <p>La durée d’entreposage des déchets sur l’installation ne dépasse pas un an.</p> <p>Les déchets admis sur l’installation ne sont pas de nature à générer des dégagements gazeux.</p> <p>Les voies d’accès et issues de secours sont dégagées de tout entreposage de déchets.</p>
7.3. Réception et traitement des déchets dans l’installation		
7.3.1. Réception L’installation comporte une aire d’attente, à l’intérieur du site.	Oui	Voir point 7.2
Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d’ouverture de l’installation.		

Article	Conformité	Commentaires
<p>Les déchets doivent être entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution (prévention des envols, des ruissellements, des infiltrations dans le sol, des odeurs...).</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none">- l’installation comporte une aire d’attente ;- les déchets sont entreposés dans des conditions prévenant les risques de pollution. <p>7.3.2. Traitement</p> <p>Les différentes aires de traitement des déchets sont distinctes et clairement repérées.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none">- les différentes aires de traitement des déchets sont distinctes.		
<p>7.4. Déchets sortants de l’installation</p> <p>7.4.1. Déchets sortants</p> <p>L’exploitant organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés à aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l’environnement. Il s’assure que les installations de destination disposent des autorisations, enregistrements ou déclarations et agréments nécessaires.</p> <p>7.4.2. Registre des déchets sortants</p> <p>L’exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignés les déchets et les produits issus du traitement des déchets sortants du site.</p> <p>Ce registre est consigné dans le dossier "installations classées" prévu au point 1.4.</p> <p>Pour chaque chargement, le registre des déchets et des produits issus du traitement des déchets contient les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de l’expédition ;- le nom et l’adresse du repreneur ;- la nature et la quantité de chaque déchet expédié (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l’article R. 541-8 du code de l’environnement) ;- le cas échéant, la nature et la quantité de produits issus du traitement des déchets ;- l’identité du transporteur ;- le numéro d’immatriculation du véhicule ;- le lieu de destination des déchets ou des produits issus du traitement des déchets. <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none">- présence du registre des déchets sortants tenu à jour (le non-respect de ce point relève d’une non-conformité majeure).		<p>Les déchets sortants sont repris et convoyés par des camions de transport. Les déchets sont acheminés vers des filières spécialisées et agréées. A la sortie</p> <p>A la sortie du site, les véhicules de transport des déchets sortant passent par le pont bascule du site, les camions sont pesés, l’opérateur renseigne le registre de suivi des déchets sortant comportant les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">- la date de l'expédition ;- le nom et l'adresse du destinataire ;- la nature et la quantité de chaque déchets expédiés (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définit à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ;- le numéro du bordereau de suivi et, le cas échéant, les références du certificat d'acceptation préalable ;- l'identité du transporteur ;- le numéro d'immatriculation du véhicule ;- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) ;- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE. <p>Ce registre est conservé sur site et mis à disposition des services d’inspection ICPE.</p>
<p>7.5. Brûlage</p> <p>Le brûlage des déchets à l’air libre est interdit.</p>	Oui	Brulage interdit sur le site
<p>7.6. Transports</p> <p>Le transport des déchets doit s’effectuer dans des conditions propres à empêcher les envols. En particulier, s’il est fait usage de bennes ouvertes, les déchets sortant du site devront être couverts d’une bâche ou d’un filet. L’exploitant s’assurera que les entreprises de transport intervenant sur son site respectent ces dispositions.</p>	Oui	Le transport de déchets est organisé dans des bennes couvertes ou munies de filets anti envols
<p>8. Bruit et vibrations</p> <p>L’exploitant réduit autant que possible les émissions sonores dues à l’installation.</p>	Oui	
<p>8.1. Valeurs limites de bruit</p> <p>Au sens du présent arrêté, on appelle :</p> <p>Emergence : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l’absence du bruit généré par l’installation) ;</p> <p>Zones à émergence réglementée :</p> <ul style="list-style-type: none">- l’intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de la déclaration, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;- les zones constructibles définies par des documents d’urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de la déclaration ;- l’intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l’exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. <p>Pour les installations existantes, déclarées au plus tard quatre mois avant la date de publication du présent arrêté au Journal officiel, la date de la déclaration est remplacée, dans la définition ci-dessus des zones à émergence réglementée, par la date du présent arrêté.</p> <p>L’installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l’origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.</p> <p>Les émissions sonores émises par l’installation ne doivent pas être à l’origine, dans les zones à émergence réglementée, d’une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p>	Oui	Les niveaux d’émissions acoustiques respecteront les critères d’émergence et de niveau de bruit en limite de propriété de l’arrêté ministériel du 23/01/97.

Article			Conformité	Commentaires
Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés		
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)		
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)		
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l’installation ne doit pas dépasser, lorsqu’elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.				
Dans le cas où le bruit particulier de l’établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l’annexe de l’arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l’environnement par les installations classées pour la protection de l’environnement, de manière établie ou cyclique, sa durée d’apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l’établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.				
Lorsque plusieurs installations classées, soumises à déclaration au titre de rubriques différentes, sont situées au sein d’un même établissement, le niveau de bruit global émis par ces installations doit respecter les valeurs limites ci-dessus.				
8.2. Véhicules - Engins de chantier				
Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l’intérieur de l’installation doivent être conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.			Oui	
L’usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, hautparleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d’incidents graves ou d’accidents.				
8.3. Vibrations				
Les règles techniques applicables sont fixées à l’annexe II.			Sans objet	Le site n’est pas à l’origine d’émissions de vibrations
8.4. Surveillance par l’exploitant des émissions sonores				
L’exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l’installation permettant d’estimer la valeur de l’émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l’arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l’installation sur une durée d’une demi-heure au moins.				
Une mesure du niveau de bruit et de l’émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié.				
Ces mesures sont consignées dans le dossier " installations classées " prévu au point 1.4.				
Objet du contrôle : - présence des résultats des mesures faites par l’exploitant ; - conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d’émission applicables (le non respect de ce point relève d’une non-conformité majeure).			Oui	Les niveaux d’émissions acoustiques respecteront les critères d’émergence et de niveau de bruit en limite de propriété de l’arrêté ministériel du 23/01/97. SUEZ RV Méditerranée réalisera une mesure du niveau de bruit et de l’émergence doit au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié
9. Remise en état en fin d’exploitation				
Outre les dispositions prévues au point 1.7, l’exploitant remet en état le site de sorte qu’il ne s’y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier : - tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont évacués et traités dans des installations dûment autorisées ; - les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et le cas échéant décontaminées.			Oui	Les dispositions prise dans le cadre de la remise en état intégreront : L’évacuation et le traitement de tous les produits dangereux et des déchets Le vidage, nettoyage, dégazage de la cuve à gazole
Elles sont si possible enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Les produits utilisés pour la neutralisation recouvrent toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l’affaissement du sol en surfaces.				
Annexe II : Règles techniques applicables en matière de vibrations				
L’installation est construite, équipée et exploitée afin que son fonctionnement ne soit pas à l’origine de vibrations dans les constructions avoisinantes susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.				
La vitesse particulières des vibrations émises, mesurée selon la méthode définie dans la présente annexe, ne doit pas dépasser les valeurs définies ci-après.				
1. Valeurs limites de la vitesse particulière 1.1. Sources continues ou assimilées Sont considérées comme sources continues ou assimilées : - toutes les machines émettant des vibrations de manière continue ; - les sources émettant des impulsions à intervalles assez courts sans limitation du nombre d’émissions.				
Les valeurs limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :				
FREQUENCES	4 Hz - 8 Hz	8 Hz - 30 Hz	30 Hz - 100 Hz	
Constructions résistantes	5 mm/s	6 mm/s	8 mm/s	
Constructions sensibles	3 mm/s	5 mm/s	6 mm/s	
Constructions très sensibles	2 mm/s	3 mm/s	4 mm/s	
1.2. Sources impulsionnelles à impulsions répétées			Sans objet	

Article	Conformité	Commentaires
<p>Sont considérées comme sources impulsionsnelles à impulsions répétées toutes les sources émettant, en nombre limité, des impulsions à intervalles assez courts mais supérieurs à 1 s et dont la durée d'émissions est inférieure à 500 ms.</p> <p>Les valeurs limites applicables à chacune des trois composantes du mouvement vibratoire sont les suivantes :</p> <p>FREQUENCES 4 Hz - 8 Hz 8 Hz - 30 Hz 30 Hz - 100 Hz</p> <p>Constructions résistantes 8 mm/s 12 mm/s 15 mm/s</p> <p>Constructions sensibles 6 mm/s 9 mm/s 12 mm/s</p> <p>Constructions très sensibles 4 mm/s 6 mm/s 9 mm/s</p> <p>Quelle que soit la nature de la source, lorsque les fréquences correspondant aux vitesses particulières couramment observées pendant la période de mesure s'approchent de 0,5 Hz des fréquences de 8, 30 et 100 Hz, la valeur limite à retenir est celle correspondant à la bande de fréquences immédiatement inférieure. Si les vibrations comportent des fréquences en dehors de l'intervalle 4-100 Hz, il convient de faire appel à un organisme qualifié agréé par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>2. Classification des constructions</p> <p>Pour l'application des limites de vitesses particulières, les constructions sont classées en trois catégories suivant leur niveau de résistance :</p> <ul style="list-style-type: none"> - constructions résistantes : les constructions des classes 1 à 4 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les "installations classées" pour la protection de l'environnement ; - constructions sensibles : les constructions des classes 5 à 8 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 ; - constructions très sensibles : les constructions des classes 9 à 13 définies par la circulaire n° 23 du 23 juillet 1986 ; <p>Les constructions suivantes sont exclues de cette classification :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les réacteurs nucléaires et leurs installations annexes ; - les installations liées à la sûreté générale, sauf les constructions qui les contiennent ; - les barrages, les ponts ; - les châteaux d'eau ; - les installations de transport à grande distance de gaz ou de liquides autres que l'eau ainsi que les canalisations d'eau sous pression de diamètre supérieur à 1 mètre ; - les réservoirs de stockage de gaz, d'hydrocarbures liquides ou de céréales ; - les tunnels ferroviaires ou routiers et autres ouvrages souterrains d'importance analogue ; - les ouvrages portuaires tels que digues, quais et les ouvrages se situant en mer, notamment les plates-formes de forage, pour lesquelles l'étude des effets des vibrations doit être confiée à un organisme qualifié. Le choix de cet organisme doit être approuvé par l'inspection des "installations classées". <p>3. Méthode de mesure</p> <p>1.1. Eléments de base</p> <p>Le mouvement en un point donné d'une construction est enregistré dans trois directions rectangulaires, dont une verticale, les deux autres directions étant définies par rapport aux axes horizontaux de l'ouvrage étudié, sans tenir compte de l'azimut.</p> <p>Les capteurs sont placés sur l'élément principal de la construction (appui de fenêtre d'un mur porteur, point d'appui sur l'ossature métallique ou en béton dans le cas d'une construction moderne).</p> <p>1.2. Appareillage de mesure</p> <p>La chaîne de mesure à utiliser doit permettre l'enregistrement, en fonction du temps, de la vitesse particulière dans la bande de fréquences allant de 4 Hz à 150 Hz pour les amplitudes de cette vitesse comprises entre 0,1 mm/s et 50 mm/s. La dynamique de la chaîne doit être au moins égale à 54 dB.</p> <p>1.3. Précautions opératoires</p> <p>Les capteurs doivent être complètement solidaires de leur support. Il faut veiller à ne pas installer les capteurs sur les revêtements (zinc, plâtre, carrelage...) qui peuvent agir comme filtres de vibrations ou provoquer des vibrations parasites si ces revêtements ne sont pas bien solidaires de l'élément principal de la construction. Il convient d'effectuer, si faire se peut, une mesure des agitations existantes, en dehors du fonctionnement de la source.</p>		
Annexe III : Dispositions applicables aux installations existantes		
<p>Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations existantes, à compter du 1er janvier 2012, à l'exception des dispositions du point 2.4 et des alinéas 2 et 3 du point 2.5 qui ne sont pas applicables aux installations existantes et des dispositions de l'alinéa 5.5 qui s'appliquent dans les délais suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au 1er janvier 2016, si la commune est équipée d'un réseau séparatif ; - le 1er janvier de la quatrième année après mise en œuvre d'un tel réseau dans le cas contraire, sans préjudice toutefois d'éventuels règlements locaux pris par la commune ou les collectivités locales notamment. 	Sans objet	
Annexe IV : Prescriptions à vérifier lors des contrôles périodiques		
(Abrogée par l'article 22 de l'arrêté du 1er juillet 2013)		

Annexe 6 : Respect des prescriptions de l'arrêté type du 8/06/18 (rubrique ICPE 2718-2)

Analyse de l'arrêté du 06/06/18 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2718 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (applicable à compter du 1er juillet 2018)

La conformité du projet aux prescriptions générales contenues dans l'arrêté ministériel du AM 06/06/18 est présenté ci-après.

Article	Conformité	Commentaires
Article 1er		
Les installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2718 sont soumises aux dispositions de l'annexe I.		
Article 2		
Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations déclarées à compter du 1er juillet 2018. Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations existantes, déclarées avant le 1er juillet 2018, dans les conditions énoncées dans l'annexe II. Les dispositions de l'annexe I sont également applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation.	Oui	L'installation respectera les prescriptions de l'AM du 06/06/18.
Article 3		
L'arrêté ministériel du 18 juillet 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2718 est abrogé à compter du 1er juillet 2018.	Oui	
Article 4		
Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 2018.	Oui	
Article 5		
Annexe 1 Prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2718		
Définition		
Au sens du présent arrêté, on entend par : « Composé organique volatil (COV) » : tout composé organique, à l'exclusion du méthane, ainsi que la fraction de créosote,	Oui	

Article	Conformité	Commentaires
<p>ayant une pression de vapeur de 0,01 kPa ou plus à une température de 293,15 Kelvin ou ayant une volatilité correspondante dans des conditions d'utilisation particulières.</p> <p>« Produits dangereux et matières dangereuses » : substance ou mélange classé suivant les « classes et catégories de danger définies à l'annexe I, parties 2, 3 et 4 du règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges » dit CLP. Ce règlement a pour objectif de classer les substances et mélanges dangereux et de communiquer sur ces dangers via l'étiquetage et les fiches de données de sécurité.</p> <p>« Emergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;</p> <p>« Zones à émergence réglementée » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier de déclaration, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles, - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier de déclaration, - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier de déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. <p>1. Dispositions générales</p> <p>1.1. Contrôle périodique</p> <p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention « Objet du contrôle ».</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse après chaque contrôle dans le dossier installations classées prévu au point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p> <p>1.2. Dossier installation classée</p>		

Article	Conformité	Commentaires
<p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans de l'installation tenus à jour ; - la preuve du dépôt de déclaration et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit ; - les documents prévus aux points 1.1, 2.2.1, 4.1, 4.2 et 5.1 ci après ; - les dispositions prévues en cas de sinistre. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - preuve du dépôt de déclaration ; - vérification du tonnage maximal au regard du tonnage déclaré ; - vérification que le tonnage maximal est inférieur au seuil supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ; - présence des prescriptions générales ; - présence des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation, s'il y en a ; - présence de plans tenus à jour. 		
1 Dispositions générales		
1.1 Contrôle Périodique		
<p>L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention « Objet du contrôle ».</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse après chaque contrôle dans le dossier installations classées prévu au point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné</p>	Oui	SUEZ RV fera réaliser des contrôles périodiques par des organismes agréés
1.2 Dossier installation classée		
<p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les plans de l'installation tenus à jour ; 	Oui	

Article	Conformité	Commentaires
<ul style="list-style-type: none"> - la preuve du dépôt de déclaration et les prescriptions générales ; - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit ; - les documents prévus aux points 1.1, 2.2.1, 4.1, 4.2 et 5.1 ci après ; - les dispositions prévues en cas de sinistre. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - preuve du dépôt de déclaration ; - vérification du tonnage maximal au regard du tonnage déclaré ; - vérification que le tonnage maximal est inférieur au seuil supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement ; - présence des prescriptions générales ; - présence des arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation, s'il y en a ; - présence de plans tenus à jour. 		
2 Implantation aménagements		
2.1 Règles d'implantation		
<p>Les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés des déchets (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage en extérieur) sont éloignées des limites du site de a minima 1,5 fois la hauteur, avec un minimum de 20 mètres, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.</p> <p>Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation de déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - respect des distances d'éloignement ou présence de documents attestant des propriétés de résistance au feu du dispositif séparatif. 	Sans objet	<p>Le stockage de batterie ne s'effectue pas dans un bâtiment. Il s'effectuera en extérieur dans un conteneur métallique étanche sur la plateforme métaux. Uniquement activité de transit : rubrique 2718 : quantité inférieure à 1 tonne.</p>

Article	Conformité	Commentaires
2.2 Comportement au feu		
<p>2.2.1. Comportement au feu des bâtiments</p> <p>Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble de la structure est R15 ; - les matériaux sont de classe A2s1d0 ; <p>Pour toutes les installations visées par le présent article, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence de documents attestant des propriétés de résistance au feu (le non-respect de ce point relève d'une non conformité majeure). <p>2.2.2. Toitures et couvertures de toiture</p> <p>Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3).</p> <p>2.2.3. Désenfumage</p> <p>Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, permettant l'évacuation à l'air libre des</p>	Sans objet	Le stockage de batterie ne s'effectue pas dans un bâtiment. Il s'effectuera en extérieur dans un conteneur métallique étanche (benne inox) sur la plateforme métaux. Uniquement activité de transit : rubrique 2718 : quantité inférieure à 1 tonne.

Article	Conformité	Commentaires
<p>fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.</p> <p>Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'être à l'origine d'émissions de vapeurs ou gaz toxiques, ou d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.</p> <p>Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m², - à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des bâtiments. <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas d'un bâtiment divisé en plusieurs cantons ou cellule.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence des dispositifs d'évacuation des fumées et gaz de combustion (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - positionnement des commandes d'ouverture manuelle à proximité des accès. 		
2.3 Accessibilité		
<p>L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins deux faces, par une voie engin. Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.</p>	Oui	<p>Le site est accessible pour l'intervention du SDIS et dispose d'une voie engin ou échelle.</p> <p>Les parkings de stationnement sont implantés de manière à ne pas provoquer</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>Cette voie engin respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment. <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence d'une voie engin gardée libre ; - en cas de bâtiment fermé, présence d'ouvrants sur une des façades de chaque bâtiment. 		de gêne pour les engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.
2.4 Installations électriques		
<p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence des éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur (le non respect de ce point relève d'une non conformité majeure). 	Sans objet	Il n'y aura pas d'installation électrique (conteneur métallique étanche)
2.5 Mise à la terre des équipements		
<p>Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits ou déchets qu'ils contiennent.</p>	Sans objet	Il n'y aura pas d'installation électrique (conteneur métallique étanche)
2.6 Rétention des sols		
<p>Le sol des aires et des bâtiments où sont entreposés ou manipulés des déchets ou matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p>	Sans objet	Le conteneur sera installé à l'extérieur sur une aire étanche de la plateforme métaux. Les déchets sont évacués de l'installation dans les 90 jours qui suivent leur prise en charge. L'activité ne concerne que le transit de batteries.

Article	Conformité	Commentaires
<p>Cette disposition n'est pas applicable aux installations qui procèdent au transit, tri ou regroupement de déchets conditionnés dans des conteneurs, caisses, bacs ou fûts étanches aux liquides résistant aux chocs dans des conditions normales d'utilisation, sous réserve que ces contenants soient placés sur une rétention spécifique de capacité adaptée.</p> <p>Les contenants sont constitués de matériaux compatibles avec les déchets qu'ils contiennent et sont protégés contre les agressions mécaniques. Ils ne peuvent être entreposés sur plus de deux hauteurs. Tout contenant ou emballage endommagé ou percé est remplacé.</p> <p>Les aires de réception, d'entreposage, de tri et de regroupement sont couvertes afin de prévenir la dégradation des déchets et l'accumulation d'eau ou l'imprégnation par la pluie de tout ou partie des déchets. Elles sont conçues de façon à permettre la récupération des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement.</p> <p>Lorsque les déchets reçus présentent des incompatibilités chimiques, les aires mentionnées à l'alinéa précédent sont divisées en plusieurs zones matérialisées garantissant un éloignement des déchets incompatibles entre eux d'au moins 2 mètres.</p> <p>Sauf exception justifiée par l'exploitant dans le dossier mentionné au point 1.2, les déchets sont évacués de l'installation dans les 90 jours qui suivent leur prise en charge.</p> <p>Les locaux et les délais d'entreposage de déchets d'activité de soins à risques infectieux respectent les dispositions l'arrêté du 7 septembre 1999 susvisé, relatif à l'entreposage des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés et des pièces anatomiques.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - étanchéité des sols (par examen visuel : nature du matériau et absence de fissures, etc.) ; - présence d'un dispositif empêchant la diffusion des égouttures, eaux de lavage, eaux d'extinction d'incendie, les matières ou déchets répandus accidentellement ; - capacité des aires et locaux à recueillir les eaux et matières répandues (présence de seuil par exemple) ; - vérification de la distance de 2 mètres entre les zones d'entreposage de déchets incompatibles ; - vérification que les conteneurs contenant des déchets sur l'aire d'entreposage sont fermés et que leur empilement n'excède pas deux hauteurs ; - présentation des documents justifiant de l'évacuation des déchets dans un délai n'excédant pas 90 jours (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure), sauf exception justifiée dans le dossier mentionné au point 1.2. 		

Article	Conformité	Commentaires
2.7 Cuvettes de rétention		
<p>Tout entreposage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque l'entreposage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits et déchets qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits ou déchets incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence de cuvettes de rétention (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - vérification du volume des cuvettes de rétention (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - étanchéité des cuvettes de rétention (par examen visuel : nature du matériau et absence de fissures) ; - présence de cuvettes de rétention séparées pour les produits et déchets susceptibles de réagir dangereusement ensemble. 	Oui	La benne inox étanche du stockage de batterie joue le rôle de capacité de rétention.
2.8 Isolement du réseau de collecte		

Article	Conformité	Commentaires
<p>Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.</p> <p>Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justification du dimensionnement de la capacité de rétention des eaux ou écoulements concernés ; - présence de dispositifs d'isolement des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - présence de la consigne définissant les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. 	Oui	<p>Le site est équipé d'un bassin étanche équipé d'un obturateur permettant le confinement des eaux d'extinction incendie. Le besoin en eaux d'extinction incendie a été calculé d'après le document Technique D9A " Défense extérieure contre l'incendie - Guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction" - Document élaboré par l'INESC (Institut National d'Études de la Sécurité Civile), la FFSA (Fédération Française des Sociétés d'Assurances), et le CNPP (Centre National de Prévention et de Protection) - Edition août 2004. Ce calcul D9A intègre la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.
3 Exploitation Entretien		
3.1 Contrôle et accès		
<p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.</p> <p>Lorsque l'activité de tri, transit ou regroupement est opérée en extérieur, l'exploitant met en place une clôture autour de l'installation de manière à interdire toute entrée non autorisée. Dans le cas contraire, l'interdiction d'accès est a minima matérialisée par un affichage spécifique.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence d'un dispositif interdisant l'accès aux installations aux personnes non autorisées. 	Oui	<p>Le site et son exploitation sont sous la responsabilité du « responsable d'exploitation » nommément désigné par SUEZ RV Méditerranée.</p> <p>Le responsable d'exploitation a une connaissance de la conduite de l'exploitation, des dangers et inconvénients inhérents au site, ses activités et les modes d'exploitation, des procédures en cas d'incident ou d'accident. Les personnes doivent se présenter obligatoirement à l'accueil et signé un registre d'entrée/ sortie. Le site est entièrement clos pour interdire l'accès aux personnes non autorisées</p>
3.2 Admissibilité des déchets		
<p>Les déchets admissibles sont les déchets dangereux, dans la limite d'une quantité cumulée de 1 tonne.</p> <p>L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si le site est équipé d'un dispositif de détection.</p> <p>Objet du contrôle :</p>		<p>Le stockage en transit est limité strictement à une quantité cumulée inférieure à 1 tonne. Tout autre type de déchets que des batteries sont formellement interdit.</p>

Article	Conformité	Commentaires
<ul style="list-style-type: none"> - seuls des déchets dangereux sont admis (vérification via le registre prévu dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé) ; - pour les déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants, contrôle de leur radioactivité. 		
3.3 Procédure d'information préalable		
<p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - propriétés de danger du déchet ; - analyse des PCB et PCT, au sens de l'article R. 543-17 du code de l'environnement, pour les huiles usagées ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, regroupement ou tri. <p>b) Dispositions particulières :</p> <p>Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.</p> <p>Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.</p> <p>Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de</p>	Oui	<p>Les déchets sont admis uniquement pendant les horaires d'ouverture du site. Le reste du temps le site est clos et le portail fermé.</p> <p>Les déchets suivent une procédure d'acceptation suivante :</p> <p>Passage au niveau du pont bascule et de l'accueil Contrôle par l'opérateur de la conformité des documents et de la nature des déchets aux critères d'acceptation. A défaut le chargement est refusé</p> <p>Une fois acceptés, les déchets sont pesés, les informations enregistrées dans un registre de suivi des déchets entrants. L'apporteur est orienté vers l'installation apte à traiter les déchets. Le responsable d'exploitation ou la personne déléguée en son absence contrôle les déchets et vérifie l'état des stocks, au déchargement. La nature des déchets stockées est clairement indiquée sur des panneaux d'affichage.</p> <p>Le registre des déchets entrants précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; - le nom et l'adresse du détenteur des déchets ; - la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - l'identité du transporteur des déchets ; - le numéro d'immatriculation du véhicule ; - l'opération subie par les déchets dans l'installation et le code correspondant.

Article	Conformité	Commentaires
<p>déchets.</p> <p>L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence des informations préalables. 		
3.4 Procédures d'admission		
<p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p> <p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point 3.3 ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - vérifie que les déchets sont conditionnés et étiquetés conformément aux réglementations en vigueur ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de produits ou déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p> <p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur. 	Oui	<p>Les déchets sont admis uniquement pendant les horaires d'ouverture du site. Le reste du temps le site est clos et le portail fermé.</p> <p>Les déchets suivent une procédure d'acceptation suivante :</p> <p>Passage au niveau du pont bascule et de l'accueil Contrôle par l'opérateur de la conformité des documents et de la nature des déchets aux critères d'acceptation. A défaut le chargement est refusé</p> <p>Une fois acceptés, les déchets sont pesés, les informations enregistrées dans un registre de suivi des déchets entrants. L'apporteur est orienté vers l'installation apte à traiter les déchets. Le responsable d'exploitation ou la personne déléguée en son absence contrôle les déchets et vérifie l'état des stocks, au déchargement. La nature des déchets stockées est clairement indiquée sur des panneaux d'affichage.</p> <p>Le registre des déchets entrants précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; - le nom et l'adresse du détenteur des déchets ; - la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - l'identité du transporteur des déchets ;

Article	Conformité	Commentaires
<p>L'exploitant adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquants, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.</p> <p>Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence d'une procédure répondant aux modalités définies au a. 		<ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'immatriculation du véhicule ; - l'opération subie par les déchets dans l'installation et le code correspondant.
3.5 Entreposage des déchets		
<p>Les aires de réception, de transit, regroupement et tri des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (élimination, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur valorisation ou élimination appropriée ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérification que la hauteur des déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation et six mètres dans les autres cas ; - présence des moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.) ; - couverture des zones d'entreposage quand cela s'avère justifié. 	Oui	<p>Le stockage de batterie ne s'effectue pas dans un bâtiment. Il s'effectuera en extérieur dans un conteneur métallique étanche sur la plateforme métaux.</p> <p>Uniquement activité de transit : rubrique 2718 : quantité inférieure à 1 tonne.</p>

Article	Conformité	Commentaires
3.6 Opérations de tri et conditionnement des déchets <p>Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).</p> <p>Les piles usagées au lithium sont séparées des autres piles et leur entreposage est réalisé dans des fûts ou conteneurs fermés, étanches à l'humidité, résistant à la pression en cas d'échauffement et conformes à la réglementation relative au transport de matières dangereuses.</p> <p>Le compactage ou la réduction de volume des déchets d'activité de soins à risques infectieux et assimilés et de pièces anatomiques est interdit.</p> <p>Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié.</p> <p>Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérification d'un entreposage séparé des piles au lithium des autres piles et de la fermeture des conteneurs 		<p>Aucune opération de tri et de conditionnement ne sera réalisé sur le site. L'activité consiste uniquement en une activité de transit de batterie.</p> <p>Les piles usagées au lithium seront séparées des autres piles et leur entreposage est réalisé dans des fûts ou conteneurs fermés, étanches à l'humidité, résistant à la pression en cas d'échauffement et conformes à la réglementation relative au transport de matières dangereuses.</p>
3.7 Connaissance et étiquetage des déchets <p>L'exploitant garde à sa disposition les documents prévus dans l'information préalable, notamment les propriétés de danger du déchet et, le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations de ces documents (compatibilité des déchets, stockage, emploi, lutte contre l'incendie)</p> <p>Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le libellé et le code des déchets au regard de l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement et les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence des documents visés ci-dessus ; - présence et lisibilité des libellés, codes des déchets et symboles de danger sur les fûts, réservoirs et emballages (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure). 	Oui	<p>L'exploitant mettra en place les éléments nécessaires à la présence et lisibilité des libellés, codes des déchets et symboles de danger sur les fûts, réservoirs et emballages.</p>
4 Risques		
4.1 Moyens de lutte contre l'incendie		

Article	Conformité	Commentaires
<p>L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <ol style="list-style-type: none"> 1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ; 2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours. <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'un système de détection de gaz dans les parties de l'installation présentant des risques de dégagement de gaz ou de vapeurs toxiques ; - d'une réserve de sable meuble et sec ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre en quantité adaptée au risque et des pelles. <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p>	<p>Oui</p>	<p>Le site dispose concernant les moyens de lutte contre l'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 accès secours pour le SDIS (entrée principal et accès spécifique SDIS) - 3 poteaux incendies (PI) délivrant un débit > 60 m³/h pendant 2 heures - 1 système de détection, d'alarme et d'alerte incendie - Des moyens d'extinctions répartis dans les locaux : extincteurs portatifs et RIA <p>Un bassin permettant le confinement des eaux d'extinction incendie</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) (au moins un) et des extincteurs (au moins un) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - implantation des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) et des extincteurs ; - présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ; - présence de plans des bâtiments, avec descriptions des dangers associés ; - présence d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments concernés (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - présence d'un système de détection avec alarme de gaz dans les parties présentant des risques de dégagement de gaz ou de vapeurs toxiques ; - présence d'une réserve de sable meuble ou matériaux assimilés et des pelles ; - présence du rapport de contrôle datant de moins d'un an. 		
4.2 Consignes d'exploitation		
<p>Les opérations susceptibles de générer une pollution ou un accident font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de déconditionnement et reconditionnement de déchets, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence de chacune de ces consignes. 	Oui	Des consignes spécifiques au stockage des batteries en transit seront établies
5 Eau		
5.1 Réseau de collecte et eaux pluviales		
<p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</p>		<p>La gestion pluviale du site n'est pas modifiée par rapport à l'existant</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés</p> <p>Le site est indépendant hydrauliquement et dispose d'un réseau séparatif pour les eaux de toitures et de voiries d'une part et d'autre part pour les eaux résiduaires.</p> <p>L'activité ne générera pas d'effluent aqueux. Le site est connecté au réseau</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le réseau de collecte est de type séparatif (vérification sur plan) ; - les effluents susceptibles d'être pollués sont traités par un dispositif adéquat avant rejet. 		<p>d'eaux usées de la commune. . Le rejet se fait après prétraitement au sein de débourbeurs déshuileurs.</p> <p>Le site dispose d'un plan des réseaux à jour.</p>
5.2 Rejet des effluents		
<p>Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présentation des fiches de suivi du nettoyage des équipements. 	Oui	
5.3 Valeurs limites de rejets		
<p>Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH : 5,5 - 8,5 ; - matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ; - DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ; - indice phénols : 0,3 mg/l si le flux est supérieur à 3 g/j ; - hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ; - métaux totaux : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j. <p>Ces valeurs limites sont respectées en moyenne annuelle quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.</p>	Oui	<p>Les rejets d'eaux résiduaire seront conformes à la convention de rejet du réseau d'eaux usées. Le site est connecté au réseau d'eaux usées de la commune. Le site dispose d'une convention de rejet dans ce réseau pour les eaux des aires de lavage, les eaux usées des locaux sociaux. Le rejet se fait après prétraitement au sein de débourbeurs déshuileurs. Le site dispose d'un plan des réseaux à jour.</p> <p>Le site est raccordé au réseau d'eaux usées. Les eaux résiduaire sont traitées par la station d'épuration urbaine.</p> <p>Les rejets respecteront les valeurs limites suivantes définies dans le cadre de la convention</p> <p><u>Point de rejet situé sur l'Avenue de Bigos (comptoir métaux et aire de lavage)</u></p>

Article	Conformité	Commentaires																																																																																																																								
		<table><tr><th>Paramètres</th><th>Flux journalier maximal (kg/jour)*</th><th>Flux horaire maximum (kg/h)**</th><th>Concentration moyenne (mg/l)</th><th>Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***</th></tr><tr><td>DBO₅</td><td>0.07</td><td>0.05</td><td>52</td><td>300</td></tr><tr><td>DCO</td><td>0.17</td><td>0.11</td><td>130</td><td>675</td></tr><tr><td>MES</td><td>0.22</td><td>0.06</td><td>172</td><td>350</td></tr><tr><td>Azote total Kjeldhal (NTK)</td><td>0.005</td><td>0.01</td><td>4.1</td><td>60</td></tr><tr><td>Phosphore total (P)</td><td>0.01</td><td>0.002</td><td>10</td><td>12</td></tr><tr><td>Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)</td><td>2.29 eq/lr</td><td>0.35 eq/h</td><td>2 eq/m³</td><td>2.2 eq/m³</td></tr><tr><td>METOX détaillé</td><td>0.003</td><td>0.0004</td><td>2.08</td><td>2.5</td></tr><tr><td>Substances organochlorées (AOX)</td><td>0.0003</td><td>48.10-6</td><td>0.25</td><td>0.3</td></tr><tr><td>Rapport DCO/DBO₅</td><td colspan="4">≤ 2,5</td></tr><tr><td>Potentiel Hydrogène (pH)</td><td colspan="4">5,5 ≤ x ≤ 8,5</td></tr><tr><td>Température</td><td colspan="4">≤ 30°C</td></tr></table> <p>*Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne.</p> <p>** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée</p> <p>*** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.</p> <p>Point de rejet situé en limite de la clôture côté Es, voie ferrée et voie d'accès (centre de transfert)</p> <table><tr><th>Paramètres</th><th>Flux journalier maximal (kg/jour)*</th><th>Flux horaire maximum (kg/h)**</th><th>Concentration moyenne (mg/l)</th><th>Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***</th></tr><tr><td>DBO₅</td><td>2.59</td><td>0.38</td><td>2250</td><td>2700</td></tr><tr><td>DCO</td><td>2.69</td><td>0.39</td><td>2339</td><td>2807</td></tr><tr><td>MES</td><td>0.24</td><td>0.05</td><td>210</td><td>350</td></tr><tr><td>Azote total Kjeldhal (NTK)</td><td>0.07</td><td>0.01</td><td>63</td><td>76</td></tr><tr><td>Phosphore total (P)</td><td>0.01</td><td>0.002</td><td>10</td><td>12</td></tr><tr><td>Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)</td><td>1.15 eq/lr</td><td>0.17 eq/h</td><td>1 eq/m³</td><td>1.2 eq/m³</td></tr><tr><td>METOX détaillé</td><td>0.004</td><td>0.0005</td><td>3.15</td><td>3.8</td></tr><tr><td>Substances organochlorées (AOX)</td><td>0.0004</td><td>54.10-6</td><td>0.32</td><td>0.38</td></tr><tr><td>Rapport DCO/DBO₅</td><td colspan="4">≤ 2,5</td></tr><tr><td>Potentiel Hydrogène (pH)</td><td colspan="4">5,5 ≤ x ≤ 8,5</td></tr><tr><td>Température</td><td colspan="4">≤ 30°C</td></tr></table> <p>*Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne.</p> <p>** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée</p> <p>*** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.</p>	Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***	DBO ₅	0.07	0.05	52	300	DCO	0.17	0.11	130	675	MES	0.22	0.06	172	350	Azote total Kjeldhal (NTK)	0.005	0.01	4.1	60	Phosphore total (P)	0.01	0.002	10	12	Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	2.29 eq/lr	0.35 eq/h	2 eq/m ³	2.2 eq/m ³	METOX détaillé	0.003	0.0004	2.08	2.5	Substances organochlorées (AOX)	0.0003	48.10-6	0.25	0.3	Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5				Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5				Température	≤ 30°C				Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***	DBO ₅	2.59	0.38	2250	2700	DCO	2.69	0.39	2339	2807	MES	0.24	0.05	210	350	Azote total Kjeldhal (NTK)	0.07	0.01	63	76	Phosphore total (P)	0.01	0.002	10	12	Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	1.15 eq/lr	0.17 eq/h	1 eq/m ³	1.2 eq/m ³	METOX détaillé	0.004	0.0005	3.15	3.8	Substances organochlorées (AOX)	0.0004	54.10-6	0.32	0.38	Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5				Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5				Température	≤ 30°C			
Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***																																																																																																																						
DBO ₅	0.07	0.05	52	300																																																																																																																						
DCO	0.17	0.11	130	675																																																																																																																						
MES	0.22	0.06	172	350																																																																																																																						
Azote total Kjeldhal (NTK)	0.005	0.01	4.1	60																																																																																																																						
Phosphore total (P)	0.01	0.002	10	12																																																																																																																						
Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	2.29 eq/lr	0.35 eq/h	2 eq/m ³	2.2 eq/m ³																																																																																																																						
METOX détaillé	0.003	0.0004	2.08	2.5																																																																																																																						
Substances organochlorées (AOX)	0.0003	48.10-6	0.25	0.3																																																																																																																						
Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5																																																																																																																									
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5																																																																																																																									
Température	≤ 30°C																																																																																																																									
Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***																																																																																																																						
DBO ₅	2.59	0.38	2250	2700																																																																																																																						
DCO	2.69	0.39	2339	2807																																																																																																																						
MES	0.24	0.05	210	350																																																																																																																						
Azote total Kjeldhal (NTK)	0.07	0.01	63	76																																																																																																																						
Phosphore total (P)	0.01	0.002	10	12																																																																																																																						
Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	1.15 eq/lr	0.17 eq/h	1 eq/m ³	1.2 eq/m ³																																																																																																																						
METOX détaillé	0.004	0.0005	3.15	3.8																																																																																																																						
Substances organochlorées (AOX)	0.0004	54.10-6	0.32	0.38																																																																																																																						
Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5																																																																																																																									
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5																																																																																																																									
Température	≤ 30°C																																																																																																																									
5.4 Raccordement à une station d'épuration																																																																																																																										
Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du	Oui	<p>Eaux usées</p> <p>Le site est connecté au réseau d'eaux usées de la commune. L'installation dispose d'une convention de rejet dans ce réseau pour les eaux d'égouttures du bâtiment de transfert, les eaux des aires de lavage, les eaux usées des</p>																																																																																																																								

Article	Conformité	Commentaires
<p>réseau de collecte.</p> <p>Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MEST : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; <p>Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelles conventions de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements.</p> <p>Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (2750) ou mixte (rubrique 2752) dans le cas de rejets de micropolluants.</p> <p>Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respect</p>		locaux sociaux. Le rejet se fait après prétraitement au sein de débourbeurs déshuileurs (hors eaux usées des locaux sociaux).
<p>5.5 Disposition concernant les effluent aqueux</p> <p>Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.</p> <p>Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluent.</p>	Oui	SUEZ RV Méditerranée dispose d'une procédure interne de suivi des rejets : « Consignes de gestion des eaux ».
<p>5.6 Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.3 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d'émissions applicables (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - lorsque la mesure périodique d'un polluant n'est pas effectuée, présence des éléments justifiant que le polluant n'est pas 	Oui	<p>SUEZ RV Méditerranée dispose d'une procédure interne de suivi des rejets : « Consignes de gestion des eaux ».</p> <p>Cette procédure synthétise l'ensemble des contrôles et suivis à réaliser pour chaque réseau de gestion des eaux.</p> <p>Les résultats d'analyses périodiques réalisées par un laboratoire agréé sont consignés sur les formulaires de contrôle et relevés interne. Les mesures sont réalisées sur un échantillon représentatif conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Les débits rejetés sont également suivis et consignés.</p>

Article	Conformité	Commentaires
émis par l'installation.		
5.7 Prévention des pollutions accidentelles		
<p>Une réserve de produits absorbants et de produits de nettoyage avec le matériel de mise en œuvre est disponible à tout moment.</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour une consigne d'exploitation imposant la fermeture des vannes d'isolement des exutoires de rejet en cas d'incident ou d'accident.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <p>- présence d'une réserve de produits absorbants et de produits de nettoyage avec le matériel de mise en œuvre à proximité des aires d'entreposage.</p>		<p>SUEZ RV Méditerranée s'engage à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p> <p>SUEZ RV Méditerranée dispose d'ores et déjà de procédures d'urgences en cas d'incident ou d'accident survenu sur site. Les procédures intègrent l'utilisation d'un document régional « Rapport d'information d'accident/incident environnemental » visant à informer notamment la DREAL et la Préfecture.</p>
5.8 Epannage		
Toute application de déchets ou d'effluents sur ou dans les sols est interdite.	Oui	L'épandage est interdit
6 Air et Odeurs		
6.1 Risques d'envols		
<p>L'exploitant adopte les dispositions suivantes pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées ; - les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules sont prévues en cas de besoin. <p>Objet du contrôle :</p>	Oui	Les voies d'accès et issues de secours sont dégagées de tout entreposage de déchets.

Article	Conformité	Commentaires
- absence d'amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières.		
6.2 Captages et épuration des rejets à l'atmosphère		
<p>Dans le cas où les produits et déchets entreposés ou manipulés seraient à l'origine d'émissions de vapeurs ou gaz toxiques, ou d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, les réservoirs et les locaux d'entrepôts sont fermés ou mis en dépression et les gaz émis sont collectés et traités avant rejets.</p> <p>Les points de rejets sont en nombre aussi réduit que possible et dépassent d'au moins 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence et bon état des dispositifs permettant de collecter et traiter les émissions de vapeurs ou gaz toxiques, ou d'odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, en cas d'activité susceptible d'en émettre (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure). 	Sans objet	Uniquement une activité de transit, pas d'émissions ou de rejet dans l'atmosphère
6.3 Composés organo volatils		
<p>Les émissions canalisées rejetées à l'atmosphère ne contiennent pas plus de 110 mg/Nm3 en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés organo-volatils.</p>	Sans objet	Uniquement une activité de transit, pas d'émissions ou de rejet dans l'atmosphère
6.4 Surveillance par l'exploitation de la pollution rejeté		
<p>Une mesure de la concentration en composés organo-volatils dans les émissions canalisées est effectuée, par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement, au moins tous les trois ans. Cette surveillance ne s'applique pas aux installations qui ne sont pas susceptibles d'émettre ces polluants.</p> <p>Objet du contrôle :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence des résultats des mesures (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d'émission applicables (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure), - lorsque la mesure périodique d'un polluant n'est pas effectuée, présence des éléments justifiant que le polluant n'est pas susceptible d'être émis par l'installation. 	Sans objet	Uniquement une activité de transit, pas d'émissions ou de rejet dans l'atmosphère

Article	Conformité	Commentaires									
7 Déchets générés par l'installation L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour : - en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets ; - assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre ; a) La préparation en vue de la réutilisation ; b) Le recyclage ; c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ; d) L'élimination.	Oui	Le site respecte les dispositions concernant la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) et est conçu et organisé pour assurer la valorisation des déchets et prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets qu'il génère.									
8 Bruit Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant : <table border="1"> <tr> <td>NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)</td><td>EMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés</td><td>EMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)</td><td>6 dB(A)</td><td>4 dB(A)</td></tr> <tr> <td>Supérieur à 45 dB(A)</td><td>5 dB(A)</td><td>3 dB(A)</td></tr> </table> De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.	NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés	Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)	Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)	Sans objet	Le site de Vendargues fait l'objet d'un suivi périodique des émissions sonores. Le suivi est réalisé par une société compétente. L'exploitant met en œuvre les mesures de prévention sur site afin que les activités respectent les valeurs d'émission sonore en limite de propriété : engins d'exploitation capotés et émissions conformes aux dispositions en vigueur en matière de limitation de leurs émissions sonores, matériel utilisé et équipements conformes, ...
NIVEAU de bruit ambiant (incluant le bruit de l'installation)	EMERGENCE admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	EMERGENCE admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés									
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)									
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)									
Dispositions applicables aux installations existantes											
Les dispositions mentionnées ci-dessous sont applicables aux installations existantes déclarées avant le 1er juillet 2018. Les dispositions dont la mention est précédée d'un astérisque ne sont applicables qu'aux installations déclarées après le 4 décembre 2011. Les autres dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes											

Article		Conformité	Commentaires																										
<table><tr><th>1er juillet 2018</th><th>1er juillet 2019</th></tr><tr><td>1. Dispositions générales</td><td>3.2 Admissibilité des produits et déchets</td></tr><tr><td>(*) 2.2 Comportement au feu</td><td>3.3 Procédure d'information préalable</td></tr><tr><td>2.4 Installations électriques</td><td>3.4 Procédure d'admission</td></tr><tr><td>2.5 Mise à la terre des équipements</td><td>3.5 Entreposage des produits et déchets</td></tr><tr><td>2.6 Rétention des sols</td><td>3.6 Opérations de tri des produits et déchets</td></tr><tr><td>2.7 Cuvettes de rétention</td><td>5. Eau</td></tr><tr><td>2.8 Isolement du réseau de collecte</td><td></td></tr><tr><td>3. Exploitation - entretien sauf 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 et 3.6</td><td></td></tr><tr><td>4. Risques</td><td></td></tr><tr><td>6. Air - odeurs</td><td></td></tr><tr><td>7. Déchets générés par l'installation</td><td></td></tr><tr><td>8. Bruit</td><td></td></tr></table>		1er juillet 2018	1er juillet 2019	1. Dispositions générales	3.2 Admissibilité des produits et déchets	(*) 2.2 Comportement au feu	3.3 Procédure d'information préalable	2.4 Installations électriques	3.4 Procédure d'admission	2.5 Mise à la terre des équipements	3.5 Entreposage des produits et déchets	2.6 Rétention des sols	3.6 Opérations de tri des produits et déchets	2.7 Cuvettes de rétention	5. Eau	2.8 Isolement du réseau de collecte		3. Exploitation - entretien sauf 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 et 3.6		4. Risques		6. Air - odeurs		7. Déchets générés par l'installation		8. Bruit			
1er juillet 2018	1er juillet 2019																												
1. Dispositions générales	3.2 Admissibilité des produits et déchets																												
(*) 2.2 Comportement au feu	3.3 Procédure d'information préalable																												
2.4 Installations électriques	3.4 Procédure d'admission																												
2.5 Mise à la terre des équipements	3.5 Entreposage des produits et déchets																												
2.6 Rétention des sols	3.6 Opérations de tri des produits et déchets																												
2.7 Cuvettes de rétention	5. Eau																												
2.8 Isolement du réseau de collecte																													
3. Exploitation - entretien sauf 3.2, 3.3, 3.4, 3.5 et 3.6																													
4. Risques																													
6. Air - odeurs																													
7. Déchets générés par l'installation																													
8. Bruit																													

Annexe 7 : Respect des prescriptions de l'arrêté type du 8/06/18 (rubrique ICPE 2714-2)

1. Analyse de l'arrêté ministériel du 06/06/2018

La conformité du projet aux prescriptions générales contenues dans l'arrêté ministériel du 06/06/2018.

Article	Conformité	Commentaires
Article 1er		
Les installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2711, 2713, 2714 ou 2716 sont soumises aux dispositions de l'annexe I.	Oui	L'analyse de la conformité concerne l'activité de de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois (2714) soumis à déclaration
Article 2		
Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations déclarées à compter du 1er juillet 2018.	Oui	L'installation respectera les prescriptions de l'AM du 6/06/18
Les dispositions de l'annexe I sont applicables aux installations existantes, déclarées avant le 1er juillet 2018, dans les conditions précisées en annexe III.		
Les dispositions de l'annexe I sont également applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation.		
Article 3		
Les arrêtés ministériels suivants sont abrogés à compter du 1er juillet 2018 : - arrêté du 12 décembre 2007 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2711 « Transit, regroupement, tri, désassemblage, remise en état d'équipements électriques et électroniques mis au rebut » ; - arrêté du 13 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous	Sans objet	

Article	Conformité	Commentaires
la rubrique n° 2713 ; - arrêté du 14 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2714 ; - arrêté du 16 octobre 2010 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2716.		
Article 4		
Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juillet 2018.		
Article 5		
Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Journal officiel de la République française. Fait le 6 juin 2018. Pour le ministre d'Etat et par délégation : Le directeur général de la prévention des risques, C. Bourillet	Sans objet	
Annexe I : Prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2711, 2713, 2714 ou 2716		
Définitions Au sens du présent arrêté, on entend par : « Entrée miroir » : ensemble composé de deux rubriques ou plus de la liste des codes déchets de la décision 2000/532/CE modifiée, dont au moins une avec astérisque et une autre sans, dont les libellés désignent un même type de déchet. Elle signifie que la dangerosité du flux de déchet est incertaine et qu'elle doit donc être évaluée au cas par cas. « Produits dangereux et matières dangereuses » : substance ou mélange classé suivant les « classes et catégories de danger définies à l'annexe I, parties 2, 3 et 4 du règlement (CE) n° 1272/2008 relatif à la classification, l'étiquetage et l'emballage des substances et des mélanges » dit CLP. Ce règlement a pour objectif de classer les substances et	Oui	

Article	Conformité	Commentaires
<p>mélanges dangereux et de communiquer sur ces dangers via l'étiquetage et les fiches de données de sécurité.</p> <p>« Emergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ;</p> <p>« Zones à émergence réglementée » :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de la déclaration, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ; - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de la déclaration ; - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de la déclaration dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles. <p>1. Dispositions générales</p> <p>1.1 Contrôle périodique</p> <p>Les installations n° 2711 ou 2716 sont soumises à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement. Pour ces installations, le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe après la mention « Objet du contrôle ».</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse après chaque contrôle dans le dossier installations classées prévu au point 1.2. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier</p>	Oui	SUEZ RV fera réaliser des contrôles périodiques par des organismes agréés

Article	Conformité	Commentaires
<p>E120.</p> <p>Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation de déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - respect des distances d'éloignement ou présence de documents attestant des propriétés de résistance au feu du dispositif séparatif. <p>2.2 Interdiction de locaux habités ou occupés par des tiers au-dessus et au-dessous de l'installation</p> <p>L'installation n'est pas surmontée ni ne surmonte de locaux habités ou occupés par des tiers.</p> <p>2.3 Comportement au feu</p> <p>2.3.1 Comportement au feu des bâtiments</p> <p>Les bâtiments où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'ensemble de la structure est R15 ; - les matériaux sont de classe A2s1d0. <p>Pour toutes les installations visées par le présent article, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence de documents attestant des propriétés de résistance au feu (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure). 	Oui	Les activités s'effectuent dans le bâtiment de transfert déjà existant et qui ne sera pas modifié (pas d'augmentation de capacité)

Article	Conformité	Commentaires
<p>2.3.2 Toitures et couvertures de toiture</p> <p>Les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3).</p> <p>Les bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des produits ou déchets combustibles ou inflammables sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.</p> <p>Les dispositifs passifs ne sont toutefois pas autorisés dans le cas d'entreposage ou de manipulation de déchets susceptibles d'émettre des émissions odorantes, lorsque leur entreposage en intérieur est possible.</p> <p>Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ; - à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des bâtiments. <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du bâtiment ou depuis la zone de désenfumage.</p> <p>Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.</p> <p>Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont adaptés aux risques particuliers de l'installation.</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence des dispositifs d'évacuation des fumées et gaz de combustion (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - positionnement des commandes d'ouverture manuelle à proximité des accès. 	Oui	

Article	Conformité	Commentaires
<p>2.4 Accessibilité</p> <p>L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie sur au moins deux faces par une voie engin. Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants permettant le passage de sauveteurs équipés.</p> <p>Cette voie engin respecte les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment. <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence de voies engin gardées libres ; - en cas de bâtiment fermé, présence d'ouvrants sur une des façades de chaque bâtiment. <p>2.5 Installations électriques</p> <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence des éléments justifiant que les installations électriques sont réalisées 	<p>Oui</p> <p>Oui</p> <p>Oui</p> <p>Oui</p>	<p>Le site est accessible pour l'intervention du SDIS et dispose d'une voie engin ou échelle.</p> <p>Les parkings de stationnement sont implantés de manière à ne pas provoquer de gêne pour les engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.</p> <p>Les façades des bâtiments d'activité de tri de déchets non dangereux « DND pré trié » et « DND en mélange » dispose d'ouvrants de dimensions minimum de 4 m* 4 m.</p> <p>La vie principale de desserte du site respecte une largeur utile minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;</p> <p>Elle a été dimensionnée pour permettre la circulation des véhicules avec le gabarit le plus encombrants (semi-remorques 40 T) grâce au logiciel Auto turn et respecte les dispositions du présent article.</p> <p>Cette voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum.</p> <p>Conforme</p> <p>La conformité des installations électriques sera tenue à disposition de la DREAL et sera régulièrement entretenues et vérifiées.</p>

Article	Conformité	Commentaires
conformément aux règles en vigueur (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).		
2.6 Mise à la terre des équipements	Oui	Conforme
Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits ou déchets qu'ils contiennent.		
2.7 Rétention des sols		Bâtiment existant
Le sol des aires et des bâtiments où sont entreposés ou manipulés des métaux, alliages de métaux, des déchets ou des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, A1 (incombustible) et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.		
Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : - étanchéité des sols (par examen visuel : nature du matériau et absence de fissures, etc.) ; - capacité des aires et locaux à recueillir les eaux et matières répandues (présence de seuil par exemple).		
Tout entreposage de produits ou déchets liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.	Oui	Le sol des aires de stockage et de manipulation de DND est étanche et incombustibles (classe A1), et indépendante hydrauliquement A1), et indépendante hydrauliquement (présence d'un seuil sur le bâtiment transfert DND mais pas sur le bâtiment comptoir métaux. L'aire de lavage est équipé d'un dispositif puisard permettant de recueillir les eaux de lavages, avant rejet dans le réseau d'eaux usées.
Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.		
Lorsque l'entreposage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables avec un minimum de 800		

Article	Conformité	Commentaires
<p>litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits et déchets qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits ou déchets incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence de cuvettes de rétention (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - vérification du volume des cuvettes de rétention (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - étanchéité des cuvettes de rétention (par examen visuel : nature du matériau et absence de fissures) ; - présence de cuvettes de rétention séparées pour les produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble. <p>2.9 Isolement du réseau de collecte</p> <p>Le site dispose d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction d'un sinistre ou d'un accident de transport. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention.</p> <p>Les dispositifs d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont clairement signalés et facilement accessibles. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - justification du dimensionnement de la capacité de rétention des eaux ou écoulements concernés ; - présence de dispositifs d'isolement des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement 	Oui	<p>Le site est équipé d'un bassin étanche équipé d'un obturateur permettant le confinement des eaux d'extinction incendie. Le besoin en eaux d'extinction incendie a été calculé d'après le document Technique D9A " Défense extérieure contre l'incendie - Guide pratique pour le dimensionnement des rétentions des eaux d'extinction" - Document élaboré par l'INESC (Institut National d'Études de la Sécurité Civile), la FFSA (Fédération Française des Sociétés d'Assurances), et le CNPP (Centre National de Prévention et de Protection) - Edition août 2004. Ce calcul D9A intègre la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre

Article	Conformité	Commentaires
<p>implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;</p> <p>- présence de la consigne définissant les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.</p> <p>3. Exploitation - entretien</p> <p>3.1 Contrôle de l'accès</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre aux installations.</p> <p>Lorsque l'activité de tri, transit, regroupement ou de préparation en vue de la réutilisation est opérée en extérieur, l'exploitant met en place une clôture autour de l'installation de manière à interdire toute entrée non autorisée. Dans le cas contraire, l'interdiction d'accès est a minima matérialisée par un affichage spécifique.</p> <p>En cas de présence d'un magasin ou espace de présentation d'objets destinés au réemploi ou à la réutilisation, ouvert au public, une séparation physique (porte, barrière...) empêche l'accès aux zones de l'installation affectées à l'entreposage et au tri des produits et/ou déchets.</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <p>- présence d'un dispositif interdisant l'accès aux installations aux personnes non autorisées.</p> <p>3.2 Admissibilité des déchets</p> <p>Seuls les déchets non dangereux sont admis, à l'exception des installations classées sous la rubrique n° 2711, qui peuvent accepter des déchets d'équipements électriques et électroniques dangereux.</p> <p>L'admission de déchets radioactifs sur le site est interdite. Tous les déchets de métaux, terres ou autres déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants font l'objet d'un contrôle de leur radioactivité, soit avant leur arrivée sur site, soit à leur admission si</p>	Oui	<p>carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</p> <p>Le site et son exploitation sont sous la responsabilité du « responsable d'exploitation » nommément désigné par SUEZ RV Méditerranée. Le responsable d'exploitation a une connaissance de la conduite de l'exploitation, des dangers et inconvénients inhérents au site, ses activités et les modes d'exploitation, des procédures en cas d'incident ou d'accident. Les personnes doivent se présenter obligatoirement à l'accueil et signé un registre d'entrée/ sortie. Le site est entièrement clos pour interdire l'accès aux personnes non autorisées</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>le site est équipé d'un dispositif de détection.</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - seul des déchets d'équipements électriques et électroniques sont admis pour les rubriques n° 2711 et des déchets non dangereux pour la rubrique n° 2716 (vérification via le registre prévu dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé) ; - pour les déchets susceptibles d'émettre des rayonnements ionisants, contrôle de leur radioactivité. <p>3.3 Procédure d'information préalable</p> <p>Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur du déchet, à la (ou aux) collectivité(s) de collecte ou au détenteur une information préalable qui contient les éléments ci-dessous. Elle consiste à caractériser globalement le déchet en rassemblant toutes les informations destinées à montrer qu'il remplit les critères d'acceptation dans une installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation. Si nécessaire, l'exploitant sollicite des informations complémentaires.</p> <p>a) Informations à fournir :</p> <ul style="list-style-type: none"> - source (producteur du déchet) et origine géographique du déchet ; - informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ; - données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ; - apparence du déchet (odeur, couleur, apparence physique) ; - code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - en cas d'un déchet relevant d'une entrée miroir, éléments justifiant l'absence de caractère dangereux ; - résultats du contrôle de radioactivité pour les déchets susceptibles d'en émettre, si le contrôle est effectué en amont de son admission sur le site de l'installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation ; - au besoin, précautions supplémentaires à prendre au niveau de l'installation de transit, 	Oui	<p>Les déchets sont admis uniquement pendant les horaires d'ouverture du site. Le reste du temps le site est clos et le portail fermé.</p> <p>Les déchets suivent une procédure d'acceptation suivante :</p> <p>Passage au niveau du pont bascule et de l'accueil Contrôle par l'opérateur de la conformité des documents et de la nature des déchets aux critères d'acceptation. A défaut le chargement est refusé Une fois acceptés, les déchets sont pesés, les informations enregistrées dans un registre de suivi des déchets entrants. L'apporteur est orienté vers l'installation apte à traiter les déchets. Le responsable d'exploitation ou la personne déléguée en son absence contrôle les déchets et vérifie l'état des stocks, au déchargement. La nature des déchets stockées est clairement indiquée sur des panneaux d'affichage. Le registre des déchets entrants précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; - le nom et l'adresse du détenteur des déchets ; - la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - l'identité du transporteur des déchets ; - le numéro d'immatriculation du véhicule ; - l'opération subie par les déchets dans l'installation et le code correspondant.

Article	Conformité	Commentaires
<p>regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation.</p> <p>b) Conditions d'admission en cas d'épandage de certaines matières ou déchets.</p> <p>L'exploitant doit s'assurer du caractère épandable des matières ou déchets dès l'admission.</p> <p>Dans ce cas, l'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1069/2009, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1069/2009, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ; - les conditions de son transport ; - le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site. <p>L'information préalable mentionnée précédemment est complétée par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe 7a de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé.</p> <p>Dans le cas d'une admission de boues d'épuration domestiques ou industrielles, celles-ci doivent être conformes à l'arrêté du 8 janvier 1998 ou à celui du 2 février 1998 modifié, et l'information préalable précise également :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ; - une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ; - une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, réalisée selon la fréquence indiquée dans cet arrêté sur une période de temps d'une année. 	Sans objet	Aucun épandage

Article	Conformité	Commentaires
<p>Tout lot de boues présentant une non-conformité aux valeurs limites fixées à l'annexe 1 de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé est refusé par l'exploitant.</p> <p>Les informations relatives aux boues sont conservées pendant dix ans par l'exploitant et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>c) Dispositions particulières :</p> <p>Dans le cas de déchets régulièrement produits dans un même processus industriel, l'information préalable apporte des indications sur la variabilité des différents paramètres caractéristiques des déchets. Le producteur de ces déchets informe l'exploitant des modifications significatives apportées au procédé industriel à l'origine du déchet.</p> <p>Si des déchets issus d'un même processus sont produits dans des installations différentes, une seule information préalable peut être réalisée si elle est accompagnée d'une étude de variabilité entre les différents sites montrant leur homogénéité.</p> <p>Ces dispositions particulières ne s'appliquent pas aux déchets issus d'installations de regroupement ou de mélange de déchets.</p> <p>L'information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. S'il ne s'agit pas d'un déchet généré dans le cadre d'un même processus, chaque lot de déchets fait l'objet d'une d'information préalable.</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : - présence des informations préalables.</p> <p>3.4 Procédure d'admission</p> <p>L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.</p>	Oui	<p>Les déchets sont admis uniquement pendant les horaires d'ouverture du site. Le reste du temps le site est clos et le portail fermé.</p> <p>Les déchets suivent une procédure d'acceptation suivante :</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérifie l'existence d'une information préalable en conformité avec le point 3.3 ci-dessus, en cours de validité ; - réalise un contrôle de la radioactivité des déchets susceptibles d'en émettre, s'il dispose d'un dispositif de détection sur site et si le contrôle n'a pas été effectué en amont de l'admission ; - recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ; - réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; - délivre un accusé de réception écrit pour chaque livraison admise sur le site. Dans le cas de réception de déchets dangereux (rubrique n° 2711), le bordereau de suivi de déchets dangereux vaut accusé de réception. <p>Dans le cas de réception de déchets d'équipements électriques et électroniques, l'exploitant a à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques que peuvent représenter les équipements électriques et électroniques au rebut, admis dans l'installation. Il s'appuie, pour cela, notamment sur la documentation prévue à l'article R. 543-178 du code de l'environnement.</p> <p>b) Dans le cas de flux importants et uniformes de déchets en provenance d'un même producteur, la nature et la fréquence des vérifications réalisées sur chaque chargement sont déterminées en fonction des procédures de surveillance appliquées par ailleurs sur l'ensemble de la filière de valorisation ou d'élimination.</p> <p>c) En cas de doute sur la nature et le caractère dangereux ou non d'un déchet entrant, l'exploitant réalise ou fait réaliser des analyses pour identifier le déchet. Il peut également le refuser.</p> <p>d) En cas de non-présentation d'un des documents requis ou de non-conformité du déchet reçu avec le déchet annoncé, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - refuse le chargement, en partie ou en totalité, ou - si un document manque, peut entreposer le chargement en attente de la régularisation 	Oui	<p>Passage au niveau du pont bascule et de l'accueil</p> <p>Contrôle par l'opérateur de la conformité des documents et de la nature des déchets aux critères d'acceptation. A défaut le chargement est refusé</p> <p>Une fois acceptés, les déchets sont pesés, les informations enregistrées dans un registre de suivi des déchets entrants. L'apporteur est orienté vers L'installation apte à traiter les déchets. Le responsable d'exploitation ou la personne déléguée en son absence contrôle les déchets et vérifie l'état des stocks, au déchargement. La nature des déchets stockées est clairement indiquée sur des panneaux d'affichage.</p> <p>Le registre des déchets entrants précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la date de réception ; - le nom et l'adresse du détenteur des déchets ; - la nature et la quantité de chaque déchet reçu (code du déchet entrant au regard de la nomenclature définie à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) ; - l'identité du transporteur des déchets ; - le numéro d'immatriculation du véhicule ; - l'opération subie par les déchets dans l'installation et le code correspondant

Article	Conformité	Commentaires
<p>par le producteur, la ou les collectivités en charge de la collecte ou le détenteur.</p> <p>L'exploitant de l'installation de transit, regroupement ou tri adresse dans les meilleurs délais, et au plus tard quarante-huit heures après le refus ou la mise en attente du déchet, une copie de la notification motivée du refus du chargement ou des documents manquant, au producteur, à la (ou aux) collectivité(s) en charge de la collecte ou au détenteur du déchet.</p> <p>Les déchets en attente de régularisation d'un ou plusieurs documents sont entreposés au maximum 2 semaines. Au-delà, le déchet est refusé.</p> <p>Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur expéditeur, la régularisation des documents nécessaires à leur acceptation ou leur envoi vers une installation autorisée à les recevoir, des déchets qui ne respectent pas les critères mentionnés dans le présent article.</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : - présence d'une procédure répondant aux modalités définies au a.</p> <p>3.5 Entreposage des produits et déchets</p> <p>Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets sont distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple).</p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>La hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation. Dans tous les cas, la hauteur n'excède pas six mètres.</p>	Oui	Des dispositions seront prises pour limiter conformément au volume associé à la rubrique 2714 dans le dossier joint

Article	Conformité	Commentaires
<p>Pour la rubrique n° 2711, les bouteilles de gaz liquéfié équipant des équipements tels que cuisinières ou radiateurs sont retirées avant qu'ils ne soient introduits dans un endroit non ouvert en permanence sur l'extérieur.</p> <p>Les zones d'entreposage et de manipulation des produits ou déchets sont couvertes lorsque l'absence de couverture est susceptible de provoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la dégradation des produits ou déchets gérés sur l'installation, rendant plus difficile leur utilisation, valorisation ou élimination appropriée, par exemple via l'infiltration d'eau dans la laine de verre et les mousses des déchets d'équipements électriques et électroniques ; - l'entraînement de substances polluantes telles que des huiles par les eaux de pluie. <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - vérification que la hauteur des produits ou déchets entreposés n'excède pas trois mètres si le dépôt est à moins de 100 mètres d'un bâtiment à usage d'habitation et six mètres dans les autres cas ; - présence des moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.) ; - couverture des zones d'entreposage quand justifié. <p>3.6 Opérations de tri des déchets</p> <p>Les déchets sont triés en fonction de leur nature et de leur exutoire (mode de valorisation, d'élimination).</p> <p>Dispositions particulières aux déchets d'équipements électriques et électroniques</p> <p>Les équipements de froid ayant des mousses isolantes contenant des substances visées à l'article R. 543-75 du code de l'environnement sont éliminés dans un centre de traitement équipé pour le traitement de ces mousses et autorisé à cet effet.</p> <p>Lorsqu'ils sont identifiés, les condensateurs, les radiateurs à bain d'huile et autres déchets susceptibles de contenir des PCB sont séparés dans un bac étanche spécialement affecté et identifié. Leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée.</p>	Oui	

Article	Conformité	Commentaires
<p>Les déchets de tubes fluorescents, lampes basse énergie et autres lampes spéciales autres qu'à incandescence sont stockés et manipulés dans des conditions permettant d'en éviter le bris, et leur élimination est faite dans une installation dûment autorisée respectant les conditions de l'arrêté du 23 novembre 2005 susvisé ou remis aux personnes tenues de les reprendre, en application des articles R. 543-188 et R. 543-195 du code de l'environnement ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.</p> <p>Dans le cas d'un déversement accidentel de mercure, l'ensemble des déchets collectés est rassemblé dans un contenant assurant l'étanchéité et pourvu d'une étiquette adéquate, pour être expédié dans un centre de traitement des déchets mercuriels.</p> <p>4. Risques</p> <p>4.1 Moyens de lutte contre l'incendie</p> <p>L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits et déchets gérés dans l'installation ; - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des bâtiments et aires de gestion des produits ou déchets facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque bâtiment et aire. <p>Les installations gérant des déchets combustibles ou inflammables sont également dotées :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un ou plusieurs points d'eau incendie, tels que : <p>1. Des bouches d'incendie, poteaux, ou prises d'eau, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et</p>	Oui	<p>Le site dispose concernant les moyens de lutte contre l'incendie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2 accès secours pour le SDIS (entrée principal et accès spécifique SDIS) - 3 poteaux incendies (PI) délivrant un débit > 60 m3/h pendant 2 heures - 1 système de détection, d'alarme et d'alerte incendie - 1 système de défense incendie par sprinkler d'une capacité d'environ 865 m3 - Des moyens d'extinctions répartis dans les locaux : extincteurs portatifs et RIA <p>Un bassin permettant le confinement des eaux d'extinction incendie</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins des services d'incendie et de secours ;</p> <p>2. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont utilisables en permanence pour les services d'incendie et de secours.</p> <p>Les prises de raccordement permettent aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.</p> <p>Le ou les points d'eau incendie sont en mesure de fournir un débit global adapté aux risques à défendre, sans être inférieur à 60 m³/h durant deux heures. Le point d'eau incendie le plus proche de l'installation se situe à moins de 100 mètres de cette dernière. Les autres points d'eau incendie, le cas échéant, se situent à moins de 200 mètres de l'installation (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments fermés où sont entreposés des produits ou déchets combustibles ou inflammables ; - d'une réserve de sable meuble et sec en quantité adaptée au risque ou matériaux assimilés présentant les mêmes caractéristiques de lutte contre le feu comme la terre et des pelles. <p>Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - présence des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) (au moins un) et des extincteurs (au moins un) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - implantation des appareils d'incendie (bouches, poteaux...) et des extincteurs ; - présence d'un moyen d'alerte des services d'incendie et de secours ; - présence de plans de bâtiments, avec descriptions des dangers associés ; - présence d'un système de détection automatique et d'alarme incendie pour les bâtiments concernés (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - présence d'une réserve de sable meuble ou matériaux assimilés et des pelles ; - présence du rapport de contrôle datant de moins d'un an. 	Oui	(cf page précédente)

Article	Conformité	Commentaires
<p>4.2 Consignes d'exploitation</p> <p>Les opérations susceptibles de générer une pollution ou un accident font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Elles concernent notamment les opérations d'entreposage, de déconditionnement, conditionnement de produits ou déchets et de préparation en vue de la réutilisation, ainsi que les travaux réalisés dans des zones présentant un risque d'incendie ou d'explosion en raison de la nature des produits ou déchets présents.</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 : - présence de chacune de ces consignes.</p>	Oui	<p>SUEZ RV Méditerranée dispose d'un ensemble de consignes d'exploitation et matière de HSE, sur le site de Vendargues.</p> <p>Les consignes sont conformes au code du travail. Elles détaillent l'ensemble des modes opératoires et procédures nécessaires au bon fonctionnement de l'exploitation, en cas d'accident, ou en cas de sinistre. Elles sont affichées dans les locaux fréquentés par le personnel.</p>
<p>5. Eau</p> <p>5.1 Réseau de collecte et eaux pluviales</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits et/ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.</p> <p>Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p>	Oui	<p>La gestion pluviale du site n'est pas modifiée par rapport à l'existant</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés</p> <p>Le site est indépendant hydrauliquement et dispose d'un réseau séparatif pour les eaux de toitures et de voiries d'une part et d'autre part pour les eaux résiduaires.</p> <p>L'activité ne générera pas d'effluent aqueux. Le site est connecté au réseau d'eaux usées de la commune. . Le rejet se fait après prétraitement au sein de débourbeurs déshuileurs.</p> <p>Le site dispose d'un plan des réseaux à jour.</p>
Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :	Oui	

Article	Conformité	Commentaires																																																												
<p>- le réseau de collecte est de type séparatif (vérification sur plan) ;</p> <p>- les effluents susceptibles d'être pollués sont traités par un dispositif adéquat avant rejet.</p> <p>5.2 Rejet des effluents</p> <p>Le dispositif de traitement des effluents susceptibles d'être pollués est entretenu par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les fiches de suivi du nettoyage des équipements ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <p>- présentation des fiches de suivi du nettoyage des équipements.</p> <p>5.3 Valeurs limites de rejet</p> <p>Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes :</p> <p>- matières en suspension : la concentration ne dépasse pas 100 mg/l si le flux journalier n'excède pas 15 kg/j, 35 mg/l au-delà ;</p> <p>- DCO : la concentration ne dépasse pas 300 mg/l si le flux journalier n'excède pas 100 kg/j, 125 mg/l au-delà ;</p> <p>- hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j ;</p> <p>- métaux totaux (rubriques n° 2711, 2713 et 2716) : 15 mg/l si le flux est supérieur à 100 g/j.</p> <p>Ces valeurs limites sont respectées en moyenne quotidienne. Aucune valeur instantanée ne dépasse le double des valeurs limites de concentration.</p> <p>5.4 Raccordement à une station d'épuration</p> <p>Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce</p>	Oui	<p>Les rejets d'eaux résiduaire seront conformes à la convention de rejet du réseau d'eaux usées. Le site est connecté au réseau d'eaux usées de la commune. Le site dispose d'une convention de rejet dans ce réseau pour les eaux des aires de lavage, les eaux usées des locaux sociaux. Le rejet se fait après prétraitement au sein de débourbeurs déshuileurs. Le site dispose d'un plan des réseaux à jour.</p> <p>Le site est raccordé au réseau d'eaux usées. Les eaux résiduaire sont traitées par la station d'épuration urbaine.</p> <p>Les rejets respecteront les valeurs limites suivantes définies dans le cadre de la convention</p> <p><u>Point de rejet situé sur l'Avenue de Bigos (comptoir métaux et aire de lavage)</u></p> <table><tr><th>Paramètres</th><th>Flux journalier maximal (kg/jour)*</th><th>Flux horaire maximum (kg/h)**</th><th>Concentration moyenne (mg/l)</th><th>Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***</th></tr><tr><td>DBO₅</td><td>0.07</td><td>0.05</td><td>52</td><td>300</td></tr><tr><td>DCO</td><td>0.17</td><td>0.11</td><td>130</td><td>675</td></tr><tr><td>MES</td><td>0.22</td><td>0.06</td><td>172</td><td>350</td></tr><tr><td>Azote total Kjeldhal (NTK)</td><td>0.005</td><td>0.01</td><td>4.1</td><td>60</td></tr><tr><td>Phosphore total (P)</td><td>0.01</td><td>0.002</td><td>10</td><td>12</td></tr><tr><td>Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)</td><td>2.29 eq/jr</td><td>0.35 eq/h</td><td>2 eq/m3</td><td>2.2 eq/m3</td></tr><tr><td>METOX détaillé</td><td>0.003</td><td>0.0004</td><td>2.08</td><td>2.5</td></tr><tr><td>Substances organochlorées (AOX)</td><td>0.0003</td><td>48.10-6</td><td>0.25</td><td>0.3</td></tr><tr><td>Rapport DCO/DBO₅</td><td colspan="4">≤ 2,5</td></tr><tr><td>Potentiel Hydrogène (pH)</td><td colspan="4">5,5 ≤ x ≤ 8,5</td></tr><tr><td>Température</td><td colspan="4">≤ 30°C</td></tr></table> <p>*Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne.</p> <p>** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée</p> <p>*** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.</p> <p><u>Point de rejet situé en limite de la clôture côté Es, voie ferrée et voie d'accès (centre de transfert)</u></p>	Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***	DBO ₅	0.07	0.05	52	300	DCO	0.17	0.11	130	675	MES	0.22	0.06	172	350	Azote total Kjeldhal (NTK)	0.005	0.01	4.1	60	Phosphore total (P)	0.01	0.002	10	12	Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	2.29 eq/jr	0.35 eq/h	2 eq/m3	2.2 eq/m3	METOX détaillé	0.003	0.0004	2.08	2.5	Substances organochlorées (AOX)	0.0003	48.10-6	0.25	0.3	Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5				Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5				Température	≤ 30°C			
Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***																																																										
DBO ₅	0.07	0.05	52	300																																																										
DCO	0.17	0.11	130	675																																																										
MES	0.22	0.06	172	350																																																										
Azote total Kjeldhal (NTK)	0.005	0.01	4.1	60																																																										
Phosphore total (P)	0.01	0.002	10	12																																																										
Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	2.29 eq/jr	0.35 eq/h	2 eq/m3	2.2 eq/m3																																																										
METOX détaillé	0.003	0.0004	2.08	2.5																																																										
Substances organochlorées (AOX)	0.0003	48.10-6	0.25	0.3																																																										
Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5																																																													
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5																																																													
Température	≤ 30°C																																																													

Article	Conformité	Commentaires																																																												
<p>traitement dans de bonnes conditions. Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p> <p>Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :</p> <ul style="list-style-type: none">- MEST : 600 mg/l ;- DCO : 2 000 mg/l ; <p>Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelles conventions de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements.</p> <p>Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (2750) ou mixte (rubrique 2752) dans le cas de rejets de micropolluants.</p> <p>Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p> <p>5.5 Dispositions concernant la surveillance des effluents aqueux</p> <p>Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.</p> <p>Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée (si une norme est appliquée), sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou</p>	Oui	<table><thead><tr><th>Paramètres</th><th>Flux journalier maximal (kg/jour)*</th><th>Flux horaire maximum (kg/h)**</th><th>Concentration moyenne (mg/l)</th><th>Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***</th></tr></thead><tbody><tr><td>DBO₅</td><td>2.59</td><td>0.38</td><td>2250</td><td>2700</td></tr><tr><td>DCO</td><td>2.69</td><td>0.39</td><td>2339</td><td>2807</td></tr><tr><td>MES</td><td>0.24</td><td>0.05</td><td>210</td><td>350</td></tr><tr><td>Azote total Kjeldhal (NTK)</td><td>0.07</td><td>0.01</td><td>63</td><td>76</td></tr><tr><td>Phosphore total (P)</td><td>0.01</td><td>0.002</td><td>10</td><td>12</td></tr><tr><td>Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)</td><td>1.15 eq/jr</td><td>0.17 eq/h</td><td>1 eq/m3</td><td>1.2 eq/m3</td></tr><tr><td>METOX détaillé</td><td>0.004</td><td>0.0005</td><td>3.15</td><td>3.8</td></tr><tr><td>Substances organochlorées (AOX)</td><td>0.0004</td><td>54.10-6</td><td>0.32</td><td>0.38</td></tr><tr><td>Rapport DCO/DBO₅</td><td colspan="3">≤ 2,5</td><td></td></tr><tr><td>Potentiel Hydrogène (pH)</td><td colspan="3">5,5 ≤ x ≤ 8,5</td><td></td></tr><tr><td>Température</td><td colspan="3">≤ 30°C</td><td></td></tr></tbody></table> <p>*Les limites maximales du flux journalier (exprimé en kilogramme par jour) représentent le volume journalier des effluents rejetés par la concentration moyenne.</p> <p>** Les limites maximales du flux horaire (exprimé kilogramme par heure) représentent le volume horaire des effluents rejetés par la concentration maximale autorisée</p> <p>*** La valeur limite maximale à respecter est la concentration moyenne augmentée de 20% ou la valeur domestique.</p> <p>SUEZ RV Méditerranée dispose d'une procédure interne de suivi des rejets : « Consignes de gestion des eaux ».</p> <p>Cette procédure synthétise l'ensemble des contrôles et suivis à réaliser pour chaque réseau de gestion des eaux.</p> <p>Les résultats d'analyses périodiques réalisées par un laboratoire agréé sont consignés sur les formulaires de contrôle et relevés interne. Les mesures sont réalisées sur un échantillon représentatif conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>Les débits rejetés sont également suivis et consignés.</p> <p>SUEZ RV Méditerranée s'engage à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents qui sont de nature à présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation rationnelle</p>	Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***	DBO ₅	2.59	0.38	2250	2700	DCO	2.69	0.39	2339	2807	MES	0.24	0.05	210	350	Azote total Kjeldhal (NTK)	0.07	0.01	63	76	Phosphore total (P)	0.01	0.002	10	12	Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	1.15 eq/jr	0.17 eq/h	1 eq/m3	1.2 eq/m3	METOX détaillé	0.004	0.0005	3.15	3.8	Substances organochlorées (AOX)	0.0004	54.10-6	0.32	0.38	Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5				Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5				Température	≤ 30°C			
Paramètres	Flux journalier maximal (kg/jour)*	Flux horaire maximum (kg/h)**	Concentration moyenne (mg/l)	Valeur limite maximale à respecter (mg/l)***																																																										
DBO ₅	2.59	0.38	2250	2700																																																										
DCO	2.69	0.39	2339	2807																																																										
MES	0.24	0.05	210	350																																																										
Azote total Kjeldhal (NTK)	0.07	0.01	63	76																																																										
Phosphore total (P)	0.01	0.002	10	12																																																										
Matières Inhibitrices (MI) (meq/l)	1.15 eq/jr	0.17 eq/h	1 eq/m3	1.2 eq/m3																																																										
METOX détaillé	0.004	0.0005	3.15	3.8																																																										
Substances organochlorées (AOX)	0.0004	54.10-6	0.32	0.38																																																										
Rapport DCO/DBO ₅	≤ 2,5																																																													
Potentiel Hydrogène (pH)	5,5 ≤ x ≤ 8,5																																																													
Température	≤ 30°C																																																													

Article	Conformité	Commentaires
<p>mélange avec d'autres effluent.</p> <p>5.6 Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée</p> <p>Une mesure des concentrations des différents polluants visés au point 5.3 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point.</p> <p>Objet du contrôle pour les rubriques n° 2711 ou 2716 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - conformité des résultats de mesures avec les valeurs limites d'émissions applicables (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ; - lorsque la mesure périodique d'un polluant n'est pas effectuée, présence des éléments justifiant que le polluant n'est pas émis par l'installation. <p>5.7 Prévention des pollutions accidentelles</p> <p>Dans le cas où des tubes fluorescents ou lampes sont régulièrement présents en quantité supérieure à 5 m3, un produit adapté au blocage chimique du mercure, qui serait dispersé en cas de bris massif (par exemple du fait de la chute d'une caisse conteneur) est disponible sur place et le personnel formé à son utilisation. Le nettoyage dans de tels cas est effectué mécaniquement, l'utilisation d'aspirateurs est interdite.</p> <p>5.8 Epandage</p> <p>Sans préjudice des articles R. 211-29 et D. 543-226-1 du code de l'environnement, ni du code rural et des pêches maritimes, l'application de déchets ou effluents sur ou dans les sols n'est autorisée que pour la rubrique n° 2716 et sous réserve que chacune de ces matières remplisse dès son admission sur l'installation et avant regroupement, les conditions techniques et réglementaires pour être épandues. L'épandage se fait dans le respect des conditions de l'annexe II du présent arrêté.</p> <p>Toute application d'un autre déchet ou effluent sur ou dans les sols est interdite.</p>	<p>Oui</p> <p>Sans objet</p> <p>Sans Objet</p>	<p>de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.</p> <p>SUEZ RV Méditerranée dispose d'ores et déjà de procédures d'urgences en cas d'incident ou d'accident survenu sur site. Les procédures intègrent l'utilisation d'un document régional « Rapport d'information d'accident/incident environnemental » visant à informer notamment la DREAL et la Préfecture.</p> <p>Epandage interdit</p>

Article	Conformité	Commentaires
<p>6.3 Odeurs (rubrique n° 2716 acceptants des déchets susceptibles d'émettre des odeurs)</p> <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant de la manipulation et de l'entreposage des déchets. Les déchets ou produits susceptibles d'être à l'origine d'émissions d'odeurs sont entreposés autant que possible dans des conteneurs fermés.</p>	Sans objet	Le site accueille des déchets fermentescibles uniquement en transit pour une brève durée de transfert.
<p>7. Déchets générés par l'installation</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets ; - assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre ; <p>a) La préparation en vue de la réutilisation ;</p> <p>b) Le recyclage ;</p> <p>c) Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;</p> <p>d) L'élimination.</p>	Oui	Le site respecte les dispositions concernant la hiérarchie des modes de traitement définies à l'article L. 541-1 du code de l'environnement (recyclage, valorisation énergétique, élimination...) et est conçu et organisé pour assurer la valorisation des déchets et prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets qu'il génère
<p>8. Bruit</p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p>	Oui	Respect des critères d'émergences et contrôles des niveaux de bruit régulier

Article			Conformité	Commentaires										
<table><tr><td>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</td><td>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</td><td>ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</td><td></td></tr><tr><td>Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td><td></td></tr><tr><td>Supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td><td></td></tr></table>	NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés		Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)		Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)			
NIVEAU DE BRUIT AMBIANT existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	ÉMERGENCE ADMISSIBLE pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés												
Supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)												
Supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)												
De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.														
Annexe II : Dispositions techniques en matière d'épandage														
L'épandage des déchets respecte les dispositions suivantes, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole : 1. Généralités Le déchet épandu a un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et son application ne porte pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ni à la qualité des sols et des milieux aquatiques et est mis en œuvre afin que les nuisances soient réduites au minimum. En cas de risque de dépassement des capacités de stockage du déchet, l'exploitant évalue les capacités complémentaires de stockage à mettre en place, décrit les modifications à apporter aux installations et en informe préalablement le préfet. A défaut, il identifie les installations de traitement du déchet auxquelles il peut faire appel. Une étude préalable d'épandage précise l'innocuité (dans les conditions d'emploi) et l'intérêt agronomique des déchets au regard des paramètres définis au point II ci-après, l'aptitude du sol à les recevoir, et le plan d'épandage détaillé ci-après. Cette étude justifie la compatibilité de l'épandage avec les contraintes environnementales recensées et les documents de planification existants, notamment les plans prévus à l'article L. 541-14 du			Sans objet	Pas d'épandage										

Article	Conformité	Commentaires
code de l'environnement et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux, prévus aux articles L. 212-1 et 3 du code de l'environnement. la série des NFT 90 puisqu'il s'agit des solutions aqueuses.		
Annexe III : Dispositions applicables aux installations existantes		
Les dispositions mentionnées ci-dessous sont applicables aux installations existantes déclarées avant le 1er juillet 2018. Les dispositions dont la mention est précédée d'un astérisque ne sont applicables qu'aux installations déclarées après le 17 mai 2008 pour la rubrique n° 2711 et le 10 mars 2011 pour les rubriques n° 2713, 2714 ou 2716. Les autres dispositions ne sont pas applicables aux installations existantes.		

Article		Conformité	Commentaires
1er juillet 2018	1er juillet 2019		
1. Dispositions générales			
*2.2 Locaux habités par des tiers			
*2.3 Comportement au feu			
2.5 Installations électriques			
2.6 Mise à la terre des équipements			
2.7 Rétention des sols			
*2.8 Cuvettes de rétention			
2.9 Isolement du réseau de collecte			
3.1 Contrôle de l'accès			
4.1 Moyens de lutte contre l'incendie, sauf 4e et 5e tirets	3.2 Admissibilité des produits et déchets		
4.2 Consignes d'exploitation	3.3 Procédure d'information préalable		
*5.1 Réseau de collecte et eaux pluviales	3.4 Procédure d'admission		
5.2 Points de prélèvements pour les contrôles	3.5 Entreposage des produits et déchets		
5.3 Rejets des effluents	3.6 Opérations de tri des produits et déchets		
5.4 Valeurs limites de rejet			
5.5 Raccordement à une station d'épuration			
5.6 Dispositions concernant la surveillance des effluents aqueux			
5.7 Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée			
5.8 Prévention des pollutions accidentelles			
5.9 Epannage			
6. Air-odeurs (sauf le 1er du 6.1 relatif aux risques d'envols)			
7. Déchets			
8. Bruit			

Annexe 8 : Note examen des dangers et calcul de modélisation de flux thermiques (note complémentaire concernant la prise en compte du bâtiment transfert)

Réorganisation et développement du site de valorisation de déchets Commune de Vendargues (34)

*Note complémentaire d'examen des dangers
concernant la prise en compte du bâtiment de transfert*

Novembre 2020
Rapport n° 101085/D

SUEZ R.V.
ZI du Salaison
235 Avenue de Bigos
34740 VENDARGUES



Région SUD
Parc d'Activité de Fréjorgues
180 Impasse John Locke
34470 PEROLS
Tél. : 04 67 15 91 10
Fax. : 04 67 15 91 11

Sommaire

1	OBJECTIF	3
2	IDENTIFICATION DES POTENTIELS DANGERS ET DES PHENOMENES DANGEREUX	4
3	MODELISATION DES PHENOMENES DANGEREUX.....	5
3.1	METHODES ET MOYENS DE CALCUL MIS EN APPLICATION	5
3.1.1	Modèle d'évaluation des effet thermiques	5
3.1.2	Description des produits considérés pour les modélisations	6
3.2	SEUILS DES EFFETS RETENUS.....	8
3.3	DISTANCE D'EFFETS ASSOCIEES AUX PHENOMENES DANGEREUX	9
3.3.1	PhD3 : Incendie généralisé du centre de transfert et des FMA	10
3.3.2	PhD4 : Incendie généralisé des bennes de stockage extérieures.....	12
3.4	EFFETS DOMINOS	14
3.4.1	Généralité et seuils d'effet retenus	14
3.4.2	Effets dominos internes.....	14
3.4.3	Effets dominos externes	14
4	ANALYSE DETAILLEE DES RISQUES.....	15
5	ORGANISATION DES SECOURS, MOYENS DE PREVENTION ET DE LUTTE INCENDIE	16

Liste des tableaux

TABEAU 1 : SYNTHESE DES POTENTIELS DE DANGERS	4
TABEAU 2 : PHENOMENES DANGEREUX RETENUS.....	4
TABEAU 3 : SEUILS D'EFFETS DES FLUX THERMIQUES.....	8
TABEAU 4 : EFFETS DOMINOS	14
TABEAU 5 : PHENOMENES DANGEREUX GENERANT DES EFFETS A L'EXTERIEUR DU SITE	15

Liste des figures

FIGURE 1 : LOGIGRAMME PRESENTANT LA METHODE DE CALCUL DE FLUMILOG	5
FIGURE 2 : LOCALISATION DES STOCKAGES DU CENTRE DE TRANSFERT.....	9
FIGURE 3 : MODELISATION PhD3.....	11
FIGURE 4 : MODELISATION PhD4.....	13

Liste des annexes

Annexe 1 : Cartographies des zones d'effets

Suivi des modifications

Indice Version	Date de révision	Nombre de pages	Nombre d'annexes	Objet des modifications
D	24/11/2020	16	1	Version initiale de la note

1 Objectif

Cette note d'examen a été réalisée dans le cadre du dossier d'enregistrement concernant la réorganisation et le développement du site de valorisation des déchets, implanté sur la commune de Vendargues.

Elle vient préciser les éléments concernant le bâtiment de transfert déjà existant sur le site.

L'objectif de cette note complémentaire est de préciser les risques concernant le bâtiment de transfert déjà existant sur le site et ainsi :

- Identifier et analyser les risques, que leurs causes soient d'origine interne ou externe à l'installation concernée ;
- Evaluer l'étendue et la gravité des conséquences des accidents majeurs identifiés.

2 Identification des potentiels dangers et des phénomènes dangereux

La synthèse des potentiels de danger identifiés est présentée dans le tableau suivant :

Origine		Potentiel de danger
Environnement naturel	Climat, séisme, inondation, foudre, ...	<i>Non retenu</i> Pas de danger identifié
Environnement humain	Transport de marchandises dangereuses, malveillance	<i>Non retenu</i> Pas de danger identifié
Produits	DIB Carton Plastique	Retenu
Equipements et opérations	Réception et manutention des déchets	<i>Non retenu</i>
	Stockage déchets dans le centre de transfert	Retenu
	Stockage déchets dans les bennes FMA	Retenu
	Stockage déchets dans les bennes extérieures	Retenu
Perte d'utilité	Perte/défaut d'eau ou d'électricité	<i>Non retenu</i>

Tableau 1 : Synthèse des potentiels de dangers

Les scénarios vis-à-vis desquels les mesures de prévention ou de protection associées permettent une maîtrise des risques se traduisant par l'absence de répercussions possibles vis-à-vis des tiers ne sont pas retenus dans la suite de l'étude :

- Zones ou activités dangereuses présentant des risques très limités par les quantités en présence ;
- Pollutions d'origine accidentelles vis-à-vis desquelles les mesures en place permettent leur confinement au sein du site.

Au regard des potentiels de dangers identifiés précédemment, les phénomènes dangereux retenus sont les suivants :

Nature du phénomène dangereux	N° PhD
Incendie généralisé du centre de transfert et des FMA	3
Incendie généralisé des bennes de stockage extérieures	4

Tableau 2 : Phénomènes dangereux retenus

3 Modélisation des phénomènes dangereux

3.1 Méthodes et moyens de calcul mis en application

3.1.1 Modèle d'évaluation des effet thermiques

Le logiciel FLUMilog (version 5.3.1.1.) développé par l'INERIS est destiné principalement aux entrepôts de combustibles solides.

La méthode développée permet de modéliser l'évolution de l'incendie depuis l'inflammation jusqu'à son extinction par épuisement du combustible (prise en compte de l'évolution temporelle de l'incendie).

Elle prend en compte le rôle joué par la structure et les parois tout au long de l'incendie. D'une part lorsqu'elles peuvent limiter la puissance de l'incendie en raison d'un apport d'air réduit au niveau du foyer et d'autre part lorsqu'elles jouent le rôle d'écran thermique plus ou moins important au rayonnement avec une hauteur qui peut varier au cours du temps.

Les flux thermiques sont donc calculés à chaque instant en fonction de la progression de l'incendie dans la cellule et de l'état de la couverture et des parois.

Les différentes étapes de la méthode sont présentées sur le logigramme ci-après (voir figure suivante).

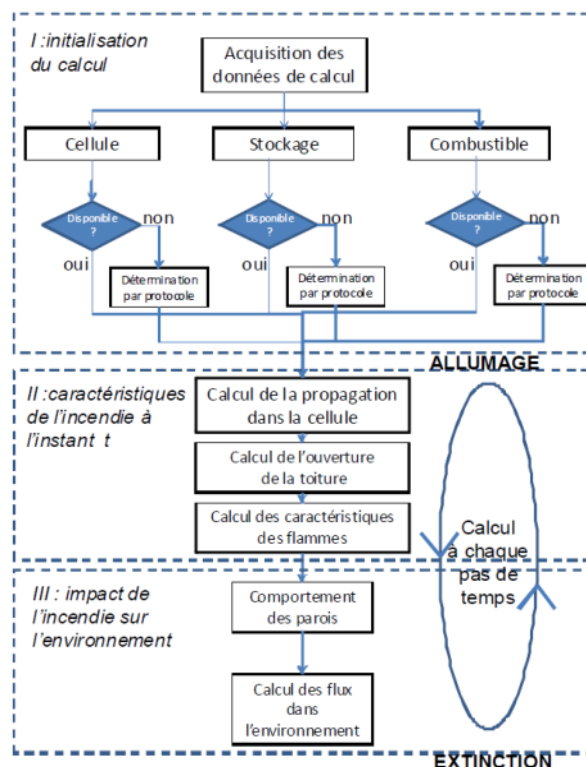


Figure 1 : Logigramme présentant la méthode de calcul de FLUMILOG

Cependant le logiciel FLUMilog possède des limites impactant le choix des hypothèses de modélisation :

- Nature des stockages :
 - FLUMilog référence seulement 11 produits combustibles (bois, caoutchouc, carton, coton, palette bois polyéthylène, pneu, polystyrène, polyuréthane, PVC et synthétique) et 4 produits incombustibles (acier, aluminium, verre et eau).
➔ éventail de produits limité
 - FLUMilog nécessite également de caractériser une palette moyenne par cellule.
➔ l'utilisation de palettes de composition différente dans une même cellule n'est pas possible.
- Dimension des bâtiments :
 - Seulement deux cellules adjacentes au maximum peuvent être définies pour étudier la propagation de l'incendie à celles-ci.
 - La prise en compte d'un décroché d'angle est possible dans la mesure où celui-ci représente moins de 1/3 de la longueur des façades concernées
- Mode de stockage :
 - FLUMILOG permet de considérer soit un stockage en masse, soit un stockage en racks (un stockage mixte n'est pas possible).
 - Pour un stockage en racks, le nombre de racks simples est limité à 2 et ces racks sont placés aux extrémités du stockage. Les autres racks considérés doivent être des racks doubles.

3.1.2 Description des produits considérés pour les modélisations

Les produit mis en œuvre sur le site et faisant objet de modélisations sont :

- DIB (PhD3),
- Carton (PhD3 et PhD4),
- Plastique (PhD4).

Comme évoqué précédemment, FLUMilog dispose de 15 produits dans sa base de données, les paragraphes ci-dessous expliquent les différentes hypothèses pour le choix des produits retenus dans les modélisations.

➤ **DIB :**

La plateforme de tri-transfert des déchets non dangereux (ou zone éco mobiliers) accueille des déchets divers nommés ici DIB ou vracs tout-venants. Ce sont des déchets non triés pouvant contenir du plastique, du carton du papier, des éléments métalliques, du verre, des encombrants, ...

Nous retenons de manière conservatoire, d'après le rapport « La composition des ordures ménagères et assimilées en France » réalisé par l'Ademe sur une campagne de recensement de 2007, la composition des ordures ménagères résiduelles (déchets totaux moins ceux issus de la collecte sélective) suivante :

Catégories	Composition des OMR
Déchets putrescibles	30,93 %
Papiers	10,33 %
Cartons	5,69 %
Composites	1,69 %
Textiles	2,32 %
Textiles sanitaires	10,50 %
Plastiques	11,43 %
Combustibles NC	2,44 %
Verre	5,75 %
Métaux	2,87 %
Incombustibles NC	2,57 %
Déchets dangereux	0,81 %
Éléments fins < 20 mm	12,67 %
TOTAL	100 %

Ainsi, pour 100 kg de déchets issue des données de l'Ademe, nous retenons :

- 28,69 kg de papier, de carton et les éléments fins,
- 2,32 kg de textiles (coton),
- 10,5 kg de textiles sanitaires (synthétique),
- 15,56 kg plastique, de composites et de combustible Non Classés,
- 5,75 kg de verre,
- 5,44 kg de métaux et incombustible (aluminium).

Remarque : Nous ne retenons pas les déchets putrescibles car non présents sur le site.

Ainsi, les déchets tout venants seront modélisés avec :

- 42,12 % de carton,
- 3,4 % de coton,
- 15,3 % de synthétique,
- 22,8 % de polyéthylène (PE),
- 8,42 % de verre,
- 7,96 % d'aluminium.

D'après le rapport « Réduire le coût de mes déchets » de juillet 2014 réalisé par l'Ademe, la masse volumique des DIB (Déchets Industriels Banals) est de 300 kg/m³.

➤ **Carton :**

Le carton est un produit présent dans FLUMilog.

D'après le rapport « Réduire le coût de mes déchets » de juillet 2014 réalisé par l'Ademe, la masse volumique du papier/carton issu du recyclage est de 250 kg/m³.

➤ **Plastique :**

Nous allons utiliser du polyéthylène (PE). Ce dernier est le plastique le plus pénalisant (puissance de combustion la plus élevée). Sa masse volumique est prise à 80 kg/m³ ce qui correspondent à des déchets plastiques en vrac (Source : Sindra - Observatoire des déchets en Auvergne-Rhône-Alpes).

3.2 Seuils des effets retenus

Les seuils retenus dans le cadre de la modélisation des phénomènes dangereux sont définis par l'arrêté du 29 Septembre 2005 relatif « à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études des dangers des installations classées soumises à autorisation ».

Effets prévisibles sur les structures	Effets prévisibles sur l'homme	Flux thermiques
Seuil des effets domino et correspondant au seuil des dégâts graves sur les structures	Seuil des effets létaux significatifs (SELS) correspondant à la zone de dangers très graves pour la vie humaine	8 kW/m ²
Seuil des destructions de vitres significatives	Seuil des premiers effets létaux (SEL) correspondant à la zone des dangers graves pour la vie humaine	5 kW/m ²
/	Seuil des effets irréversibles (SEI) correspondant à la zone des dangers significatifs pour la vie humaine	3 kW/m ²

Tableau 3 : Seuils d'effets des flux thermiques

3.3 Distance d'effets associées aux phénomènes dangereux

Les zones en feu associées à l'activité du centre de transfert sont représentées sur la figure ci-dessous en bleu :

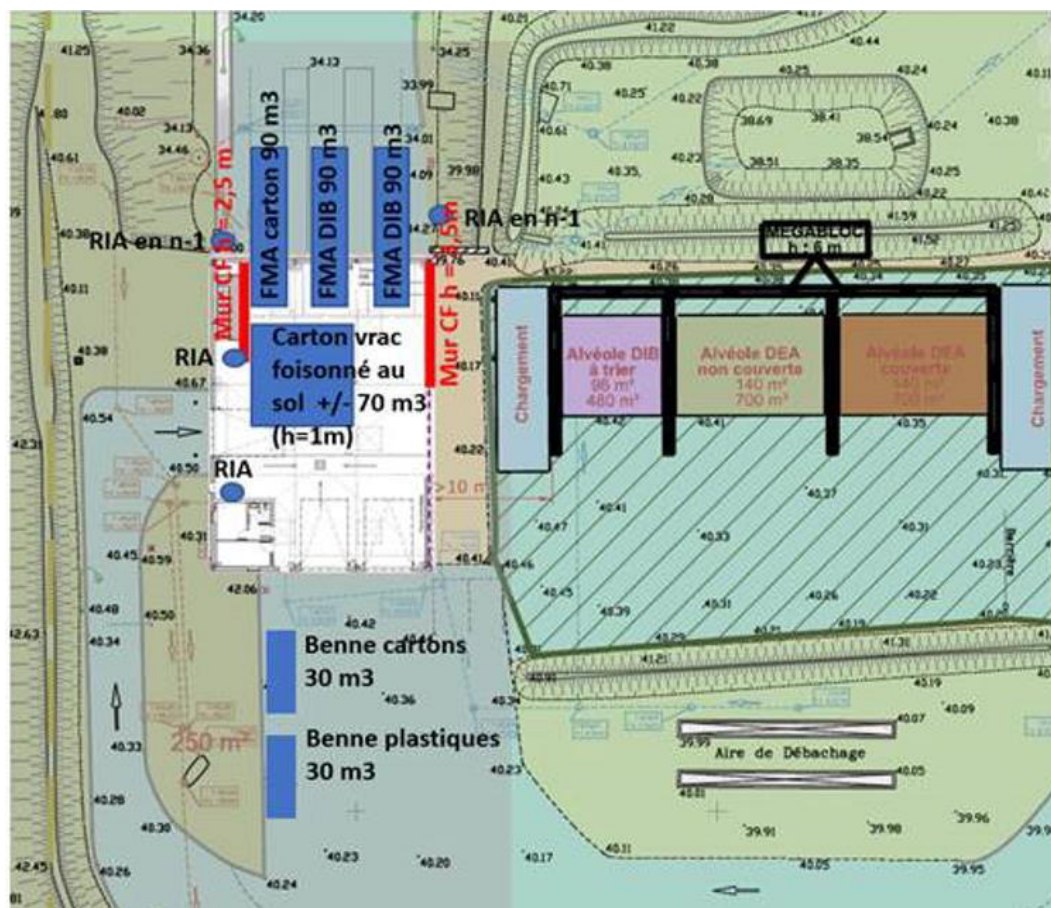


Figure 2 : Localisation des stockages du centre de transfert

3.3.1 PhD3 : Incendie généralisé du centre de transfert et des FMA

Cette zone se compose d'une zone de stockage de carton vrac de 70 m² et de 1 m de hauteur. Cette zone est localisée au niveau du sol.

Elle est en surplomb par rapport à la zone de stationnement des bennes FMA de carton et DIB de 90 m³ chacune (16 x 3 x 1,8 m de hauteur). Cette zone FMA est située 5 m en contrebas en-dessous du niveau du sol du bâtiment de transfert.

Le centre de transfert, d'une hauteur de 10 m, est constitué d'un bardage métallique sur les 4 faces avec deux ouvertures coté sud-est. De plus, des murs coupe-feu de 2,5 m et 3,5 m sont présents en amont de la zone FMA.

Comme un seul produit peut être intégré dans le logiciel FLUMilog, nous avons considéré un produit unique composé de cartons et de DIB suivant la moyenne pondérée de chaque stockage. Il y a au total 180 m³ de DIB et 160 m³ de cartons soit un stockage de 54 t de DIB et 40 t de carton.

Les hypothèses de modélisation sont détaillées ci-dessous :

- Stockage en masse de 12 m x 18 m sur la zone FMA et de 8,4 x 8,4 m dans le centre de transfert. Le niveau du sol sera pris égale à celui du centre de transfert. Le dénivelé de la zone FMA sera traduit par l'ajout d'un merlon de 5 m de haut,
- Hauteur de stockage : 1,8 m en zone FMA et 1 m dans le centre de transfert,
- Stockage en bâtiment de 10 m de hauteur + stockage extérieur fictif :
 - Bardage métallique sur 4 faces
 - Portes sur la face sud-est (4 x 6 m)
 - Murs coupe-feu sur une partie des faces nord et sud (comme indique sur la Figure 2)
 - Merlon de 5 m de haut au niveau des faces nord et sud de la zone FMA (zone en contrebas)
 - Pour modéliser le stockage extérieur, les parois sont en REI 0

Remarque : Sur FLUMilog, les murs coupe-feu peuvent se traduire par la mise en place de merlons

- Palette considérée dans FLUMilog :
 - Pour la zone FMA : 1m x 1m x 1,8m composée de :
 - 164,4 kg de carton,
 - 6,7 kg de coton,
 - 30,0 kg de synthétique,
 - 44,7 kg de polyéthylène (PE),
 - 16,5 kg de verre,
 - 15,6 kg d'aluminium.

Remarque : masse volumique moyenne = 285 kg/m³

- Pour le centre de transfert : 1m x 1m x 1m composée de :
 - 250 kg de carton

Les résultats sont présentés ci-dessous :

Phénomènes dangereux (PhD)		Commentaire	SEI (3kW/m ²)	SEL (5kW/m ²)	SELS (8kW/m ²)
PhD3	Incendie généralisé du centre de transfert et des FMA	Autres cotés	Non atteint	Non atteint	Non atteint
		Côté FMA	9 m	6 m	3 m

Les distances d'effets sont présentées à partir de la zone en feu, soit à partir des bords des zones de stockage.

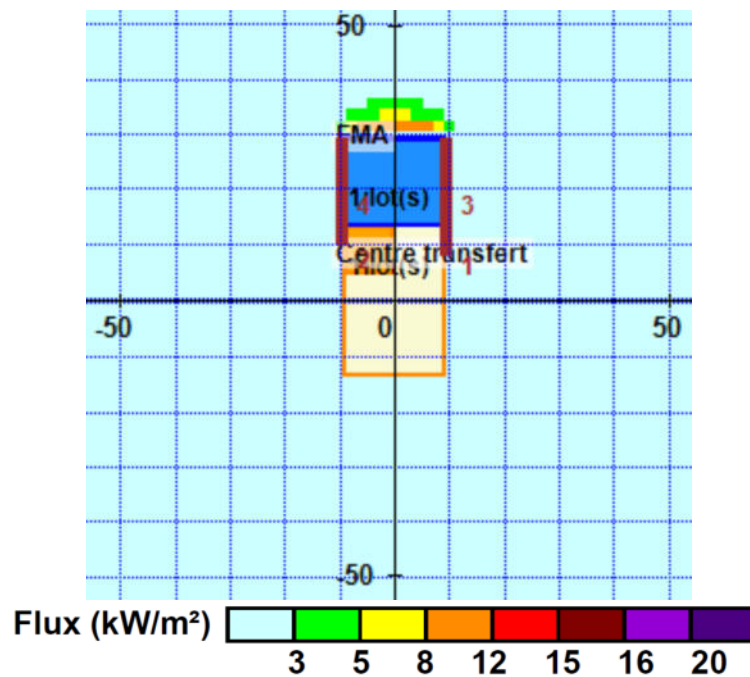


Figure 3 : Modélisation PhD3

Aucune zone d'effet n'est identifiée en dehors du centre de transfert du fait de la faible charge calorifique.

Des zones d'effet sont observées uniquement du côté des FMA. Elles seraient par ailleurs contraintes et limitées dans leur étendue à la rampe d'accès, du fait de l'existence d'un obstacle physique constitué par le front de taille rocheux d'une hauteur de l'ordre de 5 à 6 m, au niveau de la zone de chargement FMA)

Les cartographies des zones d'effet sont disponibles en Annexe.

3.3.2 PhD4 : Incendie généralisé des bennes de stockage extérieures

Cette zone se compose d'une benne carton et d'une benne plastique de 30 m³ chacune (7,5 x 2,5 x 2 m de hauteur).

Comme un seul produit peut être intégré dans le logiciel FLUMilog, nous avons considéré un produit unique composé de cartons et de plastique suivant la moyenne pondérée de chaque stockage.

Les principales hypothèses de modélisation sont détaillées ci-dessous :

- Stockage en masse de 15 x 2,5 m,
- Hauteur de stockage : 2 m,
- Stockage à l'air libre,
- Palette considérée dans FLUMilog :
 - 1m x 1m x 2m,
 - Produits :
 - carton : 250 kg
 - plastique (PE) : 80 kg.

Remarque : masse volumique moyenne = 165 kg/m³

Les résultats sont présentés ci-dessous :

Phénomènes dangereux (PhD)		Commentaire	SEI (3kW/m ²)	SEL (5kW/m ²)	SELS (8kW/m ²)
PhD4	Incendie généralisé des bennes de stockage extérieures	Longueur	6 m	Non atteint	Non atteint
		Largeur	Non atteint	Non atteint	Non atteint

Les distances d'effets sont présentées à partir de la zone en feu, soit à partir des bords des zones de stockage.

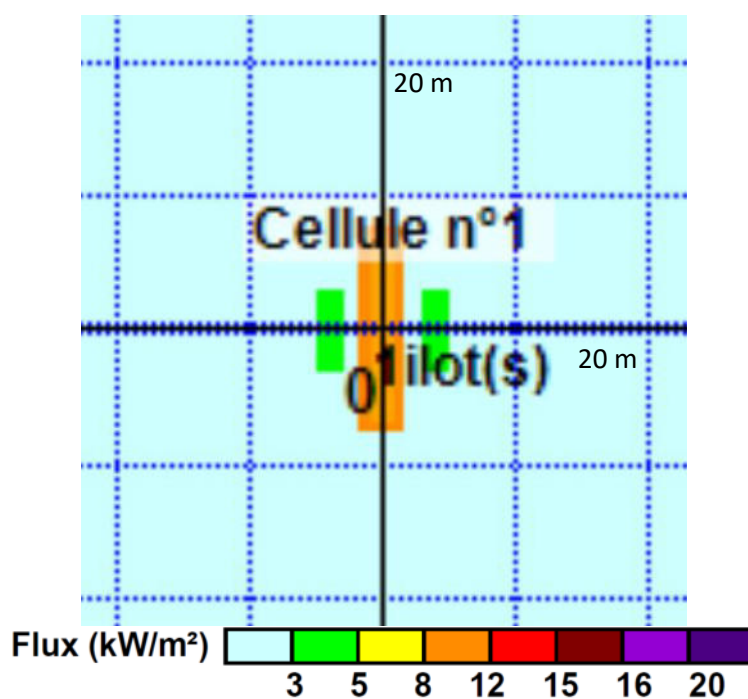


Figure 4 : Modélisation PhD4

Ainsi, les zones d'effets restent confinées à l'intérieur du site et n'affectent aucune installation à proximité.

Les cartographies des zones d'effet sont disponibles en Annexe.

3.4 Effets dominos

3.4.1 Généralité et seuils d'effet retenus

La définition retenue pour un effet domino est la suivante : « Action d'un phénomène accidentel affectant une ou plusieurs installations d'un établissement qui pourrait déclencher un phénomène accidentel sur une installation ou un établissement voisin, conduisant à une aggravation générale des conséquences. »

Les valeurs seuils d'effets à partir desquelles un effet domino sur les installations voisines est à examiner au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 sont les suivantes est de 8 kW/m² pour les effets thermiques.

Cette valeur constitue la limite inférieure à partir de laquelle des effets dominos sont envisageables. Les seuils réellement retenus peuvent être supérieurs en fonction des éventuelles dispositions constructives et/ou caractéristiques des bâtiments et installations cibles.

Aucun effet domino n'est considéré pour les effets toxiques.

3.4.2 Effets dominos internes

Les effets dominos ont été évalués pour les différents phénomènes dangereux :

N°	Phénomène dangereux	Type d'effets	Distance maximale des effets dominos	Equipements impactés	Conséquences potentielles
3	Incendie généralisé du centre de transfert et des FMA	Thermique	3 m	Aucun	Aucune
4	Incendie généralisé des bennes de stockage extérieures	Thermique	Non atteint	/	/

Tableau 4 : Effets dominos

L'étude des effets dominos interne montre qu'aucun sur- accident n'est à envisager.

3.4.3 Effets dominos externes

Pour tous les phénomènes dangereux étudiés, aucun seuil d'effet domino ne sort des limites du site.

Il n'y a pas d'effets dominos externes.

4 Analyse détaillée des risques

L'intensité des phénomènes dangereux a été évaluée précédemment par les modélisations. L'étude des effets dominos a permis d'identifier les éventuels phénomènes dangereux supplémentaires générés par effets dominos. Les cartographies des zones d'effets sont présentées en **Annexe 1**.

Les phénomènes dangereux entraînant des effets létaux et/ou significatifs pour la vie humaine uniquement à l'intérieur des limites du site présentent un risque acceptable. Pour les autres phénomènes dangereux, une évaluation de la gravité et de la probabilité doit être réalisée afin de caractériser le risque.

Le tableau ci-après synthétise les phénomènes dangereux présentant un risque acceptable (pas d'effets à l'extérieur).

Phénomènes dangereux		Type d'effets	Zones de dangers contenue dans les limites de site	Conclusion
N°	Intitulé			
3	Incendie généralisé du centre de transfert et des FMA	Thermique	Oui	Acceptable
4	Incendie généralisé des bennes de stockage extérieures	Thermique	Oui	Acceptable

Tableau 5 : Phénomènes dangereux générant des effets à l'extérieur du site

Aucun phénomène dangereux n'a des effets qui sortent des limites du site. L'étude de la probabilité, de la gravité et de la cinétique de ces événements n'est donc pas nécessaire.

L'ensemble des phénomènes dangereux est donc considéré comme étant acceptable au sens de la circulaire du 10 mai 2010.

5 Organisation des secours, moyens de prévention et de lutte incendie

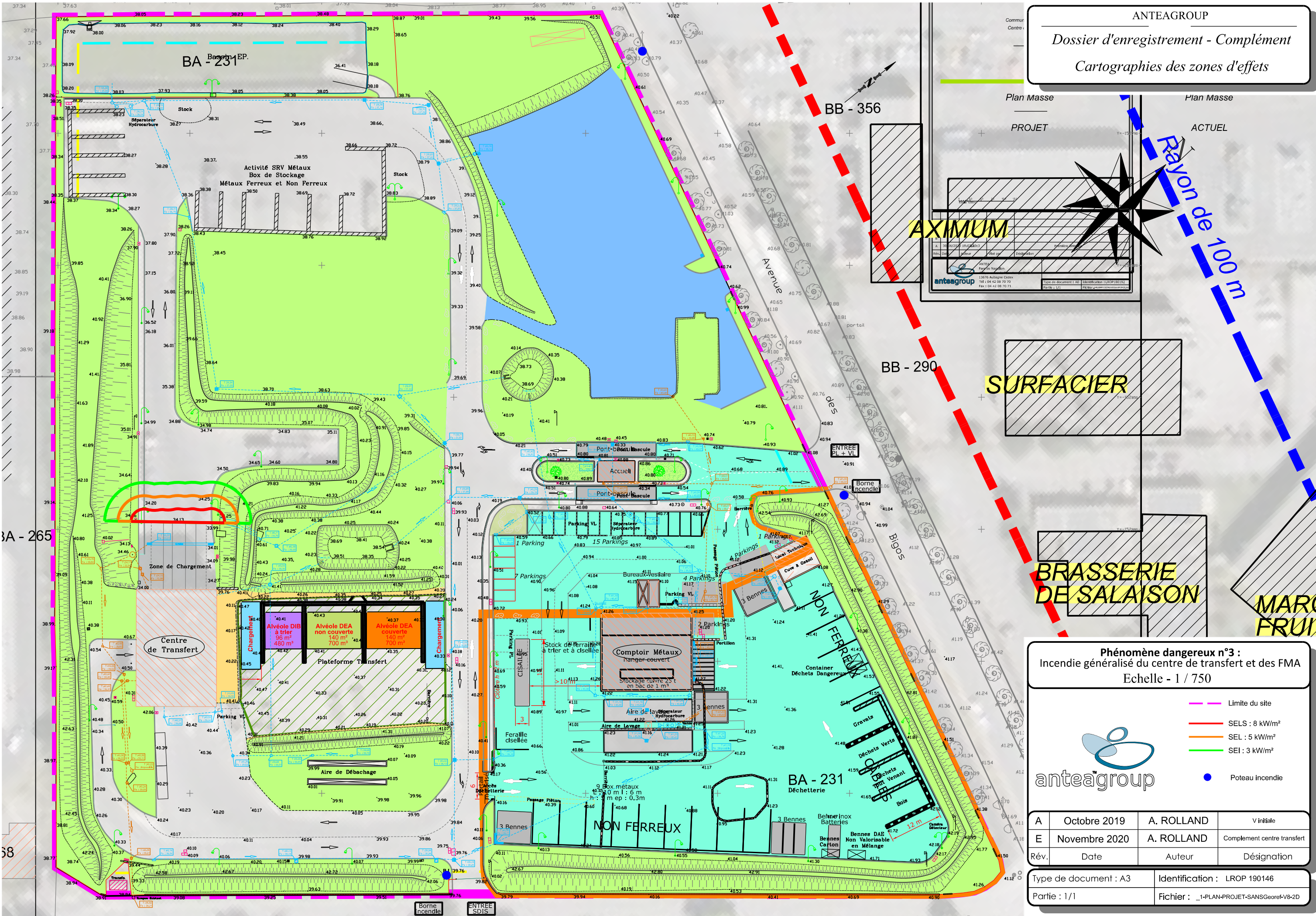
L'organisation des secours et les moyens de prévention mis en place sont identiques à ceux décrits dans la note de dangers du dossier d'Enregistrement (Rapport n° 101085/D). On retrouve notamment :

- La formation,
- Des consignes d'exploitations,
- Des consignes de sécurité,
- Des vérifications et maintenances périodiques,
- Des habilitations pour les opérateurs,
- Des moyens de prévention contre les départs de feu et les sources d'ignition.

La note de dangers du dossier d'Enregistrement mentionne également les besoins en eau. Ces derniers sont suffisamment dimensionnés sur l'ensemble du site y compris au niveau du centre de transfert.

Notons que 4 RIA sont présents à proximité du centre de transfert pour faire face à un incendie dans la zone.

Annexe 1 : Cartographies des zones d'effets



ANTEAGROUP
Dossier d'enregistrement - Complément
Cartographies des zones d'effets

Plan Masse
PROJET
ACTUEL

AXIMUM

SURFACIER

BRASSERIE
DE SALAISSON

MARC
FRUIT

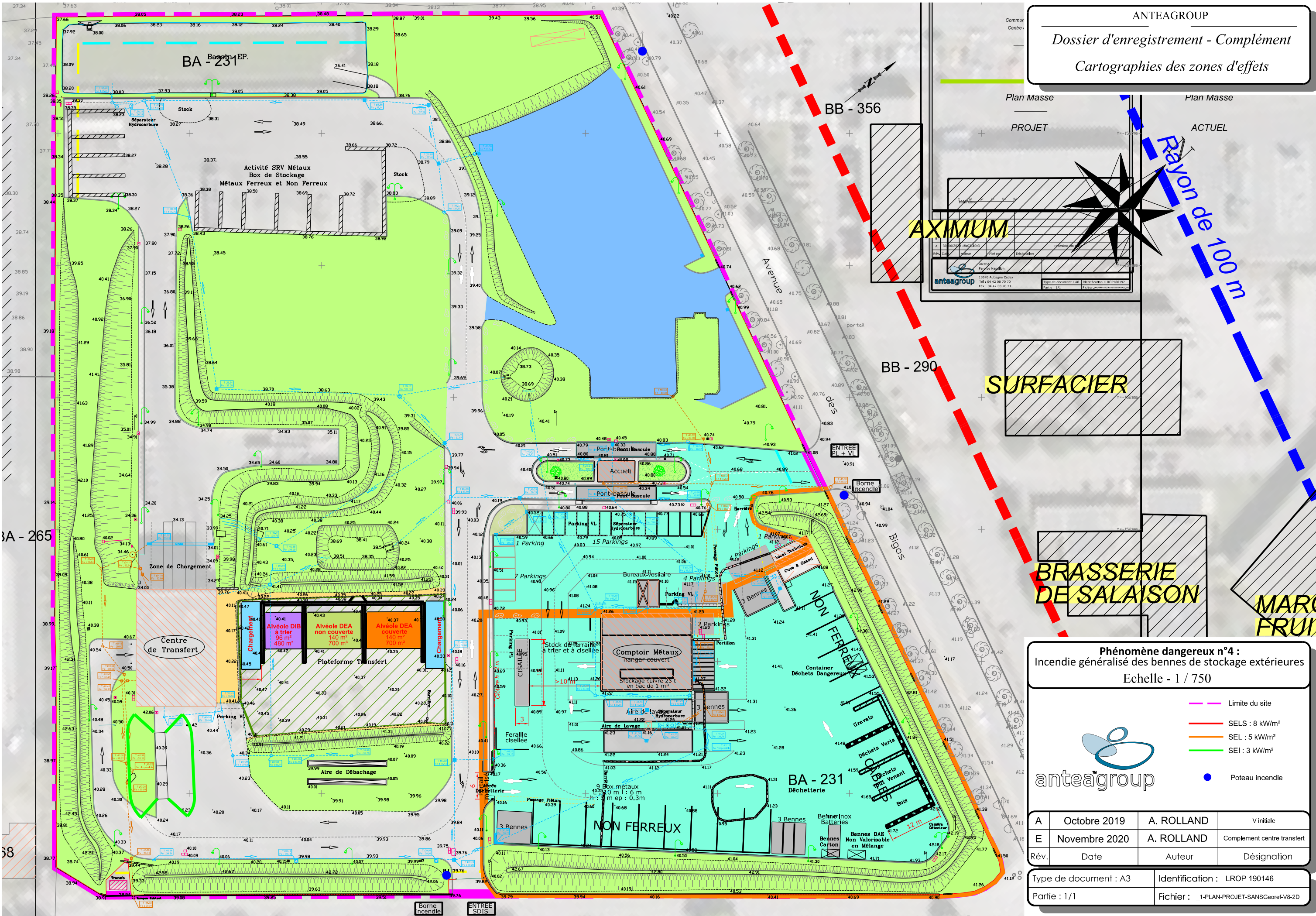
Phénomène dangereux n°3 :
Incendie généralisé du centre de transfert et des FMA
Echelle - 1 / 750



- Limite du site
- SELS : 8 kW/m²
- SEL : 5 kW/m²
- SEI : 3 kW/m²
- Poteau incendie

A	Octobre 2019	A. ROLLAND	V initiale
E	Novembre 2020	A. ROLLAND	Complement centre transfert
Rév.	Date	Auteur	Désignation

Type de document : A3	Identification : LROP 190146
Partie : 1/1	Fichier : _1-PLAN-PROJET-SANSGeoref-V8-2D



ANTEAGROUP
Dossier d'enregistrement - Complément
Cartographies des zones d'effets

Plan Masse
PROJET
ACTUEL

AXIMUM

SURFACIER

BRASSERIE
DE SALAISSON

MARC
FRUIT

Phénomène dangereux n°4 :
Incendie généralisé des bennes de stockage extérieures
Echelle - 1 / 750



- Limite du site
- SELS : 8 kW/m²
- SEL : 5 kW/m²
- SEI : 3 kW/m²
- Poteau incendie

A	Octobre 2019	A. ROLLAND	V initiale
E	Novembre 2020	A. ROLLAND	Complement centre transfert
Rév.	Date	Auteur	Désignation

Type de document : A3	Identification : LROP 190146
Partie : 1/1	Fichier : _1-PLAN-PROJET-SANSGeoref-V8-2D